

LA
COUR SOUVERAINE
DE LORRAINE ET BARROIS
(1641-1790)



Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 28 Avril 1958, à 17 heures 30

par

HUBERT DE MAHUET

Membres du Jury

Président : M. J. Imbert; professeur

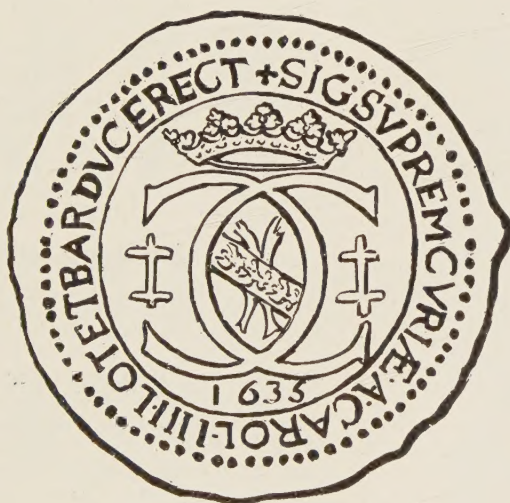
Assesseurs { M. Luchaire, professeur
 { M. Taveneaux, chargé d'enseignement à la Faculté des Lettres

1958



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA COUR SOUVERAINE DE LORRAINE ET BARROIS (1641-1790)



Thèse pour le Doctorat

présentée et soutenue le 28 Avril 1958, à 17 heures 30

par

HUBERT DE MAHUET

Membres du Jury

Président : M. J. Imbert, professeur

Assesseurs { *M. Luchoire, professeur*
 { *M. Taveneaux, chargé d'enseignement à la Faculté des Lettres*

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. ROBLLOT.

Assesseur du Doyen : M. CHAUMONT.

Doyens honoraires : MM. GÉNY, SENN et VOIRIN.

Professeurs honoraires :

MM. GÉNY, TROTABAS, LESCOT, WALINE, TEITGEN, J. MARCHAL,
SENN, KROELL, DURAND, GOETZ.

MM. VOIRIN	Professeur de Droit Civil.
DE MENTHON	Professeur d'Economie Politique.
CHAUMONT	Professeur de Droit Public.
ROBLLOT	Professeur de Droit Commercial.
GAUDEMET	Professeur de Droit Public.
LUCHAIRE	Professeur de Droit Public.
SÉGUILLON	Professeur d'Economie Politique.
RAY	Professeur d'Economie Politique.
VITU	Professeur de Droit Pénal.
IMBERT	Professeur de Droit Romain et d'Histoire du Droit.
M ^{me} BOULET-SAUTEL	Professeur de Droit Romain et d'Histoire du Droit.
MM. COULOMBEL	Professeur de Droit Civil.
SAUTEL	Professeur de Droit Romain et d'Histoire du Droit.
FRIEDEL	Professeur titulaire à titre personnel.
TALLON	Professeur sans chaire.
GRANGER	Professeur de Droit Social.
MM. DE CARBON	Agrégé d'Economie Politique.
MARJOLIN	Agrégé d'Economie Politique.
MM. PONSARD	Chargé de Cours d'Economie Politique.
CHARPENTIER	Chargé de Cours de Droit Public.
LÉVY	Chargé de Cours de Droit Public.
HOUSIAUX	Chargé de Cours d'Economie Politique.
NOIREL	Chargé de Cours de Droit Privé.



« *Périsse le monde plutôt que le droit* ». La devise de Guinet traduit la haute opinion que le célèbre jurisconsulte lorrain avait de cette science, sans laquelle il est difficile de concevoir la justice.

L'éloge de la justice, d'ailleurs, n'est plus à faire, mais l'étude des institutions qui l'ont mise en œuvre est toujours d'actualité, quand cela ne serait que pour parfaire celles qui existent de nos jours.

La Cour Souveraine de Lorraine et Barrois a présidé à la destinée de nombreuses générations lorraines, et son rôle dans les duchés fut si important que nous croyons qu'il n'est pas sans intérêt de donner quelques renseignements sur cette compagnie qui fut une des illustrations de notre province.

Mais il est difficile d'être original en la matière, après que tant et de si bons ouvrages aient paru.

L'un de ceux qui a retenu le plus notre attention est celui de Krug-Basse, intitulé « *Histoire du Parlement de Lorraine et Barrois* ». L'auteur y expose, d'une façon remarquable, la naissance, la vie et la disparition de cette Cour Souveraine dont on sait que, particulariste par tradition et par fidélité à la Maison de Lorraine, elle fut au XVIII^e siècle le symbole de la résistance contre le nouveau régime français. Mais il est regrettable que certains points aient été laissés dans l'ombre, tels que les attributions de la Cour, ou même son organisation, que d'autres aient été passés sous silence alors qu'ils constituaient toute l'originalité du système parlementaire lorrain : la nature des charges de judicature par exemple.

Aussi, l'ouvrage de ce savant auteur, quelque soient ses qualités incontestables par ailleurs, est-il considéré comme incomplet au regard de l'histoire du droit public lorrain.

Guillaume de Rogéville, par de patientes recherches, a accumulé de très nombreux documents et publié également des ouvrages très intéressants dont la « *Jurisprudence des Tribunaux*

de Lorraine », précédée d'une « Histoire abrégée du Parlement de Lorraine et Barrois » jusqu'en 1775.

Resserré dans le cadre étroit d'une préface, cet abrégé a nécessairement passé sous silence nombre de faits intéressants : il ne consacre par exemple que sept pages aux vingt-neuf années du règne de Stanislas, époque dramatique où la Cour lutta sans trêve contre l'arbitraire du chancelier de la Galaizière.

Il restait donc une place pour un ouvrage d'ensemble sur la Cour Souveraine, c'est cette lacune que nous avons essayé de combler.

Malheureusement, le manque de temps et de compétence ne nous a pas permis de traiter ce sujet d'une manière plus complète, aussi nous nous sommes contenté d'une sorte de dissertation générale sur cette institution judiciaire peu connue des historiens français contemporains qui la font remonter, à tort, à 1775, date à laquelle Louis XVI lui a donné le titre honorifique de « Parlement », qu'elle avait en réalité depuis fort longtemps.

Ce travail, le voici : il se présente trop souvent comme une énumération, sans art, de renseignements glanés dans de nombreux ouvrages. Nous nous en excusons surtout auprès de notre professeur, M. IMBERT, qui a eu l'idée de ce travail et qui, après avoir guidé nos premiers pas dans nos études, a tenu également à en assurer le couronnement. Idée délicate que le choix du sujet de cette thèse, dont nous apprécions toute la valeur, car le nom de notre famille est inséparablement lié à la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois.

En reconnaissance pour le précieux enseignement que M. le Professeur IMBERT nous a dispensé, nous lui dédions cet ouvrage.

Mais, en terminant, nous ferions preuve d'ingratitude si nous ne mentionnons, avec une respectueuse reconnaissance, les conseils que notre grand-père nous a prodigués en mettant à notre disposition ses précieuses archives constituées au cours de plus d'un demi-siècle de travail.

BIBLIOGRAPHIE

DES PRINCIPALES SOURCES CONSULTÉES

I. — MANUSCRITS

Archives du Département de Meurthe-et-Moselle

Fonds Judiciaires, Bj 4504.

Registre des lettres patentes, B 118-180.

Registre des arrêts d'entérinement, B 214-269.

Registre des Provisions d'offices, B 189-213.

Fonds dit de Vienne, série 3 F.

Registres et papiers de la Chambre des Consultations, B 1770, 1784, 10972.

Registres et papiers de la Chancellerie, B 1888, 11818, 11820.

Registres et papiers du Conseil des finances, B 1673.

Bibliothèque Municipale de la Ville de Nancy

Registres des paroisses de la ville de Nancy.

Journal de DURIVAL l'aîné, de 1737 à 1795, n° 1310-1323.

Du Pont. — *Recherches faites en 1776 sur la Cour Souveraine de Lorraine*, n° 784 (1).

Bibliothèque de la Société d'Archéologie Lorraine

Recueil de Jurisprudence, n° 67.

Mémoire de la Cour Souveraine de Lorraine, n° 237.

Catalogue des œuvres manuscrites de l'Abbé CHATRIAN, n° 246, f° 37.

Abbé CHATRIAN. — « Calendrier historique ecclésiastique », 1785 et années suivantes (2).

Archives personnelles

Abbé CHATRIAN. — « *Hommes illustres du diocèse de Nancy* », 1785.

Coutumes de Lorraine, s. l. n. d., manuscrit du XVIII^e siècle, comprenant 1.216 pages et contenant :

— extraits des résolutions de l'ancienne Cour de Lorraine, tirées

(1) Ce précieux travail, dit NOEL, aurait été fait à la demande de M. DE COEURDEROY.

(2) De très nombreux et intéressants manuscrits de l'Abbé Laurent CHATRIAN, curé de Resson, puis de Saint-Clément, se trouvent à la bibliothèque du Grand Séminaire de Nancy.

des registres de délibération depuis le 10 novembre 1661. — Commentaire sur la coutume de Lorraine par le Président de Mahuet ; notes de Lefèvre ; conférences sur les Ordonnances civiles et criminelles...

Lettres de Conseillers : Baudinet de Courcelles, Protin, du Rouvrois, Lombillon, Perrin, du Monfét, Collenel, de Beaucharmoï, de Chevers.

Ainsi que d'autres documents manuscrits concernant la Cour Souveraine et ses magistrats.

II. — IMPRIMES

ADAM (P.). — *Etude sur les Grands-Jours de Saint-Mihiel*, Bar-le-Duc, 1926.

Almanachs de Lorraine et Barrois.

Arrêts Choisis de la Cour Souveraine de Lorraine et du Barrois, 2 vol., Nancy, 1717-1722.

BAUMONT (H.). — *Etude sur le règne de Léopold, duc de Lorraine et de de Bar (1697-1729)*, Nancy, 1894.
Histoire de Lunéville, 1900.

BEAUPRÉ. — *Recherches historiques et bibliographiques sur les commencements de l'imprimerie en Lorraine*, Saint-Nicolas-de-Port, 1845.

BEXON (Abbé). — *Histoire de Lorraine*, Paris, 1777.

BICKART (R.). — *Les Parlements et la notion de souveraineté nationale au XVIII^e siècle*, Paris, 1932.

BONVALOT (E. T.). — *Les plus principales et générales coutumes du duché de Lorraine*, Paris, 1878.

Histoire du droit et des institutions de la Lorraine et des Trois Evêchés (843-1789), I, du traité de Verdun à la mort de Charles II.

BOYÉ (P.). — *Stanislas Leszcinski et le troisième traité de Vienne*, Paris, 1906.

Querelle des vingtièmes en Lorraine. L'exil et le retour de M. de Châteaufort, Edition du Pays Lorrain, 1906-1937.

A propos d'un bicentenaire, Edition du Pays Lorrain, 1906-1937.

Le Chancelier Chaumont de la Galaizière et sa famille, Edition du Pays Lorrain, 1939.

Bulletin de la Société philomatique vosgienne. — Saint-Dié, 1876-1910.

CALMET (Dom Aug.). — *Notice de la Lorraine*, Nancy, 1736.

Histoire de la Lorraine, Nancy, 1745-1757.

CAYON (J.). — *Histoire physique, civile, morale et politique de Nancy*, Nancy, 1846.

CHATEAUFORT (Journal de M^{me} de). — *M. S. A. L.*, 1900.

CHEVRIER. — *Histoire civile, militaire, ecclésiastique, politique et littéraire de Lorraine et de Bar*, S. d.

COLIN DE BÉNAVILLE. — *Exposition des lois, actes, et monuments authentiques concernant l'origine et la constitution de la Cour Souveraine séante à Nancy*, 1755.

- COURBE (C.). — *Promenades historiques à travers les rues de Nancy*, 1883.
Les rues de Nancy du XVI^e siècle à nos jours, Nancy, 1885-1886.
- DELCAMBRE (E.). — *Les ducs et la noblesse lorraine*, Annales de l'Est, 1952.
- DIGOT (A.). — *Histoire de Lorraine*, Nancy, 1856.
- DUMAST (Baron de). — *La Chambre des Comptes du duché de Bar*, Bar-le-Duc, 1907.
- DUMONT (E.). — *Histoire de la ville et des seigneurs de Commercy*, Bar-le-Duc, 1843.
Justice criminelle des duchés de Lorraine et de Bar, Nancy, 1848.
Histoire des fiefs et principaux villages de la seigneurie de Commercy, Nancy, 1856.
- DURIVAL. — *Description de la Lorraine et du Barrois*, Nancy, 1779 à 1783.
- DUVERNOY (E.). — *Les Etats Généraux des duchés de Lorraine et de Bar*, Paris, 1904.
- FLAMMERMONT (J.). — *Le Chancelier Maupeou et les Parlements*, Paris, 1883.
- GAIN (A.). — *Le Conseil Souverain de Nancy (1634-1637)*, Metz, 1937.
- GRAVIER (N. F.). — *Histoire de la ville épiscopale et de l'arrondissement de Saint-Dié*.
- GUYOT. — *Répertoire universel et raisonné de Jurisprudence civile, criminelle, canonique et bénéficiale*, Paris, 1784.
- HAUSSONVILLE (comte d'). — *Histoire de la réunion de la Lorraine à la France*, Paris, 1860.
Histoire de Lorraine, Nancy, 1939.
- IMBERT (J.). — *Note sur l'histoire du droit privé lorrain*, Annales de l'Est, 1950.
Journal de Nancy, 1780-1787, Nancy, 1780-1787.
Journal de Metz, 1758-1776.
- KRUG-BASSE (J.). — *Histoire du Parlement de Lorraine et Barrois*, Paris, 1899.
- LA CUISINE (de). — *Le Parlement de Bourgogne*, Paris, 1864.
- LECLERC (L.). — *Le Parlement de Nancy*.
- LEFÈVRE. — *La Pratique Judiciaire de Lorraine*, Nancy, 1755.
- LEPAGE (H.) et DUVERNOY (E.). — *Inventaire sommaire des archives départementales antérieures à 1790*, Nancy, 1873-1906.
- LEPAGE (H.) et GERMAIN (L.). — *Complément du nobiliaire de dom Pelletier*, Nancy, 1885.
- LIONNOIS (J. J.). — *Histoire de la ville vieille et neuve de Nancy*, Nancy, 1805-1811.
- LUXER (A.). — *Les Principales institutions judiciaires du duché de Lorraine*, Nancy, 1879.
L'organisation judiciaire en Lorraine sous Léopold et les réformes de ce prince (1697-1729), Nancy, 1883.
- MARTIN (Abbé). — *L'Université de Pont-à-Mousson (1572-1768)*, Nancy, 1891.
Histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié, Nancy, 1900.

- MAHUET (Comte A. de). — *Biographie de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois et du Parlement de Nancy (1644-1790)*, Nancy, 1911.
- MATHIEU (Abbé D.). — *L'Ancien Régime dans la Province de Lorraine et Barrois*, Paris, 1899.
- MEAUME. — *Les Assises de l'Ancienne Chevalerie Lorraine. Mémoires de la Société Philomatique de Verdun*, Verdun, 1840-1900.
- Mémoires de la Société d'Archéologie et d'Histoire de la Moselle*, Metz, 1857-1887.
- Mémoires de la Société des Lettres, Sciences et Arts de Bar-le-Duc*, 1871-1910.
- MICHEL (E.). — *Histoire du Parlement de Metz*, Paris, 1875.
- Biographie du Parlement de Metz*, 1853.
- NOËL. — *Catalogue raisonné des collections lorraines*, 1850-1855.
- Pays Lorrain* (le), 1904 et 1905.
- PFISTER (Chr.). — *Histoire de Nancy*, Nancy, 1902-1908.
- POULET (J.). — *La Cour Souveraine de Lorraine sous Stanislas, M. d'Aristay de Châteaufort*, Nancy, 1876.
- Publications de la Société d'Archéologie lorraine et du musée historique lorrain* : Bulletins, Mémoires, Journal..
- Publications de l'Académie de Stanislas (1734-1955)*.
- Recueil des Edits, ordonnances, déclarations, traités et concordats sous le règne de Léopold I*, Nancy, 1753-1786.
- Remontrances faites aux ouvertures de la Saint-Martin de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois*, de 1705 à 1717.
- RISTON. — *Analyse des Coutumes sous le ressort du Parlement de Lorraine*, Nancy, 1782.
- Table alphabétique ou abrégée du Recueil des Ordonnances et Règlements de Lorrains jusqu'en 1773*, Nancy, 1773.
- ROGÉVILLE (P. Dom. Guillaume de). — *Dictionnaire Historique des Ordonnances et des Tribunaux de la Lorraine et du Barrois*, Nancy, 1777.
- Jurisprudence des Tribunaux de Lorraine*, Nancy, 1785.
- SADOUL (C.). — *Essai historique sur les institutions judiciaires des duchés de Lorraine et de Bar avant les réformes de Léopold I*, Nancy, 1898.
- SAULNIER (F.). — *Le Parlement de Bretagne (1554-1790)*, Rennes, 1909.
- THIBAUT. — *Histoire des lois et usages de la Lorraine en matière bénéficiale*.
- THIRY (J. L.). — *La situation économique du Département de la Meurthe sous le Consulat*, Thèse, Nancy, 1957.
- THOMAS (Hubert). — *Le tribunal criminel de la Meurthe sous la Révolution (1792-1799)*, Nancy, 1937.
- VIALA (A.). — *Le Parlement de Toulouse*, 1952.
- VILLERS (R.). — *Organisation du Parlement de Paris et des Conseils supérieurs d'après la Réforme de Maupeou (1771-1777)*, Paris, 1937.

INTRODUCTION

Les duchés de Lorraine et de Bar formaient, autrefois, deux états distincts, ayant chacun leurs coutumes et leurs tribunaux.

Dans le duché de Lorraine, la justice se rendait en dernier ressort aux Assises des Gentilshommes de l'Ancienne Chevalerie ou au Conseil des ducs.

Le duché de Bar, lui, était divisé en deux. Le bailliage de Bar et celui du Bassigny, fiefs mouvants de la couronne de France, ressortissaient au Parlement de Paris, en vertu du concordat passé avec Charles IX, le 5 janvier 1571 (1).

Dans l'autre partie du Barrois, les ducs rendaient eux-mêmes la justice dans des assemblées appelées Hauts-Jours ou Grands-Jours.

Le duché de Bar fut réuni à la Lorraine en 1420 par le mariage de René d'Anjou, duc de Bar, avec Isabelle, fille de Charles II, duc de Lorraine. La mort de ce prince, le 25 janvier 1431, rendit effective l'union de la Lorraine et du Barrois (2) .

Cependant, les tribunaux supérieurs ne furent pas modifiés : ils se sont maintenus intégralement, dans les deux duchés, plus de deux siècles après cette union.

(1) *Dictionnaire historique des Ordonnances et Tribunaux de Lorraine*, au mot « Bar ».

(2) L'union ne devint définitive qu'en 1480, sous René II, qui réunit également aux duchés le Comté de Vaudémont.

I. — LES ASSISES DE L'ANCIENNE CHEVALERIE

En Lorraine, l'administration de la justice souveraine était, dès l'origine, entre les mains de la plus haute noblesse du pays. L'Ancienne Chevalerie, et le tribunal où elle siégeait était appelé *Assises*.

Il semble que ce tribunal, dont on ne connaît pas l'origine (3), ait existé avant que le duché ne devienne héréditaire, en 1048 ; il fut, en tous cas, dissous en 1634.

Les Assises s'inscrivent dans le droit féodal qui, dans toute l'Europe occidentale, reconnut aux nobles le privilège d'être justiciables de leurs pairs.

En Lorraine, plus particulièrement, ce terme d'*Assises*, comme on le constate dans les *Stiles de Procédure*, homologués en 1595, désigne trois tribunaux composés de Gentilshommes de l'Ancienne Chevalerie siégeant à Nancy, Mirecourt (4) et Vaudrevange pour les bailliages de Nancy, Vosges et Allemagne, et dont la compétence et la procédure étaient différentes (5).

Les Assises du bailliage de Vosges se tenaient à Mirecourt et elles comprenaient deux sortes de juridictions.

A la première, appelée « ordinaire », on portait directement toutes les « actions qui s'intentaient pour fiefs, arrière-fiefs, « châteaux, maisons-fortes, rentes, revenus et droits seigneuriaux, « pour francs-alléus nobles enclavés dans ce bailliage, pour villes « ou villages, droits de patronage, loy et pour toutes autres « choses de pareille nature et condition et ce entre le prince « et ses vassaux, de vassaux à autres et entre tous centres capables de contendre les choses susdites, tant au pétitoire qu'au « possessoire » (6).

(3) Selon M. DELCAMBRE, il faut attendre l'année 1296 pour voir apparaître, pour la première fois, dans un texte judiciaire nancéen, le mot *Assises* ; *Les Duc et la Noblesse Lorraine*, Annales de l'Est, 1952, n° 1.

— Charles SADOUL, dans *Essai historique sur les institutions judiciaires des Duchés de Lorraine et de Bar avant les réformes de Léopold I*, 1898, pense que les Assises commencèrent à fonctionner aux XI^e et XII^e siècles.

— C'est également l'avis de G. DE ROGÉVILLE : *Dictionnaire des Ordonnances*, I, 28.

(4) La date de l'apparition à Mirecourt d'une juridiction d'Assises, distincte de celle de Nancy, demeure obscure ; le terme d'Assises apparaîtrait, selon M. DELCAMBRE, en 1309. DELCAMBRE, *op. cit.*, p. 44.

(5) Abraham FABERT, *Coutume générale du Duché de Lorraine, les bailliages de Nancy, Vosges et Allemagne*, Metz, 1657.

(6) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 43.

A la seconde, appelée « Fûrs-Assises » (7), on jugeait : « les actions personnelles et les appels des sentences rendues dans le sièges inférieurs, bailliages, prévôtés et hautes-justices, entre toute personnes et en dernier ressort » (8).

Dans ce bailliage, il y avait une session des Assises « toutes les quatre semaines ». Le bailli présidait l'ouverture des Assises et la présence de deux gentilshommes était nécessaire, outre le bailli obligé de se retirer ; par contre, il en fallait sept pour pouvoir juger.

Le siège du bailliage d'Allemagne, d'abord à Vaudrevange, fut transféré par la suite à Sarreguemines. Les Assises ne se tenaient que tous les deux mois. Son ouverture se faisait avec les mêmes formalités que celles des Vosges. Cependant, on y admettait les prélats, et le bailli devait être accompagné de trois personnes au moins ; en outre, il n'était pas obligé de se retirer pour les jugements, et avait, au contraire, voix délibératrice (9).

Il est donc probable que, dans cette partie du duché, les Assises n'aient pas échappé complètement à l'influence des ducs, puisque leurs représentants, les baillis, non seulement présidaient cette assemblée de nobles, mais encore avaient voix délibérative ; leurs avis semblent avoir été d'autant plus écoutés qu'ils étaient, dans ce tribunal, les seuls à être spécialisés dans la « distribution de la justice ».

Les sessions des Assises du bailliage de Nancy furent fixées de « quatre semaines à autres » (10) ; cependant, les gentilshommes ne siégeaient que tous les deux mois.

Le bailli présidait la session d'ouverture ; les jugements étaient rendus par onze gentilshommes, sans compter le bailli qui était obligé de se retirer.

On y portait d'abord les mêmes actions qu'aux Assises des Vosges, tant au pétitoire qu'au possessoire.

De plus, on pouvait y appeler des jugements des Assises d'Allemagne et de Vosges, et y porter l'appel des sentences rendues

(7) Ainsi nommée parce que les causes y étaient jugées au fur et à mesure, c'est-à-dire dans l'ordre où elles y étaient portées.

(8) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 43.

(9) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 45.

(10) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 45.

(11) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 45.

par les sièges inférieurs, lorsque ceux-ci n'avaient pas été jugés en dernier ressort (11).

Les gentilshommes de l'Ancienne Chevalerie jugeaient souverainement, de telle sorte qu'on ne pouvait former contre leurs jugements ni plainte, ni appel, ni proposition d'erreur ou requête civile, ni évocation, ni aucun moyen quelconque tendant à réviser, ou même interpréter leurs sentences (12).

Lors de la rédaction de la coutume aux Etats de 1594, on définit les fonctions des Assises et les conditions nécessaires pour avoir « l'honneur » de les tenir.

Il est porté à l'article 5 du titre premier (13), que « des gentils-
« hommes, les uns sont de l'Ancienne Chevalerie, les autres non.
« Ceux de l'Ancienne Chevalerie jugent souverainement, sans
« plainte, appel, ni révision de procès avec les fiefés, leurs pairs,
« de toutes causes qui s'intendent aux Assises du bailliage de
« Nancy, comme aussi des appellations qui ressortissent de celles
« des bailliages de Vôges et d'Allemagne ; ensemble de toutes
« autres qui s'interjettent du change et sièges subalternes à l'hôtel
« de Monseigneur le Duc : jugeant aussi souverainement et en
« dernier ressort, es Fûrs-Assises du bailliage de Vôges et faits
« possessoires au bailliage d'Allemagne. »

Les jugements du bailliage de Nancy, au début du XIV^e siècle (14), au sujet des causes féodales, ne comportent aucune mention expresse de la participation des nobles à l'élaboration de la sentence.

On peut donc supposer que cette date marque un accroissement de l'autonomie juridictionnelle des nobles à l'égard des ducs, tout comme en France à la même époque. L'Ancienne Chevalerie jouissait d'un véritable monopole, reconnu par les différents souverains, à savoir celui de juger seule, en première instance, dans ses Assises, et sans participation active du duc, tous les litiges opposant les nobles à quiconque, voire au prince en personne.

— MEAUNE, *Les Assises de l'Ancienne Chevalerie Lorraine*, p. 16.

(12) Il y avait, au début du XVII^e siècle, 291 familles de l'Ancienne Chevalerie. A la fin de ce siècle, il n'en restait que 190. KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 9.

(13) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 43.

(14) M DELCAMBRE, *op. cit.*, p. 40 et suiv.

Seul Ferry II porta atteinte à ce monopole redoutable. Mais Thibaut II, dans son testament, revint sur les dispositions de son père et ce privilège fut confirmé par tous les souverains qui lui succédèrent.

Ainsi, les Assises furent confirmées formellement en 1353, par le comte de Wurtemberg ; en 1430, par René d'Anjou ; par Jean II et Nicolas, son fils aîné, en 1464 ; par René II, en 1477 ; par le duc Antoine, en 1532 ; par Charles III, en 1569 ; par Henri, en 1614, et enfin, par Charles IV, en 1626 (15).

Incapables de contester, d'une manière ouverte, ces privilèges limitatifs de leur souveraineté, les ducs de Lorraine s'efforcèrent de les restreindre par tous les moyens et, en particulier, par une extension abusive de la procédure des « lettres de justice », par lesquelles les baillis imposaient des décisions qui auraient dû, normalement, relever de la compétence des Assises.

De plus, les ducs créèrent divers organismes dont les principaux furent l'échevinage de Nancy, appelé « tribunal du change » (16), et le conseil ducal ; ils les dotèrent de quelques attributions, anciennement réservées aux Assises.

Ainsi, de ce privilège qu'en 1430 René I avait reconnu aux Assises de l'Ancienne Chevalerie Lorraine, plus grand chose ne demeurait intact, lors de l'avènement de Charles IV.

Cette juridiction fut supprimée en 1634, par Louis XIII, après que la noblesse eût refusé de lui prêter serment de fidélité.

Si les Assises avaient des admirateurs de qualité, comme Guinet (17), elles avaient encore plus de détracteurs. On reprochait, en particulier, aux juges, une ignorance du droit, d'autant plus sensible que les autres juridictions du duché étaient pourvues de juristes compétents, formés par l'université de Pont-à-Mousson.

(15) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 30.

(16) Appelé ainsi parce qu'il siégeait dans une ancienne maison de la place des Dames, démolie à la fin du XIX^e siècle, et où, autrefois, avait habité un changeur ; le nom resta à la juridiction lorsque par ordonnance du 25 janvier 1608, elle fut transférée dans le nouvel hôtel de ville de la place Mengin.

(17) François GUINET (1604-1681) fut professeur de droit à l'université de Pont-à-Mousson. Sa devise était : « Périsset le monde plutôt que le Droit ».

II. — LES GRANDS-JOURS DE SAINT-MIHIEL

Tandis que l'Ancienne Chevalerie rendait à ses Assises une justice absolue en Lorraine, il y avait à Saint-Mihiel un autre tribunal, appelé *Cour des Grands-Jours*, où les ducs de Bar jugeaient en personne, accompagnés de leurs plus grands officiers et vassaux.

Le duché de Bar était divisé en deux. La première partie, compseée de presque tout le Barrois, était sous la souveraineté des ducs de Lorraine et de Bar. La seconde constituait le Barrois mouvant et appartenait également aux ducs ; mais ceux-ci en devaient hommage-lige au roi de France, en vertu du traité de Bruges (1301), passé entre le roi Philippe-le-Bel et Henri III, ancien comte de Bar.

Le Barrois mouvant comprenait principalement le bailliage de Bar avec ses huit prévôtés, une partie du Bassigny et les sénéchaussées de la Mothe et de Bourmont.

Le duché de Bar, plus rapproché de la France que de la Lorraine, lui emprunta la forme de ses tribunaux, et posséda un Parlement longtemps avant la Lorraine.

Ce Parlement siégeait à Saint-Mihiel et portait le nom de Hauts-Jours ou Grands-Jours.

L'origine de ce tribunal est très controversée ; nous nous appuyons sur M. ADAM (18), dont l'opinion fait actuellement autorité, pour la situer au X^e siècle — c'est selon le même auteur, de la *Curia Comitis*, devenue conseil du Prince, que sont issues et la Chambre des Comptes de Bar et la Cour des Grand-Jours.

Mais, des très anciennes procédures, rien n'a été conservé, si ce n'est quelques extraits des registres des Assises tenues à Saint-Mihiel, de 1293 à 1320.

C'est au XIV^e siècle (19), après la création des baillis, que la Cour, jusque-là sans compétence bien déterminée, jugeant en

(18) ADAM, *Les Grands-Jours de Saint-Mihiel*, p. 4.

On peut consulter également l'étude de M. MARCHAND qui fait remonter cette Cour au commencement du comté de Bar, sous Frédéric (mort en 984) ; elle se tenait tantôt dans un endroit, tantôt dans un autre. Avant 1215, l'auteur estime que la Cour avait cessé d'être ambulatoire.

(19) ADAM, *op. cit.*, p. 9.

premier et dernier ressort un petit nombre de procès, devint une juridiction d'appel.

Pour remplir cette tâche, elle dut tenir des sessions de plus en plus nombreuses (20) et régulières, et avoir également un personnel plus spécialisé. A cette époque, les Grands-Jours avaient lieu, généralement, en présence du Souverain, assisté de légistes, de nobles et de grands vassaux.

La réunion définitive de la Lorraine et du Barrois laissa cependant subsister les institutions judiciaires propres à chaque duché : seul le Conseil ducal était commun aux deux. Les ducs de Lorraine continuèrent à présider, en personne, selon l'usage, les sessions des Grands-Jours.

Ce tribunal suprême demeura inchangé jusqu'en 1632 ; à cette époque, le duc Antoine ne pouvant plus rendre personnellement la justice, créa une commission de juriconsultes pour le remplacer et nomma à sa tête Guillaume Roze (21).

A la mort de Guillaume Roze, Charles III nomma Dominique Champenois comme président de cette commission, qui fonctionna près de quarante ans.

Charles III (22), voulant mettre fin à « la confusion, aux « frais bien grands et au bien lent effet de la Justice », convertit ce tribunal en Cour de Parlement, et établit « en forme de siège « permanent et perpétuel, un jugement souverain, stable et « recéant en ladite ville de Saint-Mihiel pour cognaître, décider « et mettre à exécution tous les procès et causes desquels le cours « et cognaissanc een pourront venir aux dits Grands-Jours et en « derner ressort sans aucun remède d'appel des arrêts y don- « nés... » (23).

Cette compagnie fut composée d'un président, quatre conseillers, un greffier et deux huissiers. Tous les juges devaient être nobles. Ils devaient résider à Saint-Mihiel et tenir leurs séances tous les trois mois.

Le nombre des conseillers augmenta peu à peu et, en 1613, il y en avait huit.

(20) Dès 1330, les réunions avaient lieu presque chaque année. En 1332, il y eut deux sessions

(21) ADAM, *op. cit.*, p. 25.

(22) ADAM, *op. cit.*, p. 50.

(23) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 386 - Ordonnance du 8 octobre 1571.

Le 7 novembre 1609, le duc Henri homologua un règlement fait « à la tenue » des états du Barrois, au mois d'octobre 1607, pour la taxe des frais de procédure « tant en la Cour que dans les tribunaux subalternes » (24).

Le 15 novembre 1613 (25), le duc Henri interdit de nommer comme président une personne âgée de moins de trente-cinq ans et n'ayant pas été au minimum cinq ans conseiller.

De même, selon ce règlement, pour être nommé conseiller, il fallait être âgé de trente ans, gradué en droit et avoir exercé pendant cinq ans au barreau.

La Cour ne subit aucun changement notable jusqu'au règne de Charles IV.

En 1631, cependant, la peste sévit dans tout le Barrois et la Cour fut transférée jusqu'au 15 janvier 1632 à Apremont.

Puis, en 1633, Louis XIII, voulant intervenir en Allemagne, envahit la Lorraine et s'empara de Nancy et de Saint-Mihiel. Pendant cette guerre, qui dura cinq mois, la Cour suspendit ses audiences.

Louis XIII, devenu maître des états de Charles IV, ne songea plus qu'à réorganiser sa conquête. Par un édit du 16 septembre 1634 (26), il supprima les Assises et attribua son ressort à un Conseil Souverain, dont la juridiction s'étendait à toute la Lorraine.

Quant au Barrois non mouvant, « voulant, disait-il, traiter « avec toute douceur et équité... tous ceux qui voudraient vivre « en repos et en tranquillité sous notre obéissance... » (27), il garda sa Cour des Grands-Jours, et son ressort fut agrandi du Barrois mouvant.

Mais la ville de Saint-Mihiel s'étant rendue à Charles IV, Louis XIII, pour punir ses habitants, supprima « la Cour et « juridiction souveraine du Parlement de Saint-Mihiel, ensemble « les charges de ladite Cour... » (28), attribuant à son Conseil de Nancy la juridiction de son ancien ressort.

(24) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 404.

(25) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 404.

(27) ADAM, *op. cit.*, page 102.

(27) ADAM, *op. cit.*, page 102.

(28) ADAM, *op. cit.*, page 106.

— Id. ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 415.

Ainsi l'histoire de la Cour des Grand-Jours est terminée, celle de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois débute.

De cette Cour de Saint-Mihiel, issue, comme nous l'avons vu, de l'ancienne *Curia Comitis*, il n'était resté, peu à peu, que des légistes. En Lorraine, ce n'est qu'en 1641, lors de la création de la Cour Souveraine, que Charles IV enlèvera aux nobles ce privilège de juridiction.

La Cour Souveraine de Lorraine et Barrois sera la synthèse de ces deux institutions si différentes : à la Cour de Saint-Mihiel, elle empruntera la forme moderne de son institution ; aux Assises, les traditions : ses offices ni vénaux (29), ni héréditaires, seront conférés exclusivement aux nobles.

Il ne nous a pas semblé possible de débiter une étude sur l'histoire de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois, sans signaler qu'il existait également des Grands-Jours à Commercy ; mais, outre l'ouvrage de DUMONT (30), nous n'avons que très peu de documents sur ce tribunal.

III. — LES GRANDS-JOURS DE COMMERCY

A Commercy, la justice la plus ancienne était celle du prévôt ; il était investi du droit de statuer, comme eut pu le faire le seigneur lui-même, dont il était le représentant. Mais en 1318, Jean I, de Sarrebrück, se reconnut vassal du roi de France pour quelques villages et il soumit ces derniers à la justice de Vitry, qui ressortissait elle-même au Parlement de Paris. Une charte de 1324 investit les habitants du droit de faire juger par leurs magistrats municipaux « tous plaids et querelles entre les bourgeois et « manants » (31).

Le Seigneur, cependant, se réservait le droit de « connaître « des contestations entre la ville et les officiers municipaux ; des « voies de fait contre ces derniers, de l'appel de leurs jugements, « des crimes, des duels », des causes nobles, ou intéressant les Juifs et les Lombards.

(29) Charles III avait introduit la vénalité pour les offices de la Cour de Saint-Mihiel.

(30) DUMONT, *Histoire de la Ville et des Seigneurs de Commercy*, Bar-le-Duc, 1843.

(31) DUMONT, *op. cit.*, III, 156.

Le prévôt demeura chargé de ces causes exceptionnelles. Ses décisions pouvaient être portées en appel devant le seigneur. Mais bientôt, ce dernier confia le soin de rendre cette justice à un magistrat (32), aidé de son prévôt : cette juridiction prit le nom de Cour des Grands-Jours. Elle siégeait deux ou trois fois par an, rendant des arrêts souverains, que les parties exécutaient « incontinent et dans les premiers temps, il ne fut pas même besoin de rédiger les arrêts ».

La justice resta ainsi organisée jusqu'à l'avènement de Léopold.

En vertu du traité de Ryswick, le duc de Lorraine devait « demeurer en pleine et paisible possession de la terre et seigneurie de Commercy, ses appartenances, dépendances et annexes ». Pour régler ces modalités d'application, il fallait une entente entre la France et la Lorraine. Elle fut conclue et signée à Metz, le 7 mai 1707 ; par ce traité, la juridiction du Parlement de Paris sur quelques villages fut supprimée (33).

Le 19 août, le président de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois, Jean-Baptiste de Mahuet, prit possession, au nom du duc Léopold, de la principauté de Commercy. Le premier soin du duc fut de réorganiser la justice (34).

(32) Le premier fut Nicolas Marguin, en 1517.

(33) « Sa Majesté a pareillement déchargé les villages dépendant de la terre et seigneurie de Commercy et l'abbaye de Rieval qui y est située, du ressort du bailliage et siège présidial de Vitry et par appel au Parlement de Paris, auquel ressort ils sont soumis ; et de tous autres droits que sa Majesté aurait pu y prétendre, dont, en tant que de besoin, elle fait toute cession et transports à susdite altesse, laquelle en jouira paisiblement à l'avenir, en tous droits de souveraineté, comme elle jouit actuellement de la ville de Commercy et des autres lieux et villages dépendant de ladite terre et seigneurie, en vertu du traité passé entre le feu roi et ledit duc, le 7 mai 1707, qui sera, au surplus, suivi et exécuté, comme s'il était inséré ici de mot à mot ». DUMONT, *op. cit.*, III, p. 157.

(34) Il fit avertir les sieurs « Durand, Noirel et Bonnet, président et juges de la Cour des Grands-Jours du dit Commercy, et le sieur Dupuy, procureur général de ladite Cour, de se rendre dans la salle de leurs séances ordinaires, accompagnés de leurs greffiers et huissiers, où nous étant pareillement rendu, et ayant pris séance, nous y avons mandé les procureurs.....

Nous prenons, en leur présence, possession, au nom de Son Altesse Royale, de la souveraineté de ladite terre et seigneurie.....

Ensuite de quoi et du pouvoir qu'il a plu à Son Altesse de nous donner, nous avons destitué les dits sieurs Durand, Noirel, Bonnet et Dupuy, des offices et commissions, en vertu desquels ils exerçaient la Juridiction de la Cour des Grands-Jours de Commercy, de même que le greffier et les huissiers de ladite Cour et leurs avons fait défenses d'y plus faire les fonctions des emplois dont ils étaient revêtus, et en vertu des titres et commissions qu'ils en avaient ; et de la même autorité, nous les avons rétablis, sous le bon plaisir de son Altesse Royale, pour faire les mêmes et semblables fonctions en son nom. (Signé : J. B. Mahuet) ». *Rec. des Ord.*, I, 592 et suiv.

Puis, le 31 décembre, le duc Léopold donna en viager cette principauté à son cousin, le prince de Vaudémont.

L'usufruit ayant cessé sur cette principauté, par son décès, le 14 janvier 1723, Léopold, par édit du 23 janvier 1723, supprima la Cour des Grands-Jours et créa, à Commercy, un bailliage. « Les appellations qui seront interjetées des ordonnances, sentences et jugement dudit bailliage seront portés à notre Cour Souveraine » (35).

Les registres de l'ancienne Cour des Grands-Jours furent inventoriés et apportés au greffe de la Cour Souveraine.

La Cour des Grands-Jours, supprimée en 1723, par Léopold, fut rétablie par sa veuve, qui avait reçu la principauté de Commercy comme douair. Investie des droits de souveraineté, la duchesse douairière de Lorraine créa un Conseil d'Etat et une Cour de Justice ; cette Cour reprit sa dénomination de Grands-Jours, bien que sa compétence fut différente.

Elle devait connaître et juger en dernier ressort « toutes « matières civiles et criminelles, les appellations des sentences « et jugements du bailliage, des prévôts, gruyers et gens de justice et police du comté de Sampigny » (36).

Elle procédait également à l'entérinement des lettres-patentes, édits, ordonnances et déclarations.

« En même temps, elle remplissait les fonctions de Cour des « aides et finances pour connaître et juger des appellations des « sentences des gruyers, et en première instance du crime de « fausse monnaie ; des contraventions aux édits et règlements ; « de la répartition de la subvention des ponts et chaussées et « des autres charges publiques.

« De juger, en premier et dernier ressort, les causes des gens « du Conseil des Commensaux de l'Hôtel et des Chanoines.

« De juger les procès intentés aux communautés, aux ecclésiastiques et aux nobles du comté de Sampigny » (37).

La Cour des Grands-Jours de Commercy subsista jusqu'à la mort d'Elisabeth-Charlotte, survenue le 23 décembre 1744. Aussitôt, Stanislas fit prendre possession de la principauté et y créa un bailliage.

(35) *Rec. des ord.*, II, 581 et suiv.

(36) DUMONT, *op. cit.*, II, 315.

(37) DUMONT, *op. cit.*, II, 315.

PREMIERE PARTIE

La Cour Souveraine de Lorraine
et Barrois
et
la Vie Politique

CHAPITRE I

LA NAISSANCE DE LA COUR SOUVERAINE DE LORRAINE ET BARROIS

En ce mois d'octobre 1635, la situation de la Lorraine était alarmante : les troupes françaises occupaient les principales villes lorraines. Les Assises avaient été supprimées en 1634, et le Conseil souverain, créé par Louis XIII, rendait la justice à sa place.

Dans le Barrois, la Cour des Grands-Jours avait été maintenue. Mais, malgré les avantages que le roi avait donné aux officiers de cette Cour, ils abandonnèrent presque tous leur famille et leur patrie, pour se retirer près de Charles IV, en exil, à Sierck.

Là, ils menèrent une vie errante et pauvre, par attachement pour un prince dont « la légèreté causait les calamités de l'Etat et qui maltraita souvent ses plus fidèles serviteurs » (1), rendant la Justice au nom de Charles IV, pour la Lorraine et le Barrois.

Mais la guerre continuait, et le duc, traqué, s'installa à Vesoul, sous la protection des Espagnols ; la Cour le suivit. Là, elle rendit un arrêt célèbre « portant défense aux sujets des deux duchés de se soumettre à aucune juridiction étrangère » (2).

(1) *Jurisprudence des tribunaux de Lorraine*, ROGÉVILLE, p. X.

(2) ROGÉVILLE, *op. cit.*, p. XI.

Louis XIII, de son côté, supprima, comme nous l'avons vu, la Cour de Saint-Mihiel (3), et en attribua le ressort au Conseil Souverain qu'il avait établi à Nancy.

Il ne nous a pas semblé possible d'aborder l'étude de la création de la Cour Souveraine sans dire quelques mots sur le Conseil Souverain.

L'existence de ce Conseil fut éphémère : créé le 16 septembre 1634, il fut supprimé le 13 juillet 1637 (4), soit trois ans plus tard.

La brièveté de ce délai, dit M. GAIN (5), très inférieure à la durée de l'occupation, témoigne que la tentative française n'eut pas un plein succès.

La création de ce Conseil faisait suite à une série de tâtonnements sur la politique à suivre en Lorraine. Le Parlement de Metz avait d'abord cherché à étendre sa juridiction sur la Lorraine, mais sans succès. Louis XII alors décida la création d'un Conseil Souverain composé de deux présidents, treize conseillers, un avocat et un procureur : tous furent empruntés au Parlement de Metz.

L'ordonnance, qui avait érigé ce Conseil, insistait sur le rôle judiciaire qu'il était appelé à jouer : « avec lui, c'était la justice française qui prenait pied en Lorraine » (6).

Mais le rôle de cette Cour, comme celui des tribunaux de ce genre, ne se bornait pas à rendre la justice.

Elle devait enregistrer et entériner les ordonnances, règlements et messages du roi, les publier, et au besoin, par des arrêts explicatifs, les commenter.

C'est ainsi que le Conseil enregistra la déclaration de Louis XIII, pardonnant au duc d'Orléans sa fuite et amnistiant tous ceux qui l'avaient suivi dans sa rébellion (7).

Les attributions du Conseil d'Etat, des Assises de la Chevalerie, de la Chambre des Comptes de Nancy et de celle de Bar, furent dès sa création, par la volonté de Louis XIII, celles du Conseil Souverain.

(3) Edit d'octobre 1635.

(4) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 415.

(5) André GAIN, *Le Conseil Souverain de Nancy*, Metz, 1937.

(6) André GAIN, *op. cit.*, p. 52.

(7) André GAIN, *op. cit.*, p. 52.

Le tribunal des échevins de Nancy fut réduit aux simples fonctions de bailliage.

Le ressort du Conseil s'agrandit encore en 1635, à la suite de la suppression, à son profit, de la Cour de Saint-Mihiel.

Le 20 août 1637 (8), le Conseil enregistra, sans aucune protestation, les lettres-patentes du roi en date du 13 juillet 1637, attribuant sa juridiction au Parlement de Metz.

Il cessa immédiatement ses fonctions, au profit de ce Parlement, qui siégeait alors à Toul.

Le Conseil Souverain a accompli une œuvre considérable : celle de faire pénétrer, dans la Lorraine fraîchement conquise, la législation française.

Mais a-t-il bien mérité de la Lorraine ? M. GAIN (9) assure, contrairement à l'opinion d'autres auteurs (10), que les Lorrains « se sont pressés en foule à sa barre ».

Nous ne sommes pas compétent pour prendre part à cette querelle, mais nous pouvons affirmer que les Lorrains virent, sans regret, disparaître cette juridiction étrangère, plus soucieuse de faire respecter les droits de la France que de permettre aux accusés de se disculper.

Pendant ce temps, Charles IV traînait sa Cour Souveraine avec lui, en exil, beaucoup plus pour sauvegarder la fiction de son autorité sur les duchés que pour rendre la justice. D'ailleurs, les difficultés de communication dans ce pays couvert de troupes françaises étaient telles, que la Cour se trouvait souvent dans l'impossibilité de faire connaître et respecter ses sentences.

La guerre qui ravageait la Lorraine depuis 1633 et qui avait enlevé à Charles IV sa capitale, puis successivement tous ses Etats, trouva enfin un terme. En effet, le duc, dès le début de 1641, s'était rendu à Paris pour négocier un traité, signé à Saint-Germain, le 29 mars 1641, aux termes duquel ses états lui furent rendus, à la condition de céder à la France « plusieurs places et

(8) ROGÉVILLE, *op. cit.*, p. XI.

(9) GAIN, *op. cit.*, p. 363

(10) Voir KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 49.

territoires qui furent démembrés ou laissés en dépôt, et en particulier la ville de Nancy que la France gardera à ce titre pendant vingt ans... » (11).

Le duc Charles IV était à peine rentré en possession de ses duchés qu'il songeait à réorganiser ses tribunaux.

L'occasion d'affermir son autorité était trop favorable pour qu'il n'en profitât pas. En effet, l'autorité ducale avait beaucoup souffert de l'existence des Assises de la Chevalerie, qui se regardaient comme indépendantes :

La suppression qu'en avait fait Louis XIII en 1634, parut à Charles IV, l'occasion de mettre en œuvre le projet que ses prédécesseurs n'avaient pas pu exécuter, à savoir, de ne conserver qu'un seul tribunal suprême pour tous ses Etats.

L'ancienne Cour de Saint-Mihiel, qui l'avait suivi dans son exil, lui parut digne de cette promotion. « Son attachement, son zèle et sa fidélité, écrit COLLIN DE BÉNAVILLE (12), étaient éprouvés ; les peuples du duché de Lorraine étaient déjà accoutumés, depuis la conquête de Louis XIII, d'être jugés par des magistrats uniquement livrés à cette fonction et versés dans l'étude des Loix ; les affaires qui étaient devenues compliquées, à mesure que les relations sociales et commerciales avec les Etats voisins s'étaient étendues, paraissaient exiger un nouvel ordre à cet égard... »

Toutes ces raisons incitèrent Charles IV à prendre, le 7 mai 1644, un édit (13) portant création d'une Cour Souveraine de Lorraine et Barrois : « ...Ayant dès l'année 1635, étant en notre ville de Sierck, établi un président de notre Parlement de Saint-Mihiel, qui était auprès de nous, pour exercer la justice souveraine en tous nos Etats, et désirant en faciliter la distribution à nos sujets, pour leur repos et soulagement, dans la connaissance que nous avons que les dits juges ne peuvent plus suffire pour la vidange de la quantité d'affaires qui se présentent, Nous, avons résolu d'augmenter ledit corps et ériger, comme

(11) *Exposition des Loix*....., p. 32.

(12) *Exposition des Loix*....., p. 34.

(13) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 422.

en effet. Nous, de pleine puissance et autorité, l'érigions en Cour Souveraine... » (14).

Elle était composée de deux présidents, douze conseillers, deux procureurs généraux, deux greffiers et deux huissiers.

Cette ordonnance fut lue et enregistrée à l'audience solennelle que tint la Cour, le 16 mai 1641.

Le 17 mai, le Parlement de Metz rendit un arrêt « portant qu'en conséquence d'une lettre de cachet par laquelle le roi lui avait donné avis du traité conclu à Paris avec Charles IV, ledit Parlement s'abstiendrait de juger et prendre connaissance des affaires de Lorraine » (15).

La Cour Souveraine ne put s'établir à Nancy (16) et c'est à Saint-Mihiel qu'elle fixa son siège.

On remarque dans cet édit créant la Cour Souveraine (17) que le tribunal des Assises n'y est pas nommément exprimé : peut-être par ménagement pour les gentilshommes ?

En tous cas, l'Ancienne Chevalerie, courroucée de l'atteinte que ce tribunal portait à ses prérogatives, s'assembla à Liverdun. Charles IV essaya de briser par la violence cette coalition de nobles ; il exila le baron de Safre et « envoya chez les autres des garnisons qui y vécurent à discrétion » (18).

Ces violences n'empêchèrent pas la noblesse de présenter au duc la requête suivante :

« Monseigneur, remontrent et supplient avec toute sorte de « respect, V. A. S., ses très humbles et très obéissants vassaux « et serviteurs, les gentils-hommes de l'Ancienne Chevalerie de « Lorraine et leurs Pairs, de nous faire l'honneur et la grâce de

(14) Nous citons l'ordonnance de 1641 en appendice.

(15) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 424.

(16) Le traité de Saint-Germain interdisait à Charles IV d'établir son gouvernement à moins de deux lieues de Nancy.

(17) Le duc Charles IV regardait ce titre comme supérieur à celui de Parlement puisqu'il déclare, dans son édit, ériger son Parlement de Saint-Mihiel en Cour Souveraine.

Nous avons adopté cette dénomination, bien qu'elle n'ait jamais quitté l'ancienne et qu'on lui ait donné, depuis, l'une et l'autre.

(18) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 47.

« se souvenir qu'à son avènement à la couronne desdits duchés,
« elle nous a trouvé en possession de tenir nos Assises et qu'en-
« suite elle nous a juré solennellement de nous maintenir dans
« nos droits et en nos privilèges comme ont toujours fait de
« tout temps immémorial, les ducs ses prédécesseurs qui soient
« en gloire, etc... » (19).

Le duc cependant fut intransigeant et il donna même l'ordre de détruire tous les actes par lesquels ses prédécesseurs avaient confirmé les privilèges de ce corps illustre et même les registres de l'ancien tribunal des Assises.

Mais Charles IV, comprenant que l'injustice de ses procédés aigrissait tous les esprits, feignit de se radoucir. Il laissa même espérer aux nobles le rétablissement des Assises « aussitôt qu'il
« aurait réparé les désordres survenus pendant les fléaux dont
« la Lorraine a été affligée sous son règne » (20).

Un peu plus tard, il déclare même que son intention n'était pas d'abolir les Assises, mais qu'il voulait seulement en réformer les abus.

Un projet de rétablissement des Assises fut rédigé par les nobles réunis à Pont-à-Mousson, mais Charles IV fit surgir tant d'obstacles et de difficultés au sujet de chaque article, qu'ils comprirent aisément que son intention était de gouverner seul.

La mauvaise foi du duc s'explique par le fait que l'Ancienne Chevalerie ne pouvait plus se révolter, car depuis qu'elle l'avait soutenu dans ses guerres insensées, elle était amoindrie et son crédit ruiné.

Aussi, les protestations des nobles se firent-elles de moins en moins nombreuses.

A l'avènement de Léopold, ils firent encore des démarches, sans plus de succès d'ailleurs.

(19) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 47.

(20) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 50.

CHAPITRE II

LA COUR AMBULATOIRE

Un des premiers actes de la Cour Souveraine fut de déclarer nul le traité de Saint-Germain, par un arrêt rendu le 30 août, à Vaudrevange (1).

Louis XIII envahit de nouveau la Lorraine le 6 décembre 1641 et il ordonna au Parlement de Metz de reprendre sa juridiction sur les deux duchés. La Cour Souveraine, rendue ambulatoire ou plutôt errante, suivit, pendant plus de vingt ans, la fortune de son prince.

Nous possédons de nombreux actes de sa juridiction, datés des lieux de ses différentes séances. C'est ainsi qu'elle siégea à Longwy jusqu'au 28 août 1645, puis à Luxembourg du 22 janvier 1647 jusqu'au mois de mai 1653 (2).

Ses membres continuèrent à rendre la justice malgré les défenses du roi et ses menaces de confiscation de leurs biens. Le Parlement de Metz avait également défendu à ses justiciables de comparaître devant la Cour ambulatoire, mais en vain. En effet, il existe encore actuellement plusieurs registres remplis d'arrêts, sur toutes sortes de matières, qu'ils rendirent dans ces deux villes.

Dans ces registres (3), on trouve que la Cour avait choisi deux de ses membres pour instruire les procès jusqu'au jugement, l'un pour la Lorraine, l'autre pour le Barrois.

(1) On sait que par ce traité, Charles IV avait cédé à Louis XIII une partie considérable de ses états. Le duc arguait que, résidant à Paris, il n'avait pas joui d'une liberté complète. Il avait d'ailleurs protesté contre ce traité dès le 28 avril 1641 ; le duc François II protesta également le 26 septembre 1641.

(2) ROGÉVILLE, *op. cit.*, XIV.

(3) Gervaise pour la Lorraine et Barrois pour le Duché de ce nom.

On y trouve également la preuve qu'elle pourvoyait aux offices vacants et remplaçait la Chambre des Comptes ; ROGÉVILLE (4) cite plusieurs arrêts intitulés : « La Cour tenant les Chambres des Comptes de Lorraine et Barrois », par lesquels elle passa des baux de domaine particulier et un bail général des droits d'entrée et de sortie ; elle défendit aussi au commissaire général Dévant de s'entremettre davantage à la levée des contributions et entérina, le 8 juillet 1658, les lettres de noblesse accordées à François Sirejean.

Même au milieu de ces troubles, la Cour Souveraine continua à rendre la justice pour les duchés.

Souvent même, elle se trouva chargée de défendre les intérêts de son prince et ceux de ses sujets. C'est ainsi que les Espagnols ayant arrêté Charles IV, le 25 février 1654, et l'ayant emmené en captivité à Tolède, la Cour Souveraine eut la fermeté de répondre au manifeste que l'archiduc Léopold fit publier pour justifier cette détention ; le 5 mars 1654, étant à Luxembourg, territoire espagnol, elle rendit un arrêt « par lequel ils (les conseillers) la déclarent (la détention) injuste et injurieuse, faite et entreprise contre toutes loix ; (ils) défendirent à toutes personnes de quelque qualité et condition qu'elles fussent de lire et retenir ce manifeste, sous peine de confiscation de corps et biens ; enfin, (ils) donnèrent acte au Procureur Général de ses protestations de nullité contre tous les traités et engagements que le duc pourrait prendre avant d'être remis en liberté » (5).

Cet arrêt parut aux Espagnols d'une telle hardiesse de la part de magistrats qui se trouvaient en ce moment sur leur territoire, que le gouverneur leur interdit de sortir de la ville et de recevoir ou écrire aucune lettre sans sa permission.

Ces magistrats courageux subirent sans regret leur captivité, donnant ainsi une belle preuve d'attachement à leur patrie et à leur souverain ; ils renouvelèrent même, le 16 septembre 1636, leur protestation contre l'arrestation injuste de Charles IV.

Quelques temps après, ils imaginèrent un subterfuge pour s'évader de Luxembourg : ils se rendirent successivement à

(4) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 425.

(5) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 425.

Trêves, sous prétexte d'aller voir la robe de Jésus-Christ qui y était exposée et ne réintégrèrent plus leur geôle.

Là, ils continuèrent à rendre la justice et à s'occuper de l'administration des affaires de l'état. « Il reste deux registres des procès qu'ils y ont jugés, l'un du 4 janvier 1657 jusqu'au 20 décembre ; l'autre depuis le 15 janvier 1660 jusqu'au 15 mars de la même année » (6).

La captivité de Charles IV avait jeté le désarroi dans l'armée lorraine, par suite de la désunion entre la duchesse Nicole (7) et le duc François II (8). L'un et l'autre demandait à la Cour Souveraine de lui conférer la régence. La duchesse Nicole alléguait sa qualité de femme de Charles IV, auquel elle prétendait avoir apporté en dot les deux duchés. Le duc Nicolas-François se fondait, au contraire, sur sa qualité de premier prince du sang et d'héritier présomptif des deux duchés, puisque Charles IV, son frère, n'avait pas d'enfant légitime. Il avait également une lettre de Charles IV, du 7 avril 1654, par laquelle il mandait au comte de Ligniville, général des troupes, « de ne jamais recevoir d'autres ordres que de M. le duc François, son frère » (9).

L'affaire était d'autant plus délicate que les prétendants étaient engagés dans des partis ennemis : la duchesse voulait que les troupes passent au service de la France et le duc qu'elles restent à celui de l'Espagne.

De plus, on ne pouvait guère demander à Charles IV ses intentions, de peur que les Espagnols qui le retenaient ne lui forcent la main.

Dans cette incertitude, la Cour Souveraine choisit d'abord le parti du duc François, car, d'une part, il était héritier présomptif de la couronne et, d'autre part, Charles IV avait demandé la dissolution de son mariage avec la duchesse Nicole, pour épouser la princesse de Cantecroix, dont il avait déjà plusieurs enfants.

Cette lettre (10) du 28 août 1655, que le duc François adressa au conseiller Vincent, alors à Besançon, est un témoignage de son autorité sur les services publics lorrains.

(6) ROGÉVILLE, *op. cit.*, XVII.

(7) La duchesse Nicole était la femme de Charles IV.

(8) Le duc Nicolas-François était le frère de Charles IV.

(9) ROGÉVILLE, *op. cit.*, p. 426.

(10) Archives personnelles.

En voici le texte :

« Monsieur Vincent, je dois croire que lorsque les ...Présidens
« et gens de la Cour Souveraine nous ont mandé de vous rendre
« à leur corps, ils ne scavaient pas que vous aurés commission
« de moi, d'agir dans le lieu où vous êtes pour le service de S. A.
« et le mien, ce que leur faisant connaître, ils m'ascurent que
« vous en recevrés plus tost excuses que nouvelle difficulté de
« leur part. Je verrai si vostre présence est plus nécessaire près
« d'eux qu'au lieu où vous êtes, et vous le ferai scavoir, avant
« quoi vous continuerez à prendre le soin des affaires que j'ay
« confié à vostre fidélité et affection et demeureraï cependant,
Votre plus affectueux amy,
Le duc François de Lorraine. »

« A Bruxelles, le 28 août 1655 ».

Mais la Cour, informée des désirs de Charles IV, changea d'avis et déféra la régence à la duchesse Nicole ; elle l'exercera jusqu'au moment de sa mort, le 18 février 1657.

Lorsque François II était encore régent, il avait envoyé le conseiller Nicolas Dubois négocier avec les Espagnols la liberté de son frère ; la commission de Dubois est datée du 28 février 1655. Il partit pour l'Espagne et vit Charles IV au château de Tolède « qui lui parla de plusieurs seigneurs, ses vassaux et autres officiers, témoignant l'estime qu'il faisait des uns et le peu de satisfaction qu'il avait des autres. La Cour Souveraine ne fut pas oubliée. Il la loua de sa confiance en cette rencontre disant néanmoins qu'elle s'était bien hâtée de faire le procès (11) aux colonels de Reménécourt et Mauléon » (12).

Nicolas Dubois avait obtenu la libération de ce prince, lorsqu'on apprit que les troupes lorraines, sur les ordres de la duchesse Nicole, étaient passées au service de la France : ce fait empêcha que le duc ne fut relâché.

En 1658, la Cour députa à Madrid, en vue du même objet, Claude-François Labbé, maître des requêtes, puis président de la Chambre des Comptes de Lorraine.

(11) ROGÉVILLE, *op. cit.* XIX.

(12) Les deux colonels avaient déserté avec leurs régiments l'armée du duc François, qui était au service du roi d'Espagne, pour passer à celui de la duchesse Nicole, c'est-à-dire à celui de la France. La Cour Souveraine les avaient déclarés déserteurs.

La liberté ne fut rendue à Charles qu'au mois d'octobre 1659 ; aussitôt, la Cour Souveraine lui écrivit une lettre de félicitation. On aurait pu croire qu'elle serait bien accueillie et que ces magistrats, après avoir supporté un exil de vingt-cinq ans pour lui, seraient comblés d'éloges et de récompenses ? Il n'en fut rien ; au contraire, il se plaignit que la Cour avait méconnu son autorité pendant qu'il était en captivité et qu'elle avait enregistré des ordonnances et des lettres-patentes émanant du duc François et de la duchesse Nicole. On prétend même que Charles, recevant la lettre de félicitation de la Cour, et apercevant l'empreinte du sceau mal faite, aurait dit que la fidélité de la Cour ne valait pas mieux que le sceau de la lettre. « Mais Charles IV n'avait d'estimable que ses talents militaires » (13).

On conçoit aisément qu'après avoir tant enduré pour lui, les magistrats ne soient guère satisfaits.

Aussi, envoyèrent-ils à Blois, où le duc s'était rendu à sa sortie d'Espagne, le conseiller Dubois, pour expliquer leur conduite (14). Mais il ne réussit pas complètement à dissiper les préjugés que le duc avait contre quelques-uns de ses collègues ; Charles IV écrivit à la Cour la lettre suivante (15) :

« Votre collègue Dubois m'étant venu trouver de votre part, « je vous le renvoie avec ordre que vous mettiez le Président de « Gondrecourt (16) en arrêt ; que vous tiriez les sceaux de ses « mains et le traitiez comme une personne accusée de crime « contre Nous et l'Etat ; je vous ordonne aussi de mettre en « arrêt Vincent, le Procureur ; de retrancher de votre corps le « fils de Thomas, et de faire rapporter toutes les patentes qui « ont été accordées depuis notre emprisonnement, tant par Nous

(13) ROGÉVILLE, *op. cit.* XX.

(14) On peut lire dans l'Histoire de Lorraine par Dom Calmet, le mémoire qu'ils écrivent au duc.

(15) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 429.

(16) Gondrecourt (Humbert de), avocat, conseiller en la Cour de Saint-Mihiel, il devint premier président de la Cour Souveraine le 7 mai 1644, lors de sa création.

« Lorsque la Cour devint ambulatoire, à la suite de son prince, il n'hésita pas à donner à ce dernier des preuves plus efficaces de son zèle. Il ceignit l'épée, leva un régiment à ses frais, qui fut appelé de l'« Ecritoire » par allusion à la profession de son chef » (DUMONT, *Nobiliaire de Saint-Mihiel*, I, 79). Il devint surintendant des armées de Lorraine et gouverneur de Hombourg en 1640. Charles IV, mécontent de ce qu'il avait été du parti de son frère, le duc François, pendant son internement, le fit mettre « en arrêt », mais il le rétablit dans ses fonctions. Le Président de Gondrecourt mourut le 25 mars 1664.

« que par d'autres, et ce, dans six semaines, à compter du jour
« de la déclaration qui en sera faite. — De Blois, le 16 décembre
« 1659. Signé : Charles. »

Le duc nomma même Gervaise à l'office de président, en remplacement de Gondrecourt. « On ignore le parti que prit la Cour Souveraine, mais il est certain que ses magistrats restèrent en place et que le duc leur rendit ses bonnes grâces » (17).

Les hostilités ayant cessé, la Cour, le 6 juillet 1660, transféra son siège au château de Bitche : elle y demeura jusqu'au 9 avril 1661.

Cependant, dès 1660, Mazarin avait reçu de Louis XIV, le pouvoir d'entrer en négociations avec Charles IV. Les conférences commencèrent et aboutirent à un traité signé à Vincennes, le 28 février 1661 (18), par lequel Charles IV fut rétabli dans la possession de ses états à des conditions moins sévères que celles qui avaient été stipulées dans le traité des Pyrénées, et auxquelles le duc n'avait pas voulu accéder. Nancy lui fut rendue, à charge néanmoins de faire détruire les fortifications : l'exécution de ce dernier article exigeait deux ou trois ans pendant lesquels Charles IV ne voulut pas entrer dans la capitale, ni y faire siéger la Cour.

Avant de quitter Paris, il avait signé, le 26 mars 1661, un édit (19) provisionnel daté de cette ville, par lequel « en attendant qu'il soit plus particulièrement informé de l'état auquel se trouvait ses duchés », il jugea à propos d'établir « un nouvel ordre » pour la distribution de la justice et l'administration de ses domaines et de ses finances ; pour ces motifs « déclarons, ordonnons et nous plaît... (que) la Justice soit administrée souverainement et en dernier ressort, savoir, dans notre dit duché de Lorraine, terres adjacentes et annexes par notre très cher et féal conseiller d'Etat et premier Président de notre Cour Souveraine, le sieur de Gondrecourt et douze conseillers, avec notre Procu-

(17) ROGÉVILLE, *op. cit.*, XXI.

(18) Il fut stipulé que les fortifications de Nancy seraient démolies ; que le roi garderait Moyenvic, le comté de Clermont en Argonne, Stenay et Jametz ; que le duc rentrerait dans le duché de Bar dont il ferait l'hommage à la réserve de Sierck et de quelques autres villages ; que le roi serait mis en possession de Sarrebourg et Phalsbourg et qu'il serait maître des postes nécessaires pour conserver une communication libre de Metz en Alsace.

(19) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 430.



Humbert de Gondrecourt

reur Général, un greffier et trois huissiers que nous nommerons et mettrons à cet effet, lesquels résideront et tiendront leur séance en notre ville de Lunéville jusqu'à nouvel ordre ; et pour le Pays Barrois non mouvant, la Justice souveraine en dernier ressort y sera pareillement rendue par notre très cher et féal conseiller d'Etat et président de la Cour Souveraine, le sieur Gervaise et six conseillers avec un substitut de notre Procureur Général, un greffier et deux huissiers que nous mettrons à ce sujet et qui tiendront leur siège à Saint-Mihiel. »

Cet édit enjoignait à tous les officiers des justices subalternes de se conformer et d'obéir aux arrêts de la Cour Souveraine et il terminait en déclarant : « Mandons et ordonnons à tous les baillis, leurs lieutenants et autres juges généralement quelconques, et à tous nos vassaux et sujets, ecclésiastiques, gentils-hommes et autres des lieux de notre obéissance, de reconnaître et obéir aux arrêts et jugements qui seront rendus par les dits présidents et conseillers. »

Cet édit divisait et partageait la Cour Souveraine en deux Chambres, l'une affectée au duché de Lorraine, l'autre au Barrois non mouvant.

Mais ces deux « séances » ne formaient qu'un seul et même tribunal ; le service était alternatif : les conseillers qui avaient servi pendant un certain temps dans la Chambre de Nancy, passaient ensuite à Saint-Mihiel et réciproquement. Ce service alternatif était indispensable pour uniformiser la jurisprudence dans les deux duchés.

La Cour Souveraine enregistra cet édit le 27 avril. Ensuite, elle reçut le serment de ses avocats et elle arrêta les différents droits d'audience.

Après avoir jugé quelques affaires, le président de Gondrecourt opéra la division en Chambres.

La Chambre de la Cour Souveraine, affectée au duché de Lorraine et présidée par Gondrecourt, s'établit le 10 mai, à Saint-Nicolas, et là, l'édit du 26 mars fut de nouveau enregistré et publié.

La Chambre de Saint-Mihiel fut remaniée de nombreuses fois, jusqu'à sa suppression : le nombre des conseillers varia de cinq à huit ; puis ils se transformèrent en commissaires-

députés, pour instruire la procédure des affaires qui se jugeaient à Nancy.

La Chambre Lorraine varia également, mais seulement quant au lieu de ses séances ; au mois d'octobre 1662, elle fut transférée à Epinal ; le 22 février, elle déménagea à Pont-à-Mousson, et le 5 novembre, elle s'installa définitivement à Nancy.

La Cour Souveraine était appelée à une tâche beaucoup plus lourde que celle de sa réorganisation. En effet, elle accomplit une véritable œuvre de redressement, tant économique et financière qu'administrative : ces longues années de guerre avaient ruiné la Lorraine, « les finances du prince et celles des communautés étaient dans le plus grand désordre : les tribunaux inférieurs n'existaient plus ou étaient occupés par des juges sans mission officielle » (20).

La Lorraine était au bord de la faillite et prête à sombrer dans l'anarchie. La Cour s'attela à cette œuvre de redressement et rendit à cet effet une série d'arrêts de règlement.

Le 13 mai 1661, elle ordonna à tous ceux qui avaient obtenu des lettres-patentes pendant la guerre de les déposer dans les greffes pour les vérifier (21).

Le 18 mai, elle réorganisa la justice du bailliage de Nancy et y nomma de nouveaux officiers (22).

Le 2 juin, elle intima l'ordre aux collecteurs et administrateurs des communautés lorraines et généralement à tous ceux qui avaient manié des deniers publics, d'en rendre compte (23).

Le 7 novembre, elle rendit un arrêt, défendant toute sortie de grains, et le 29 décembre, elle interdit l'émigration et la démolition des maisons (24).

Le 8 février 1662, la Cour annula le traité de Montmartre et défendit « à toutes personnes d'y déferer sous peine de punition exemplaire... » (25).

(20) KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 79.

(21) ROGÉVILLE, *op. cit.*, XXV.

(22), (23), (24) ROGÉVILLE, *op. cit.*, XXV.

(25) Par ce traité, Charles IV céda ses états à la France, à condition que les princes de sa Maison soient agrégés à la famille royale et lui succèdent à la couronne, si elle venait à s'éteindre. Ce traité souleva autant de réprobations en Lorraine qu'en France. Le Parlement de Paris l'enregistra, mais avec la réserve « que le bénéfice pour la Maison de Lorraine de pouvoir succéder à la Couronne de France ne s'ouvrirait que lorsque le dernier d'entre eux aurait individuellement adhéré à la clause de la réunion de la Lorraine à la France. »

Les princes de Lorraine s'y refusèrent énergiquement.

Le 10 février, la Cour enregistra le projet de mariage de Charles V avec Mademoiselle de Nemours, par lequel Charles IV assurait à son neveu la succession à ses états (26).

Le 23 de ce mois, elle nomma (27) un messenger pour chercher dans les justices inférieures les procès qui se jugeaient alors sur le vu des pièces écrites en première instance sans qu'il fut permis d'en fournir d'autres ; cette curieuse nomination est intéressante, car elle nous montre qu'à cette époque il n'y avait pas encore de postes et de messageries dans toutes les villes.

Le 22 octobre 1663, la Cour rendit un arrêt révélateur des désordres (28) qu'elle essaya d'enrayer : en effet, elle faisait :

1° Défense à toute personne de lever aucun denier sur les sujets, sans ordre exprès de S. A., et d'exiger aucune commise et prestation indues à peine de concussion ; avec injonction aux lieutenant-généraux des bailliages et substituts du procureur général d'envoyer en ladite Cour, séparément, chaque mois, les avis et mémoires de tout ce qui se passerait dans leurs offices et particulièrement desdites levées, si aucunes étaient faites ; de comparaître une fois chaque année, en ladite Cour, pour lui en rendre compte et recevoir d'elle les ordres nécessaires.

2° Que les créanciers des communautés remettraient, dans quarante jours, les titres de leurs créances, avec les preuves de leur légitimité aux substituts du procureur général, pour être par eux envoyés à la Cour.

3° Que les fiefs acquis dans la coutume de Saint-Mihiel et possédés an et jour, sans en avoir obtenu des lettres de confirmation, seraient saisis à la requête des mêmes substituts et les détenteurs assignés, pour en voir prononcer la réunion au Domaine.

4° Que les biens dont les ecclésiastiques n'auraient obtenu lettres d'amortissement et icelles fait entériner en la Cour seraient également saisis et de suite déclarés confisqués.

(26) Ce contrat fut sans effet par suite des caprices et des irrésolutions de Charles IV. Charles V ne régna jamais ; né le 3 avril 1643, à Vienne, il épousa en 1678 la fille de l'empereur Ferdinand III d'Allemagne. Il mourut le 18 avril 1690, laissant six enfants, dont l'aîné, Léopold, né le 11 septembre 1679 et mort à Lunéville le 27 mars 1729, fut duc de Lorraine.

(27), (28) ROGÉVILLE, *op. cit.*, XXVI.

5° Qu'il serait procédé aux réparations des bénéfices, avec défense d'en transporter les revenus hors des états.

Nous croyons avoir donné ainsi de nombreuses preuves de la contribution de la Cour Souveraine au redressement de la Lorraine.

Charles IV d'ailleurs, pour la récompenser, exempta ses officiers, à perpétuité, du droit de sceau de toutes les lettres-patentes qu'ils pourraient obtenir de lui ou de ses successeurs.

Le 25 septembre, le premier Président de Gondrecourt mourut : son gendre, Nicolas Gervaise (29), devint l'unique président de cette compagnie.

Le 8 août 1667, Charles IV réunit la Chambre de Saint-Mihiel à celle de Nancy.

« Un de nos premiers soins, disait cette ordonnance, ayant
« toujours été de faire rendre la Justice dans nos Etats, non
« seulement avec toute sorte de probité et d'intégrité, mais encore
« dans le lustre et la splendeur qui doit être dans les compagnies
« souveraines, nous avons estimé pour la commodité de nos
« sujets, expédient d'en établir une dans notre ville capitale de
« Nancy, pour ce qui est de notre duché de Lorraine, l'autre
« dans la ville de Saint-Mihiel pour le pays barrois. Mais comme
« le bien de nos affaires et de notre service nous oblige de rem-
« plir celle de Nancy d'un plus grand nombre pour y servir
« lesquels sont toujours près de notre personne pour y servir
« aux occurences, savoir faisons par ces considérations et autres
« bonnes où ce nous mouvants, que nous avons, par l'avis de
« notre Conseil, attribué, et par ces présentes attribuons à notre
« dite Cour de Nancy, toute la juridiction et le ressort qui était
« auparavant dépendants de celle dudit Saint-Mihiel, avec tous
« les pouvoirs et droits y appartenant, sans en rien excepter, et
« de même que s'ils étaient précisément exprimés » (30).

(29) Gervaise (Nicolas), avocat, conseiller à la Cour de Saint-Mihiel en 1624, puis à la Chambre des Comptes de Bar en 1638, fut pendant vingt-cinq ans secrétaire de la duchesse Nicole. « Il ne faut probablement pas en louer sa mémoire, car s'il mérite les faveurs du duc à ce titre, c'est que, sans doute, il lui était plus dévoué qu'à la malheureuse duchesse, ou que ses fonctions n'étaient que nominales ». (DUMONT, *op. cit.*, II, 110).

A la mort du président de Gondrecourt, il fut nommé premier président. Il mourut en janvier 1668. Le président Gervaise est l'auteur d'un commentaire sur la « Coutume de Lorraine », ouvrage resté manuscrit.

(30) ROGÉVILLE, *op. cit.*, I, 447.

Le 21 janvier 1668, le duc Charles nomma un nouveau premier président : Claude Canon (31), ancien procureur général.

Ce furent les derniers actes intéressants de Charles IV ; « Ce prince, dit ROGÉVILLE, toujours rempli des idées de collègue où l'on apprend à estimer les Souverains et les peuples surtout en raison de leurs conquêtes » (32), ralluma la guerre avec la France par suite de ses incessantes négociations avec les ennemis de Louis XIV.

Le 26 août 1670, le Maréchal de Créquy s'empara de Nancy. Le 2 décembre 1670, Louis XIV ordonna aux officiers de la Cour Souveraine de se séparer et leur interdit d'exercer leurs charges (33) ; il attribua, pour la troisième fois, la juridiction de la Cour Souveraine au Parlement de Metz et y fit transporter toutes ses archives de telle sorte qu'elle ne pouvait plus juger.

La Cour cessa ses fonctions le 11 janvier 1671, Charles IV, chassé de Lorraine, mourut le 18 septembre 1675, au camp de Birkenfeldt. Charles V (34), son neveu, succéda à son titre et à ses droits, sans pouvoir en jouir.

Cependant, il se fit représenter pendant les négociations du traité de Nimègue par le premier président Canon : les conditions de restitution de ses Etats étaient si sévères qu'il ne put les accepter.

Ce même magistrat ayant été à nouveau envoyé à Ryswick, il y fut plus heureux et conclut, en 1697, un traité par lequel la Lorraine fut rendue à Léopold, fils de Charles V.

Avec la mort de Charles IV s'achève la première période de l'histoire de la Cour Souveraine.

(31) Canon (Claude) naquit à Mirécourt, en 1623, et mourut à Nancy, le 17 septembre 1698. Il fut reçu avocat au Parlement de Metz, le 8 novembre 1657, procureur au Bailliage de Vosges en 1660, puis procureur général en 1664 et premier président de la cour en 1667. Chargé par Charles IV de calmer Louis XIV, au sujet des armements que faisait son maître, il n'y réussit pas et le roi envahit la Lorraine en 1670. Il représenta la Lorraine au congrès de Nimègue et à celui de Ryswick où il s'acquitta fort sagement de sa commission, dit dom Calmet.

Il fut, en outre, chargé, avec le comte de Carlingford, d'administrer la Lorraine avant que Léopold ne prit possession définitive de ses Etats. Chevrier, quoique allié à la famille de Canon, jugea sévèrement sa conduite dans l'affaire de la « Belle de Ludre ». De même, KRUG-BASSE trouve que « le caractère du célèbre magistrat ne fut pas toujours à la hauteur de son talent ». (KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 88).

(32) et (33) ROGÉVILLE, *op. cit.*, XXIX.

(34) Il mourut à Wels en 1690, âgé de quarante-cinq ans.

Elle fut, comme nous venons de le voir, entrecoupée de guerres, d'exils, de désordres et de ravages.

Pendant ces trente-cinq années de guerres presque continues, la Cour maintint avec fermeté la souveraineté du belliqueux Charles IV, souvent au milieu de graves dangers pour ses membres ; mais cette période peut être considérée comme son plus beau titre de gloire.

Ses magistrats, pour rendre la Justice, abandonnèrent leur patrie et leur foyer ; ils vécurent en exil dans le plus grand dénuement ; certains, même, n'hésitèrent pas à échanger leur robe contre l'épée : le président Antoine Richard fut à la tête d'un régiment et le président de Gondrecourt fut également colonel d'un régiment et gouverneur d'une place forte.

Reproduisons à ce sujet le témoignage du grand historien lorrain, Guillaume de Rogéville :

« L'Histoire Ancienne, dit ROGÉVILLE, ne fournit pas de plus
« grands exemples d'attachement à la patrie que ceux que donnent ces grands et illustres magistrats, pendant que durèrent
« ces longues et malheureuses révolutions, dont aucun d'eux ne
« vit la fin.

« C'est sans doute un acte louable et héroïque de perdre la
« vie pour le salut de l'Etat ; mais ce grand sacrifice n'exige qu'un moment d'emprise sur soi ; l'ambition, l'amour de la
« gloire qui suit les actions d'éclat, la crainte de la honte, l'enthousiasme qu'un mot produit souvent, peuvent porter à ce
« généreux effort.

« Les Barbares en sont capables comme les hommes éclairés
« et le nombre de ceux qui l'ont fait est si grand qu'il ne serait
« pas possible de les compter.

« Il n'en est pas de même du renoncement aux affections et
« aux commodités de la vie. Peu de personnes en sont capables,
« parce qu'il suppose des lumières et une fermeté d'âme peu
« communes. Il est d'autant plus pénible qu'il est moins honoré
« que les actions apparentes et que chaque instant exige un
« nouveau sacrifice. On ne peut disconvenir qu'il est plus facile
« de lever un fardeau considérable que d'en porter un moindre. »

Vingt-huit ans plus tard, la Cour Souveraine fut rétablie, lors du retour du duc Léopold dans ses états.

CHAPITRE III

LA COUR SOUVERAINE SOUS LEOPOLD

Le traité de Ryswick, conclu le 30 octobre 1697, rendit au duc Léopold, ses états (1).

L'alliance de Léopold avec Elisabeth-Charlotte d'Orléans, petite-fille de Louis XIII et nièce de Louis XIV, garantit davantage la stabilité des conventions et prépara un règne heureux et paisible, après lequel la Lorraine soupirait depuis longtemps.

Le comte François de Carlingford fut chargé par Léopold de prendre possession des duchés et d'y exercer la régence. Il fut investi de tous les pouvoirs pour ramener « la paix, l'ordre et la tranquillité dans le pays et d'y rétablir les anciennes institutions telles qu'elles avaient été autrefois, en Lorraine ».

Le premier acte du régent fut de rappeler les magistrats de la Cour Souveraine à leurs fonctions, par un simple mandement en date du 12 février 1698, pour, est-il dit, « rendre la Justice souverainement aux sujets de son Altesse et prendre soin de la conservation de ses droits et de son autorité en la même forme et manière qu'ils faisaient au commencement de 1670, que les fonctions de ladite Cour furent interrompues » (2).

La Cour fut réinstallée le lendemain même. Le duc Léopold fit son entrée solennelle à Nancy, le 10 novembre 1698.

Mais quelque temps auparavant, le président Canon mourut à l'âge de soixante-dix ans.

(1) Par ce traité, le duc avait l'obligation de démolir les fortifications de la ville neuve de Nancy et de donner, moyennant compensation à débattre, Sarrelouis et Longwy à la France. Cependant, on lui rendait Bitche.

(2) *Exposition des Loix...., op cit.*, p. 77.

Le duc nomma à sa place, le 8 août 1698, le baron Jean-Baptiste de Mahuet (3), conseiller d'Etat et ancien président-à-mortier au Parlement de Metz (4).

Le 11 août 1698, le duc nomma également Jean-Léonard Bourcier aux doubles fonctions d'avocat général et de procureur général de la Cour Souveraine.

Le choix était excellent : Bourcier fut, en effet, un des plus célèbres magistrats lorrains (5).

Il céda l'office d'avocat général à son ami, Pillement, par une très curieuse convention signée le 9 juin 1700.

Une multitude d'édits et d'ordonnances, rendus sous le règne de Léopold, acheva de fixer la juridiction de la Cour et de régler l'étendue de son ressort ; en effet, la longueur des guerres et la dispersion des tribunaux avaient fait oublier les limites de leurs juridictions ; il ne restait plus que de « faibles idées des anciens usages » (6) et une réforme du style de procédure était nécessaire.

Le 6 juillet 1710, une Chambre des Requêtes du Palais fut créée près de la Cour Souveraine ; elle était destinée à juger, en

(3) Mahuet (Jean-Baptiste de), né à Nancy, le 14 mars 1649, mort à Paris, le 26 août 1721.

Avocat, lieutenant civil et criminel à Nancy en 1676, président du Présidial de Toul, en 1686. « Il fallait avoir servi dix ans dans une Cour Souveraine pour être pourvu d'une place de président-à-mortier dans un Parlement. J. B. de Mahuet, homme d'un grand mérite, obtint des dispenses de service et fut reçu président au Parlement de Metz, le 19 juillet 1691 ». (MICHEL, *op. cit.*, p. 341).

Quand la Lorraine fut rendue au duc Léopold, il quitta le Parlement de Metz et devint le 3 mai 1698, président de la Cour Souveraine.

Il fut quatre fois envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire du duc Léopold. Le président de Mahuet fut envoyé à la Cour de France pour obtenir le règlement définitif du traité de Ryswick.

Il mourut à Paris, dans le cours des négociations, en 1721.

Il a laissé un commentaire de la Coutume de Lorraine, ouvrage resté manuscrit, mais très répandu à l'époque.

(4) J. B. de Mahuet, Claude d'Hoffelize, J. M. Cueillet et Charles-Ignace de Ney avaient acheté des offices de président ou de conseiller au Parlement de Metz. Après le traité de Ryswick, ils vendirent leurs charges, revinrent en Lorraine et furent nommés à la Cour Souveraine.

(5) Bourcier (Jean-Léonard de), né le 17 août 1649, mort le 26 août 1726. Parlant latin à l'âge de sept ans, dit dom Calmet, il commença ses études à Pont-à-Mousson et les termina à Lyon où il fut tonsuré. Il fut une des gloires du barreau messin. Il fut nommé procureur général près du Conseil provincial de Luxembourg qu'il quitta et revint à Metz. Léopold le nomma procureur général aux duchés de Lorraine et Barrois et conseiller d'Etat. Bourcier fut la figure la plus illustre parmi tous les magistrats qui se sont succédés dans cette compagnie. Apprenant sa mort, Léopold s'écria qu'il venait de perdre un homme qu'il ne pourrait jamais remplacer. Il participa à la publication du code Léopold, et produisit un nombre considérable de mémoires. Il composa le *Catholicon*, poème satirique, au moment du conflit entre la Cour et l'évêque de Toul.

(6) Ordonnance du 31 août 1698, *Rec. Ord.*, I, 40.



première instance, les causes personnelles, possessoires et mixtes de certaines personnes privilégiées et désignées dans cet édit (7). Mais ces dernières, habitant souvent loin de Nancy, se plaignirent de l'augmentation des frais que leur causait le voyage dans cette ville. De plus, la Chambre des Requêtes de la Cour, tout comme celle du Parlement de Metz, d'ailleurs, était fréquemment en conflit avec les bailliages qu'elle avait dépossédé du droit de juger les causes des privilégiés. Aussi, le 16 novembre 1713, le duc Léopold supprima cette Chambre ; mais les personnes privilégiées conservèrent le droit de *committimus* et la connaissance de leurs procès fut attribuée à une commission de cinq conseillers, nommés tous les six mois par la Cour.

Le nombre des affaires s'était tellement accru qu'une seconde Chambre était devenue indispensable pour ne pas retarder la solution du procès : Léopold, le 16 novembre 1723, partagea la Cour Souveraine en deux Chambres : « que notre dite Cour Souveraine soit, désormais, partagée en deux Chambres, dont la première aura le titre de Grand' Chambre, et sera destinée particulièrement à juger toutes les causes d'audience qui y seront portées de tous les sièges de son ressort, conformément à nos ordonnances ; et la seconde, qui aura le titre de Chambre des Enquêtes, aura pour objet principal la décision des affaires criminelles » (8).

Cet édit ne fit d'ailleurs que consacrer un usage, comme nous le révèle son préambule : « Nous avons reçu favorablement le partage que notre dite Cour a ci-devant fait des officiers qui la composent, en deux bureaux, pour faciliter la distribution de la Justice à nos sujets... » (9).

Le même duc, pour donner plus d'éclat à sa Cour Souveraine, avait créé, dès son avènement, des offices de conseillers chevaliers d'honneur et de conseillers-prélats, et les avait attribués à des

(7) *Rec. Ord.*, I, 438. C'étaient les princes, les grands officiers de la couronne, les membres de la Cour et de la Chambre des Comptes, les Conseillers d'Etat, les baillis, les officiers du régiment des gardes des cheveu-légers et des gendarmes de la compagnie des Suisses, le lieutenant-général du bailliage de Nancy, les quatre plus anciens avocats de cette ville, les professeurs de l'université de Pont-à-Mousson, enfin, tous les hauts fonctionnaires et princes du duché, ainsi que leurs veuves, et toutes autres personnes qui auraient obtenu des lettres patentes leur conférant le même privilège et le même droit d'avoir leurs causes comises en la Chambre des Requêtes.

(8) *Rec. ord.*, II, 672.

(9) *Rec. Ord.*, II, 671.

prélats illustres et à des princes de sa maison ; mais il supprima les places de conseiller-chevalier d'honneur par édit du 2 juin 1720 et les fit occuper par les trois premiers officiers de sa couronne, le grand-maître, le grand-chambellan et le grand-écuyer.

Léonard Bourcier raconte dans son journal la visite que fit à la Cour Souveraine un de ses plus éminents conseillers-prélats, le duc de Coislin, prince-évêque de Metz (10).

« A la fin de l'année 1721, l'évêque de Metz, Henri-Charles du Cambous, duc de Coislin, se rendit à Lunéville pour bénir le mariage de Jacques-Henri de Lorraine avec une des filles du marquis de Craon ».

« La Cour était assemblée en robes rouges dans la Chambre du Conseil ; on avait disposé, dans la cour d'entrée, une compagnie du régiment des gardes en bataille. Il monta et fut introduit dans la première Chambre par le secrétaire de la Cour qui le conduisit dans la Chambre du Conseil : une fois entré et la Compagnie l'ayant salué, M. le Président Cueillet lui dit ces mots : « Monsieur, voilà votre place », scavoir après M. l'Abbé de Domépyvre qui était en camail et rochet, après quoy on alla à la messe qui se célébra à la chapelle du palais après l'ouverture, avec musique. Le prince suivit M. le Président et l'Abbé de Domépyvre. Après la messe, on monta dans le même ordre sur les bancs, où la harangue fut faite par M. de Viray, avocat général, mon neveu, avec beaucoup d'applaudissements, et la cérémonie faite, on entra dans la Chambre du Conseil, dans le même ordre. »

Le 19 avril 1721, Léopold fit don à la Cour Souveraine de son greffe, pour la remercier de son attachement et de sa fidélité à la couronne.

Le premier président de Mahuet mourut à Paris, le 26 août 1721 ; il avait été envoyé à Paris par le duc, comme plénipotentiaire, pour obtenir du roi de France, la restitution de quelques villages qu'il détenait encore malgré le traité de Ryswick.

Léonard Bourcier lui succéda à la tête de la Cour Souveraine. Le duc voulant récompenser ses services éminents créa en sa faveur, le 26 septembre 1721, un office de premier président. Jus-

(10) Journal publié dans les M. S. A. L., 1891, p. 428. KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 109.

qu'à présent, la présidence de la Cour avait été attribuée au plus ancien président : ce n'était pas un office.

Le président Bourcier mourut peu de temps après, le 3 septembre 1726. Le comte Nicolas-François de Gondrecourt, neveu du président Humbert de Gondrecourt, fut nommé à sa place.

Le duc Léopold fut enlevé à l'affection unanime des Lorrains, le 27 mars 1729, après une courte maladie. Le prince François-Etienne, son fils aîné, lui succéda, sous le nom de François III.

Il ne nous a pas semblé possible d'aborder en quelques mots le court règne de François III, avant d'avoir parlé brièvement des luttes qui mirent aux prises Léopold et l'autorité spirituelle.

La Lorraine se trouvait dans une situation très défavorable au point de vue de ses rapports avec l'autorité diocésaine, car elle ne possédait aucun évêché : elle dépendait principalement des évêques français de Metz, Toul et Verdun et ces derniers étaient plus soucieux de collaborer à la politique d'annexion des rois de France, que d'administrer spirituellement cette province.

Le duc Charles III avait sollicité la création d'un évêché pour ses Etats : mais ce projet échoua devant la pression qu'Henri IV exerça auprès du Saint-Siège, car il désirait conserver son influence en Lorraine au moyen d'évêques français.

En 1717, le duc Léopold demanda au pape de créer un évêché avec les monastères de Saint-Dié, Senones et Moyenmoutier. Les évêques de Toul et de Metz intrigèrent si bien qu'ils parvinrent à faire rejeter cette demande. Léopold n'eut pas plus de succès lorsqu'il demanda à l'évêque de Toul d'établir, en Lorraine, des officialités, afin que ses sujets ne soient pas obligés de se rendre à l'étranger pour faire juger leurs causes (11). L'évêque déclara même que, dans le clergé de Nancy, on ne trouverait pas deux prêtres ayant le zèle, la capacité, la fermeté et le désintéressement nécessaires pour exercer ces fonctions ! (12).

Devant ce mauvais vouloir, le duc renonça à sa demande ; mais la Cour Souveraine prit à cœur de maintenir intacte son autorité et décida de faire cesser les empiètements (13) de plus

(11) Ordinairement un évêque ayant juridiction sur un pays étranger, y créait une ou des officialités.

(12) THIBAUT, *Histoire des Loix et Usages de la Lorraine en matière bénéficiale*, p. 99.

(13) Les empiètements n'étaient pas récents et spéciaux à la Lorraine.

en plus nombreux du clergé sur le pouvoir séculier, et surtout ceux de l'évêque de Toul, M. de Bissy, qui possédait dans son diocèse presque toute la Lorraine.

Entre les juridictions ecclésiastiques et séculières, les limites n'étaient pas définies et, dans bien des cas, le juge lui-même hésitait sur la compétence de son tribunal (14) : chaque jour, il y avait matière à conflit. Tant que le siège de Toul fut occupé par un membre de la famille ducal ou par un Lorrain, ces contestations finissaient par s'arranger à l'amiable. Mais, dès que le prélat fut nommé par le roi de France, et dès que, au lieu du tribunal intermittent des Assises, se tint près du duc une Cour Souveraine, il fut évident que ces conflits, sans cesse renaissants, s'envenimeraient.

Léopold n'était pas absorbé par des préoccupations de toutes sortes, comme son prédécesseur ; aussi, dans ces circonstances, réagit-il avec beaucoup plus de vigueur : le procureur général Bourcier de Montureux fut son porte-parole. Homme de science et de talent, « habile magistrat, intègre, vigilant et désintéressé », il avait une haute opinion de la magistrature, « qui la molestait ou la contestait lui paraissait un profanateur... » (15).

Aussi, ce parlementaire « patriote se lança dans la mêlée avec toute la fougue de son caractère et toutes les ressources de ses remarquables talents » (16).

Les difficultés commencèrent dès les premiers jours.

En 1698, le procureur général Bourcier fut informé que deux curés avaient été cités devant l'official de Toul, à propos d'une affaire civile et que deux Lorrains avaient prêté main forte à l'huissier de l'officialité.

La Cour, sur les réquisitions de Bourcier, rendit, le 22 juin 1699, un arrêt faisant défense aux curés de comparaître à Toul, et ordonna l'incarcération des deux Lorrains. L'officialité de Toul protesta, mais en vain.

En 1700, un nouveau conflit s'éleva entre la Cour et l'évêché.

(14) IMBERT Jean, *Note sur l'Histoire du droit privé lorrain*, passim.

(15) Abbé MARTIN, *Histoire des diocèses de Toul, de Nancy et de Saint-Dié*, 1901, II, 386.

(16) IMBERT (Jean), *Note sur l'histoire du droit privé lorrain*, passim.

M. de Bissy, évêque de Toul, avait publié un nouveau rituel, dans lequel il prétendait, entre autres choses, faire valoir en Lorraine seulement, tous les règlements portés par la bulle « in Coena domini », qui n'avait pas été reçue en Lorraine, ni acceptée par les ducs (17). La Cour cependant permit l'exécution et la publication du nouveau rituel à l'exception des articles fondés sur la bulle « in Coena domini » (18).

L'évêque, craignant de se mettre personnellement aux prises avec la Cour, fit rendre le 8 mai, une ordonnance, par son official, dans laquelle il protestait contre cet arrêt.

Cette ordonnance fut imprimée et répandue en Lorraine (19). Mais un de ces exemplaires tomba entre les mains du procureur général Bourcier, qui en demanda immédiatement l'annulation comme attentatoire à l'autorité souveraine. Dans le procès-verbal de la séance du 25 mai, on peut lire ceci : « ...ce titre (de l'ordonnance) lui a fait aisément présumer de quel caractère serait l'ouvrage, il ne s'est pas trompé dans sa conjecture et il a trouvé dans cette pièce, en la lisant, cet esprit de hauteur et de domination qui marque assez la source dont elle est sortie ...cette pièce contre la bienséance et l'honnêteté... etc... » (20).

Le 25 mai, l'évêché publia une seconde ordonnance, rédigée en termes violents et blessants pour la Cour Souveraine et ses magistrats auxquels il appliquait charitablement les épithètes de « têtes endurcies », « d'hommes circoncis de cœur et d'oreilles... »

La réplique de la Cour ne se fit pas attendre (21) :

« L'official de Toul, comblant par de nouveaux attentats ceux
« qu'il a fait éclater depuis peu, au scandale de toute la province...
« a osé publier une nouvelle ordonnance... et comme il est inutile,
« désormais, d'employer d'autres voies que celle de l'autorité pour
« réprimer les entreprises d'un homme incapable de revenir de
« ses préventions et qui, d'ailleurs, cachant l'ambition la plus
« fine sous les dehors spécieux de la défense de l'Eglise, ne cher-
« che qu'à engager une dispute pour se mettre en parallèle avec

(17) Tout comme en France, d'ailleurs.

(18) *Dict. des Ord.*, I, 276.

(19) Dans son ouvrage, l'abbé MARTIN prend fait et cause pour l'évêque de Toul ; néanmoins, il est fort intéressant.

(20) *Dict. des Ord.*, I, 277.

(21) *Dict. des Ord.*, I, 303.

« la Cour et s'attirer les applaudissements qu'il croit mériter par
« les longues dissertations qu'il donne au public, fruit inutile
« d'une oisiveté inquiète et du désir immodéré de paraître, aussi
« peu capable de toucher les esprits droits et solides qu'elles sont
« propres à surprendre les esprits superficiels... »

L'évêché publia une troisième ordonnance (22) encore plus agressive, à laquelle la Cour ne répondit pas.

L'affaire en resta là.

Mais en 1701, Léopold voulut réorganiser les tribunaux lorrains. Il publia un code de procédure civile et criminelle, contenant un certain nombre de dispositions concernant les monitoires (23) et les juridictions ecclésiastiques, mais ce code n'innovait rien, il se bornait à consacrer un certain nombre de principes fixés depuis longtemps par la jurisprudence et l'usage (24). M. de Bissy, qui s'était toujours montré hostile à la Lorraine, trouva dans ce code un nouveau sujet de querelle. Il le dénonça au Saint-Siège comme attentatoire aux libertés de l'Eglise. Le pape Clément XI prononça la censure le 22 septembre 1703, et punit d'excommunication tous ceux qui liraient ce code ou s'en serviraient.

Le duc Léopold fit alors, pour témoigner sa soumission au pape, travailler une déclaration interprétative des articles qui avaient été présentés au Saint-Siège sous des couleurs défavo-

(22) *Dict. des Ord.*, I, 305.

(23) Le monitoire est un ordre que les curés donnaient en chaire à ses paroissiens pour qu'ils dénoncent à la justice les crimes que l'Eglise poursuivait.

(24) L'Abbé MARTIN considérait que ce code consacrait officiellement les prétentions parlementaires de la Cour. « Bourcier, écrit-il, allait à l'encontre des statuts diocésains, des ordonnances épiscopales et il se rendait responsable d'un véritable empiètement » (II, 399).

Le cadre limité de notre étude ne nous autorise pas à discuter l'opinion de ce savant abbé. Mais ses arguments ne peuvent pas nous convaincre. En effet, il cite un exemple d'empiètement qui n'en est pas un : « il (Léopold) transforma les curés en officier d'état civil, les obligeant, sous peine de privation de leur temporel, à tenir exactement et selon les formes prescrites, deux registres pour les actes de baptême, de mariage et de sépulture ». (Abbé MARTIN, *op. cit.*, II, 399).

Le code ne transforma pas les curés en officiers d'état civil puisqu'ils l'étaient déjà. En effet, nul n'ignore que le droit canonique, seul, réglementait ces matières, de telle sorte que ce droit canonique était le droit civil de ces matières : c'est pourquoi les curés étaient des officiers d'Etat Civil. De plus, seuls les curés pouvaient tenir les registres incriminés. En outre, le code Léopold n'innovait rien : en France, l'ordonnance de Villers Cotteret de 1539 portait les mêmes prescriptions, deux siècles avant et elle n'avait soulevé aucune objection de l'autorité spirituelle.

rables et fit un acte d'appel de la décision du pape. M. de Bissy (25), pendant ce temps, s'appliquait à répandre le scrupule et à brandir une arme très commode, mais devenue inefficace par suite de l'abus de son emploi, à savoir l'excommunication. Clément XI parut d'abord peu éloigné de traiter avec Léopold, mais probablement influencé par le représentant de son autorité en Lorraine, il prononça la censure de l'acte d'appel.

Léopold prit alors le parti d'envoyer une ambassade à Rome et après bien des démarches, il fut conclu que :

1° Léopold supprimerait les deux ordonnances de 1701 et 1702 sur l'administration de la justice.

2° Le duc pourrait publier une nouvelle ordonnance, mais il ne devait pas parler des matières ecclésiastiques, si ce n'est par cette phrase « que pour les cas non prévus, les ordonnances des ducs ses prédécesseurs, les coutumes et usages du pays seraient observés » (26).

En fait, cette transaction ne résolvait pas le problème et il fallut attendre un traité conclu à Vienne, le 4 octobre 1710, avec le cardinal Albani.

Par ce concordat, Léopold devait répudier et annuler tout ce qui pouvait avoir été fait depuis 1624, contre les droits de l'Eglise, moyennant quoi, les lois et usages antérieurs à l'avènement du duc Charles IV étaient maintenus.

Le procureur général Bourcier envoya cependant une circulaire à ses substituts, déclarant qu'il n'y avait rien de changé dans les rapports entre l'Eglise et l'Etat.

Aussi, le barreau continua-t-il à invoquer l'ordonnance de 1701 et les tribunaux à l'appliquer.

Quant à l'officialité de Toul, elle s'est bornée à la connaissance des causes spirituelles et a requis des pareatis pour faire

(25) Si M. de Bissy chercha toujours querelle aux Lorrains, ces derniers lui rendirent la pareille. ROGÉVILLE nous dit que le motif de sa demande de mutation à l'Evêché de Meaux, en remplacement du célèbre Bossuet, fut « la méchanceté de ses Diocésains : *quem mala plebs odit.* » (*Dict. des Ord.*, I, 325).

La Cour Souveraine elle-même ne lui épargna aucune humiliation : lorsque M. de Bissy vint présenter ses hommages au duc Léopold, lors de son avènement, le président de Mahuet voulut lui faire faire antichambre. Ce prince s'y opposa, mais au lieu d'un fauteuil auquel il s'attendait, on ne lui offrit qu'un tabouret. (Abbé MARTIN, *op. cit.*, II, 387).

(26) *Dict. des Ord.*, I, 326.

exécuter ses jugements en Lorraine, en protestant d'ailleurs à chaque demande.

« En dépit des apparences, l'Eglise était donc battue » (27).

La Cour Souveraine se heurta encore une fois à l'évêque de Toul (28), à propos du prêt à intérêt, mais ce fut sa dernière querelle avec le pouvoir spirituel, jusqu'en 1754, c'est-à-dire jusqu'à l'affaire des billets de confession.

A Léopold, le « regret éternel des Lorrains », avait succédé son fils, le duc François III. Son court règne n'offre à la Cour Souveraine que la nomination du comte d'Hoffelize (29) à l'office de premier président, le 19 juillet 1735.

Le duc François III était peu attaché à ses états, où il ne paraissait que rarement, laissant la duchesse, sa mère, gouverner. Aussi, personne ne fut surpris d'apprendre que le 13 décembre 1736, le duc avait adhéré aux conditions du traité de Vienne : le roi Stanislas de Pologne était mis en possession des duchés de Lorraine et de Bar et François III recevait en compensation le grand-duché de Toscane.

Ainsi s'achève l'indépendance et l'autonomie de la Lorraine, dont l'existence, pendant huit siècles, ne fut pas sans gloire.

(27) Abbé MARTIN, *op. cit.*, II, 413.

(28) Abbé MARTIN, *op. cit.*, II, 404.

(29) Hoffelize (Claude d'), né en 1662, mort en 1745.

Il fut d'abord officier, puis avocat et conseiller au Parlement de Metz. En 1698, il est nommé conseiller en la Cour Souveraine ; en 1708, président-à-mortier. Il devint premier président en 1735, à la place de Gondrecourt.

CHAPITRE IV

LA COUR SOUVERAINE SOUS STANISLAS

La prise de possession du duché de Lorraine eut lieu le 24 mars 1737, avec un cérémonial imposant. Le procureur général Bourcier de Montureux fit, avec une grande indépendance, l'éloge de la maison de Lorraine qui était à jamais écartée de la couronne.

Mais les termes mêmes de son discours laissent deviner toute la tristesse que ressentaient alors les Lorrains :

« ...il faut convenir, disait-il, que nous avons été vivement
« touchés d'une révolution si étonnante ; que toute notre fermeté
« n'est pas à l'abri du coup qui nous frappe et que ce n'est
« qu'avec peine que nous avons fait un sacrifice de nos cœurs
« à l'obéissance et à la soumission que l'on doit aux décrets impé-
« nétrables de la Providence. Mais en même temps, nous avons
« lieu de croire que les nouveaux monarques que le ciel nous
« destine ont trop de justice et d'humanité pour blâmer des
« sentiments si convenables et même pour ne pas agréer les
« pleurs que nous ont fait répandre l'éloignement et la dispersion
« de la maison régnante, dont nous avons le bonheur de suivre
« les lois depuis sept cents ans... »

Le roi Stanislas n'avait, en fait, qu'un titre sans autorité réelle ; il régnait, mais ne gouvernait pas. Le véritable maître de la Lorraine fut Antoine-Martin Chaumont de la Galaizière (1), qu'il avait nommé, le 18 juin 1737, chancelier, garde des sceaux et intendant.

(1) Chaumont de la Galaizière (Antoine-Martin), 1697-1783. Conseiller du Parlement de Paris à 19 ans ; maître des requêtes en 1716, intendant de Soissons ; Chancelier, Garde des Sceaux et intendant de Lorraine, le 28 avril 1737, conseiller d'honneur en la Grand'Chambre du Parlement de Paris, le 13 avril 1771.

Cf. P. BOYÉ, « *Le Chancelier Chaumont de la Galaizière et sa famille* », Berger-Levrault, Nancy, 1939.

Il avait reçu du gouvernement français la mission de faire de la Lorraine une province française : il remplit sa tâche de façon à donner satisfaction au gouvernement français, au mépris du traité de Vienne et de la déclaration de Meudon qui garantissaient au duché une administration particulière et le respect de ses lois et de ses institutions.

La Cour Souveraine se trouva placée sous ses ordres et elle lutta de toutes ses forces contre les innovations du chancelier qu'elle considérait comme attentatoires aux libertés garanties par le traité de Vienne. Ainsi, le règne de Stanislas fut troublé par des conflits incessants entre la Cour et son chancelier. Sans doute exécutait-il des ordres venus de Versailles, mais on peut lui reprocher sa raideur et sa maladresse à faire exécuter des mesures impopulaires qui blessaient au vif les sentiments patriotiques des Lorrains (2).

Le roi Stanislas aurait pu arbitrer ces conflits, mais à toutes les plaintes de la Cour, il opposait une fin de non recevoir fondée sur le fait qu'il n'avait que l'usufruit de cette province.

La Cour entra donc en lutte contre le chancelier et ni les disgrâces, ni la destitution arbitraire de ses membres ne l'arrêtèrent dans son opposition.

SECTION I

LA COUR SOUVERAINE ET LES ENTREPRISES DU CHANCELIER CONTRE L'AUTONOMIE DE LA LORRAINE

La Cour Souveraine accusait le chancelier de vouloir détruire toutes les anciennes formes de l'administration ducale et de chercher à effacer jusqu'au souvenir, les institutions séculaires de son pays.

(2) La Galaizière, par son administration insensée, n'a pas su gagner les cœurs des Lorrains à la France, leur future patrie.

En Alsace, au contraire, l'excellente administration de Louis XIII et Louis XIV, après sa conquête, en fit rapidement une des provinces les plus françaises du Royaume.

En effet, on lui laissa ses anciennes coutumes et ses institutions, on respecta sa langue et ses cultes et ses impôts n'augmentèrent pas.

La conquête des Lorrains était plus difficile : alors que l'Alsace n'était qu'une expression géographique, celle-ci était une nation homogène.

Il est normal que l'administration du chancelier despotique ait abouti à un échec.



Le chancelier Chaumont de la Galaizière reçoit, au nom de Louis XV,
le serment de fidélité de la Cour Souveraine.

Le mécontentement était général, car le but de ces innovations ne consistait pas dans l'amélioration de la situation des Lorrains ou dans la réforme de certains abus, mais elles avaient été introduites, comme nous allons le démontrer, en vue de procurer des avantages à la France.

Autrefois, en Lorraine, les bailliages et prévôtés avaient compétence en matière forestière.

Une loi du 21 mai 1739 créa, sur le modèle des tribunaux forestiers français, seize grueries chargées de cette juridiction (3). Cette création inutile entraîna celle d'un nombreux personnel dont les gages grevèrent un peu plus le pays. Mais cette ordonnance interdisait également la coupe d'arbres aux propriétaires forestiers, sans avoir obtenu l'autorisation du roi en son conseil (4).

« Qu'un pressoir vienne tout à coup à se rompre dans le fort
« de la vendange, disait une plainte de la noblesse, ou qu'un
« orage ébranle une maison : que le château du seigneur menace
« ruine, pour obtenir la permission de couper un arbre dans son
« parc, il faut recourir à l'intendant, faire assembler les officiers
« de la gruerie royale, attendre qu'ils aient nommé des commis-
« saires... et, pendant qu'on achète ainsi, par des sollicitations et
« des bassesses et à prix d'argent, le pouvoir de jouir de son bien,
« la vendange périt et le château s'écroule » (5).

La Cour n'enregistra cet édit qu'au mois de février 1740, sur l'ordre et l'express commandement du roi.

Le chancelier avait également, en 1737, fait créer des offices de procureurs : ces offices vénaux n'avaient pour but que d'enrichir le trésor du roi de France, tout comme la création des offices de gruerie, et ils entravaient un peu plus la marche déjà fort embarrassée de la justice.

La réorganisation de la maréchaussée fut également une cause de conflits entre le chancelier et la Cour.

En effet, la Galaizière avait fait rendre, le 25 octobre 1738, un édit qui licenciait l'ancienne maréchaussée et en créait une

(3) *Rec. des Ord.*, IV, 190.

(4) Le but caché de cette mesure était de procurer, à la marine française, le bois dont elle avait besoin.

(5) D'HAUSSONVILLE, *Histoire de la Réunion de la Lorraine à la France*, IV, 648.

autre (6). Comme cet édit n'apportait que des changements heureux dans l'ancien régime de cette compagnie, la Cour l'enregistra.

Mais le chancelier fit publier, sans le faire enregistrer par la Cour, le 30 décembre 1738, un règlement d'administration, soustrayant complètement la maréchaussée à l'autorité de la Cour, qui ne conservait plus que le droit de recevoir le serment de ses officiers et d'obtenir une escorte dans les cérémonies publiques.

Par ce règlement, la Cour perdait tout contrôle et devenait impuissante à protéger, comme auparavant, les citoyens contre les abus de la maréchaussée.

Aussi, protesta-t-elle énergiquement, mais en vain. Elle refusa même de se soumettre à ce règlement que le chancelier avait, intentionnellement, négligé de présenter à son enregistrement et continua à recevoir les appels des jugements prévôtaux et à réprimer leurs abus de pouvoir ; mais ses arrêts furent régulièrement déferés au Conseil d'Etat et cassés.

A la maréchaussée lorraine, on pouvait, dès lors, appliquer le jugement de Lamoignon sur celle de France :

« Lorsqu'on a institué le prévôt des maréchaux, dit-il, l'attention était bonne, mais il faut se dire que le plus grand abus qui se rencontre dans la justice criminelle a procédé de ces officiers qui font naître, dans toutes les affaires, des conflits de juridiction, qui oppriment les innocents et déchargent les coupables. La plupart sont plus à craindre que les voleurs mêmes. »

Ainsi assurée de la tolérance du chancelier, elle bravait la magistrature et refusait même de mettre les décrets à exécution lorsque les magistrats ne lui rendaient pas un compte détaillé des motifs de l'arrestation demandée.

Au mois de janvier 1756, le bailliage de Nancy poursuivait un voleur ayant un complice, dont l'arrestation était nécessaire. Elle fut demandée par le lieutenant de bailliage au prévôt de la maréchaussée, qui la refusa avant d'en connaître les motifs.

(6) *Rec. des Ord.*, VI, 140.

Le lieutenant-général informa la Cour de ce refus et celle-ci rendit un décret assignant le prévôt à sa barre. Ce dernier, au lieu d'obtempérer, porta plainte au chancelier.

On imagine facilement avec quel empressement la Galaizière se saisit de cette occasion pour faire sentir à la Cour le poids de son autorité.

Il se pourvut en Conseil d'Etat, lequel évoqua la plainte du lieutenant de bailliage, puis confia au chancelier le soin de faire l'instruction de cette affaire et de rédiger un rapport ! Il est inutile de préciser le résultat de cette enquête impartiale !

Toujours est-il que le procureur général, chargé de faire exécuter l'arrêt, l'apporta sur le bureau de la Cour, mais, convaincu de son illégalité, il déclara se pourvoir contre lui par voie de droit.

La Cour, de son côté, fit des remontrances et envoya une députation à Lunéville pour les présenter au roi. Malgré les paroles conciliantes de Stanislas et malgré les prescriptions du code Léopold, le chancelier ne voulut céder sur aucun point, et la Cour fut obligée de s'incliner, alors que sa compétence en cette affaire avait été formellement méconnue.

La volonté du chancelier n'était-elle pas au-dessus de la loi ?

La Galaizière continua à couvrir les actes de la maréchassée, quelque blâmables qu'ils fussent, de sa haute autorité, et la Cour continua également à protester contre ces abus de pouvoir.

La Cour saisie par la confrérie de la Miséricorde des excès de plus en plus nombreux de la part de la maréchassée, décida la visite des prisons par deux conseillers et un substitut.

Cette commission recueillit les plaintes de prisonniers illégalement poursuivis et même condamnés à des peines très fortes pour des délits sans gravité (7).

La Cour saisit alors le procureur, qui ordonna l'envoi des pièces de procédure au greffe de la Cour Souveraine et celle-ci fit défense au geôlier de laisser partir les prisonniers bénéficiant d'un arrêt de sursis.

(7) Un certain Collin, âgé de 56 ans, avait été condamné prévotalement à 40 ans de galère pour une bagatelle insignifiante.

Deux jours après, le chancelier ordonna au prévôt de Nancy de se faire remettre les prisonniers, nonobstant les arrêts de la Cour. La conciergerie fut envahie par la maréchaussée, mais le geôlier opposa à ses réquisitions les arrêts de la Cour. La maréchaussée brisa alors à plusieurs reprises les portes de la conciergerie, arracha les clefs au guichetier, maltraita le pauvre geôlier et s'empara des prisonniers.

A la nouvelle de ces événements graves, le premier président convoqua la Cour ; elle dressa procès-verbal des bris des portes de la prison, ainsi que des attentats commis contre son autorité, puis rédigea de nouvelles remontrances au roi. Mais la Galaizière, selon son processus ordinaire, devança la Cour, en faisant casser ses arrêts par le Conseil d'Etat. Il exila même le procureur général Toustain de Viray dans sa maison de campagne.

Le conseiller Protin composa les remontrances de la Cour qui furent signées le 15 mai 1756.

Les premiers articles contenaient l'exposé des griefs de la Cour contre le despotisme du chancelier.

Ils commençaient par ces mots : « Sire, il n'est pas possible de dissimuler à votre majesté que les coups d'autorité frappés sous son nom, compromettent la gloire de son règne ».

Après ce début, à la fois ferme et respectueux, la Cour exposait en détail les nombreux abus de pouvoir qu'elle avait à reprocher au chancelier et à la maréchaussée : « Nous ne pouvons vous dissimuler que la rigueur des traitements faits à vos « magistrats reporte la vue de vos peuples sur tous les griefs « qu'ils ressentent d'une administration qui altère presque toutes « les maximes de vos Etats, sans les remplacer par celles qui « s'observent en France. On ne voit pas dans ce royaume les « citoyens livrés aux violences d'une troupe militaire qui les « juge sans caractère et sans règle. On n'y voit pas les délits « de cette troupe, abandonnés à l'impunité faute d'un tribunal « pour les réprimer ; les arrêts des cours suprêmes n'y sont pas « cassés par les ordres d'intendance. Les prisons des Parlements « n'y sont pas forcées pour anéantir leurs décisions, les magistrats « éloignés du trône pour étouffer les plaintes des peuples. « les procureurs généraux exilés pour avoir réclamé l'autorité « des lois ! »

Après avoir exposé ses griefs personnels, la Cour signalait au roi les vices de son administration :

« Nous ne doutons pas, Sire, que les autres parties de l'administration qui sont plus éloignées de vos yeux, ne soient aussi exposées à la fatalité de ces principes arbitraires. Nous en jugeons par la misère des peuples...

« Sous les ducs... on créait des routes, mais on ne le faisait que dans un but d'intérêt général. Aujourd'hui, on les multiplie sans raisons suffisantes. La multiplicité de ces entreprises exige de la population des sacrifices hors de proportion avec l'utilité des grands travaux qu'on lui impose... Encore se consoleraient-ils si leurs peines n'avaient pour objet que l'établissement de routes publiques, mais combien de routes n'ont-elles pas été formées pour la commodité, pour l'agrément de quelques particuliers ! » (8).

Ce mémoire déclarait enfin « la cassation des arrêts de votre Cour Souveraine est devenue si fréquente que ce tribunal est presque réduit à l'état d'un simple bailliage » (9).

Quelques jours après, Stanislas, qui avait lu les remontrances, écrivit une lettre à la Cour, opposant à toutes ses plaintes un « non possumus ». Il déclarait :

« Au bout du compte, ce pays qui me sert d'asile est son domaine perpétuel (à Louis XV) ; je ne le gouverne qu'avec juridiction viagère... Je veux qu'on adresse directement toutes les remontrances au roi très-chrétien, sur lesquelles la résolution prise n'exigera de moy que l'exécution... »

La Cour Souveraine avait succombé dans sa lutte contre son puissant adversaire, mais elle avait gagné sa cause devant l'opinion publique qu'elle avait défendue contre les entreprises despotiques du chancelier.

La Galaizière, d'ailleurs, ne s'arrêta pas en si bonne voie. Il fit rendre par Stanislas une série de Lois au mépris de l'autonomie du duché, qui avaient pour but de favoriser les sujets du roi de France dans leurs rapports avec les Lorrains en leur

(8) La Cour fait ici une allusion discrète à la construction de la route de Flavigny à Neuvillers que le chancelier avait fait faire pour le conduire à son château.

(9) KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 242.

accordant les mêmes droits en Lorraine que ceux dont ils jouissaient dans leur propre pays alors que les Lorrains, au contraire, n'obtenaient pas la réciprocité (10).

D'un trait de plume également, il bouleversa l'organisation des tribunaux inférieurs de la Lorraine qui avaient été récemment réformés par le duc Léopold.

Ce changement avait pour but, disait-il, de rapprocher l'organisation judiciaire du duché de celle de la France.

En réalité, ce n'était qu'une opération financière. Le chancelier tripla les offices (il y en eut 1300) et leur prix qui était autrefois modéré, fut considérablement augmenté.

Durival estimait à 5.178.000 livres, cours de France, le montant des finances que les nouveaux officiers durent verser au Trésor français (11).

La Cour Souveraine avait senti tout ce que ces bouleversements entraîneraient de dépenses et d'inconvénients, mais ses remontrances furent vaines.

Le chancelier adopta même une conduite scandaleuse vis-à-vis des plus hauts magistrats lorrains. On s'en rendra compte en lisant le mémoire que les trois ordres adressèrent au marquis de Stainville :

« Vous ne vous imaginerez jamais de quel air le sieur Chau-
« mont reçut nos députés, de quel ton il leur parla, avec quelle
« hauteur il les interrompit, en quels termes il osa les menacer,
« de quelle façon il les congédia, et pour justifier aux yeux du
« public un accueil qui choqua tout le monde, et qui parut désho-
« norant pour la nation, il affecta de répondre que les remon-
« trances de nos Cours Souveraines renfermaient des termes
« séditieux.

« Leur députation fut traitée de révolte et leurs sages pré-
« cautions pour empêcher la ruine entière des peuples furent
« taxées d'atteinte sur l'autorité royale.

« Quatorze arrêts, tant du Parlement que de la Chambre des
« Comptes, ont été depuis successivement cassés et flétris et leurs
« charges sont aujourd'hui si avilies, leur ministère si discrédité,
« leurs personnes si maltraitées, en un mot l'autorité de ces deux

(10) Cf. KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 200.

(11) DURIVAL, *Description de la Lorraine*, I, 209.

« Compagnies est à présent en si grand discrédit, qu'avoir un
« arrêté contre soy, émané de l'un ou l'autre de ces tribunaux,
« c'est puor une partie condamnée, la meilleure pièce de son sac
« et un titre suffisant pour être sûr de gagner son procès au
« Conseil Royal, où sans aucune ombre de raison, ni de prétexte,
« chacun se croit aujourd'hui en droit d'en appeler sur toutes
« sortes d'affaires » (12).

Le tableau que les trois ordres ont brossé est bien sombre : mais il semble coïncider avec la réalité.

SECTION II

LA COUR SOUVERAINE ET LES AFFAIRES RELIGIEUSES

Sous le règne de Stanislas, la Cour entra deux fois en conflit avec le clergé.

Le premier éclata à propos de l'affaire des billets de confession dont on sait qu'elle avait déjà causé la démission du Parlement de Paris.

A Nancy, les religieux visitaient les malades et leur administraient les sacrements sans se concerter avec le clergé et même sans avertir le curé de paroisse. Or, entre curés et religieux, les compétitions étaient inévitables.

Les curés de Nancy se plaignirent à M. Drouas, évêque de Toul, qui le 26 août 1754, lança une ordonnance interdisant aux religieux de la capitale lorraine de confesser les malades sans autorisation des curés et ceci, dans le but d'empêcher certains religieux soupçonnés de jansénisme, de devenir directeurs de conscience (13).

Mais la nouvelle de la mort d'un malade, auquel un curé aurait refusé le viatique parce qu'il se serait confessé sans son autorisation à un religieux, se répandit dans Nancy.

La Cour s'assembla d'urgence, le 11 septembre. Elle entendit les réquisitions de son procureur général, Toustain de Viray, qui avait été chargé par le roi lui-même de négocier avec l'évêque le retrait de son ordonnance. M. Drouas atténua son ordon-

(12) D'HAUSSONVILLE, *op. cit.*, IV, 653.

(13) Abbé MARTIN, *op. cit.*, II, 570.

nance par une lettre aux curés de la ville (14). Le 12 septembre cependant, la Cour annula l'une et l'autre, comme contraires aux ordonnances ducales et aux constitutions canoniques et elle défendit de les publier.

Mais le procureur général requis de mettre l'arrêt à exécution, refusait en disant que l'évêque avait donné toute satisfaction au roi, dans sa lettre circulaire.

La Cour était trop indisposée contre le chancelier pour se soumettre sans rien dire : elle ordonna cependant qu'il serait sursis à l'exécution de son arrêt et déclara qu'elle présenterait des remontrances au roi.

L'affaire en resta là jusqu'au 26 novembre. Ce jour-là, la Cour reçut une lettre du chancelier qui exigeait la radiation des arrêts du 11 et 12 septembre, et le 29 novembre, la Galaizière lui envoya une autre lettre ordonnant aux conseillers Fisson du Montet, Châteaufort, Collenel et Protin, de se rendre à Lunéville avec la minute des deux arrêts.

Ils s'y rendirent, mais avec une expédition seulement : le roi refusa alors de recevoir la députation, et le chancelier dit aux magistrats que le roi était irrité de leur désobéissance.

Le Conseil d'Etat usa de son droit d'évocation et cassa, le 2 décembre, les arrêts incriminés (15).

Cette affaire dura un an encore avec bien des remontrances, des arrêts et des enquêtes.

La Cour en sortit très mortifiée, mais le Gouvernement de Versailles, voulant à tout prix rétablir la paix religieuse, négocia avec l'Evêque de Toul qui consentit à révoquer son mandement et sa lettre circulaire.

La résistance de la Cour n'avait pas été vaine.

La Cour Souveraine entra en conflit avec les jésuites, à propos d'un procès qui opposait cette congrégation aux habitants de Maron.

Le chancelier de la Galaizière a laissé des notes que nous avons pu nous procurer. Dans ces vingt pages écrites de sa main, nous avons pu reconstituer l'origine de ce conflit (16).

(14) Abbé MARTIN, *op. cit.*, II, 571.

(15) Abbé MARTIN, *op. cit.*, II, 572.

(16) Manuscrit de la main de la Galaizière, collection personnelle.

Et se sont retirez recconduits par
la Compagnie, le premier President
a la Courte en continuant de leur
donner la droite jusqu'à la porte
d'entrée; le lad^e Compagnie aiant
reprise sa place, Ensemble les Gens
du Roy ont tous signez le present
acte.

Signature du procès-verbal de prise de possession actuelle du Duché de Lorraine,
d'après le registre de la Cour Souveraine.

Maître de Niceville avait été chargé de défendre les droits et intérêts de la commune de Maron, contre les Jésuites de Nancy, bénéficiaires de la dîme de ce village et auxquels ils réclamaient, à ce titre, des travaux dans leur église. En effet, l'usage en Lorraine voulait que les décimateurs entretiennent le chœur et la nef de l'église. Les Jésuites rétorquaient qu'ils étaient exempts de toutes ces charges et la meilleure preuve, disaient-ils, en était le fait que ces charges avaient été supportées jusqu'à présent par la communauté.

Le 23 août 1760, la Cour admit les Jésuites à faire la preuve de ce qu'ils avançaient.

Mais ceux-ci étaient irrités de ce qu'un avocat comme Maître de Niceville ne s'incline pas devant leur puissante compagnie, qui jouissait de toutes les faveurs de Stanislas. En 1761, on répandit dans la ville de Nancy un imprimé intitulé « Observations sur les dernières réponses des habitants de Maron » ; ce libellé avait pour but unique de diffamer Maître de Niceville. Le 13 mai 1761, la Cour fit droit aux réquisitions de l'avocat et ordonna qu'un exemplaire de ce libellé soit lacéré et brûlé. Ce qui fut fait le même jour devant la porte du palais, place de la Carrière. Un conseiller, Joly de Morey, avait même été nommé pour informer contre l'auteur de ce libellé. Or, personne n'ignorait qu'il avait été écrit par le père de Menoux. Ce dernier jouissait d'une popularité douteuse, mais avait un grand ascendant sur Stanislas. On devine aisément ce qui se passa !

Le 4 juin, sur requête du provincial des jésuites, le roi, en son conseil, annula et cassa l'arrêt de la Cour et fit défense de donner suite à l'information.

La Cour fit de vaines remontrances ; les avocats fermèrent leurs cabinets et refusèrent de plaider.

Le chancelier flétrit alors l'attitude des avocats qu'il soupçonna d'être de connivence avec la Cour.

La mauvaise foi du chancelier est évidente et son manuscrit en donne une preuve supplémentaire : « Il n'est pas douteux, écrit-il, que si les avocats avaient formé opposition à l'arrêt du Conseil, comme ils y étaient autorisés par l'ordonnance, ils eussent été écoutés avec la même attention que leurs adversaires, mais par un entêtement que rien ne peut justifier... ils ont donné le spectacle d'une espèce de révolte... »

Cet entêtement n'est-il pas, au contraire, justifié par l'expérience des procédés du chancelier ?

Les lettres de la Cour Souveraine avec la Galaizière, à propos des édits bursaux, mettent suffisamment en lumière ses fameux procédés.

SECTION III

CONFLIT ENTRE LA COUR SOUVERAINE ET LE CHANCELIER AU SUJET DE L'IMPOT DES VINGTIEMES

L'impôt du vingtième avait été établi en France après la paix de 1748, pour rembourser les dettes du Royaume. Bien que la Lorraine ne fut pas encore rattachée à la France, un édit de décembre 1749 imposa cet impôt au duché.

Le 17 janvier 1750, la Cour présenta au roi ses remontrances « l'édit du vingtième, disait-elle, exige de notre devoir que nous exposions aux yeux de Votre Majesté le véritable état de la nation. Nous lui réclamons pour elle la faveur des traités qui lui faisaient espérer d'être à l'abri d'un impôt destiné au paiement des sommes dont elle est déchargée et nous faisons voir l'impuissance où elle est d'y satisfaire » (17).

Ces remontrances restèrent sans effet et le chancelier accusa la Cour d'avoir manqué de respect au roi par un « style véhément » et par le tableau infidèle des prétendues souffrances du peuple ».

Mais, au moment où la Lorraine déplorait amèrement la charge croissante de l'impôt du vingtième (18), cette contribution ne semblait plus suffisante au gouverneement français. La guerre avec l'Angleterre exigeait de nouvelles ressources.

En juillet 1756, une déclaration avait ordonné la perception d'un second vingtième ; cet édit ne fut scellé que le 10 novembre suivant et le 14 seulement, le procureur général le déposa sur le

(17) Brochure de 8 pages, in-4°.

(18) Pierre BOYÉ, le savant historien du roi Stanislas, nous a laissé, avec sa compétence et sa précision habituelles, le récit de la « *Querelle des vingtièmes en Lorraine* », Pays Lorrain, 1905, pp. 409 à 425 et 463 à 470 ; Pays Lorrain, 1910, pp. 35 à 43.

bureau de la Chambre des Comptes de Nancy : « les circonstances
« actuelles des affaires de l'Europe rendent le produit du vingtiè-
« me, déclarait cet édit, joint à nos revenus ordinaires, insuffisant
« pour subvenir aux dépenses indispensables du gouvernement
« de nos Etats, nous sommes obligés de recourir à de nouveaux
« moyens pour nous mettre en état de soutenir la dignité de notre
« couronne, le commerce et les biens de nos fidèles sujets ».

Le roi Stanislas assura à ses sujets que le premier vingtième serait supprimé dix ans après la fin de la guerre et le second trois mois après les hostilités (19).

On juge de la stupeur avec laquelle les Lorrains prirent connaissance de ces nouveaux impôts. Les Cours résolurent, séance tenante, de faire des remontrances.

« Un profond découragement, écrit Pierre Boyé, s'empara
« du pays. Nous sommes arrivés aux préliminaires de cette lutte
« épique engagée d'abord entre la province, représentée par les
« Cours et le ministre français que représente l'intendant et qui,
« revêtant ensuite un caractère moins élevé, dégénéra en une sorte
« de duel à mort entre la noblesse et le chancelier. L'ardeur de ce
« débat, les phases qui en marquèrent la durée sont fameuses »
(20).

La Chambre des Comptes arrêta ses remontrances le 10 décembre, et la Cour signa les siennes, dues aux conseillers Protin et de Châteaufort, le 14.

Plus longues que celles de la Chambre, les remontrances de la Cour contenaient les mêmes arguments, mais exposés avec plus de vigueur. Elles furent envoyées à Lunéville, à Versailles et à Paris au contrôleur général des finances.

Le 4 février, elles les appuya par une seconde pièce, qui parut sous le titre d' « *Eclaircissements sur les remontrances de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois du 14 décembre 1757* ». Le contrôleur général des finances, trompé par l'intendant, sur la situation générale de la Lorraine, répondit à la Cour par deux lettres du 3 et 7 mars 1758 : il paraissait peu disposé à écouter ses plaintes.

(19) *Rec. des Ord.*, IX, 372.

(20) Pierre Boyé, *op. cit.*

La Cour Souveraine répliqua par un arrêt dans lequel elle déclarait ne pas pouvoir enregistrer un tel édit.

Le 23 avril, le président du Rouvrois (21) et le procureur général de Marcol furent invités à se trouver le lendemain à Einville, lieu où allait coucher le roi ; ils s'y rendirent accompagnés des conseillers de Maimbourg, de Morey et de Beaucharmoïs.

« Stanislas blâma hautement la résistance de la compagnie » (22). Le chancelier plus diplomate s'informa des propositions de la Cour en vue d'un accommodement. Il se proposait, disait-il, de les faire valoir en France ; en tout cas, il promit tous les ménagements possibles dans la perception de l'impôt.

Les magistrats rentrèrent à Nancy, tout disposés à faire des concessions. La Cour se réunit pour entendre leur récit : une discussion s'engagea d'où sortit, le 27 avril, la rédaction d'un autre arrêt (23). La Cour proposait un abonnement annuel d'un million (24) et « à commencer du premier janvier précédent et qui cesserait par moitié aux époques indiquées pour chacun des vingtièmes ».

La Cour pensait soumettre son offre au roi le 29. Mais la Galaizière brusqua les choses. Le 28, en effet, la compagnie reçut une lettre de cachet de Stanislas ordonnant, au premier président et à treize de ses membres, de se rendre le lendemain, 29 avril, à Lunéville.

« Ordonnons aussi au greffier de se rendre à notre suite muni dudit édit tel qu'il vous a été adressé et des registres servant aux enregistrements pour recevoir les nouveaux ordres que nous jugerons à propos de vous donner » (25).

Le ton solennel de la lettre de cachet ne pouvait laisser aucun doute : le roi comptait tenir un lit de justice.

(21) Labbé du Rouvrois (Jean-Charles), Conseiller expectant de la Cour Souveraine, lieutenant-général au bailliage des Vosges, le 20 avril, moyennant 20.000 livres de finances, conseiller secrétaire d'Etat, le 4 novembre 1725, devint premier président de la Cour Souveraine, le 16 décembre 1745, à la place de Claude d'Hoffelize (cf. comte DE MAHUET, *op. cit.*, p. 125).

(22) BOYÉ, *op. cit.*, 1905, 412.

(23) BOYÉ, *op. cit.*, 1905, 412.

Arrêté de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois du 27 avril 1758. S. M. 7 p. in-4°.

(24) Le revenu escompté du second vingtième était de trois millions et demi.

(25) Pierre BOYÉ, *op. cit.*, 1905, 413.

Les magistrats, après discussion, décidèrent de ne pas se rendre à Lunéville.

Le premier président du Rouvrois cependant arriva en fin de matinée au château, porteur de l'arrêté du 27, suivi de Lombillon, président-à-mortier, et du greffier : ils étaient munis de remontrances, rédigées à la hâte, en riposte à la lettre de cachet (26).

Mais, en l'absence de la députation au complet, la Galaizière ne voulut pas examiner les propositions de la Cour et comme le greffier n'avait pas apporté les registres, il lui ordonna d'aller les quérir sans délai, et de les lui présenter le lendemain.

La Cour Souveraine rédigea immédiatement de nouvelles remontrances, dans lesquelles les magistrats exposèrent « qu'arrê-
« tés par le cri de leur conscience, ils ne pouvaient concourir
« par leurs suffrages, non plus par leur présence, à la voie
« extraordinaire d'enregistrement annoncée par la lettre de
« cachet » (27).

Le 30 avril, vers seize heures, les présidents du Rouvrois et de Lombillon, ainsi que le procureur général, furent introduits dans la salle du Conseil d'Etat à Lunéville.

Le chancelier, parlant alors au nom du roi de Pologne, ordonna l'enregistrement : ce qui fut fait à l'instant même (28).

Ce coup de force n'apaisa pas le courroux de la Galaizière, et il décida de frapper les magistrats qui n'avaient pas plié, en les exilant.

Des douze conseillers mandés à Lunéville, un seul échappa aux représailles (29).

Baudinet fut envoyé en disgrâce à Vézelize ; Lefebvre à Neufchâteau ; Collenel à Epinal ; Charvet à Pont-à-Mousson ; Pont à Sarreguemines ; Perrin à Mirecourt ; de Vassimon à Charmes ; Maurice à Bouquenom.

La Galaizière destitua les trois conseillers les plus hostiles à sa personne : Protin, Beaucharmois et de Châteaufort.

Le chancelier se vengeait ainsi des rédacteurs de toutes les remontrances, des plus « irréductibles ».

(26) Imprimés. Sn. 2 p. in-4°.

(27) Imprimés. Sn. 2 p. in-4°.

(28) BOYÉ, *op. cit.*, 1905, 414.

(29) Le Conseiller de Morey.

Mais il était allé trop loin.

Ce coup d'autorité stupéfia la Cour. Amputée d'une partie de ses membres, elle avait perdu une partie de ses forces. Aussi, son premier souci, fut-il, dans un élan de solidarité, de négocier le rappel et le rétablissement des conseillers châtiés injustement. Le roi la reçut le 4 mai. La leçon avait été faite à Stanislas : il assura cependant que le retour des exilés dépendrait de leur repentir. Pour ce qui est des conseillers révoqués, toute intercession était superflue, il ne reviendrait jamais sur sa décision.

D'ailleurs, il avait déjà pourvu les trois postes vacants.

Pendant ce temps, le cours de la justice se trouvait suspendu et une effervescence inconnue bouleversait le pays. Au début, d'ailleurs, les magistrats ne voulaient pas interrompre les audiences, mais le barreau, sur l'instigation de maître de Niceville, refusa son concours (30).

Le 21 mai, les neuf conseillers exilés furent rappelés, mais l'amnistie n'était pas complète et le chancelier était bien décidé à ne pas revenir sur sa décision. « On (31) l'entendit dire, à plusieurs reprises, qu'il quitterait plutôt ses fonctions que de voir M. de Châteaufort rétabli sur son siège ».

Il désigna leurs remplaçants : Harmand de Benaménil, Mouzin de Romécourt et François Drouot.

Mais, devant la réprobation générale, Romécourt fut contraint de renvoyer ses patentes. Traité de « misérable », hué, Drouot l'imita. Seul Harmand persista à invoquer son titre, mais la Cour refusa de le recevoir et il rentra à Lunéville sans avoir pu se faire admettre (32).

La Cour essaya en vain une démarche auprès du roi et du chancelier arguant que le Conseil d'Etat avait désapprouvé cet abus de pouvoir qui frappait illégalement les trois magistrats.

(30) Maître de Niceville payait ainsi sa dette de reconnaissance (cf. Affaire des Jésuites de Maron).

(31) KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 252.

(32) *Journal de M^{me} de Châteaufort*, 45 et suiv., cité par BOYÉ, p. 417.

« Ton Harmand ne se représente plus », écrivait M^{me} de Châteaufort à son mari exilé ; « Il serait dangereux que la populace le connaisse, on l'accablerait de pierres. On dit que ton Harmand a donné 200 louis à M^{me} de Bassompierre pour avoir ses patentes... »

J'ai vu le premier président à qui j'ai dit que Drouot et Romécourt avaient renvoyé leurs lettres patentes. Il me dit que l'on le disait, mais Harmand qui avait donné 300 louis, n'en avait rien fait ».

Docten des Conseillers

La Cour les Chambres, assemblée,
Ordonne que l'Edit du
Roy du dix huit Janvier dernier
Sera lu et public a la premiere
de ses Audiances publique.
desuittes registre en ses greffes
Et Envoye par tout ou besoing
sera pour estre execute selon
sa forme et teneur. Fait a Paris
En la Chambre du Conseil le
Vendredi premier Avril dix Sept cent
Sept sous le grand sceil
de la d. Cour

Par la Cour

Signe



En effet, en Lorraine, comme en France d'ailleurs, aucun magistrat ne pouvait être destitué, hors le cas de forfaiture, prononcé et constaté par un arrêt.

Mais, au nom seul de ceux qu'il considère comme ses ennemis personnels, le chancelier s'irrite et s'emporte ; il lui faut des victimes. Il insinue même que l'obéissance de la Cour est le seul moyen d'éviter une répression plus sévère.

La Galaizière commit une faute très grave en tenant un pareil langage aux magistrats et il s'aliéna définitivement ceux qui étaient encore hésitants.

La Cour ne tarda pas à lui déclarer la guerre ouvertement : la lutte s'annonçait chaude.

En effet, les excès de pouvoir qui venaient de se commettre n'avaient pas seulement jeté le trouble dans l'enceinte du palais.

Toute la Lorraine prit fait et cause pour la Cour Souveraine. La noblesse, la plus touchée par les décisions financières, fut le centre de l'opposition : elle envoya même au roi un court mémoire pour se plaindre des illégalités du chancelier et députa, à Versailles, deux de ses membres les plus éminents : le comte de Bressey, et le marquis de Raigecourt.

Le haut clergé, tous les ordres religieux — les jésuites exceptés, qui devaient trop à Stanislas — embrassèrent, eux aussi, la défense des magistrats (33).

La Cour Souveraine, de son côté, résolut, le 15 juillet, de rédiger un « mémoire à titre de supplément ou d'éclaircissements à ses remontrances du 27 juin » et le fit présenter au contrôleur général des finances.

(33) Le 25 juin, l'évêque de Toul avait publié un mandement contre le chancelier — on y lisait : « le ciel est irrité et les maux dont vous souffrez sont une preuve évidente de la colère du Seigneur ». Le prélat déclarait ensuite : « Vos fortunes épuisées par des exactions, votre commerce énervé par des malheurs successifs, vos privilèges abolis malgré la foi des traités, vos campagnes dévastées par la misère et les maladies, vos moissons sans cesse troublées et interrompues sans nécessité du bien public, vos champs devenus stériles et incultes au sein même de la paix, des travaux illicites commandés par l'intérêt et l'avarice pour votre ruine totale, vos familles dépeuplées et s'expatriant par désespoir pour fuir le joug de l'oppression, des prisons forcées sans honte le jour de la mort d'un Dieu Sauveur pour en arracher ses membres expirants et à les envoyer à l'esclavage et à la mort même ; un sénat auguste auparavant, méprisé par la despote arrogance de son principal chef ; ses magistrats, tantôt humiliés et flétris par la force d'un pouvoir abusif, tantôt proscrits et dispersés par la vengeance et l'injustice : les lois renversées et pleurantes dans la tristesse du silence... » (BOYÉ, *op. cit.*, 1905, 423).

Détail piquant : la Cour, sur réquisition du procureur général, annula ce mandement, le 27 septembre 1758.

C'était un véritable acte d'accusation contre le chancelier : il exposait dans tous les détails les faits dont elle avait eu à souffrir de son despotisme, démontrant :

— que le chancelier était le seul moteur des troubles qui agitaient la Lorraine ;

— que l'état de dépérissement de cette province la mettait dans l'impossibilité de supporter de nouveaux impôts ;

— que les magistrats n'avaient essuyé des disgrâces que parce qu'ils avaient eu le zèle et la fermeté de représenter les conséquences du pouvoir arbitraire exercé par le chancelier (34).

En conclusion, la Cour suppliait le gouvernement français :

— de rappeler les magistrats destitués ;

— d'accepter l'abonnement d'un million de livres par an pour tenir lieu des deux vingtièmes ;

— de soulager la Lorraine de telle sorte qu'elle ne paie plus les gages des officiers de judicature, des maîtrises des forêts et de ceux de la maréchaussée ;

— de faire cesser la construction des routes nouvelles ; de faire accorder des indemnités aux propriétaires expropriés et surtout d'interdire la construction de routes dans le seul intérêt des particuliers (35) ;

— de décider que la Cour jugerait les appels des jugements de l'Hôtel de Ville de Nancy ;

— que la Cour aurait juridiction sur la maréchaussée et les jugements prévôtaux.

Il est significatif de constater que ce mémoire s'adressait « au gouvernement français » et non à Stanislas. Ce vieillard était fatigué par toute cette agitation : les requêtes multipliées de la Cour et les sollicitations de la noblesse l'importunaient.

Le roi se refusant, le débat avait été porté à Louis XV.

A peine arrivés dans la capitale, les représentants de la Cour Souveraine multiplièrent leurs visites ; ils sollicitèrent une audience du chancelier de Lamoignon ; ils écrivirent au comte de

(34) Mémoire imprimé, de 96 pages, in-4°.

(35) La Cour visait la route que le Chancelier s'était fait construire pour desservir sa propriété de Neuwillers. Construite dans un terrain marécageux, elle avait nécessité la construction de 17 ponts. Les corvéables y avaient conduit plus de 600 voitures de moellons, 700 de sable. Plus de 200 villages avaient dû faire des corvées.

Stainville, successeur indiqué de Bernis aux affaires étrangères, et dont le crédit s'élevait. Celui que Louis XV allait faire duc de Choiseul n'oublia pas ses origines lorraines et ses instances pesèrent d'un grand poids sur la détermination qui fut prise.

Au début d'août (36), Louis XV désigna le contrôleur général des finances pour traiter officiellement avec les députés lorrains. Les deux vingtièmes, la destitution des magistrats et la conduite de l'intendant firent l'objet de plusieurs conférences qui se tinrent à Versailles sous la présidence de Boullongne.

Pendant ce temps, la Cour reprit ses audiences interrompues depuis quatre mois (37).

Le 6 septembre, le marquis de Raigecourt (38) arriva à Nancy porteur des ordres de Louis XV ; le roi faisait droit aux requêtes de la Cour, le chancelier était battu.

En effet, les duchés obtinrent, à la place des deux vingtièmes, un abonnement fixé à 1.375.000 livres, et la promesse, d'une part, que les impôts ne seraient plus augmentés pendant la durée des hostilités et, d'autre part, que, dès 1759, la province n'aurait plus à payer les gages attachés aux offices créés à titre de finance.

(36) A Nancy, l'agitation était grande. La campagne contre l'intendant battait son plein.

Une feuille proposa de descendre la chässe de Saint-Sigisbert pour délivrer le pays d'un fléau néfaste. Des billets convoquèrent les habitants à une colossale battue où serait traqué le loup (la Galaizière).

De nombreux pamphlets circulèrent et la situation était telle, que le fier Chancelier, allant de Lunéville à Commercy, crut prudent d'éviter Nancy.

(37) Le 21 août.

(38) D'HAUSSONVILLE cite une lettre du chancelier, en date du 7 septembre 1743. Nous avons cru devoir la reproduire partiellement afin de montrer la disposition de la Galaizière envers cet ambassadeur, et également l'opinion qu'il avait des Lorrains.

« ...Vous m'avez déjà marqué qu'on vous avait donné de pareils soupçons sur le compte du marquis de Raigecourt, et ce n'est pas en effet sans fondement. Il y a longtemps que je fais épier l'un et l'autre... Vous paraissez surpris de ce qu'ayant l'un et l'autre des bienfaits du Roy, ils ne sont rien moins qu'affectionnés à son service ; mais tel est le caractère des gens de cette nation. Les bienfaits qu'elle désire avec le plus d'ardeur qu'une autre, qu'elle recherche quelquefois même avec bassesse, ne l'attachent point, j'en fais depuis longtemps l'expérience. La reconnaissance n'est pas la qualité dominante dans cette province, mais je dois dire aussi que les effets de leur ingratitude ne sont rien moins que redoutables ; ils se bornent à parler beaucoup sans oser remuer qu'autant qu'ils seront assurés de pouvoir le faire impunément.

Il serait aisé de remettre dans leur devoir les deux sujets que vous me nommez, mais ils ne sont pas les seuls dans le cas de donner à leur langue une entière liberté... » (D'HAUSSONVILLE, *op. cit.*, IV, 659). Malheureusement pour le chancelier, c'est le marquis de Raigecourt, quinze ans après cette lecture, qui le remit « dans son devoir ».

En plus, le roi de France consentit au rappel des conseillers (39).

Ces nouvelles furent accueillies avec des transports de joie dans toute la Lorraine.

L'enthousiasme déborda quand les trois magistrats rentrèrent à Nancy. M. de Beaucharmois y arriva le 11, au milieu des acclamations. M. Protin, qu'on y revit le 18, fut pareillement fêté.

Mais ces manifestations étaient faibles en comparaison des ovations qui accueillirent Châteaufort.

Accompagné de sa femme et de l'avocat de Nicéville, le conseiller quitta l'Alsace le 10 septembre et fut reconduit jusqu'aux Vosges à la cadence des tambours et au chant des violons.

A Saint-Dié, toute la population, y compris le subdélégué, vint à sa rencontre ; le bailliage en robe le harangua.

A Lunéville, il fut convié à dîner avec les principaux représentants de la noblesse.

En vue de Dombasle, une multitude innombrable apparut : les bourgeois de Nancy étaient impatients d'exprimer leur reconnaissance au vaillant champion de leurs intérêts. On se disputa la faveur d'escorter son carrosse. Le canon tonne, les cloches sont mises en branle. Les cris de « Vive le roi, vive Châteaufort, vive la Cour Souveraine » jaillissent de toutes les poitrines. Salves, décharges, vivats, carillons ne cesseront plus jusqu'à Nancy (40).

A l'entrée de Nancy, une foule de plus de cent voitures roulait à la suite du conseiller.

Lorsqu'il eut atteint sa demeure (41), vingt bras le saisirent, et il fut porté en triomphe jusque dans sa chambre.

(39) BOYÉ, *op. cit.*, p. 468.

(40) BOYÉ, *op. cit.*, p. 469.

(41) Châteaufort habitait le n° 3 de la rue du Manège. De 1791 à 1815, cette rue fut dite rue de Châteaufort. La décision du Conseil de Commune du 17 septembre 1791 explique que c'est en souvenir d'un magistrat « qui soutint, malgré l'oppression, les droits du peuple contre le despotisme religieux et civil ».

Une plaque commémorative a été apposée en 1883 sur la façade extérieure de la maison historique. On y lit :

« Ici a demeuré de 1758 à 1765

« François d'Aristay de Châteaufort

« Conseiller à la Cour Souveraine de Lorraine

« Célèbre pour avoir résisté au Chancelier la Galaizière

« Et défendu nos ancêtres contre le pouvoir absolu ».

Banquets, bals, feux d'artifice vont se succéder en son honneur. « Bref, écrit DURIVAL, c'était une ivresse et une démente dans tout Nancy » (42).

Cette lutte que la Cour Souveraine entreprit contre le chancelier est un éloquent témoignage du dévouement et du souci de l'intérêt général qui animèrent les magistrats dans l'exercice de leurs pouvoirs politiques.

Ses efforts énergiques furent couronnés de succès : le pot de terre avait vaincu le pot de fer (43).

Le chancelier de la Galaizière fut la victime de cette lutte contre les édits bursaux : il périt par le feu qu'il avait imprudemment allumé.

Son autorité fut très affaiblie et la Cour Souveraine ne lui épargna plus aucune humiliation.

Il démissionna même de ses fonctions d'intendant en faveur de son fils aîné, maître des requêtes et intendant de la généralité de Montauban. La Cour publia alors, à ce sujet, un mémoire (44) d'une violence inouïe, dans lequel elle critiquait l'administration du chancelier. Elle portait ainsi un coup de grâce à son crédit déjà fortement ébranlé.

« Il ne peut tomber dans la pensée de quinconque, qu'une Compagnie Souveraine puisse se porter à cet excès d'injustice et d'imprudence de former des plaintes d'une administration louable ; de supposer que M. de la Galaizière s'est élevé au-dessus des lois en Lorraine pour y établir son autorité, pour leur substituer sa volonté ; de supposer qu'il a méprisé tous les moyens d'égards et de ménagements pour les communautés de la province, notamment sur le fait des milices, des corvées et de la régie du vingtième ; de supposer enfin, que M. de la Galaizière a usé de son crédit et de son autorité pour commander à un grand nombre de communautés des ouvrages qui ne tournent qu'à son intérêt et à son agrément personnel... ».

La Cour démolissait, point par point, durant six pages, toute la soi-disante œuvre du chancelier ; puis elle exposait les motifs

(42) DURIVAL, « Journal ».

(43) BOYÉ a une opinion divergente, *op. cit.*, 1906, 43.

(44) Manuscrit de 19 pages, in-folio. Archives personnelles.

qui ne lui permettaient pas d'accepter la nomination du fils de l'intendant à ce poste.

Elle déclarait : 1° « il n'y a pas d'exemple en France qu'une intendance soit jamais passée directement du père au fils... » ;

2° « la Cour Souveraine ne peut que se former des idées avantageuses de la personne de M. de la Galaizière fils, sur le portrait qu'en fait M. le contrôleur général (des finances...) ; (mais) de telles circonstances ne peuvent présenter qu'un avenir fâcheux pour la province et faire envisager dans M. de la Galaizière, une intention bien décidée de donner à monsieur, son fils, des instructions conformes à ses sentiments et à la conduite qu'il a tenu jusqu'ici... » ;

3° « la Cour Souveraine, pour le bien du service et l'intérêt des peuples, n'a pu se dispenser de représenter au ministère de France les inconvénients immenses qui résulteraient de la réunion de toutes les autorités premières et principales, dans la personne de M. de la Galaizière ; ces inconvénients ne sont pas prévenus par la nomination de monsieur, son fils, ils subsistent même avec plus d'étendue et l'on peut dire sans remède.

« Dans les occasions où M. de la Galaizière couvrait les fautes de l'intendant par l'autorité de chancelier, garde des Sceaux et chef des Conseils, il y avait la réserve de représenter au souverain l'incompatibilité de ses fonctions... mais c'est ici un fils qui, par les liens du sang, se trouve naturellement engagé à suivre les instructions de son père... ; comment est-il possible que le nouvel intendant suive d'autres principes ?... M. de la Galaizière fils ne pourra sans s'exposer à contredire l'administration de monsieur son père, se déporter de ces prétentions et suivre un autre système...

4° ...« M. de la Galaizière, concevant qu'il ne pouvait éviter la division de ses charges, a imaginé l'expédient d'obtenir par la protection de S. M. Polonoise, l'intendance en faveur de son fils. Grâce qu'il avait sollicité depuis si longtemps et qu'il n'avait pu obtenir...

« C'est à la faveur de cet expédient que M. de la Galaizière, sans aucun risque, continuera à jouir de la même autorité en Lorraine ; monsieur, son fils, sera le nom sous lequel le père continuera l'administration et les choses subsisteront dans le même état... ».

Malgré les objections de la Cour, la Galaizière, fils, fut nommé intendant et il obtint voix au Conseil d'Etat.

Mais, si la Cour Souveraine n'avait pas obtenu ce qu'elle désirait, elle ne pouvait pas non plus redouter le fils du chancelier qu'elle avait su vaincre et dont l'autorité ne pesait plus lourd en Lorraine (45).

On le constatera, lors des négociations de la Cour avec le gouvernement français, au sujet des nouveaux édits bursaux.

En effet, on aurait pu croire qu'aucune charge nouvelle ne serait imposée aux duchés : il n'en fut rien.

Le 30 novembre 1760, la Cour Souveraine fut saisie de quatre édits bursaux à enregistrer :

- le premier ordonnait la levée d'un troisième vingtième ;
- le second frappait de droits le commerce des cuirs ;
- le troisième imposait à soixante-douze villes lorraines le paiement d'un don gratuit ;
- le quatrième et dernier ajoutait un sou par livre à tous les droits de régie.

La Cour Souveraine (46) refusa son enregistrement et présenta des remontrances (47) au roi Stanislas.

« L'état de la Lorraine, y lit-on, par rapport à ses charges a été examiné. L'examen lui a procuré la réduction des impôts. Cette justice lui a été faite sur la connaissance de la vérité des motifs qui excitaient les plaintes des peuples.

Les soulagements accordés, la promesse de les exempter d'impositions nouvelles et de diminuer les anciennes leur serait enlevée dans l'instant même qu'elles allaient en profiter...

« Tous les arrangements de cette époque, accordés par votre bonté paternelle, par celle du roi très-chrétien, sont fondés sur sa parole sacrée. Ils ont été annoncés par des gentilshommes

(45) Stanislas ayant peur d'une émeute avait été obligé de faire venir à Nancy des troupes cantonnées jusqu'à ce jour à Metz. La Cour se servit de ce fait comme preuve de l'impopularité du chancelier. Elle déclarait : « Depuis sept cents ans que la Lorraine est souveraineté particulière, jamais on n'a oui dire que les ducs aient eu recours à la force pour contenir leurs sujets et ils n'ont jamais eu d'autre garde que leurs cœurs... ».

(46) La Chambre des Comptes refusa également d'enregistrer ces édits et publia des remontrances qui furent imprimées en un cahier de 47 pages in-4°.

(47) Les remontrances de la Cour furent également publiées et imprimées en un cahier de 54 pages in-4°.

qualifiés, chargés d'en promettre l'exécution. Ils ont été consignés dans nos fastes pour en conserver les monuments et en perpétuer la mémoire... ».

Cependant, la Cour proposait au roi de remplacer ces impôts en s'attribuant la moitié des octrois des villes pendant douze ans (48).

Stanislas fut très favorablement impressionné par ce projet et il ordonna même au chancelier de signifier aux magistrats son accord : « Sa Majesté Polonaise m'ordonne de vous mander qu'Elle a approuvé cet arrangement et que la Cour peut faire ses dispositions en conséquence ».

La Cour délégua Châteaufort avec mission de conférer à Paris, avec le contrôleur général des finances.

Le conseiller était, en outre, chargé d'obtenir l'autorisation de faire une enquête sur la situation économique du duché. Le contrôleur général accéda à cette demande et envoya à la Cour un mémoire sous le titre « d'Eclaircissements sur la Lorraine » pour qu'elle puisse y faire toute observation nécessaire et recueillir les documents à l'appui de leurs réclamations éventuelles. La Cour, alors, se livra à une enquête minutieuse sur la situation économique et agricole (49). Puis, le conseiller Protin fit un rapport qui fut déposé, le 14 mai 1762, sur le bureau de la Cour et ensuite envoyé à Paris (50).

Les négociations durèrent encore deux ans. Le gouvernement français consentit alors à retirer les édits bursaux, sauf celui concernant l'impôt sur les cuirs.

La Cour Souveraine essaya d'obtenir le retrait de cet édit, mais le ministre français refusa.

Jugeant plus prudent de se contenter des concessions qu'on lui avait faites, elle enregistra, le 7 juin 1764, l'édit sur les « cuirs tannés et les peaux apprêtées ».

(48) Ce procédé avait déjà été utilisé par Léopold en 1725.

(49) Elle envoya dans tous les bailliages et dans toutes les mairies un questionnaire à remplir. Les questions s'appliquaient aux périodes de 1730 à 1740, de 1740 à 1750, de 1750 à 1760 et particulièrement à l'année 1761.

(50) Ce rapport d'enquête, dont nous n'avons pas pu trouver un exemplaire, indiquait la situation économique des duchés. Mais selon KRUG-BASSE, les conclusions étaient inexactes. En effet, elles tendaient à prouver que les habitants des provinces voisines payaient moins que les Lorrains. Or, dans le « Compte rendu » de Netker, on peut voir, qu'en 1784, la moyenne des impôts était de 12 livres 9 sols, contre 19 dans les Trois-Evêchés, 26 en Champagne et 14 en Alsace.

La Cour Souveraine était parvenue à régler seule cette question financière et de ce fait à soulager le justiciable lorrain, sans avoir eu recours à la violence.

Grâce à son zèle patriotique, elle avait évité aux duchés une surcharge fiscale qu'ils n'auraient pas pu supporter sans dommage. Nous nous proposons d'opposer ce règlement pacifique, comme un démenti, aux détracteurs (51) de la Cour Souveraine qui ne lui reconnaissent, comme moyen d'action, que l'agitation de la province.

Quant au chancelier de la Galaizière, il crut préférable de ne pas s'immiscer dans ces affaires, après la sévère défaite qu'il avait subie deux ans plus tôt. La leçon avait été dure, mais profitable, puisqu'il n'eut plus aucun incident avec la Cour (52).

Dans cette lutte contre l'Etat, dit PFISTER, on ne peut nier « que les magistrats ne se soient élevés à la notion du bien public et qu'ils n'aient soutenu cette théorie générale très nette : l'impôt doit être la contribution de tous aux dépenses pour tous ».

La mort du roi Stanislas, le 23 février 1766, réunit la Lorraine à la France. La Cour Souveraine devenait un parlement français.

(51) BOYÉ, *op. cit.*, passim.

(52) La Cour entra encore une fois en conflit avec l'intendant, de la Galaizière fils, à propos de la coupe des regains.
Nous en reparlerons par la suite.

CHAPITRE V

LA COUR SOUVERAINE ET LA VIE POLITIQUE FRANÇAISE DANS LES DERNIERES ANNÉES DE L'ANCIEN REGIME

Les Parlements français, dans les dernières années de l'ancien régime, eurent une vie politique agitée par suite de leur opposition constante aux actes du gouvernement.

« On sait (1) quel rôle jouèrent les Parlements sous les derniers règnes de l'ancienne monarchie, les prétextes sous lesquels ils s'introduisaient dans la discussion des affaires publiques, le refus d'enregistrement, toute cette opposition tracassière, formaliste, tenace, qui puisait sa force tout à la fois dans la haine de l'arbitraire et dans l'esprit de routine, dans l'attachement aux vieux privilèges et dans les aspirations nouvelles ».

La Cour Souveraine de Lorraine et Barrois, tout récemment rattachée à la France, ne connut pas cette fièvre d'opposition.

Mais, au fur et à mesure que les ans estompaient le souvenir de l'indépendance perdue, les magistrats lorrains participèrent plus activement à la vie politique nationale.

C'est cette évolution que nous nous sommes proposé de présenter.

(1) Abbé MATHIEU, *L'Ancien Régime dans la Province de Lorraine et Barrois*, Paris, 1879, p. 367.

SECTION I

LA COUR SOUVERAINE DE 1766 A 1771

La Lorraine, selon les clauses du traité de Vienne, devait être rattachée à la France, à la mort de son souverain, le roi de Pologne.

Le 23 février 1766, avec la mort de Stanislas, les Lorrains perdirent leur indépendance : dès cet instant, il n'y eut plus de chancelier, plus de conseils d'Etats.

Le 24 février, la Galaizière se rendit à la Cour Souveraine pour se faire remettre le testament de Stanislas, qui, après ouverture devant la compagnie, fut acheminé à Versailles.

Louis XV prit aussitôt possession des deux duchés. Par un édit, enregistré le 28 février 1766, il confirma provisionnellement la Cour et l'enjoignit de se conformer aux ordonnances antérieures, toutes les fois que le contraire ne serait pas ordonné expressément.

Ainsi, rien n'était changé dans l'organisation judiciaire de la Lorraine, la Cour conservait ses droits et continuait à appliquer les lois, les coutumes et les usages lorrains (2).

La Cour n'eut plus, au cours de cette période, ces conflits violents qui, sous Stanislas, l'avaient mise aux prises avec le chancelier de la Galaizière et « avaient marqué par les péripéties ordinaires de ces genres de guerres juridiques : enregistrements forcés, remontrances obstinées, exils et retours triomphants des magistrats » (3).

Jusqu'en 1771, l'opposition fut très modérée et les remontrances peu violentes se bornaient, en général, à des explications ou à des restrictions.

Louis XV résolut de faire appliquer, en Lorraine, les lois de prescriptions rendues contre les jésuites et qui n'avaient pas été appliquées sous Stanislas, car cette congrégation jouissait d'un grand prestige auprès du roi polonais.

(2) Au mois d'avril 1769, Louis XV envoya à la Cour son portrait qui fut placé dans la grande salle d'audience.

L'avocat général, Vignerot de Lozanne, témoigna publiquement la reconnaissance de la Cour.

(3) DIGOT, *op. cit.*, VI. 315 ; Abbé MARTIN, *op. cit.*, II, 593 et suiv.

Les magistrats de la Cour n'appréciaient pas les jésuites, mais son premier président du Rouvrois était un fervent admirateur de ces religieux.

Le duc de Choiseul, très diplomate, pour éviter un refus d'enregistrement, manœuvra avec beaucoup d'habileté. Il fit un « pont d'or » au premier président du Rouvrois pour obtenir sa démission (4).

De Cœurderoy, jeune et brillant magistrat dijonnais (5), acquis aux vues du gouvernement, fut nommé à sa place ; et le nouveau premier président parvint à faire enregistrer par la Cour, le 8 août 1768, l'édit expulsant les jésuites et saisissant leurs biens (6).

Cependant, elle supplia le roi de conserver les fondations faites par Stanislas : il s'agissait des collèges de Nancy, d'Épinal, de Pont-à-Mousson, de Bouquenom et de Saint-Nicolas, dirigés par les jésuites et dont la Cour s'était vu confier la surveillance par le fondateur royal. Le roi exauça cette requête et seul le collège de Saint-Nicolas fut supprimé.

Ainsi, grâce à beaucoup de diplomatie, cette question brûlante fut réglée sans aucune violence de part et d'autres.

Cependant, si la Cour n'entra pas en conflit avec le Gouvernement, elle eut cependant quelques difficultés avec le parlement de Metz.

En effet, ce dernier, même avant la mort de Stanislas (7) intriguait pour que le ressort du Parlement de Nancy lui fut attribué.

(4) *Mémoires de l'abbé Georgel*, I, 106.

(5) Michel-Joseph de Cœurderoy, conseiller au Parlement de Bourgogne, président de la Cour Souveraine en 1767, conseiller garde des sceaux en 1771.

(6) *Rec. des Ord.*, XI, 370.

(7) Au mois de septembre 1758, les détracteurs de la Lorraine avaient proposé la réunion de la Cour au Parlement de Metz — « on l'eut sans doute adoptée si d'aucun n'avaient insisté sur le péril de cette mesure au cours d'une guerre qui obligeait vraisemblablement à de nouvelles impositions et mettrait dans la nécessité de les faire autoriser par le Parlement ». BOYÉ, *op. cit.*, 1906, 41.

Le duc de Luynes déclarait : « les esprits des Lorrains étaient déjà peu disposés favorablement pour la France ; l'espèce de liaison intime, pour ne pas dire ligue, nom trop odieux, qu'on ne voyait que trop entre les Parlements du Royaume pourrait engager le Parlement de Paris à prendre avec vivacité les intérêts de la Cour Souveraine de Nancy ». Journal du duc de Luynes (XVII, 81).

En 1766, le Parlement de Metz redoubla ses démarches à Paris, invoquant, en sa faveur, des arrêts du Conseil d'Etat du 17 octobre 1718 et du 9 septembre 1761 qui lui avaient promis le ressort de la Lorraine.

On comprend aisément l'intérêt qu'avaient les magistrats de Metz de voir le ressort de Nancy ajouté au leur, afin d'augmenter leurs émoluments.

Le gouvernement français penchait également pour la suppression de l'un ou l'autre et avait nommé, à cet effet, une commission composée de quatre conseillers d'état, présidée par d'Aguesseau (8).

La Cour Souveraine, pour combattre les prétentions du Parlement de Metz, rédigea aussitôt un long mémoire (9).

La noblesse et le tiers-état y joignirent le leur (10).

Le conseiller Protin, envoyé en mission à Paris, était chargé de plaider la cause de la Compagnie lorraine.

Nous possédons quelques-unes de ses lettres adressées à son cousin, Millet de Chevers, également conseiller en la Cour.

Elles nous prouvent que les négociations furent longues et difficiles.

« Vos peurs paniques nous ont fait rire avec M. le Premier Président, c'est ce qui vous doit bien rassurer ; nous avons été d'avis ensemble de solliciter une loi du silence à tous ces bavards de Metz...

L'on a fait des démarches pour remplacer l'Amilière à la commission, mais ne craignez rien, j'ay prévenu et ce qui est fait est fait... » (11).

Dans une autre lettre, il déclare :

« Le Président Dutertre est arrivé chargé des pouvoirs de son Parlement de Metz, encore contre nous... » (12).

(8) ROGÉVILLE, *op. cit.*, p. 48.

(9) Mémoire de 36 pages in-4°.

(10) Le ressort du Parlement de Metz était beaucoup plus petit ; sa juridiction s'étendait sur 11 baillages contre 33 pour la Cour.

(11) Lettre du 4 mai 1769

(12) Lettre du 7 juin 1769 { Archives personnelles.

« Nous n'entendons plus parler du Parlement de Metz ; il est arrêté que notre Etat et notre constitution ne peuvent plus être mis en doute... il résulte que nous n'aurons ni confirmation, ni édit, nous travaillons à avoir une lettre du duc (13) qui puisse équivaloir, mais tous les ministres conviennent que nous donner du nouveau serait nous affaiblir et reconnaître que nous en avons eu besoin. Nous avons été supprimés toute la journée du 17 mars. Les suites de la suppression ont seuls fait revenir sur la décision et ont opéré notre salut. M. le Premier Président s'est conduit comme un héros et a refusé tout parti sur lequel il a été pressenti pour diviser son sort du nôtre. Je sçais même qu'il lui en a été offert de plus avantageux, c'est ce que vous pourrez voir par les places qui vont être vacantes et que je sçais qu'il a refusé en indemnité.

Je n'ai rien pu dire, ni écrire, étant du secret, mais le sort de notre malheureuse compagnie est d'être servie par ceux qu'elle déteste... » (14).

La lutte entre les deux Parlements était chaude : elle dura près de cinq ans.

La Cour Souveraine tant par la protection que le duc de Choiseul (15), alors premier ministre, accordait à sa province natale, que par les maladresses successives du Parlement de Metz, obtint gain de cause ; ce dernier fut supprimé par un édit d'octobre 1771 et son ressort rattaché à celui de Nancy (16).

« Cet événement affligea la ville de Metz sans réjouir celle de Nancy et il n'en résulta aucun bien pour la Justice, du mélange de magistrats de « stiles différents » (17).

(13) Le duc de Choiseul.

(14) Lettre datée de 1769. Archives personnelles.

(15) Etienne-François, duc de Choiseul-Stainville (1719-1785), maréchal de camp en 1748, général en 1759, ambassadeur à Rome en 1754, puis à Vienne en 1757, secrétaire aux affaires étrangères et ministre en 1758, ministre d'Etat à la guerre en 1768.

(16) Le Parlement de Metz avait mécontenté le Gouvernement, car il s'était solidarisé avec le Parlement de Bretagne révolté. Or, en 1771, il envoya imprudemment au roi un mémoire pour lui demander une décision au sujet du rattachement éventuel du ressort de Nancy au sien. Le roi se vengea en le supprimant.

(17) DURIVAL, *Journal*.

La suppression du Parlement de Metz était conforme aux plans de Maupeou (18), car à la Cour, les offices n'étaient ni vénaux, ni héréditaires.

Le chancelier ne tarda pas à mettre en application ses idées de réformes ; mais les Parlements, les jugeant trop révolutionnaires, refusèrent de les approuver, ce qui provoqua de graves troubles.

SECTION II

LA COUR SOUVERAINE DE 1771 A 1788

Le chancelier Maupeou était un ennemi des changements profonds. Cependant, poussé par les nécessités, il saura en entreprendre. Entre lui et les parlementaires, la lutte sera d'abord sournoise et il s'efforcera de la maintenir telle. Viendront alors les fautes irréparables, commises lors de l'affaire de Bretagne et faisant suite d'ailleurs à un demi-siècle d'opposition constante à la politique royale et de révolte presque ouverte contre Louis XV (19).

La situation était chaque jour plus tendue. La faiblesse et la condescendance, dont Louis XV avait fait preuve depuis le début du règne seulement, avaient tellement enhardi le Parlement de Paris qu'il ne craignait plus aucune sanction.

Pour faire sortir son maître d'une situation sans issue, Maupeou agira : ce sera le coup d'état, entreprise hardie et impopulaire dont il a revendiqué l'entière responsabilité.

« C'est parce qu'il a le désir de dominer le Parlement et d'avoir le dernier mot qu'il va entamer la lutte contre les parlementaires ; les théories de droit public lui importent peu : on verra avec quelle désinvolture il motivera ses édits de suppres-

(18) René, Nicolas-Auguste Maupeou (1714-1792), conseiller au Parlement de Paris, puis président-à-mortier en 1743, premier président en 1763 et chancelier en 1768, était le chef du malheureusement trop fameux triumvirat « Maupeou - Terray - d'Aiguillon ».

(19) Robert VILLERS, *L'organisation du Parlement de Paris et des Conseils Supérieurs d'après la réforme de Maupeou*, Paris, 1937, p. 20 et suiv.

sion : il n'est pas né réformateur. Il est très probable qu'à son arrivée à la chancellerie, il n'a nul plan bien arrêté, si ce n'est celui de devenir le ministre le plus influent » (20).

Son ambition et son autoritarisme le minent.

L'indépendance qu'affectent les parlementaires lui porte ombrage, aussi décide-t-il de prendre un édit de discipline sévère, mais raisonnable et de profiter de la désobéissance probable du Parlement de Paris pour s'engager dans la voie des sanctions.

Il rédigea alors un édit (21), dont le préambule fort long, dénonçait les abus des parlementaires :

« L'esprit de système, aussi incertain dans ses principes qu'il est hardi dans ses entreprises, en même temps qu'il a porté de funestes atteintes à la religion et aux mœurs, n'a pas respecté les délibérations de plusieurs de nos Cours. Nous les avons vu enfanter successivement de nouvelles idées et hasarder des principes que dans tout autre temps et dans tous autres corps elles auraient proscrits comme capables de troubler l'ordre public ».

« Nous les avons vu se livrer plusieurs fois à des interruptions et cessations de service à l'aide desquelles et en faisant éprouver à nos sujets, par le retard de la justice, qu'elles leur doivent, à notre décharge, des maux que notre affection pour nos peuples nous rendait très sensibles, elles ont pensé pouvoir nous contraindre de céder à leur résistance ».

D'autres fois, elles ont donné des démissions combinées et par une contradiction singulière, elles se sont ensuite disputé le droit de les recevoir ».

« Enfin, elles se sont considérées comme ne composant qu'un seul corps et un seul parlement divisé en plusieurs classes et répandues dans les différentes parties de notre royaume ».

Cet édit défendait aux Cours :

1° de se servir des termes d'unité, d'indivisibilité ou de classe et correspondre entre elles, hors les cas prévus par les ordonnances ;

2° de cesser le service et de donner des démissions combinées, sous peine de perte et de privation de leurs offices ;

(20) Robert VILLERS, *op. cit.*, p. 31.

(21) ISAMBERT, *op. cit.*, XXII, 501.

3^o le dernier article autorisait les remontrances sans faire de différence entre les itératives et les autres, à condition qu'elles fussent faites avant l'enregistrement. Elles devaient se terminer une fois que le roi, les ayant écoutées, décidait de faire enregistrer l'édit.

Cet édit était assez modéré, si on le compare à celui de Louis XIV qui prohibait les itératives remontrances.

Mais le Parlement de Paris et certaines Cours provinciales refusèrent l'enregistrement et présentèrent au roi remontrances sur remontrances. Finalement, le 7 décembre 1770, il fut enregistré au cours d'un lit de justice tenu à Versailles.

Le Parlement de Paris ne se tint pas pour battu : après avoir fait d'itératives remontrances, ses membres démissionnèrent.

Le roi alors, pressé par Maupeou, exila les parlementaires et confisqua leurs charges.

Maupeou démembra le grand ressort du Parlement de Paris et créa six conseils supérieurs n'ayant exclusivement que des attributions judiciaires : aucune prétention politique ne leur était reconnue.

Le Parlement de Paris fut remplacé par une Cour que l'on nomma par dérision le « Parlement Maupeou ».

Maupeou accompagna cette transformation d'heureuses réformes : la vénalité des charges était supprimée, et la gratuité de la justice était assurée par la suppression des épices (23).

Alors que beaucoup de Parlements (24) de province se soulevaient contre les réformes du chancelier (25), celui de Nancy enregistrait ces édits sans protestation.

Cette soumission s'explique par le fait que la Lorraine était réunie à la France depuis cinq années à peine, et elle avait gardé son esprit particulariste, sans chercher à faire partie de la « ligue ».

D'autre part, ces réformes présentaient peu d'intérêt pour cette province, puisque les charges parlementaires n'étaient pas vénales.

(22) VILLERS, *op. cit.*, p. 45.

(23) VILLERS, *op. cit.*, p. 72 et suiv.

(24) La réforme du Parlement de Paris suscita une opposition énorme « Les Cours Souveraines de Paris et de province, les tribunaux inférieurs, les princes du sang, les ducs et les pairs s'en mêlèrent » (VILLERS, *op. cit.*, p. 298).

(25) La Cour Souveraine entra en conflit avec le Grand Conseil, tout récemment rétabli ; cf. KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 313.

La Cour, cependant, par esprit de solidarité, écrivit, le 23 mars 1771, une longue lettre au roi pour lui demander le rappel des magistrats exilés (26).

L'œuvre de Maupeou dura peu. Louis XV mourut le 10 mai 1774. Louis XVI renvoya Maupeou et rappela les Parlements. Plus rien ne subsista des réformes de l'ancien chancelier.

Le 12 novembre 1774, le roi fit enregistrer une série d'édits rétablissant dans leurs charges les anciens magistrats exilés.

Mais, pour éviter qu'ils ne retombent dans les mêmes errements, Hue de Miromesnil, le nouveau chancelier, édicta quelques articles sur la discipline des Parlements et institua une Cour plénière pour en juger les manquements.

Le Parlement de Paris entama alors une opposition forcenée à cet édit ; la Cour Souveraine, elle, l'enregistra sans mot dire.

Au milieu de toute cette agitation, la Cour n'oublia pas les intérêts de la Lorraine. Au mois de novembre 1771, elle fut saisie d'un édit, prorogeant l'impôt des vingtièmes et ajoutant quatre sous par livre aux droits de régie sur le tabac, le sel et le papier. La Cour refusa de l'enregistrer et Millet de Chevers rédigea les remontrances qui furent signées le 4 février 1772, puis envoyées à Paris. Elle déclarait que l'hiver 1770-1771 avait engendré la disette et frappé cruellement la population. Elle rappelait enfin les nombreuses promesses du gouvernement de ne jamais plus augmenter la contribution fiscale de la Lorraine.

Maupeou refusa toute concession. Sa réponse fut très mal accueillie et la Cour décida de faire au roi d'itératives remontrances. Le chancelier, pour toute réponse, envoya des lettres de jussion. La Courregistra l'édit, mais elle fit les réserves suivantes :

« A charge que le premier et le second vingtième ne pourront être perçus sur un taux plus fort qu'ils le sont à présent ; que le

(26) « ...la loi de vérification paraît en quelque sorte abolie, la magistrature est chargée des accusations les plus graves et les plus injustes, de vertueux magistrats sont condamnés sans être entendu, l'immovibilité est détruite par un simple arrêt du Conseil d'Etat... » Cette lettre de 16 pages se terminait par ces mots : « ...Daignez, Sire, rendre à de vertueux magistrats, dont le sort intéresse la France entière, leur état et vos bonnes grâces ; ne voyez dans leur conduite que les effets estimables de l'honneur, que l'effet nécessaire de la conviction. » (Archives personnelles).

Seigneur Roi sera, dans tous les temps, très humblement supplié de mettre un terme au premier vingtième et aux quatre sous par livre d'icelui ; de rapprocher celui indiqué dans le présent édit pour la cessation du second vingtième et de se faire rendre compte de la difficulté que l'on éprouvera à percevoir l'augmentation sur les droits des fermes, pour en ordonner la diminution et jusque là, faire user de la plus grande modération dans la perception desdits droits » (27).

Comme le chancelier ordonnait la radiation de ces réserves, la Cour lui envoya un mémoire pour lui en expliquer la portée.

Cette justification ne parut pas suffisante au gouvernement et les magistrats enregistrèrent purement et simplement l'édit, le 25 juin (28).

La Cour Souveraine refusa également d'enregistrer un édit de 1771, supprimant, dans les deux duchés, les servitudes de vaine pâture et de parcours et ordonnant le partage des biens communaux. Elle expliquait son refus en déclarant que l'exécution de ces mesures porterait un coup fatal aux populations rurales. Mais, comme le gouvernement manifestait son intention de le faire exécuter, la Cour Souveraine envoya, le 13 mai 1775, un long mémoire, au contrôleur général des finances, pour lui exposer la situation agricole et les effets « désastreux » de la suppression de ces droits, sur la prospérité des campagnes.

L'affaire en resta là ; le gouvernement essaya encore une fois de persuader la Cour, mais timidement : elle rédigea un autre mémoire, et, finalement, cet édit ne fut pas enregistré.

Au mois de septembre 1775, un an après le rappel des Parlements, celui de Metz fut rétabli (29).

Le même jour, un autre édit conférait, à la Cour Souveraine, le titre de Parlement, probablement en compensation de la diminution de son ressort. Louis XVI déclarait vouloir donner « une marque éclatante de la satisfaction (qu'il ressentait) des services des magistrats de notre Cour Souveraine et de l'attachement à la

(27) *Rec. des Ord.*, XII, 579.

(28) *Rec. des Ord.*, XIII, 625.

(29) Le 26 septembre 1775. — On lira avec intérêt les démarches faites à Metz pour le rétablissement du Parlement, les 23 articles de cet édit et le récit des fêtes qui furent données lors de sa réinstallation. MICHEL, *op. cit.*, p. 484 et suiv.

couronne dont les sujets de son ressort n'ont cessé de nous donner des marques, ainsi qu'au roi, notre très honoré aïeul... » (30).

La vie politique de la Cour Souveraine, de 1766 à 1780, avait été très calme (31), en comparaison avec celle des autres Cours du royaume et spécialement celle de Paris, qui, à tout moment, créait des incidents et entraînait même en lutte ouverte avec le roi. La révolution approchait (32) : les nouveaux édits bursaux la précipitèrent.

En effet, le second vingtième arrivait à terme en 1780 ; un édit de cette même année le prorogea jusqu'en 1790 (33).

On aurait pu s'attendre à une opposition forcenée de la Cour, comme sous la Galaizière : il n'en fut rien. Necker, beaucoup plus habile, avait fait appel aux sentiments patriotiques des magistrats.

La Cour enregistra cet édit, le 18 avril 1780, et y ajouta une petite note : « ... C'est dans l'espoir de ce meilleur ordre de choses annoncé par les édits récents de S. M., que sa Cour de Parlement s'arrête, dans ce moment-ci, à en solliciter l'entier accomplissement, en se réservant de faire, en un autre temps, de très humbles supplications pour obtenir la cessation la plus prochaine du second vingtième et la fixation d'un terme au premier, ainsi que les autres soulagements qu'il est nécessaire d'accorder aux besoins des peuples de son ressort, dès que les circonstances pourront permettre à S. M. de se livrer, à cet égard, aux mouvements de son cœur, sur la bonté duquel ses sujets se reposent entièrement ».

On voit que la Cour partageait la confiance en Necker, et qu'elle n'avait pas voulu, par son opposition, compromettre les réformes salutaires qu'il proposait.

La Cour cependant fut déçue dans ses espoirs ; le 19 mai 1781, Necker fut remplacé par Joly de Fleury, et ce dernier

(30) *Rec. des Ord.*, I, 441

(31) Elle n'approuva pas cependant la politique gouvernementale et les réformes de Turgot par exemple, mais elle ne s'y opposa pas.

(32) On le constate aisément en lisant les remontrances de cette époque. Par exemple, dans celles qui furent adressées au roi à propos de la suppression des corvées et de sa transformation en une prestation pécuniaire, on peut lire ceci : « Un pareil principe va jusqu'à consacrer les idées philosophiques d'égalité entre tous les hommes, contraire à tout ordre civil, moral et politique... la licence et la prétention à l'égalité seront le fléau de tout gouvernement. »

(33) *Rec. des Ord.*, XIV, 351.

présenta à son enregistrement un édit augmentant les droits de régie dont le prix du sel (34).

La Cour lui refusa sa sanction et adressa au roi des remontrances : elle fit, une fois de plus, l'exposé historique des impôts qui étaient venus successivement accabler cette province et elle opposa la prospérité passée de la Lorraine ducale aux misères présentes (35).

Mais la situation du trésor était trop mauvaise pour que le roi se laisse loucher et, malgré les nouvelles remontrances, la Cour reçut des lettres de jussion et enregistra l'édit le 13 juin 1781, tout en y ajoutant ceci : « le Seigneur Roi sera très humblement supplié de considérer cet effort extrême de la part de la province de Lorraine, comme le tribut le plus étendu que puisse fournir son zèle patriotique qui n'a d'autre borne que l'épuisement de ses moyens, d'après lequel, on ne doit plus perdre de vue combien il est impossible désormais d'exiger, sous aucun prétexte et dans aucune forme, de plus fortes contributions que celles dont on a accablé si rapidement les sujets lorrains... » (36).

Mais les besoins d'argent du roi étaient si pressants, qu'au mois de juillet 1782, un autre édit parut, établissant un troisième vingtième.

La Cour se fâcha et refusa deux fois d'enregistrer cet édit et présenta au roi ses remontrances ; mais elle finit par obéir aux lettres de jussion, le 9 janvier 1783 (37).

Malgré les impôts, la situation financière ne s'améliora pas. Les Parlements commençaient à perdre patience ; le gouvernement, de son côté, connaissant l'impopularité de ses mesures, devenait de plus en plus agressif pour forcer les magistrats à enregistrer.

Une crise grave était imminente, elle ne tarda pas à se produire. L'aggravation des impôts en 1787 en fut le prétexte.

En effet, au mois de juin de cette même année, le roi rendit deux édits pour remplacer le second vingtième par deux impôts nouveaux : le droit de timbre et la subvention territoriale.

(34) Le sel était utilisé dans l'agriculture. Dans les Vosges, on en usait pour améliorer le fourrage.

(35) Cahier de 49 pages, in folio, rédigé par le conseiller Millet de Chevers.

(36) *Rec. des Ord.*, XV, 63.

(37) *Rec. des Ord.*, XV, 100.

Le Parlement de Paris refusa énergiquement de l'enregistrer et fit des remontrances. Le roi l'exila à Troyes.

Cependant, diverses manifestations hostiles à ce coup de force contraignirent Louis XVI à le rappeler et à abandonner son projet fiscal.

Mais, comme prix de son rappel, le Parlement de Paris fut obligé d'enregistrer un édit prorogeant le second vingtième jusqu'en 1792.

La Cour Souveraine fut intransigeante et tout en protestant avec hauteur et violence, elle refusa sa sanction. Sa résistance ne fut brisée qu'au cours d'un lit de justice, dont nous reparlerons plus loin et l'enregistrement effectué par « l'exprès commandement du roi », le 8 juin 1788.

Mais la coupe débordait. Les Parlements, contrariés par l'attitude du gouvernement qui faisait peu de cas de leurs remontrances, étaient décidés à faire de l'obstruction ; le gouvernement, de son côté, trouvait cette opposition parlementaire intolérable, et nuisible à la bonne administration du pays. Il était décidé à lui enlever, une fois pour toutes, leur pouvoir politique. La lutte s'annonçait âpre.

SECTION III

LA COUR SOUVERAINE DE 1788 JUSQU'A SA SUPPRESSION (38)

Loménie de Brienne (39) et Lamoignon (40) préparèrent en secret six édits, consacrant ainsi la célèbre réforme judiciaire, qui n'eut guère plus de succès que celle de Maupeou.

1. — Le premier suspendait les Parlements jusqu'à leur réorganisation complète.

(38) On lira avec le plus grand intérêt l'article de Ch. PFISTER, intitulé « L'Agitation parlementaire en 1788 », paru dans les *Mémoires de l'Académie de Stanislas*, 1909-1910, pp. 88-161, où l'auteur raconte la part que prit le Parlement de Nancy dans les graves événements de l'année 1788. L'ensemble des faits, dit-il, a été bien raconté par l'Abbé MATHIEU et KRUG-BASSE.

(39) Etienne-Charles Loménie de Brienne (1727-1794), évêque Condon en 1760, archevêque de Toulouse en 1763, membre de l'Académie Française, chef du Conseil des Finances, ministre, cardinal en 1789.

(40) Alors garde des sceaux.

2. — Le second enlevait aux juges seigneuriaux la justice criminelle, mais maintenait leur compétence pour l'instruction des délits. Les bailliages anciens étaient changés en présidiaux et pouvaient juger en première instance au civil et au criminel, toute cause, et, en dernière instance, les causes civiles de moins de quatre mille livres.

Au-dessus d'eux, quarante-cinq grands bailliages (41) jugeaient en dernier ressort, soit en appel, soit pour la première fois, les affaires civiles dont l'objet n'excédait pas vingt-mille livres, et toutes affaires criminelles, sauf celles concernant les personnes privilégiées.

Les Parlements recevaient les appels de ces deux juridictions inférieures, dans les cas prévus par la loi.

3. — Le troisième enlevait aux Parlements et Cours Souveraines le droit d'enregistrement et le transférait à un organe nouveau : la Cour plénière. Cette dernière était composée de la Grand-Chambre du Parlement de Paris, augmentée de hauts dignitaires (princes du sang, pairs..) et de deux représentants de chaque Parlement de province.

Ainsi, la suppression du droit d'enregistrement écartait définitivement les Parlements de la vie politique française.

4. — Le quatrième édit supprimait certaines juridictions d'exception en matière fiscale et domaniale.

5. — Le cinquième abolissait la question préalable et la sellette et interdisait de dépouiller les accusés des vêtements de leurs sexes ; de plus, il exigeait une majorité de trois voix pour condamner à mort un criminel.

6. — Le sixième édit réduisait de moitié le nombre des magistrats à la Cour, en supprimant la Chambre des Vacations et en réunissant la Tournelle à la Chambre des Enquêtes.

Par ces réformes, Loménie de Brienne pensait, d'une part, améliorer la Justice et, d'autre part, abaisser les Parlements.

Mais la réforme de Lamoignon était inférieure à celle du chancelier Maupeou. Elle connut d'ailleurs le même sort. « Choisir un certain nombre de tribunaux pour en faire des grands bailliages était un procédé hâtif, insuffisant, compliqué, malgré

— - — — —

(41) Il y en avait deux en Lorraine, un à Nancy, l'autre à Mirecourt.

une apparente simplicité. On s'en aperçut bien durant les quelques mois où l'on essaya de lui donner un semblant d'application. Nombre de personnages qui furent l'objet de cette élévation temporaire en profitèrent pour se faire un nom ou une clientèle électorale : on avait les yeux tournés sur les états généraux. Expédient fiscal, considérée par tous comme tel, la réforme de Lamoignon ne peut soutenir la comparaison » avec celle de Maupeou (42).

Il nous est cependant difficile de comprendre la tempête qu'elle souleva et nous sommes plutôt enclin à l'approuver, car elle simplifiait la marche embarrassée de la Justice et supprimait des barbaries qui répugent à nos esprits du vingtième siècle.

Cependant, on s'imagine aisément qu'à la veille de la révolution, l'opinion publique, travaillée par les idées nouvelles et consciente des lézardes du vieil édifice monarchique était plutôt disposée à voir dans ces édits une manifestation de despotisme qu'une réforme humanitaire et libérale.

Aussi, une immense agitation gagna la Cour, lorsqu'elle eut vent des projets ministériels et, le 1^{er} mai 1788, elle vota une déclaration ainsi conçue :

« La Cour délibérant sur ce qui est annoncé par la rumeur publique au sujet des ordonnances envoyées aux commandants des diverses provinces, et dont l'exécution pourrait être contraire aux droits de la nation en général et aux intérêts particuliers de son ressort, a déclaré et déclare protester contre tout ce qui pourrait être fait attentoirement à la liberté des suffrages en vertu de lettres closes qui ne lui auraient pas été adressées pour être vérifiées dans la forme ordinaire, contre toute innovation qui pourrait porter atteinte à la contribution de la monarchie, aux droits de la nation et autres intérêts des peuples de cette province » (43).

Quelques jours après, un conseiller d'Etat arriva à Nancy avec mission de faire enregistrer ces édits.

Le 7 mai, la Cour reçut l'ordre de se rendre le lendemain au palais. Immédiatement après, la Cour délibéra et rendit un arrêt

(42) VILLERS, *op. cit.*, p. 321.

(43) Abbé MATHIEU, *op. cit.*, p. 375.

renouvelant les protestations du 1^{er} mai et déclarant « qu'ils (les magistrats) n'entendaient prendre place dans aucun tribunal qu'on prétendrait substituer à la Cour ou revêtir d'une partie de ses fonctions, lesquelles ne peuvent être divisées sans l'aveu de la nation ».

Le 8 mai, le Parlement se réunit vers six heures du matin et le premier président de Cœurderoy fut chargé de présenter aux commissaires les protestations qu'ils venaient de rédiger en commun.

Vers huit heures, le général de Choiseul et l'intendant de la Porte (44) arrivèrent au palais, protégés par toute la garnison en armes. Après la réception d'usage, Choiseul donna lecture des six édits, qui furent immédiatement enregistrés (45) sans délibération, ainsi que celui prorogeant le second vingtième. Puis, le président de la Cour adressa aux commissaires la protestation suivante : « Messieurs, il ne nous a pas été permis de donner nos opinions, toutes espèces de délibérations nous sont interdites ; c'est sans avoir entendu les ministres de la loi qu'on débute par les contraintes, la force est substituée à la sanction légale. La Cour, toujours aussi franche que fidèle à ses devoirs, m'ordonne de vous dire qu'elle proteste contre la violence qui lui est faite et qu'elle persiste dans ses déclarations des 1^{er} et 7 de ce mois ».

Puis, le général de Choiseul fit évacuer le palais et en confia la garde à la force armée. Quant aux magistrats, ils furent exilés dans les lieux de leur choix, mais hors de la ville. Cependant, ils avaient su associer la province à leur sort en proclamant que les édits étaient une atteinte à la liberté publique : aussi, les Lorrains prirent fait et cause pour leurs magistrats exilés. Et, c'est au milieu de manifestations hostiles, que l'intendant de la Porte fit enregistrer les édits dans les différents bailliages du ressort, subissant l'humiliation répétée des plaintes de ces corps judiciaires qui, aussitôt après son départ, s'empressaient de délibérer et déclaraient nulle cette transcription faite au moyen de la force.

(44) Successeur de la Galaizière fils.

(45) Procès-verbal, portant la signature de Choiseul, Cœurderoy et Marcol (Archives personnelles).

La Chambre des Comptes garda un prudent silence (46). « L'inertie, lui disait-on plus tard, a acquis une force patriotique et vous a mérité la couronne civique... vous avez fait un sacrifice généreux en ne vous exposant pas à un exil glorieux pour les magistrats » (47).

Charvet de Blénod partit en exil à Pont-à-Mousson, et, sur la porte de sa maison, il plaça l'inscription suivante : « *Virtus agitata crescit* », la vertu grandit dans l'épreuve.

La résistance la plus étonnante fut celle du bailliage de Nancy qui avait largement bénéficié de la réforme puisqu'il avait été élevé au rang de grand-bailliage ; ses magistrats, à la tête desquels se trouvait Mengin (48), protestèrent véhémentement contre la violence qui venait de leur être faite.

Quelques jours plus tard, cette même juridiction fut saisie d'une plainte au sujet d'un article paru dans le « Journal de Paris », annonçant le fonctionnement du grand-bailliage de Nancy ; ses magistrats rendirent un arrêt qui, en rappelant les protestations antérieures, déclarait faux et calomnieux l'article incriminé et défendait de le distribuer ; il ordonnait, en outre, la publication de cette sentence.

La réaction du gouvernement ne se fit pas attendre : Mengin et de Bertinet (49) furent sommés de se rendre à Versailles, afin de donner des explications sur leur conduite.

Le carrosse qui les emmenait fut entouré par une foule les acclamant et on remit même quelques vers à Mengin :

« Un vif rayon d'espoir brille aux yeux des Français
« Notre monarque à ses pieds vous appelle ;
« De la franchise il entendra sa voix
« Vous allez acquérir une gloire nouvelle
« De ses sujets vous lui peindrez les maux.
« Vos vertus et votre éloquence

(46) Elle craignait, vraisemblablement, de perdre le droit de répartition des impôts, dernier vestige de l'autonomie lorraine.

(47) Discours prononcé lors de la rentrée du Parlement par Mengin, lieutenant général du bailliage de Nancy.

(48) Jean-Baptiste Mengin, avocat, substitut du Procureur Général en 1743, grand gruyer de Lorraine en 1745, lieutenant général du bailliage de Nancy, le 18 mars 1754, à la place de Timothée François Thibaut.

(49) de Bertinet était procureur du roi auprès de cette juridiction.

« Et votre héroïque constance
« Préviendront des malheurs nouveaux » (50).

A Paris, ni les menaces, ni les promesses ne firent changer de position ces deux magistrats et leur retour à Nancy ne fut pas moins triomphal que leur départ.

Encouragés par ces manifestations populaires, les parlementaires lorrains, qui avaient été autorisés à se rendre à Nancy, se réunirent secrètement et publièrent la déclaration qu'ils avaient rédigée en commun, sous le titre de : « Déclaration et itératives protestations du Parlement de Nancy ». Puis, le conseiller Bouteiller fit la critique des édits de 1788 (51).

Favorisant l'esprit de révolte, de nombreux manifestes imprimés clandestinement circulaient dans le public (52).

Devant ce tumulte sans cesse croissant, Louis XVI se résigna à retirer les édits de mai et à renvoyer son ministre de Brienne.

Le rappel des Parlements souleva un ouragan d'enthousiasme dans toute la nation. A Nancy, une fête populaire fut organisée pour la rentrée de la Cour Souveraine. Le 20 octobre 1788, elle se réunit et, à son audience, les magistrats votèrent une motion félicitant Bouteiller pour son mémoire. Puis, la Cour reçut les félicitations de la Chambre des Comptes, des Assemblées provinciales et de district, puis des officiers du bailliage, des avocats et des curés de Nancy et enfin des chanoines de Saint-Dié.

Le Parlement leva la séance et au sortir du Palais de Justice, les magistrats furent acclamés par la foule.

Un feu d'artifice termina cette journée (53) consacrée à la résistance glorieuse de la Cour.

Mais, en même temps, la carrière politique des Parlements était épuisée.

Qui eut pu dire que le peuple, après avoir tant applaudi à la rentrée triomphale de ses magistrats, serait resté indifférent à leur disparition définitive, un an plus tard ?

(50) Abbé MATHIEU, *op. cit.*, p. 382 ; KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 344.

(51) Mémoire imprimé de 78 pages, intitulé : « Examen du système de législation établi par les lois de mai 1788, développant les atteintes que préparant à la constitution de la monarchie, aux droits et privilèges des provinces en général et de la Lorraine en particulier, les édits, ordonnances et déclarations transcrites d'autorité, sur les registres de toutes les cours du Royaume ».

(52) « Le Patriotisme des Femmes », revue publiée par les dames de Nancy, qui, pour protester contre le gouvernement, avaient décidé de porter le deuil.

(53) cf. une brochure sur la *Rentrée du Parlement de Nancy, en 1788*.

La dernière rentrée solennelle du Parlement eut lieu le 13 novembre 1788. La Cour reprit ses travaux et rendit un arrêté suppliant le roi de rétablir la vieille assemblée d'Etat, de fixer la date de la convocation des états-provinciaux et d'autoriser les trois-ordres à s'assembler pour délibérer sur la formation de ces états. Toutes ces supplications furent imprimées et envoyées au roi.

Pendant que le Parlement poursuivait ses audiences, la Lorraine était en proie à la fièvre qui précède les élections. Les états généraux, issus de la consultation populaire, se réunirent à Versailles, le 5 mai 1789.

Le 7 juin, elle prit le nom d'Assemblée Nationale : la Révolution commençait, sonnant le glas de la vieille Cour Souveraine de Lorraine et Barrois, incompatible avec les nouvelles institutions.

La dernière réunion de la Cour nous est contée avec beaucoup d'humour par le conseiller Louis Sadoul (54).

Le lundi 24 août 1789, le Parlement tint une courte séance.

A sept heures et demie du matin, l'huissier de la Grand-Chambre ouvrit les portes. Le premier président de Cœurderoy, deux présidents-à-mortier (55), suivis de huit conseillers, avaient pris place. Rolland de Malleloy (56), avocat général, se tenait sur les bancs de gauche, ayant en face de lui les avocats des parties : maître Henry et maître Saladin. Vers neuf heures, l'huissier appela la dernière affaire : Paquin contre Gouverneur.

« Maître Henry (57) se leva ; en quelques mots, il pria le Parlement de bien vouloir renvoyer la cause après vacations. Son jeune confrère, maître Saladin (58), s'associa à cette demande ; le premier président, désireux d'aller plus vite s'installer en son château d'Aulnois, ne vit pas d'inconvénient à la remise et l'audience fut levée à neuf heures et quart ».

54) *Pays Lorrain*, 15^e année, 1923, p. 433 à 444.

(55) Messires François de Vignerot, président-à-mortier en 1763 et Claude de Sivry (1733-1792), président-à-mortier en 1771.

(56) Sigisbert-Antoine, Louis, Joseph, baron Rolland de Malleloy, avocat, substitut surnuméraire du procureur général, avocat général, puis conseiller à la Cour Impériale.

(57) Maître Henry, bâtonnier en 1789, administrateur de la Meurthe, puis président de la Cour d'Appel de Nancy ; baron d'Empire en 1810.

(58) Maître Saladin, avocat, conseiller à la Cour d'Appel de Nancy en 1800, président de la Cour Impériale en 1811, baron d'Empire en 1813.

C'était la dernière séance que devait tenir la Cour Souveraine. Les avocats, en quittant le palais, rencontrèrent deux amis : Ambroise Régnier (59) et Antoine Boulay (60) ; ils parlèrent longuement des affaires politiques et se quittèrent tard.

Vingt-deux ans après, le 15 mars 1811, à onze heures, dans la même salle d'audience, le comte de Chassel, au nom de l'empereur, installait solennellement la nouvelle Cour d'Appel de Nancy. Par décret signé de l'empereur et contresigné par le grand juge de l'Empire, ministre de la Justice, Grand Aigle de la Légion d'Honneur, duc de Massa di Carrara, le baron Henry étant nommé président de cette Cour d'Appel.

« Les avocats du 14 août 1789, dit Sadoul, ont fait leur chemin : le duc de Massa, c'est maître Ambroise Régnier, le baron Henry, c'est l'avocat de l'affaire Gouverneur. Son adversaire, maître Saladin est président de Chambre. Quant à l'avocat général, Rolland de Malleloy, assis au banc des gens du roi, il est conseiller à la Cour Impériale ».

A la veille de la rentrée parlementaire, le 3 novembre 1789, l'assemblée constituante, estimant les parlements incompatibles avec la nouvelle constitution, déclare qu'ils resteront en vacances ; seule la Chambre des Vacations subsista, examinant encore quelques affaires : elle siégea jusqu'au 24 avril 1790.

Le 6 septembre 1790, un décret supprima les Parlements ; les magistrats désormais furent élus par le peuple.

La Cour Souveraine de Lorraine et Barrois avait cent-quarante-neuf ans : elle avait été créée, en 1641, par Charles IV et se trouvait être une des moins anciennes de France. Mais aucune n'eut une existence plus agitée.

Il est incontestable que les Parlements furent des soutiens puissants de la Monarchie Française.

Mais, il est non moins vrai, qu'en voulant à tout prix préserver les vieilles et désuètes institutions, contre le gré même du roi, ils

(59) Ambroise Régnier (1736-1814), avocat, député, conseiller d'Etat en 1801, grand juge et ministre de la Justice de 1802 à 1813. Président du Corps législatif ; duc de Massa di Carrara en 1809.

(60) Boulay de la Meurthe, avocat, président du Conseil d'Etat en 1810, ministre de la Justice en 1815, Grand Officier de la Légion d'Honneur, Baron d'Empire en 1802.

ont contribué à faire éclater la révolution. Quelle est la part de responsabilité de la Cour Souveraine ? Elle semble très difficile, sinon impossible à évaluer.

Cependant, les historiens lorrains s'entendent à dire que cette part fut minime, car jamais ses magistrats, à la différence de leurs collègues français, ne pratiquèrent l'opposition pour l'opposition et la maxime alors en vogue auprès du Parlement de Paris « Résister alors c'est obéir », ne fut jamais la sienne.

DEUXIEME PARTIE

Les Attributions de la Cour Souveraine

Lors de la rentrée de la Cour Souveraine, à la Saint-Martin de 1705, l'avocat général, Bourcier de Villers, fit, dans son discours (1), la proclamation suivante : « la Cour décide de la vie, de l'honneur et de la fortune des hommes ; elle distribue les peines et les récompenses... c'est elle qui essuye les larmes de la veuve et de l'orphelin, en faisant retrouver à celle-là tout le secours qu'elle tirait de la protection maritale et rendant à celui-ci un père au lieu de celui que la nature lui avait donné et que la mort lui a ravi.

« C'est elle qui consacre les bornes des héritages et les défend de l'audace des usurpateurs, qui assure la foy des contrats et des actes publics contre les prestiges de la subtilité et les détours dangereux de la mauvaise foy ; c'est elle qui donne aux hommes la consolation de sçavoir que leurs dernières volontés seront exécutées si elles sont conformes aux dispositions de la loy et aux sentiments de la nature et qui les avertit qu'elle détruira celles que la passion ou la suggestion auront dictées...

« C'est elle qui, portant son fer vengeur dans le sein de l'assassin, procure la sûreté des campagnes et fait chanter le laboureur paisible et le voyageur, même au milieu des forêts ; c'est elle enfin qui fait révéler la sagesse des princes et des roys, comme la force fait révéler leur puissance... ».

Nous pouvons distinguer, parmi ces flots d'éloquence, les principales attributions de la Cour et, nous les avons classées sous trois rubriques : attributions judiciaires, politiques et administratives.

Mais, nous ne pouvons pas débiter cette étude avant d'avoir défini la compétence *ratione loci* de la Cour Souveraine, et fixé, ainsi, les limites de son ressort.

(1) *Du devoir des Juges et des Avocats.*

CHAPITRE I

LE RESSORT DE LA COUR SOUVERAINE

Nous n'avons pas l'intention d'étudier le ressort de la Cour Souveraine dans les détails, ni dans les nombreuses modifications successives qu'il a subies depuis 1644 ; nous nous bornerons à le décrire sommairement dans les limites de 1789.

En 1789, deux mille quatre-vingt-deux localités, villes, bourgs et villages ressortissaient au Parlement de Nancy. Ces communautés territoriales étaient regroupées en diverses circonscriptions administratives, dont la plus élevée, au point de vue judiciaire, était le bailliage.

Les duchés étaient découpés en trente-cinq bailliages, mais le ressort de la Cour n'en comprenait que trente-trois, celui de Bar-le-Duc et celui de la Marche ressortissant au Parlement de Paris.

En 1772, le chancelier Maupeou transforma en présidiaux les quatre bailliages de Nancy, Dieuze, Mirecourt et Saint-Dié, et il augmenta leurs attributions, de telle sorte qu'il en fit, pour certaines matières (1), des juridictions d'appel des sentences rendues dans les bailliages simples. En 1789, le ressort de la Cour se présentait donc de la manière suivante (2) :

Bailliage Présidial de Nancy

- de Lunéville
- de Blâmont
- de Rosières
- de Vézelize
- de Nomeny
- de Pont-à-Mousson.

(1) Les présidiaux jugeaient en dernier ressort des matières purement pécuniaires jusqu'à concurrence de 2.000 livres de capital et 80 de rente et de certains crimes, appelés cas Prévôtaux.

(2) RISTON, *Analyse des coutumes*.

Bailliage Présidial de Mirecourt

- de Charmes
- de Châtel-sur-Moselle
- de Darney
- de Bourmont
- de Neufchâteau.

Bailliage Présidial de Saint-Dié

- d'Epinal
- de Bruyères
- de Remiremont.

Bailliage Présidial de Dieuze

- de Château-Salins
- de Sarreguemines
- de Bitche
- de Lixheim
- de Fénétrange.

Bailliage de Boulay

- de Bouzonville
- de Schambourg
- de Commercy
- de Saint-Mihiel
- de Thiaucourt
- d'Etain.

Bailliage de Briey

- de Longuyon
- de Villers-la-Montagne.

A la vue de ce petit tableau, on pourrait croire à un découpage du sol d'une simplicité parfaite. Or, il n'en était rien. Le ressort de la Cour s'étendait d'est (3) en ouest, de l'Alsace au Clermontois et à la Champagne et du nord au sud, de l'électorat

(3) La Lorraine était également bordée à l'Est de petits états allemands, tels que le duché de Nassau-Sarrebruck, le comté de Dabo et la principauté de Salm, dont les habitants n'étaient lorrains que de langue et de mœurs.

de Trèves jusqu'à la Franche-Comté et le pays de Langres. Ces limites, cependant, sont aussi celles du ressort du Parlement de Metz ! Les bailliages lorrains et messins étaient imbriqués les uns dans les autres, et les lieux dépendant des deux ressorts s'entremêlaient si bien que plusieurs étaient scindés par des juridictions différentes et que souvent un pont, une rue, une ligne idéale séparait les deux pays. Ce fut le cas de Deneuvre et de Baccarat qui n'avaient qu'une église et qui, après avoir appartenu à deux souverains différents, restèrent chacun dans une province, Deneuvre en Lorraine, Baccarat dans l'Evêché de Metz.

Le bailliage de Nancy avait des limites communes avec ceux de Vic, de Verdun, de Toul et de Metz, qui relevaient du Parlement de cette ville ; le bailliage de Vic avait dix-sept enclaves en territoire lorrain, dans celui de Metz, il y en avait quatre, relevant de la Cour Souveraine, dont une, le petit village de Pange, était aux portes mêmes de la cité messine ! Les bailliages étaient eux-mêmes morcelés et leurs limites, irrégulières et capricieuses, telles que les avaient faites les donations, les guerres et les traités ; les deux provinces se pénétraient l'une et l'autre par toutes sortes d'enclaves.

Au nord de l'Evêché de Metz, l'enchevêtrement était pire encore : la Lorraine et l'Allemagne entraient l'une chez l'autre au point de se confondre.

Nous nous bornerons à en donner quelques exemples. En 1766, la frontière septentrionale de la Lorraine était comprise entre le bailliage de Villers-la-Montagne et celui de Bitche ; elle touchait aux Pays-Bas, à l'électorat de Trèves, à la principauté de Nassau-Sarrebrück, au duché de Deux-Ponts, aux comtés de Blieskastel, de Créhange et de Sarrebrück, avec beaucoup d'enclaves réciproques et de possessions indivises. Sept villages lorrains étaient enclavés totalement ou partiellement dans l'électorat de Trèves, neuf dans la principauté de Nassau-Sarrebrück, onze plus une cense et deux maisons dans le comté de Deux-Ponts.

Par contre, vingt villages d'Empire, neuf du comté de Créhange et cinq de celui de Blieskastel étaient disséminés dans la Lorraine allemande ; le comté de Sarwerden séparait les deux bailliages de Bitche et de Fénétrange.

La complexité était encore plus grande dans le Sargau où vingt-quatre villages étaient indivis entre le duc de Lorraine et

l'électeur de Trèves ; c'est alternativement que les officiers de ces deux seigneurs devaient y rendre la Justice (4).

Quelques conventions furent passées, de 1766 à 1786, entre le gouvernement français et les différents princes allemands, afin d'essayer de corriger un tel morcellement (5).

Malgré tout, l'enchevêtrement était encore très grand (6), seize villages, en territoire lorrain, appartenaient à l'empire et le duché s'étendait à son tour, d'une part sur les quatre villages de Castel, Costenback, Boußweiler et Rathen, situés à quelques lieues seulement de Trèves et, d'autre part, sur Bouquenom et Vieux-Saarwerden, enclavés dans le comté de Saarwerden.

La confusion devint telle qu'à Beyren, quoique le ban fut indivis, on ne reconnaissait communément pour Lorrains que ceux qui habitaient de l'autre côté du grand chemin, quant à ceux du côté de Bonzonville, ils étaient Trévirois, de même à Korf, on n'avait jamais pu distinguer les sujets du duché, car ils se déclaraient à leur gré, tantôt Lorrains, tantôt Trévirois, presque toujours Trévirois d'ailleurs, à cause de la franchise du sel et du tabac (7).

Le ressort de la Cour Souveraine était très morcelé ; les bailliages étaient fort loins les uns des autres : de Remiremont à Longuyon, à Cassel ou à Bouzonville, la route était très longue, surtout à une époque où les communications étaient malaisées.

(4) Cette anomalie était fréquente. Par exemple, en 1763, le marquisat de Pierfille, dans le Barrois, comprenait neuf villages indivis entre le duc de Lorraine, M. du Châtelet, et le comte de Franquemont. Le duc prenait le 1/4, le 1/8 et le 1/30 des revenus, ce qui faisait 49/120 ; le chevalier du Châtelet la moitié et le douzième dans l'autre moitié, ce qui faisait 65/120, et en outre, la totalité dans les usines, moulins, fours et pressoirs des villages qui lui avaient été cédés par un contrat de l'année 1710, moyennant un cens annuel de 2.500 francs barrois qu'il devait verser au Trésor ducal.

M. de Franquemont avait 1/20, excepté dans les droits de troupeau où il n'avait rien, ayant cédé au duc la part qui lui appartenait pour son vingtième en échange de plusieurs autres droits, ce qui, au lieu d'être 49/120 que le Prince avait autrefois, porta ses droits à 55/120. La Justice s'administrait alternativement par chacun de ces seigneurs, au prorata des parts susdites, ce qui faisait tous les quatre ans pour le duc dix-neuf mois 19 jours ; pour du Châtelet : vingt-six mois ; et pour le Comte de Franquemont : deux mois onze jours !

(5) La plupart des enclaves furent échangées, les deux bailliages lorrains de Merzig-Sargau furent supprimés et la frontière ressemblait à peu près à celle de 1814.

(6) Un rapport annexé à celui des élections de 1788 révèle que six villages cédés en 1768 par le prince de Sarrebrück-Nassau, étaient restés dans le statu-quo, sans être attribués à aucune juridiction royale.

(7) MATHIEU, *op. cit.*, p. 32.

Ainsi, lorsque en 1787, les habitants de Marbache voulurent intenter un procès à ceux de Belleville, on aurait pu croire qu'ils le portèrent au bailliage de Nancy ou même à celui de Pont-à-Mousson, puisque les villages se trouvaient à trois lieues au plus de l'un et l'autre. Or, il n'en fut rien. Marbache fut obligé de poursuivre Belleville devant le bailliage de Verdun qui se trouvait à seize lieues ; cette bizarrerie coûtait d'ailleurs horriblement cher : rien que pour apporter une assignation aux gens de Belleville, l'huissier demanda trente livres, dix-sept sous et neuf deniers.

Le découpage des bailliages avait été fait sans le moindre souci des distances et de la géographie.

La population lorraine atteignait, en effet, en 1789, approximativement 930.000 habitants (8), et la juridiction de la Cour s'étendait à peu près sur 810.000 lorrains, si l'on retire les 120.000 habitants des bailliages de Bar-le-Duc et de Lamarche, justiciables du Parlement de Paris.

Les bailliages avaient une population (9) disproportionnée : ainsi, celui de Nancy avait 80.360 habitants, celui de Remiremont 68.000 et celui de Lunéville 64.512, alors que dans celui de Nomeny, il n'y avait guère que 5.300 habitants et dans celui de Fénétrange 7.000.

(8) Il n'y a aucun renseignement authentique. DURIVAL pense que le chiffre de la population s'élevait approximativement à un peu plus de 800.000 âmes en 1776. Il l'obtenait en multipliant le nombre des naissances par 25. Mais, en 1789, on répartit les députés sur la base de 934.860 habitants. Cf. MATHIEU, *op. cit.*, p. 39 ; THIRY, *Situation économique du Département de la Meurthe sous le Consulat*, p. 49 et suiv.

(9) Le mode de calcul a été celui des élections de 1789 :

Bailliage de Nancy	80.360	Bailliage de Longuyon	8.932
— Rosières	11.956	— Villers-la-Montag.	11.256
— Château-Salins .	11.088	— Lunéville	64.512
— Vézelize	30.996	— Blâmont	9.688
— Bar-le-Duc	88.200	— Mirecourt	22.176
— Boulay	31.304	— Darney	33.628
— Bouzonville	35.308	— Neufchâteau ...	28.308
— Bourmont	18.116	— Pont-à-Mousson ..	27.944
— Lamarche	30.352	— Thiaucourt	8.228
— Briey	21.644	— Nomeny	5.348
— Dieuze	29.192	— Sarreguemines .	37.044
— Fénétrange	7.084	— Bitche	26.292
— Epinal	14.672	— Lixheim	9.296
— Remiremont	68.040	— Saint-Dié	50.736
— Charmes	10.612	— Bruyères	22.400
— Châtel	9.268	— Saint-Mihiel	31.500
— Etain	14.784	— Commercy	22.856

Quant au bailliage de Lixheim, il avait 9.296 habitants, et était, malgré sa petite taille, morcellé en cinq parties, dont quatre à peu près égales.

Inutile de dire combien ces disproportions étaient gênantes pour les justiciables ; et nous n'avons envisagé cependant que les circonscriptions relatives au service public de la justice, alors qu'il y en avait bien d'autres : neuf villages du bailliage de Lamarche, par exemple, composé de treize parcelles différentes, étaient enclavés dans la Franche-Comté. L'un d'eux, Conflans en Bassigny, dépendait, pour la justice, du bailliage de Lamarche et du Parlement de Paris, pour l'administration, de l'intendance de Nancy et pour le spirituel, du diocèse de Besançon.

A cette marquetterie du sol, correspondait la variété des législations. Voltaire, qui fit plusieurs séjours dans le duché, disait, d'une manière plaisante, qu'en Lorraine on change plus souvent de coutume que de chevaux de poste.

La Lorraine avait sa coutume générale, dite « coutume du duché », qui était la plus répandue et à laquelle étaient soumis les anciens domaines héréditaires des ducs. Sur les 1.951 localités du ressort de la Cour, dont nous avons pu retrouver le nom (10), 1.404 étaient régies par la coutume du duché, 348 par celle de Saint-Mihiel, 34 par celle du Bassigny (11).

Le droit écrit était peu répandu : trente-quatre localités seulement y étaient soumises : une seule était assujettie aux usages et vingt autres au droit écrit et aux usages (12).

(10) La juridiction de la Cour s'étendait sur 2.082 localités et communautés.

(11) 1.404 localités et communautés étaient régies par la coutume du duché.

348 localités et communautés étaient régies par la coutume de Saint-

34 localités et communautés par la coutume du Bassigny.

26 — — — de l'Evêché (Metz).

22 — — — de Sainte-Croix.

17 — — — de Blâmont.

15 — — — d'Epinal.

13 — — — de Rambervillers.

6 — — — de Val de Liepvre.

5 — — — de Luxembourg.

4 — — — de Vitry.

1 — — — de Vitry.

1 — — — de Bresse.

34 — — — le droit écrit.

1 — — — des usages.

20 — — — des usages et le droit écrit.

(12) En étudiant la répartition géographique des coutumes, il est intéressant de constater que les pays de droit écrit, d'usages ou des deux à la fois, sont généralement situés dans l'ancien bailliage d'Allemagne, comme le prouve ce tableau :

Les magistrats avaient, outre le droit canonique, quinze codes à connaître et à appliquer, lesquels, tout en se ressemblant beaucoup, différaient sur des points de droit civil (13).

Le ressort de la Cour était, lui, en principe, bien délimité, mais il régnait, en fait, une grande confusion. Des conflits de compétence s'élevaient à tout bout de champ ; la Cour ne les tranchait pas toujours avec toute l'impartialité requise pour un tribunal suprême.

<i>Pays de droit écrit :</i>	15	ressortissent au bailliage de	Bouzonville.
	3	—	Schambourg.
	4	—	Boulay.
	5	—	Fénétrange.
	5	—	Commercy.
	2	—	Sarreguemines.
<i>Pays de droit écrit et d'usage :</i>	14	ressortissent au bailliage de	Fénétrange.
	5	—	Lunéville.
	1	—	Sarreguemines.

(13) IMBERT, *op. cit.*, passim.

CHAPITRE II

ATTRIBUTIONS JUDICIAIRES

L'administration de la Justice était la principale attribution de la Cour, comme d'ailleurs de tous les Parlements français.

Sa compétence « *ratione materiæ* » s'exerçait en première instance sur des affaires limitativement énumérées, comme les crimes commis par les officiers des Compagnies Souveraines (1), et par les secrétaires du roi ou bien les litiges relatifs à la conservation ou à la discipline de l'Université de Nancy. Mais la Cour Souveraine était surtout une juridiction d'appel : « la Cour connaît et juge en dernier ressort et par appel des bailliages et juridictions qui y ressortissent nuement de toutes matières civiles et criminelles, mixtes, réelles et personnelles, de police et autres de quelle nature elle puisse être » (2).

Précisons cependant que, depuis 1772, les bailliages présidiaux jugeaient en dernier ressort certaines petites affaires civiles.

De plus, le conseil du roi pouvait évoquer toute affaire pendante devant la Cour, mais la possibilité d'appel des jugements des juridictions inférieures demeurait cependant le principe général.

Mais, avant de présenter une liste des cas dans lesquels l'appel était possible, nous voudrions dire comment et par qui la justice était rendue en première instance à nos pères.

(1) Les officiers des bailliages répondaient également de leurs malversations devant la Cour. Les conseillers d'état et les officiers des Compagnies Souveraines étaient poursuivis criminellement pour quelque cause que ce soit, en la Cour : leurs procès se faisaient par deux commissaires conjointement.

Les officiers de la Couronne jouissaient des mêmes privilèges que les conseillers d'Etat.

(2) *Ordonnance de S. A. R. pour l'Administration de la Justice, donnée à Lunéville au mois de novembre 1707, Nancy, 1925, titre XXIV, article I.*

On nomme cette ordonnance « Code Léopold ».

L'ancien régime consistait essentiellement dans une distinction profonde entre trois catégories de personnes, les ecclésiastiques, les nobles et les roturiers. Or, c'était surtout en matière de justice que chacune de ces classes était séparée de l'autre, dans les premiers siècles du moyen âge. Il y eut un temps, en Lorraine, où les nobles se jugeaient exclusivement entre eux, aux assises, sous la présidence honorifique des baillis, où les ecclésiastiques dépendaient uniquement des officialités et où les roturiers étaient soumis, sans appel, aux sentences des juges seigneuriaux. Les efforts constants des ducs pour ruiner les assises, réduire la compétence des officialités par le procédé de « l'appel comme d'abus » et introduire l'appel en faveur des roturiers ne furent couronnés d'un plein succès qu'au début du XVIII^e siècle, sous Léopold ; ses juristes lui appliquèrent d'ailleurs la maxime française : « Toute Justice émane du Souverain ».

Donc, tous les sujets des ducs, sans aucune exception, furent soumis à l'autorité des magistrats de la Cour, bien qu'ils n'eussent pas tous à passer par les mêmes degrés de juridiction.

Pour la meilleure compréhension de notre sujet, il nous a semblé utile de décrire sommairement les différentes juridictions lorraines : nous pourrons ainsi constater toute la complexité de l'organisation judiciaire sous l'ancien régime et les difficultés qui en découlent lorsqu'on veut en présenter un système cohérent et clair.

Jusqu'à la révolution, les roturiers continuèrent à être jugés en première instance, par les officiers des seigneurs, mais ils eurent toujours la faculté d'en appeler aux tribunaux du duc ou du roi, avec d'importantes restrictions portant sur certaines classes de personnes ou certaines catégories d'affaires que nous n'avons pas l'intention d'étudier ici.

Il est intéressant de constater que les justices seigneuriales, à la fin de l'ancien régime, s'étendaient encore sur plus de la moitié du territoire lorrain (3).

(3) On le remarque en parcourant la liste des localités, donnée par RISTON.



Nicolas du Boys de Riocour

281 justices étaient indivises entre le roi et les seigneurs, soit qu'ils l'exercassent simultanément, soit que les sujets d'un même territoire fussent partagés entre des juges royaux.

729 autres localités, parmi lesquelles toutes les villes à l'exception de Remiremont, recevaient, en première instance, la justice des officiers du duc, soit parce qu'elles lui avaient appartenu, soit parce qu'ayant cédé les autres droits seigneuriaux, celui-ci en avait gardé la juridiction. Cette justice ducal ordinaire se rendait dans les prévôtés ou, dans certains cas, dans les bailliages.

En Lorraine, les prévôtés ducal, d'abord très nombreuses, furent réduites à sept, en 1751 (4) ; en principe, on portait l'appel de leurs jugements aux bailliages voisins.

Nous avons indiqué, dans le chapitre précédent, le nombre et l'étendue des bailliages. Les magistrats des bailliages, à la tête desquels se trouvait le lieutenant-général, faisaient fonction de juges seigneuriaux pour les domaines du prince ; ils connaissaient, en appel, les jugements rendus dans les justices seigneuriales et exerçaient vis-à-vis des nobles et des clercs la plupart des attributions autrefois réservées aux officialités et aux assises.

Les clercs paraissaient devant eux en première instance, en matière personnelle, civile et criminelle.

C'est aussi des bailliages qu'étaient justiciables directement et en première instance les nobles et annoblis pour toutes actions personnelles, civiles et criminelles, possessoires et mixtes, ainsi que les officiers des seigneurs pour malversations commises en leur charge.

A côté de ces tribunaux, auxquels allaient le plus grand nombre des affaires, fonctionnaient des juridictions spéciales que nous nous contenterons d'énumérer : la maréchaussée, les officiers des grueries, c'est-à-dire les maîtres des eaux et forêts, une justice consulaire, analogue à un de nos tribunaux de commerce, les Hôtels de Ville et la juridiction de l'intendant, limitées aux impôts indirects, créés à la fin du XVIII^e siècle, et à tout ce qui touchait les ponts-et-chaussées.

(4) Celles de Badonviller, Bouquenom, Dompaire, Ligny, Saint-Hippolyte, Sainte-Marie-aux-Mines, Sarralbe.

Tels étaient les tribunaux qui rendaient la justice en Lorraine. Il n'y avait en réalité aucune hiérarchie entre eux : en général, appelait des justices seigneuriales ou duciales aux bailliages, mais de nombreuses exceptions réduisaient presque ce principe à néant, soit que certaines justices seigneuriales aient eu le privilège de juger souverainement certaines affaires, soit que d'autres aient rendu des arrêts susceptibles uniquement de recours à la Cour Souveraine.

Ce système judiciaire lorrain était fait de pièces et de morceaux, sans aucune idée de synthèse.

La Cour Souveraine dans ce système était l'organe centralisateur : elle avait donc une compétence presque universelle pour recevoir les appels de toutes les juridictions ordinaires inférieures, tant au civil qu'au criminel.

En matière administrative, elle était également compétente pour recevoir les appels des engagistes contre « les débiteurs de cens et revenus des domaines aliénés » (5).

Elle connaissait tout ce qui concerne les donations, pensions, appointements sur les domaines, sauf leur vérification, et toutes les actions pétitoires, possessoires et mixtes des domaines aliénés, selon un arrêt du Conseil, en date du 26 février 1710 (6).

Il en était de même pour tous les litiges à propos des adjudications de travaux publics par les communautés non domaniales (7).

Sa compétence en matière administrative s'étendait également à toutes les affaires concernant les fermiers, exception faite de leurs malversations et concussions dans l'exploitation des fermes, et de tout ce qui concerne les arts et métiers, sauf pour la ville de Nancy (8).

La compétence de la Cour, dont nous n'avons donné que des exemples, était très vaste ; ses limites, d'ailleurs mal définies, en augmentaient la complexité. En effet, les compagnies souveraines,

(5) Manuscrit du 18^e siècle, *op. cit.*

(6) RISTON, *op. cit.*, p. 75 et 76.

(7) RISTON, *op. cit.*, p. 75.

(8) L'Hôtel de Ville de Nancy avait le privilège de connaître les litiges concernant les Arts et Métiers.

au nombre de deux (9), avaient des attributions peu précises : on aurait pu croire que toutes les matières non spécifiquement attribuées à la Chambre (10) étaient de la compétence de la Cour. Or, il n'en est rien, car les articles II et suivants du titre XXIV du code Léopold qui la délimitaient ne sont pas exhaustifs, si bien que de nombreux conflits (11) surgirent entre ces deux compagnies. Pour résoudre les difficultés qui devaient obligatoirement surgir entre ces deux compagnies souveraines, le duc Léopold avait prévu dans son code une matière de régler le conflit : l'article XX leur interdisait de rendre des arrêts l'une contre l'autre et de « condamner les parties à l'amende, pour le transport de juridiction, sauf aux parties elles-mêmes, en cas d'arrêts de défenses, de procéder ailleurs et de se pourvoir en notre Conseil, en règlement de juge ». Cette règle de conflit était nécessaire car les compagnies agissaient de la manière suivante : elles rendaient des arrêts de « défenses de procéder ailleurs que par devant elles » à peine de mille francs d'amende pour les parties. Cependant, si Léopold, par cette prescription, protégea les parties, en leur permettant de faire casser de tels arrêts par le Conseil, il ne fit pas pour autant cesser les conflits de juridiction entre la Cour et la Chambre (12).

Le code Léopold était d'ailleurs lui-même une cause de complexité, car, en la même matière, il attribuait certaines affaires, tantôt à la Cour, tantôt à la Chambre.

Ainsi, pour l'usurpation de titres de noblesse ou d'armoiries, par exemple, les deux compagnies étaient compétentes « incidemment aux matières de leurs attributions » (13).

(9) La Cour Souveraine et la Chambre des Comptes.

(10) La Chambre avait des droits très étendus et jouait en Lorraine un rôle considérable : elle répartissait la taille et les impositions diverses, elle avait la connaissance des contestations relatives à cet objet, vérifiait les comptes des officiers municipaux des villes, punissait le crime de fausse monnaie par prévention sur les bailliages, exerçait la juridiction pour tout ce qui concernait la conservation et l'administration des domaines, ainsi que les fermes, vérifiait les lettres de noblesse ; enregistrait avec droit de remontrances les lois relatives à ses fonctions et prononçait des arrêts souverains dans tous ces cas.

(11) Cf. Manuscrits des Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, série 3 F. 239 (N° 38-40).

(12) On peut lire à ce sujet, ROGÉVILLE et KRUG-BASSE.

(13) Manuscrit du 18^e siècle.

Quant aux lettres de noblesse, il fallait les faire entériner à la Chambre et enregistrer à la Cour (14).

De même, la Chambre des Comptes était compétente en première instance pour les litiges nés au sujet des indemnités dues pour les biens amortis dans les hautes-justices des domaines. Mais si, pour ces mêmes biens, l'action en indemnité était intentée devant les justices domaniales, comme il semble que ce soit permis, c'est la Cour qui était compétente sur appel des bailliages (15).

Pour ce qui est de l'appel des jugements rendus au sujet des bois et forêts des communautés non domaniales, des seigneurs, des particuliers et des domaines aliénés ou engagés : on les portait à la Cour, à moins que l'action n'ait été intentée par le procureur général de la Chambre « sans être joint à aucune partie », auquel cas, la Chambre était compétente pour juger leurs dégradations et leurs mauvaises exploitations (16).

On portait à la Cour les appels des jugements rendus au sujet de la fabrication des monnaies et des mines, ainsi que les crimes commis par leurs employés, sauf préjudice à la prévention accordée à la Chambre, si elle en avait pris connaissance la première (17).

Il existait une troisième source de complexité dans certaines affaires qui ne relevaient, ni de la Cour, ni de la Chambre, mais du Conseil du roi ; il s'agissait de toutes les « franchises et exemptions » en exécution des baux passés par les fermiers et sous-fermiers, autres que celles visées par l'article VI du titre XXIV du code (18).

Les cas de compétence de la Cour Souveraine, en matière d'appel criminel, sont plus simples à discerner. En effet, il n'y avait jamais que deux degrés de juridiction criminelle : que l'information ait commencé en prévôté ou en bailliage, l'appel allait « *omissio medio* », à la Cour. En matière criminelle, la Cour avait une autre attribution : elle devait entériner les lettres de

(14) Code Léopold, Titre XXIV, article VI.

(15) Code Léopold, Titre XXIV, article IV.

(16) Manuscrit du 18^e siècle et Code Léopold, Titre XXIV, article IX.

(17) Code Léopold, Titre XXIV, article X.

(18) Code Léopold, Titre XXIV, article VI.

grâce (19). Celui qui avait commis un homicide par cas fortuit ou en légitime défense de sa vie, pouvait obtenir du roi des lettres de rémission, c'est-à-dire de pardon. Ces lettres étaient envoyées à la Cour pour y être entérinées, si l'exposé de la requête, contenu « dans la présente », était conforme aux charges. En d'autres termes, la Cour comparait l'exposé des parties et la déposition des témoins entendus pendant l'information, obligatoire en matière criminelle, et entérinait ou non les lettres de grâce (20).

Le criminel, dans un cas non rémissible, pouvait cependant obtenir du souverain des lettres d'abolition qui n'étaient entérinées à la Cour que par « l'exprès commandement du souverain », si elles étaient conformes aux charges.

La Cour alors pouvait faire des remontrances, si elle le jugeait bon, en raison de « l'atrocité du crime et de la conséquence des lettres de grâce, pour y avoir par le souverain, tel égard que de raison » (21).

Comme le prouvent ces quelques notes si décousues, au travers desquelles nous n'avons voulu donner que quelques exemples de la compétence de la Cour, celle-ci, bien que jugeant en premier et dernier ressort certaines affaires, tant civiles que criminelles, était essentiellement une juridiction d'appel. Ses jugements étaient souverains et, jusqu'en 1716 (22), la voie de cassation n'avait pas été admise contre ses arrêts.

Les parties ne possédaient qu'un seul moyen : la proposition d'erreur de fait (23). Le duc Léopold, le 20 août 1716, substitua à ce moyen le recours en cassation que l'on devait porter devant le Conseil ducal.

Ce recours, tout comme le droit d'évocation, fut l'origine de fréquents abus de la part du pouvoir central, analogues à ceux qui, en France, avaient été dénoncés par les Etats Généraux, de nombreuses années auparavant.

Peu nombreux à l'origine, ces pouvoirs se multiplièrent rapidement, spécialement sous le règne de Stanislas, son chancelier.

(19) Manuscrit du 18^e siècle.

(20) Manuscrit du 18^e siècle.

(21) Manuscrit du 18^e siècle.

(22) Edit du 20 août 1716, RISTON, *op. cit.*, p. 39. — *Rec. des Ord.*, II, 103.

(23) Ordonnance de Charles III, en 1607, *Exposition des loix...*, p. 78.

la Galaizière, ne laissant passer aucune occasion de contrecarrer les décisions de la Cour.

De même, les évocations faites par le Conseil ducal enlevaient, d'une façon arbitraire, des procès aux juges compétents selon la loi et sur lesquels les parties pouvaient compter. En 1781, on vit, par exemple, le curé d'Amance traduire l'évêque de Nancy devant la Cour pour lui avoir refusé le titre de doyen auquel il prétendait : bien qu'elle fut compétente, elle n'eut pas à statuer, car le roi évoqua cette curieuse affaire en son Conseil (24).

Cette affaire nous permet de distinguer deux sortes d'évocations : celles de grâce et celles de justice. Les premières étaient accordées par le duc ou le roi, à certaines personnes ou à certains corps ou communautés, comme une marque de leur protection, ou pour d'autres considérations telles que les *committimus* ou les affaires de certains ordres religieux. Ces évocations de grâce ont été la source de nombreux abus, car tel personnage influent pouvait, de cette manière, échapper à la justice.

Les évocations de justice, au contraire, étaient réglementées et les cas nettement délimités par les ordonnances, comme par exemple celle de 1770. Il s'agissait surtout d'évocation par suite de parenté ou d'alliance qu'une des parties pouvait avoir dans le tribunal où son affaire était portée.

Malgré tout, il est incontestable que ces évocations et cassations furent une source d'injustice et provoquèrent en Lorraine, tout comme en France, de véhémentes protestations (25).

N'est-il pas ambitieux de terminer par quelques mots sur la technique de la justice ? Notre but, ici, sera de souligner certains points de cette procédure, édictée par le code Léopold, dans son titre XXII.

Toute action s'intentait par une requête libellée (26), à la suite de laquelle un conseiller rédigeait un rapport ; puis, les décrets étaient signés par le président, le conseiller-rapporteur et le greffier.

(24) MATHIEU, *op. cit.*, p. 226.

(25) Cf. Cahier de doléances de Briey, rédigé par Coster.

(26) La requête libellée est une requête motivée, contenant l'exposition du fait qui donne lieu à la contestation, le précis des moyens sur lesquels on appuie la demande et les conclusions séparées du corps de la requête, qui fixent et déterminent l'objet de la demande.

Les assignations. — Le délai d'assignation était de huit jours pour ceux qui résidaient dans le « lieu de la séance », de dix jours pour ceux qui résidaient à dix lieues et de trois semaines pour ceux qui habitaient plus loin (27).

A la différence des assignations à la Chambre des Comptes, données à l'audience, celles faites à la Cour se donnaient à la barre (28) : c'est là qu'on réglait toute instance, soit pour renvoyer les parties à l'audience, soit pour les « appointer (29) suivant la nature des appels, soit pour donner des renouvellements de délais aux parties pour écrire, soit pour prononcer des déchéances contre ceux qui n'avaient pas écrit ou produit tous les actes de procédure » (30).

On pouvait appeler des ordonnances de la barre à la Cour qui, par un décret, renvoyait la cause à l'audience suivante, afin qu'elle soit « plaidée avant toute autre cause, ou à la Chambre du Conseil s'il échet ».

Distribution des procès. — Le procès étant en état, on inscrivait sur un registre le nom des rapporteurs nommés ; et ceux-ci signaient ensuite le registre. Quand l'affaire était jugée, le greffier mentionnait au bas « jugé » ; cette formalité était nécessaire pour prouver la décharge des rapporteurs (31).

Signification. — La partie diligente qui avait déjà fait distribuer le procès, devait ensuite signifier le nom du rapporteur au procureur adverse ; l'inobservance de cette prescription constituait un cas de nullité de la procédure (32) : le procès était censé « n'être pas en état si le dit acte n'avait pas été préalablement signifié et mis au sac » (33).

(27) Code Léopold, Titre XXII, article 3.

(28) Ibid.

(29) Manuscrit 18^e siècle, s. l. n. d.

(30) En 1741, la Chambre écrivit au roi pour lui demander que le Parlement ne tienne plus la barre le samedi, parce que les procureurs postulant également devant elle se trouvaient souvent à la barre et ne pouvaient assister à son audience. La Cour chargea son doyen de répondre au chancelier que la Chambre n'avait qu'à changer elle-même le jour de son audience. cf. KRUG-BASSE, p. 378, et ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, I, 449.

(31) Manuscrit du 18^e siècle, s. l. n. d.

(32) Code Léopold, Titre XXII, article 21.

(33) L'expression « mettre au sac » remonte à l'époque où la Cour Souveraine était ambulatoire et on lui envoyait les requêtes des parties dans de grands sacs.

Règlement des affaires d'audience. — La Cour dressait un rôle des causes importantes plaidées aux audiences des lundis et jeudis matins, neuf heures et demie (34). L'ordonnance civile permettait cependant d'intervertir l'ordre du rôle ; une cause de grande audience par placet pouvait ainsi remplacer une cause de « pareille qualité », mais par rôle (35).

Il existait un second rôle des petites audiences pour les lundis, de relevée (36) seulement.

Les audiences précédant les grandes audiences des lundis et jeudis, ainsi que celles du jeudi après-midi, étaient consacrées à l'expédition des petites causes de placet, sujettes au parquet. A l'audience du mercredi, on portait les affaires non communicables au parquet, ainsi que les incidents de procédure tels que les appels des actes de barre, les oppositions aux exécutions, faites chez les procureurs et les « autres pareilles causes de petite importance » (37).

Formation des rôles. — C'est l'attribution du syndic des procureurs qui y inscrivait chaque cause dans l'ordre de sa réception, à charge pour les procureurs de signifier ensuite à la partie adverse son numéro dans le rôle qui avait été signé par l'officier du parquet.

Ensuite, une copie de ce rôle était affichée dans la salle d'audience par un huissier (38).

Appel des causes. — Le procureur du demandeur donnait à l'huissier-audiencier, une feuille en forme de placet, contenant les noms et qualités des parties : on pouvait y trouver, en marge, le nom de leurs procureurs ou avocats. Les droits d'audience y étaient également consignés (39).

Puis l'affaire était plaidée devant les magistrats.

Jugements. — Pour éviter la lenteur des délibérations dans les petites affaires d'audience et dans les procès écrits, lorsque le premier juge avait « opiné et établi son avis, ceux qui seront de

(34) Manuscrit du 18^e siècle, s. l. n. d.

(35) Manuscrit du 18^e siècle, s. l. n. d.

(36) Les lundis après-midi.

(37) Manuscrit du 18^e siècle, s. l. n. d.

(38) Code Léopold, Titre XXII, article 33.

(39) Code Léopold, Titre XXII, article 34.

même avis n'allégueront aucune raison à moins qu'elles ne soient nouvelles et n'ajoutent quelque chose à l'avis précédent » (40).

En cas de partage des voix dans les affaires d'audience, une nouvelle délibération avait lieu séance tenante ou le lendemain au plus tard. Si aucune majorité ne se dégageait, l'affaire était appointée pour être jugée par un nombre impair de magistrats » (41).

Si cependant la Cour siégeait en nombre pair, le dernier conseiller reçu était prié de s'abstenir.

Au cas de partage de voix dans un procès écrit, l'affaire était rapportée, à nouveau, en présence d'un juge surnuméraire qui ne connaissait pas encore le procès (42).

En cas de partage en matière criminelle, les règles étaient différentes : on jugeait tout simplement selon l'avis le plus « doux » (43).

Puis, les voix étaient levées par le plus jeune magistrat pour les causes d'audience et par le rapporteur pour les procès écrits (44). L'ordonnance civile « exhortait » les juges et les rapporteurs à dresser eux-mêmes le « vu des sentences et arrêts rendus à leurs rapports » ; de plus, il leur était « enjoint » d'écrire le dispositif de leurs noms.

En fait, les rapporteurs se contentaient d'écrire le dispositif du jugement, en laissant les secrétaires de la Cour remplir les autres formalités (45).

Un règlement du 9 juin 1663 interdisait aux magistrats de divulguer le secret des délibérations. La Cour apprit cependant, à plusieurs reprises, par des plaintes, que le secret des délibérations n'était pas gardé. Aussi, rendit-elle, en 1748, l'arrêt suivant :

« ... la Cour ... s'étant fait représenter son règlement du 9 juin 1663, par lequel il a été résolu qu'il ne serait libre à aucun de ces Messieurs, de déclarer les résolutions qui seraient prises par la Compagnie, tant à l'égard des opinions sur les procès, que sur les autres affaires, à peine de privation des émolumens pendant

(40) Code Léopold, Titre XXII, article 36.

(41) Code Léopold, Titre XXII, article 38.

(44) Code Léopold, Titre XXII, article 39.

(43) Code Léopold, Titre XXII, article 43.

(44) Manuscrit du 18^e siècle, s. l. n. d.

(45) Manuscrit du 18^e siècle, s. l. n. d.

un mois ; et jugeant cette peine trop légère et insuffisante contre ceux qui, au mépris de la religion du serment, et des sentiments d'honneur qui doivent sans cesse animer les actions et les démarches du magistrat, révélant les délibérations de la Compagnie, et ôtant par là la liberté des suffrages et des opinions ; recevant d'ailleurs journellement des plaintes, de ce que les résolutions les plus secrètes se répandent au-dehors presque en même temps qu'elles sont prises : il a été arrêté que, dorénavant, il sera procédé extraordinairement contre ceux qui révéleront des opinions et les délibérations secrètes de la Compagnie, pour être punis suivant l'exigence des cas ; et, qu'après la prestation du serment de chaque récipiendaire en la Cour, il sera donné lecture du présent règlement, ensemble de ceux des 13 mai 1720 et 3 mars 1721 » (46).

D'ailleurs, dans certains procès, les délibérations étaient peu édifiantes « les opinions n'y sont rien moins qu'uniformes, de manière qu'elle se trouve quelque fois embarrassée dans ses jugements par des partages et qu'il n'est même pas sans exemple que quelques-uns des moins anciens conseillers aient reproché avec impunité à des présidents qu'ils trahissaient lâchement les intérêts de la Compagnie parce que leurs avis étaient contraires » (47).

Par ces quelques notes sur la procédure, nous n'avons voulu donner que quelques indications sur l'administration de la justice qui demeurerait la principale attribution de la Cour et sa raison d'être. Sa puissance d'ailleurs se révélait non seulement par les arrêts qu'elle rendait en beaucoup de matières, mais encore par la diversité des demandes qui lui étaient adressées.

L'examen de sa jurisprudence serait un sujet d'étude très intéressant et très digne de tenter un esprit curieux, mais nous n'avons ni le temps, ni surtout la compétence nécessaire pour entreprendre un tel travail, car, en somme, ce serait faire un ouvrage du droit lorrain tout entier.

Malgré tout, il nous est permis d'en tirer deux conclusions :

La Justice n'allait pas vite et elle coûtait fort cher.

Ces deux reproches, que les Lorrains lui faisaient, s'expliquent aisément par la complexité de l'organisation judiciaire lorraine,

(46) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, Tome I, p. 449.

(47) Arrêt du Conseil d'Etat 1762.



Claude-François Canon

faite, comme nous l'avons dit, de pièces et de morceaux : chaque juridiction, déclarait un cahier de doléances, connaissait, à l'exclusion des autres de certaines matières, « les procureurs préposés à la direction des affaires font souvent des quiproquo par ignorance ou cupidité. Il en résulte une foule de déclinatoires, sorte d'incident préalable qui ne touche en rien au fond, mais qui en retarde la décision et consomme inutilement les parties en frais jusqu'à ce qu'une Cour Souveraine ait rendu arrêt pour les règlements des juges, et encore y a-t-il la voie de la cassation contre l'arrêt... » (48).

En 1769, Monseigneur Drouaz, d'accord avec l'intendant et l'Hôtel de Ville, érigea le vicariat des Trois-Maisons de Nancy en cure. Mais la paroisse était divisée en deux clans rivaux, les jardiniers et les vigneron, qui plaidaient, depuis trois ans, les uns contre les autres, afin qu'on décide si le patron serait Saint-Fiacre, honoré par les jardiniers, ou Saint-Vincent, cher aux vignerons. Ces derniers avaient sollicité l'érection de la cure : les jardiniers s'y opposèrent, attaquant l'ordonnance de l'évêque devant le Parlement et soulevèrent incidents sur incidents. L'affaire dura douze ans et coûta des monceaux de papiers timbrés, d'exploits, d'assignations de toutes sortes.

La lenteur de la justice, Fabert l'avait déjà dénoncée pour les assises longtemps auparavant : « le bœuf et la vache et le maistre sont plus tôt morts, dit-il, le meuble usé et la maison périe que le procès jugé » (50).

La justice coûtait également fort cher : en 1762, un boulanger de Marainville (51) avait été condamné à cinq livres d'amende par le juge du seigneur, pour avoir vendu du pain qui n'avait pas le poids réglementaire. Le bailliage de Lunéville, à qui il en avait appelé, annula la sentence.

Cette affaire, qui n'était guère compliquée, coûta quatre-vingt-dix-sept livres de frais, sans compter les voyages, c'est-à-dire à peu près vingt fois l'objet du litige.

(48) Cahier de doléance du Tiers, rédigé par un Lorrain.

(49) MATHIEU, *op. cit.*, p. 227.

(50) Jean IMBERT, *op. cit.*, Annales de l'Est, 1950, p. 43.

(51) Archives de Nancy, Papiers de l'Abbaye de Belchamp.

Les Lorrains s'en plaignirent, comme l'attestent les cahiers de doléance ; nous reproduirons, en conclusion, un des plus virulent, celui d'Etrennes (52).

« Voir une affaire intéressante chômer dans un tribunal des dix et peut-être quinze années, ne pouvoir obtenir justice qu'à force de sollicitations, de voyages dispendieux, essayer les rebuts des gens avides, dont l'intérêt trouve son compte à embrouiller ce qu'il y a de plus clair et à retarder les effets de la demande la plus juste, ne sont-ce pas là des abus intolérables ? ».

(52) Archives des Vosges.

CHAPITRE III

ATTRIBUTION POLITIQUE : LE DROIT D'ENREGISTREMENT

« En Lorraine, depuis que la parole avait été retirée aux représentants des Trois-Ordres, c'étaient les chefs de la magistrature qui, sans titre, sans mandat, par un universel et tacite accord, se trouvaient investis du privilège de représenter la nation, et, quand l'occasion s'en présentait, de parler en son nom » (1).

En effet, c'était à cette date un principe acquis pour les parlementaires que tous les édits, ordonnances, déclarations et lettres patentes ne devenaient obligatoires que lorsqu'ils avaient été enregistrés par les Parlements. La Cour Souveraine et la Chambre des Comptes n'avaient jamais cessé d'exercer ce droit reconnu et consacré officiellement par le code Léopold, mais si discuté par le roi de France, pour le Parlement de Paris.

Au XVIII^e siècle, les Parlements ont exercé sur l'opinion publique une influence directe grâce à la divulgation de leurs remontrances (2).

A l'occasion de l'enregistrement, les Cours Souveraines étaient admises à faire connaître au roi, les inconvénients de la loi, dans des remontrances. Ce droit s'est formé par la coutume et par voie

(1) D'HAUSSONVILLE, *op. cit.*, IV, p. 465.

(2) Roger BICKART, *Les Parlements et la notion de Souveraineté nationale au XVIII^e siècle*, Paris, 1932, préface.

d'empiétement, avec la complicité d'ailleurs du pouvoir royal. La lecture publique et la transcription du texte des lois sur les registres des Cours s'expliquaient à l'époque où l'imprimerie n'était pas connue.

La transformation de cette formalité, en une discussion et un contrôle de la loi, s'est effectuée, très probablement, par un empiétement des magistrats sur le pouvoir législatif du roi.

Louis XIV avait rendu cette prérogative inoffensive et même illusoire, en interdisant aux Cours de présenter des remontrances avant l'enregistrement.

Mais, à la mort de Louis XIV, comme prix de l'annulation du testament royal défavorable à ses intérêts, le régent, Philippe d'Orléans, restitua au Parlement de Paris le droit de faire des remontrances avant l'enregistrement et cette faculté fut étendue aux autres Parlements de France.

Dès lors, le rôle des remontrances allait devenir primordial en France. Lorsque les Parlements refuseront d'enregistrer une loi ou proposeront des modifications, ils feront valoir leurs arguments dans des remontrances et exposeront, en même temps, leurs critiques sur le gouvernement. Or, certaines de ces remontrances, que la tradition exigeait secrètes, furent livrées, au XVIII^e siècle, à l'impression et furent largement propagées. « Le pouvoir royal, de son côté, contraint d'user de la même arme, publie fréquemment ses répliques. Au lieu d'un entretien confidentiel du prince avec ses magistrats, s'ouvre un débat public dont la nation entière est témoin; et, comme les remontrances répandues de la sorte sont presque toujours, par la force des choses, celles qui présentent l'intérêt le plus général et le plus pressant, les ressorts essentiels du gouvernement et de l'administration se trouvent dévoilés et livrés à l'examen » (3).

On comprend aisément que ce droit tempérait singulièrement le pouvoir royal.

La thèse parlementaire justifiait cette participation du pouvoir législatif du roi sur une certaine conception du gouvernement monarchique et de la constitution française.

(3) Roger BICKART, *op. cit.*, p. IX.

Pour eux, le gouvernement monarchique de la France était fondé, en principe, sur des lois immuables, qui, transmises par la tradition, composaient, par leur ensemble, la constitution française.

Ces lois fondamentales exprimaient une entente librement établie entre le roi et la nation et les liaient par des droits et des obligations réciproques. Il résultait de cette notion contractuelle que ces lois ne pouvaient pas être modifiées sans le consentement de la nation. De plus, les lois ordinaires devaient être non seulement conformes à l'intérêt public, mais encore compatibles avec les lois fondamentales.

Or, pour que la nation puisse s'assurer que cette condition soit toujours remplie, il fallait qu'elle intervienne dans l'établissement de la loi. A l'origine de la monarchie, c'était la nation elle-même, réunie en assemblée générale, qui donnait ou refusait son consentement, nécessaire à la formation de la loi.

Mais, depuis que la parole avait été retirée aux trois-ordres, c'étaient les Parlements qui, par un tacite et universel accord, se trouvaient investis du privilège de représenter la nation : leur double qualité de dépositaires des lois et de corps intermédiaires, les destinaient à être les représentants de l'opinion publique.

A l'occasion de l'enregistrement des ordonnances royales, c'est-à-dire de leur transcription sur des registres qui devaient les rendre publiques et exécutoires, les Parlements procédaient à un examen, et s'ils ne les jugeaient pas conformes à l'idée qu'ils se faisaient de la constitution du royaume, ils avaient le devoir de résister séparément ou de concert et d'alerter l'opinion publique (4).

Aux prétentions parlementaires, le pouvoir royal opposait le principe suivant : la souveraineté que le monarque tient de Dieu et dont il est responsable devant Lui seul, ne peut être partagée.

Les Parlements n'ont pas qualité pour représenter la nation, car leurs membres ne sont que des officiers du roi. De plus, le pouvoir législatif n'appartient qu'au roi seul et, par conséquent, les Parlements ne participent pas à la formation de la loi ; l'enre-

(4) Roger BICKART, *op. cit.*, p. 3.

gistrement n'avait pas la portée qu'on lui attribuait, le roi pouvait toujours faire enregistrer la loi d'autorité, les Parlements n'ayant alors aucun moyen d'en entraver l'exécution.

Telles sont, résumées, les positions respectives des Parlements et de la royauté, devant le problème de l'enregistrement.

Nous ne nous permettrons pas de formuler un jugement sur une question si délicate ; cependant, il semble que la thèse parlementaire soit indéfendable au point de vue de la théorie du droit public.

En effet, les parlementaires sont des officiers du roi et, par conséquent, ses subordonnés.

Mais, du point de vue politique, la position parlementaire est beaucoup plus forte : car, si elle avait été aussi incommode qu'on a bien voulu le dire, comment peut-on expliquer les négociations incessantes, au XVIII^e siècle, entre le gouvernement et le Parlement de Paris ? Le gouvernement royal n'a-t-il pas troqué l'enregistrement de l'édit fiscal de 1787 contre le rappel du Parlement de Paris en exil à Troyes ? Certes, il y a le précédent de Louis XIV, mais ce que le grand roi pouvait faire sous son règne, ses successeurs ne le pouvaient plus, un demi-siècle après.

Le grand tort de la royauté fut d'ignorer la thèse des Parlements, en lui opposant, en théorie seulement, sa thèse juridique surannée qui ne correspondait plus aux faits.

En Lorraine, le problème de l'enregistrement ne s'est jamais posé du temps des ducs de Lorraine.

Le code Léopold lui-même reconnaissait à la Cour le droit de présenter des remontrances à l'occasion de l'enregistrement (5).

La Cour en usa largement, mais jamais il n'y eut de conflit entre le Parlement et le gouvernement ducal.

Il n'en fut pas de même sous Stanislas ; nous avons vu plus haut les luttes épiques qui mirent aux prises cette Compagnie et la Galaizière et qui se terminèrent d'ailleurs par l'échec du chancelier.

La procédure d'enregistrement en Lorraine était simple. Un secrétaire d'Etat adressait une expédition des édits, ordonnances et lettres patentes à publier, avec une lettre de cachet et d'adresse

(5) Code Léopold, XXV, article I.

aux compagnies, chacune dans les limites de leurs compétences, en la personne du procureur général, qui les mettait « incessamment sur le bureau des compagnies après les avoir ainsi présentées » ; puis l'avocat général en requérait l'enregistrement et la publication.

La Cour devait alors « procéder incessamment à l'enregistrement pur et simple de nos édits et ordonnances, toutes affaires cessantes, même les procès criminels, les affaires des compagnies et le rapport des procès commencés ». Ensuite, les magistrats « discutaient » (6) les lois proposées. La Cour pouvait refuser sa sanction au souverain, soit pour une partie, soit pour le tout ; dans les huit jours, elle présentait ses remontrances, oralement ou par écrit et sa délibération devait être inscrite sur un registre.

Si le duc trouvait les remontrances bien fondées, il réformait l'édit, sinon, il faisait expédier des lettres de jussion, contenant ses volontés. Il ne restait plus à la Cour qu'à prononcer « l'enregistrement pur et simple des édits, sans aucune modification, ni restriction et sans faire de seconde, ni autre remontrance » (7).

Puis, la Cour donnait acte à l'avocat général de l'accomplissement de ces formalités et ordonnait « que l'enregistrement sera mis au bas et sur le replis et que toutes copies collationnées seront envoyées dans chacun des *bailliages* et prévôtés de son ressort pour y être pareillement lues, publiées, et enregistrées à la diligence des substituts et des procureurs généraux qui seront tenus d'envoyer un certificat de la publicité dans tel délai que la Cour jugera à propos de préciser » (8).

Exercé rigoureusement et même abusivement, le droit d'enregistrement aboutissait à la réduction du pouvoir législatif royal. C'est ce que déclare un édit de 1770 : « ils élèvent leur autorité à côté et même au-dessus de la Nôtre, puisqu'ils réduisent, par là, notre pouvoir législatif à la simple faculté de leur proposer nos volontés, en se réservant d'en empêcher l'exécution... » (9).

(6) Code Léopold, Titre XXV, article IV.

(7) Code Léopold, Titre XXV, article VI.

(8) Manuscrit du 18^e siècle, s. l. n. d.

(9) ISAMBERT, *Anciennes Lois...* XXII, 506.

Saint-Simon déclarait dans ses mémoires (1864, Tome III, page 460, note) : « Le droit d'enregistrement est un exemple frappant des abus qui se glissèrent à la faveur d'un mot ou d'un usage et qui, peu à peu, deviennent lois constitutives d'un Etat ».

En Lorraine cependant, à la différence de ce qui se passait en France, ce droit ne fut jamais exercé abusivement ; la Cour fit souvent échec aux prétentions gouvernementales, surtout à partir du règne de Stanislas, mais elle usa alors beaucoup plus de son influence politique que de son droit à refuser l'enregistrement.

Il existait d'ailleurs un autre moyen de paralyser temporairement les lois : c'était l'opposition.

Cette intéressante procédure, que la Cour utilisa très souvent, est peu connue ; elle consistait, pour un particulier ou une communauté, à faire opposition à une nouvelle législation qui lésait leurs intérêts.

L'opposition à l'enregistrement n'était pas toujours permise en Lorraine. En effet, le code Léopold interdisait l'emploi de cette procédure pour les ordonnances « données de notre propre mouvement pour les affaires publiques de notre Etat » (10).

Elle n'était permise qu'à « l'égard de celles (ordonnances) que nous trouverons à propos de donner pour l'intérêt des communautés ou des particuliers... »

On faisait opposition devant la Cour Souveraine : de quelle manière ? Nous l'ignorons, malheureusement, car nous n'avons trouvé trace de cette intéressante procédure dans les archives de la Cour ; malgré tout, nous pouvons méditer sur cette institution de l'ancienne monarchie française, qui tempérerait beaucoup le pouvoir législatif absolu du roi : c'était, en quelque sorte, un recours pour excès de pouvoir beaucoup plus vaste que celui qui existe de nos jours en matière administrative seulement.

(10) Code Léopold, Titre XXV, article VII.

CHAPITRE IV

ATTRIBUTIONS ADMINISTRATIVES

Gardienne et dépositaire de l'ordre établi, la Cour Souveraine pouvait prendre les mesures qu'elle jugeait convenables dans l'intérêt de la justice et du bon ordre. Ces mesures se nommaient « arrêts de règlement ». On ne les rattache pas à la justice contentieuse, car il n'y avait pas de litige : ils n'avaient de l'arrêt que la forme, la Cour n'en ayant pas d'autre pour exprimer ses décisions.

Différents de ceux qui étaient rendus dans des affaires contentieuses et, par conséquent, ne pouvant produire d'effets qu'entre les parties, selon le principe d'effet relatif de la chose jugée, les arrêts de règlement avaient une portée beaucoup plus grande par suite de leur caractère législatif : ils statuaient pour tous, par une disposition générale, comme la loi elle-même.

Certains d'entre eux étaient rendus à l'occasion d'un procès : dans ce cas-là, ils généralisaient les principes qu'ils appliquaient à la solution particulière ; ils étaient prononcés en grande solennité, d'où leur nom d' « arrêt en robe rouge », et ils portaient d'ordinaire sur des questions délicates de droit privé ou de procédure (1).

La Cour pouvait également rendre des arrêts, en dehors de tout procès, en général à la requête des gens du roi : ils portaient rarement sur des questions de droit pur, mais se référaient, en général, à l'administration de la justice : police des audiences.

(1) Arrêt du 3 février 1700, sur les « Causes d'audience à mettre au rôle », *Rec. des Ord.*, I, 222.

devoirs des avocats, des procureurs et des sergents, règles de procédure (2).

Souvent, la Cour prenait des mesures de police pour le maintien de la tranquillité publique, la réglementation des cabarets, des marchés, des transactions, en général, et la surveillance des communautés de métier... (3).

« Le roy, dit Loyseau, ne pouvant tout scavoir, ni estre partout et, par conséquent, ne lui estant pas possible de pourvoir à toutes les menues occurrences qui arrivent en tous les endroits de son royaume et qui requièrent estre réglées promptement, permet à ses principaux officiers des Cours Souveraines de faire des réglemens... » (4).

Le ministère public du Parlement de Paris était régulièrement renseigné sur tout ce qui se passait dans son ressort par les substituts des juridictions ordinaires. Ces substituts tenaient une sorte de bureau général d'administration et prescrivaient les mesures concrètes qu'exigeait l'exécution des lois.

En Lorraine, il n'en était pas de même. La Cour avait depuis un édit de 1664, la tutelle de l'administration des communautés lorraines. Cet édit déclarait (5) : « Comme nous sommes advertis que les communautés qui sont le fondement le plus solide de l'Etat, étant mal conduites et gouvernées par ceux des habitants d'icelles qui sont choisis annuellement ou autrement établis pour prendre la direction, lesquels, soit pour profiter, se faisant payer de bons salaires, soit par une opiniâtre animosité, ou pour avoir peu d'intelligence aux affaires, engagent très légèrement les communautés dans plusieurs difficultés et procès, à la poursuite desquels elles sont obligées de fournir des sommes très considérables, et à la volonté de ceux qui gouvernent les dites communautés, lesquels n'ont autre but, le plus souvent, que leur propre avidité... »

Pour y remédier, l'édit groupait différentes localités en autant de départements qu'il y avait de conseillers à la Cour ; par exemple, le conseiller Jeanmaire avait en 1664, dans son département : Saint-Nicolas, Rozières-aux-Salines, Lunéville, Einville-au-Jard et Blâmont.

(2) RISTON, *op. cit.*, passim.

(3) OLIVIER-MARTIN, *op. cit.*, p. 539.

(4) *Des Seigneuries*, chapitre III, n° 12.

(5) *Dict. des Ord.*, I, 442.

Chaque conseiller exerçait donc la tutelle sur un certain nombre de villes et villages « pour y avoir l'œil, et prendre un « soin particulier de toutes leurs affaires ; nous ordonnons, « déclarait le même édit, à chacun desdits conseillers... qu'ils « aient à s'informer, s'instruire et connaître de toutes les diffi- « cultés des communautés contenues dans ledit département, « tâcher de les terminer à l'amiable, si faire se peut, avant qu'il « leur permette de plaider et en cas qu'ils ne puissent en venir « à bout et que les prétentions desdites communautés soient « justes ».

Ainsi, les communautés ne pouvaient engager de procès qu'après avoir obtenu une autorisation que le conseiller affecté à ce département n'accordait que si le procès était soutenable.

Grâce à cette tutelle, la Cour était renseignée sur ce qui se passait dans son ressort et prenait les mesures qui s'imposaient. Elle publia ainsi des règlements pour la défense de la religion et des mœurs, de l'agriculture, du commerce et de l'industrie ; nous ne citerons que quelques exemples de ses activités multiples.

Un règlement sur la conduite des étudiants du 17 mars 1775 déclare : « les étudiants, surtout ceux qui sont éloignés de leur famille, ne doivent pas être abandonnés au délire des passions dans l'âge où l'on s'occupe peu à les vaincre, où elles agissent si rapidement, si puissamment et où elles trouvent tant de facilité dans la complaisance de nombre de corrupteurs en qui la Justice et l'humanité cèdent à un intérêt désordonné. Où commence l'habitude, le germe de la vertu est en péril... l'homme est précipité et demeure confondu dans la dernière classe des citoyens, en pure perte pour sa patrie, souvent même les sciences dans un homme avili ne servent qu'à le rendre industriel pour la ruine des autres... » (6).

Cet arrêt interdisait aux étudiants d'avoir des armes sur eux et aux aubergistes et cafetiers de recevoir des étudiants en pension, et de leur permettre de jouer.

Il était interdit aux marchands, orfèvres et bijoutiers d'acheter aux étudiants, livres, argenterie ou bijoux...

(6) *Rec. des Ord.*, XIII, 385.

Un autre arrêt, du 23 avril 1765, interdisait aux bourgeois et aux habitants des villes et faubourgs de se faire inoculer la petite vérole (7). Beaucoup de personnes et de médecins craignaient que, pratiquée dans les centres populeux, l'inoculation ne propageât la maladie au lieu de la prévenir. « C'était là une sage mesure de police sanitaire et qui ne méritait pas les railleries dont Voltaire couvrit un arrêt du Parlement de Paris, rendu dans le même sens » (8).

La Cour rendit de nombreux arrêts en matière religieuse ; elle interdit par exemple qu'on publie des bulles, dans son ressort, sans sa permission (9).

Par un autre règlement, elle ordonna à ceux qui « faisaient profession de la secte judaïque et autres étrangères de vuidier incessamment les Etats de Lorraine » (10).

Un troisième arrêt fut pris, le 7 août 1700 (11), pour lutter contre la profanation des fêtes « les blasphèmes et autres dissolutions ». « Il a été reçu, déclarait-il, de grandes plaintes des contraventions fréquentes qui se commettent à ces ordonnances (12), en plusieurs endroits de la province, par les dissolutions publiques, débauches, fréquentation de cabarets, danses et jeux à heures indues ; ce qui, non seulement, cause un grand scandale dans les lieux où ces désordres arrivent, mais encore plonge la jeunesse dans la licence et l'oisiveté ; fait naître des querelles dans la chaleur du vin qui ont des suites funestes ; occasions des jurements et des blasphèmes ; fait négliger le Service Divin et l'assistance aux paroisses ; à quoi il est important de remédier... ».

La Cour statua également en matière économique et tout spécialement en matière agricole. Mais, lorsque la Lorraine eut des intendants, c'est-à-dire à partir du règne de Stanislas jusqu'à la révolution, la Cour Souveraine dut partager avec eux cette attribution, ce qui ne tarda pas à provoquer des conflits.

(7) *Rec. des Ord.*, X, 399.

(8) KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 378.

(9) *Rec. des Ord.*, I, 213 ; arrêt du 2 janvier 1700.

(10) *Rec. des Ord.*, I, 245 ; arrêt du 5 août 1700.

(11) *Rec. des Ord.*, I, 248.

(12) Les Ordonnances de 1583 et 1624 transformaient le devoir d'assistance à la messe en une obligation et interdisaient toute œuvre servile le dimanche et les jours de fête « commandés par l'Eglise », et de « renjer, maugréer, despiter et autrement blasphémer le Très Saint Nom de Dieu, de la Très Glorieuse Vierge Marie et des Saints ».

Ainsi, pendant les années de grande sécheresse, la Cour suspendait l'exercice des servitudes de vaine pâture et de parcours et autorisait, par un arrêt, la coupe des regains.

Or, 1762 ayant été une année très sèche, la Cour rendit donc, le 14 juin, un arrêt autorisant la coupe des regains. Mais, le 13 du même mois, l'intendant, ayant voulu la devancer, avait rendu une ordonnance portant la même autorisation. Les magistrats, indignés de cet empiétement cassèrent l'ordonnance.

Le Conseil d'Etat, comme il était à prévoir, cassa l'arrêt de la Cour. Mais celle-ci, le 28 juin, arguant que le jour où l'arrêt du Conseil avait été rendu, il n'y avait à Lunéville d'autres conseillers d'Etat que le chancelier et un secrétaire d'Etat, rendit d'abord un arrêté déclarant nulle et non avenue la décision du Conseil d'Etat, et deux autres présentant leurs griefs, qu'ils firent publier avant d'avoir présenté leur remontrance.

Pour éviter une « précipitation sans exemple » de la Cour, le Conseil annula les deux arrêtés et pour dissiper « l'illusion que ces écrits illégaux auraient pu répandre dans certains esprits, faute d'examen et de réflexion sur les erreurs et irrégularités qu'ils contiennent », il ordonna qu'une réponse soit publiée, article par article, ce qui fut fait sous la forme d'un grand tableau à deux colonnes, dont l'une contenait les griefs de la Cour et l'autre les réfutations du gouvernement.

Certaines de ces réponses étaient dures pour la Cour qui sentit que cette affaire ne pouvait que nuire à son prestige, aussi, attendit-elle une occasion plus favorable pour se venger.

Par la suite, elle partagea, avec l'intendant, le droit de rendre des règlements en matière de police générale.

Le 13 juillet 1779 et le 23 juillet 1789, la Cour rendit encore deux arrêts au sujet de la coupe des regains. Dans le dernier, on peut lire que : « après la rigueur excessive de l'hiver, il est survenu des orages et des pluies continuelles qui ont été suivies d'inondation et ont trompé les espérances dont on avait lieu de se flatter d'une récolte de foin très abondante ; la fenaison vient encore d'être contrariée par l'intempérie de l'air, ce qui fait craindre que les bestiaux ne soient privés de fourrages pour être nourris pendant l'hiver prochain... ».

Cet arrêt prouve que la Cour utilisa son droit de réglementation jusqu'à la révolution. Le procureur général l'avait requis

d'ailleurs en ces termes : « Dans ces circonstances fâcheuses, le remontrant croit devoir proposer à la Cour d'y remédier par les moyens et précautions qu'elle a coutume de prendre en pareil cas ». Rien n'est plus clair.

Ces quelques arrêts, que nous venons de citer, nous ont semblé intéressants, parce qu'ils présentent un tableau vivant et fidèle des mœurs de cette province au XVIII^e siècle.

Outre le droit de rendre des arrêts de règlement, la Cour possédait diverses attributions administratives : elle était chargée de la conservation des droits et privilèges de l'université (13), et, de plus, elle veillait à la discipline et au bon ordre dans les collèges (14).

La Cour conservait les testaments déposés en ses greffes et veillait à leur exécution (15). Elle surveillait les fondations et envoyait, par exemple, deux conseillers à Lunéville pour assister à l'opération « de la taille » (16). Cette fondation avait été créée par Stanislas pour les pauvres atteints de la maladie de la pierre : « Je charge, déclarait-il dans son testament, ma Cour Souveraine de veiller à jamais, avec le plus grand soin, à l'exécution de mes volontés contenues en l'article ci-dessus, sur lequel je lui recommande la plus grande attention, à l'effet de quoi, je souhaite qu'elle nomme chaque année un ou deux commissaires de sa Compagnie, dans l'une et l'autre saison de taille ».

Le paragraphe suivant de ce testament est une preuve de l'estime que le roi polonais avait de son Parlement : « Je ne puis trop recommander ce soin à ma Cour Souveraine, de même que la vigilance la plus exacte et la plus sévère sur l'exécution de toutes mes fondations et établissements de quelque nature qu'ils soient ; je l'en charge avec la plus grande confiance ».

La Cour Souveraine avait, comme nous l'avons montré rapidement, des attributions très vastes ; mais qu'il s'agisse de matières judiciaires, administratives, politiques, financières ou économiques, elle s'est toujours montrée digne de sa tâche et de son rôle primordial en Lorraine.

(13) L. p. du 20 juillet 1768.

(14) L. p. du 22 juin 1776.

(15) Stanislas y avait déposé son testament en la chargeant de veiller à son exécution.

(16) *Rec. des Ord.*, XI, 37.



Pascal-Joseph de Marcol

TROISIEME PARTIE

L'Organisation Administrative de la Cour Souveraine

Au XVII^e siècle existent, à côté du Parlement de Paris, de nombreux Parlements provinciaux : Toulouse, Rouen, Aix, Rennes, Dijon, Bordeaux, Grenoble, Pau, Metz, Besançon et Douai, ainsi que des Conseils souverains : ceux d'Artois, du Roussillon, d'Alsace et de Corse.

Toutes les Cours, indépendantes les unes des autres, sont à la tête de la hiérarchie judiciaire de leur ressort. Elles ont, comme nous venons de le dire, des attributions semblables et une composition identique. La Cour Souveraine de Lorraine et Barrois ressemble beaucoup aux autres Parlements français, mais elle a cependant de nombreuses originalités qui tiennent à son esprit particulariste.

Leur présentation sera le but de notre étude dans cette troisième partie.

CHAPITRE I

COMPOSITION DE LA COUR SOUVERAINE

La Cour Souveraine n'était pas un corps simple : elle comprenait plusieurs sections ou chambres successivement créées par suite du développement considérable des affaires de leur ressort.

Le duc Charles IV n'avait prévu aucune division en chambres lorsqu'il créa la Cour en 1641.

Un édit du 6 juillet 1710 joignit une Chambre des Requêtes et un autre édit du 16 novembre 1723 créa une Chambre des Enquêtes.

Ce n'est que très tardivement, en 1771, qu'une tournelle criminelle lui fut adjointe.

En 1789, la Cour était donc composée de quatre Chambres que nous étudierons successivement.

SECTION I

LA GRAND' CHAMBRE

Appelée autrefois dans le Parlement de Paris « Chambre aux plaids », elle était la cellule fondamentale de la Cour Souveraine. « Sa fonction principale consistait à être le moteur et le régulateur (1) » de la Cour.

(1) ESMEIN, *op. cit.*, p. 388.

Le duc Léopold, comme nous venons de le voir, divisa la Cour et créa, en 1723, une Grand'Chambre et une Chambre des Enquêtes (2).

En Lorraine, tout comme à Paris où elle était par excellence la Chambre des plaidoiries, la Grand'Chambre était destinée à juger toutes les causes d'audience portées de « tous les sièges de son ressort », conformément au code de 1707.

On appelait « affaires d'audience », les affaires jugées en audience publique sur plaidoirie des avocats.

Cet édit de 1723 instituait également un service alternatif en ce sens que : « ceux qui auront servi une année dans une Chambre serviront l'année suivante dans l'autre » (3).

Il y avait donc des rapports constants entre les deux sections ; ainsi, lorsque dans un procès les voix étaient partagées, le rapporteur et le compartiteur se transportaient dans l'autre Chambre pour faire juger à nouveau la cause.

La Grand'Chambre avait compétence pour juger, soit les causes attribuées en première instance à la Cour par les ordonnances, soit celles dévolues par l'appel des sièges inférieurs.

Avant la déclaration du 20 juin 1736, la Grand'Chambre devait juger un tiers des procès appointés. Cette obligation disparue, elle conserva cependant les affaires bénéficiales et toutes celles que la Cour connaissait en première instance, quoique appointées (4).

Elle enregistrait les lettres patentes.

Elle recevait les officiers des Justices inférieures.

Les lettres de grâce, rémission, abolition et pardon étaient présentées, puis lues à l'audience ; ensuite, elle les transmettait à la Chambre des Enquêtes.

On lui présentait également les édits et déclarations : elle les faisait lire, puis les publiait. Cependant, lorsque la matière était très importante, la délibération se faisait toutes Chambres réunies (5). La Grand'Chambre était la seule à constituer l'intégrité de ce

(2) *Rec. des Ord.*, II, 673. Edit du 16 novembre 1723.

(3) *Rec. des Ord.*, II, 673.

(4) L'Appointement était un jugement préparatoire par lequel le juge, pour mieux s'instruire d'une affaire, ordonnait que les parties la discutent devant lui.

(5) *Rec. des Ord.*, II, 674

corps dont elle réunit les pouvoirs jusqu'à la fondation de la Tournelle et des autres Chambres. La création de ces nouveaux services ne l'empêcha d'ailleurs pas d'être toujours considérée comme la Chambre d'honneur. C'est ainsi qu'on lui attribua les matières les plus importantes et les plus ardues, telles que les cas domaniaux, les procès criminels touchant les gens d'église, nobles et officiers des Cours Souveraines, s'ils le requéraient ; les appels comme d'abus. Comme la Grand'Chambre était la plus importante des sections de la Cour, le premier président était à la tête. Il présidait en général les audiences du matin et, s'il le jugeait bon, celles de relevée, sinon le second président-à-mortier le remplaçait (6).

La Cour tenait ses audiences en robe rouge les lundis et jeudis matin « depuis dix heures jusqu'à onze heures et demie » (7).

Les audiences ordinaires des lundis et jeudis avaient lieu à huit heures du matin et à deux heures et demie de relevée.

Les audiences du mercredi matin étaient réservées aux affaires non communicables et celles des mardis et vendredis aux affaires extraordinaires.

La barre se tenait le samedi matin (8) ; on appelait ainsi, en Lorraine seulement, une juridiction tenue par deux commissaires députés par la Cour Souveraine et dont les fonctions étaient réglées par le titre XXII du code Léopold.

Toutes les assignations étaient données à la barre du samedi matin. Les magistrats, qui y étaient députés, devaient rendre, dans les causes civiles seulement, les règlements nécessaires à l'instruction de la procédure afin de renvoyer les parties à l'audience, et « leur ordonne de communiquer au Parquet, les appointer à fournir griefs et réponses, ou pour donner des renouvellements de délais ès cas où il échéra, et autres actes de pareille nature » (9).

(6) *Rec. des Ord.*, II, 675.

(7) *Almanach de Lorraine et Barrois*, 1789.

(8) *Ibid.*

(5 et 6) cf. page 176.

(9) *Code Léopold*, XXII, 12.

C'était également à la barre qu'étaient conclus les baux judiciaires des biens saisis réellement, les enchères et adjudications des immeubles et des « fruits pendans par racine » (10).

On interjetait appel, à la Cour, des ordonnances rendues à la barre ; celui-ci se recevait alors par simple requête et la cause était renvoyée à l'audience, où elle était plaidée avant toute autre, ou bien à la Chambre du Conseil, si le cas le requérait.

La barre était une des originalités du système parlementaire lorrain.

Lorsqu'en octobre 1771, la juridiction sur les affaires criminelles fut attribuée à une nouvelle Chambre, celle des Enquêtes, la barre se trouva dépouillée de sa principale occupation et devint une seconde Chambre Civile capable de décharger la Grand'Chambre (11).

Cette dernière était composée du premier président de la Cour, de quatre présidents-à-mortier, d'un conseiller-clerc et de dix-huit conseillers-laïcs (12).

SECTION II

LA CHAMBRE DES ENQUÊTES

Dans le Parlement de Paris, qui avait servi de modèle à la Cour Souveraine, comme d'ailleurs à presque tous les Parlements français, la Chambre des Enquêtes avait une origine très ancienne. Elle remontait, semble-t-il, au XIII^e siècle ; à cette époque, le Parlement de Paris était surchargé ; en outre, les procès écrits prenaient une place de plus en plus importante dans la procédure, d'abord uniquement orale. Aussi, un certain nombre de clercs furent-ils commis à dépouiller les enquêtes, à consigner le résumé dans un rapport : il leur fut adjoint quelques membres du Parlement chargés de juger ces affaires ; cependant la Grand-Chambre pouvait toujours les contrôler et elle seule pouvait rendre les arrêts.

(10) *Code Léopold*, XXII, 43.

(11) RISTON, *op. cit.*, p. 77.

(12) *Almanach de Lorraine et Barrois*, 1789.
Rec. des Ord. XII, p. 491.

En Lorraine, c'est l'édit, déjà cité, du 16 novembre 1723, qui créa la Chambre des Enquêtes. Elle avait une double compétence : civile et criminelle.

Elle était compétente pour juger les procès civils écrits : jusqu'à concurrence des deux tiers, l'autre tiers étant jugé par la Grand'Chambre. Cependant, elle jugeait principalement les affaires criminelles : « la Chambre des Enquêtes juge seule tous les procès criminels qui y seront portés des sièges inférieurs et la distribution s'en fera par le président de ladite Chambre sur le registre qui lui en sera présenté » (13). Mais, elle ne pouvait juger les procès criminels faits à des personnes privilégiées ; ces procès étaient jugés toutes Chambres assemblées.

Ayant, par l'édit de 1723, la juridiction sur les affaires criminelles, la Chambre des Enquêtes était chargée de la connaissance et de la juridiction des prisons (14).

En effet, les commissions visitant les prisons (15) s'informaient des prisonniers, des causes de leur emprisonnement et de leurs sujets de plainte éventuels. Puis, ils dressaient un procès-verbal et se rendaient à la compagnie souveraine faire un rapport sur ce qui pouvait requérir quelque règlement ou promptة décision : ce qui se faisait à l'instant. La Chambre des Enquêtes était la seule à connaître les plaintes des prisonniers criminels (16). Elle faisait inspecter et visiter les prisons de la Conciergerie à cet effet.

La Chambre des Enquêtes, en outre, vérifiait les lettres de grâce, de rémission, d'abolition et de pardon (17).

Lorsqu'en 1771, une Tournelle fut créée au Parlement de Paris, la Chambre des Enquêtes perdit sa compétence en matière criminelle (18) : elle devint une seconde Chambre Civile et jugea principalement les affaires civiles et par écrit.

Cet édit d'octobre 1771 ne transforma pas totalement la compétence des enquêtes, car, avant cette réforme, elle jugeait les

(13) *Rec. des Ord.*, Tome II, p. 675.

(14) Manuscrit du 18^e siècle.

(15) Ils devaient visiter les prisons au moins quatre fois l'an, la veille des grandes fêtes.

(16) Manuscrit du 18^e siècle, s. e. n. d.

(17) *Rec. des Ord.*, Tome II, p. 676.

(18) RISTON, *op. cit.*, p. 77.

deux tiers des procès civils écrits, comme nous venons de l'exposer plus haut.

A la Chambre des Enquêtes, tout comme à la Grand'Chambre, le service était alternatif et annuel. Elle se composait de deux présidents et d'un conseiller-clerc et quinze conseillers-laïcs (19) et tenait audience les mardis et vendredis toute la journée (20).

SECTION III

CHAMBRE DE LA TOURNELLE

La Chambre de la Tournelle (21) ne fut créée que très tardivement au Parlement de Nancy : c'est un édit d'octobre 1771 qui l'institua et lui attribua la justice en matière criminelle. De plus, comme les affaires civiles croissaient plus rapidement que les affaires criminelles, elle fut autorisée par une déclaration du 6 mars 1773 « à juger les procès par écrit à lui départir quand elle ne vaque aux criminels » (22).

A la différence des deux premières Chambres, la Tournelle n'était pas une section de Parlement proprement dite, car elle n'avait pas de personnel distinct.

Elle empruntait à la Grand'Chambre les second et quatrième présidents et sept conseillers et, à la Chambre des Enquêtes, quatre conseillers.

La Tournelle tenait audience les mercredis et samedis matin (23).

(19) Edit d'octobre 1771, *Rec. des Ord.*, Tome XII, p. 491.

(20) *Almanach de Lorraine et Barrois*, 1789.

(21) Cette Chambre était ainsi appelée dans le Parlement de Paris, selon les uns, car elle siégeait dans une tour du Palais ; selon les autres, de ce que les Conseillers servaient par roulement. ESMEIN, *op. cit.*, p. 393.

(22) RISTON, *op. cit.*, p. 77 ; *Rec. des Ord.*, Tome XII, p. 691.

(23) *Almanach de Lorraine et Barrois*, de 1789.

SECTION IV

CHAMBRE DES REQUÊTES

Au Parlement de Paris, il existait, dès 1307 (24), une section appelée Chambre des « requestes du palays ».

L'origine de cette Chambre vient de ce qu'anciennement le roi rendait la justice en personne : il faisait comparaître les plaideurs devant lui, sur requêtes adressées par les parties et présentées par les « Maîtres des Requêtes » (25).

En Lorraine, la Chambre des Requêtes fut établie par un édit de 1710 (26), pour un tout autre motif : « ...Ayant reconnu « que non seulement les personnes privilégiées dans nos Etats, « mais encore la plupart des officiers de Notre Cour et Maison « qui servent actuellement près de Notre Personne, n'ont pas de « juridiction particulière pour leurs causes, étant obligés de « plaider dans les baillages et autres justices intérieures, souvent « fort éloignées du lieu de leur service, auquel ils doivent être « atachés par leurs emplois, de quoi nous avons reçu plusieurs « plaintes. A ces causes... nous avons créé... une Chambre des « Requêtes du Palais dans Notre Bonne Ville de Nancy, auprès « Notre Cour Souveraine... ».

Elle était composée de deux présidents, dix conseillers, un avocat général, un substitut, « six procureurs postulans », un huissier audiencier, un commissaire aux saisies réelles, un curateur en titre, six huissiers et un greffier (27).

Elle pouvait connaître en première instance : de toutes causes personnelles, possessoires et mixtes, des princes et princesses, des officiers de la Couronne, du Grand-Prévôt de la maréchaussée, des officiers du Régiment des Gardes, des conseillers d'Etat, des conseillers de la Cour Souveraine, de la Chambre des Comptes (28), ...en un mot de toutes les personnes privilégiées jouissant du droit de *committimus* et relevant des justices ducaltes (29).

(24) ESMEIN, *op. cit.*, p. 388.

(25) Selon M. ESMEIN.

(26) Edit du 6 juillet 1710, *Rec. des Ord.*, Tome I, p. 701.

(27) *Rec. des Ord.*, Tome I, p. 701.

(28) *Rec. des Ord.*, Tome I, p. 701.

(29) Les professeurs de l'Université de Pont-à-Mousson jouissaient de ce même privilège.

La Chambre des Requêtes pouvait juger en dernier ressort jusqu'à une somme de 150 francs et de 250 francs par provision « nonobstant appel, en donnant bonne et suffisante caution ».

Les juges étaient nobles et bénéficiaient des mêmes privilèges et honneurs que les conseillers de la Cour. Ils portaient la robe rouge.

Des conflits s'élevèrent fréquemment entre cette Chambre et les baillages, ce qui retardait le règlement des litiges et courrouçait les « privilégiés », de telle sorte que, par un édit du 16 novembre 1713, cette Chambre fut supprimée ; sa juridiction fut attribuée à une commission rattachée à la Cour Souveraine, qui nommait tous les six mois cinq de ses conseillers pour siéger dans cette commission (30).

On lit dans le « *Cayer pour laisser à mon successeur* » du duc Léopold : « *On a proposé de faire une Chambre aux Requestes du Palays... il est sure que l'on pourrait, de cette nouvelle Chambre, tirer quelque somme considérable en la composant de deux présidents, dix conseillers, un avocat général et quelques officiers subalternes* » et, plus loin, il ajoute « *on pourrait rendre les charges de robe en finances héréditaires. Pour moy, je ne suis jamais de sentiment d'établir des charges héréditaires* » (32).

Cette commission fut supprimée par l'édit d'octobre 1771 et les affaires furent renvoyées au baillage de Nancy, sauf appel à la Cour Souveraine (32).

Cependant, la nécessité d'une Chambre des Requêtes se faisait sentir, aussi fut-elle rétablie par un édit de septembre 1776.

En 1789, elle était composée de quatre conseillers et d'un président (33). Elle tenait audience les mercredis matin.

Ainsi, en 1781, la Cour Souveraine se trouvait composée de quatre Chambres.

Près de la Cour, ou même faisant partie de la Cour Souveraine, il y avait d'autres institutions judiciaires, dont nous nous bornerons à donner un exposé aussi bref qu'imparfait.

(30) *Rec. des Ord.*, Tome II, p. 16.

(32) Zolton Harsany « *Cayer pour laisser à mon successeur publié et commenté par Zolton Harsany* », Berger-Levrault, 1938, p. 41, 48.

(32) *Rec. des Ord.*, Tome II, p. 491.

(33) M. SALLET, doyen des Conseillers.

SECTION V

LA CHANCELLERIE

Une chancellerie fut établie auprès de la Cour par un édit d'avril 1770 (34) ; cependant, cette expression était en usage en Lorraine très longtemps avant que les ducs n'eussent établi la dignité de chancelier ; « celui qui en faisait les fonctions n'ayant d'autre titre que celui de chef du conseil » (35).

Après le rattachement de la Lorraine à la France, la Cour fut la seule du royaume à ne pas posséder de chancellerie. Cet état de chose ne pouvait durer, étant donné le grand besoin d'argent du trésor royal. L'édit de 1770, essayant de justifier cette création, aussi inutile qu'onéreuse pour les justiciables, disait notamment : « C'est pour assurer leur exécution (des arrêts, commissions, mandements et de tous les actes importants de la Cour) de la manière la plus constante et donner à nos sujets des différents ressorts de nos Cours supérieures la facilité d'obtenir des lettres et expéditions du secours desquelles ils peuvent avoir besoin, qu'il a été établi des chancelleries près de chacune desdites Cours et que nous avons jugé nécessaire d'en créer une près de la Cour Souveraine de Nancy... » (36).

Elle était composée d'un conseiller garde des sceaux, de quatre conseillers secrétaires du roi, audienciers, et autant de contrôleurs, dont la finance des offices s'élevait à 80.000 livres ; de douze secrétaires de chancellerie ; deux conseillers, dont la finance était de 6.000 livres ; un receveur et un chauffe-cire, 6.000 livres ; un porte-coffre, 2.000 livres ; des huissiers, 1.500 livres ; un valet chauffe-cire, 1.000 livres (37).

Un édit de juin 1770 (38), énumérait les privilèges attachés à ces offices, en vue d'obtenir des candidats : les principaux officiers, c'est-à-dire le garde des sceaux, les audienciers, contrôleurs et secrétaires « qui décéderont dans l'exercice de leurs

(34) *Rec. des Ord.*, Tome XII, p. 44.

(35) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, Tome I, p. 181.

(36) *Rec. des Ord.*, Tome XII, p. 44.

(37) RISTON, *op. cit.*, p. 45.

(38) *Rec. des Ord.*, Tome XII, p. 127.

emplois, ou seront démis après vingt ans de service et acquis la vétérance, transmettront à leurs enfants, mâles et femelles, la noblesse au premier degré : jouiront eux-mêmes des prérogatives de noblesse et seront inscrits au catalogue des nobles. sans recherche pour usurpation antérieure à leur provision » (39).

Ils jouissaient sans distinction de grade, du droit de « committimus », de franc salé, d'exemption d'une partie des impôts et « charge de ville et police »... (40).

Les jours d'audience du sceau étaient, en 1789, « les mercredi et samedi de chaque semaine non empêchés, depuis dix heures du matin jusqu'à midi. Lorsqu'il échet une fête lesdits jours, la Chancellerie se tient la veille ». En temps de vacation, l'audience se tenait le mardi qui suit chaque audience publique du Parlement (41).

La Cour Souveraine vit avec déplaisir la création de cette Chancellerie, qui, « loin d'être profitable à l'administration de la justice, devait, au contraire, multiplier les frais, retarder la solution des affaires et augmenter le nombre des personnes privilégiées » (42).

SECTION VI

LA CHAMBRE DES VACATIONS

La Chambre des Vacations est une formation spéciale de la Cour ; elle rend la justice pour les affaires civiles et criminelles, lorsque la Cour ne siège pas. Son but est donc la liquidation des affaires urgentes pendant les vacances de la Cour Souveraine : c'est-à-dire depuis le 25 août jusqu'au premier lundi ou jeudi d'après la Saint-Martin (11 novembre), jour auquel se faisait la rentrée du Palais (43).

(39) RISTON, *op. cit.*, p. 46 ; *Rec. des Ord.*, Tome XII, p. 127.

(40) RISTON, *op. cit.*, p. 47.

(41) *Almanach de Lorraine et Barrois*, 1789, p. 31.

(42) KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 214.

(43) *Almanach de Lorraine et Barrois*, 1789, p. 25.



Joseph-Michel Pierre de Sivry

La Cour annonçait au barreau, sur demande faite par le bâtonnier des avocats, la dernière audience avant les vacances, ainsi que la première de la Chambre des Vacations.

Cette Chambre était composée d'un président-à-mortier, sept conseillers de la Grand'Chambre, dont un conseiller clerc (44), et de cinq conseillers des Enquêtes (45).

La Lorraine possédait en marge de la Cour Souveraine quelques institutions judiciaires à but charitable : l'avocat des pauvres créé, en 1506, par le duc René II, la Chambre Royale des consultations et la Confrérie de la Miséricorde.

SECTION VII

LES INSTITUTIONS JUDICIAIRES LORRAINES A BUT CHARITABLE

La confrérie de Saint-Yves et de Saint-Nicolas, dite aussi confrérie de la Miséricorde (46), érigée dans la chapelle de l'auditoire de l'ancien hôtel de ville, puis à Saint-Sébastien et enfin dans la chapelle du Palais de Justice, avait été autorisée par le duc Henri, le 13 juin 1613 (47).

Elle avait pour but, outre la sanctification de ses membres, le soulagement et la moralisation par la religion, des prisonniers et des condamnés à mort, et la défense gratuite des affaires des pauvres.

Elle n'admettait pas dans son sein que des gens de loi. On lit dans les statuts de 1613, imprimés par Pierre Antoine, en 1757 : « Pourront être reçus en cette confrérie, non seulement messieurs les juges, avocats, procureurs, solliciteurs, clercs et

(44) Des lettres patentes du 20 avril 1778 permettent aux deux conseillers clercs du Parlement de se remplacer l'un l'autre en cas d'empêchement.

(45) *Almanach de Lorraine et Barrois*, 1789, p. 25.

(46) LEPAGE, *Les Communes de la Meurthe*, II, p. 182.

Espérance, numéros des 29 septembre et 12 octobre 1852.

PFISTER, *op. cit.*, Tome III, p. 858.

J. S. A. L., 1857, p. 235 à 257 ; 1862, p. 138 à 144 ; 1863, p. 121 à 124.

M. S. A. L., 1869, p. 194.

(47) Le 4 décembre, Jean des Porcellets, évêque de Toul, érigea canoniquement la confrérie, confirma ses statuts primitifs et accorda annuellement à perpétuité, à tous les confrères qui assisteraient à la messe qui se dirait à la chapelle de l'auditoire de Saint-Yves et de Saint-Nicolas, quarante jours d'indulgence.

autres officiers de Justice residens audit Nancy, qui auront cette dévotion, mais aussi toutes personnes de l'un et l'autre sexe pourvu qu'elles soient de bonne réputation et sans reproche » (48).

Le bureau de la confrérie était composé d'un supérieur appelé « Maître de la Confrérie », deux conseillers, un ou plusieurs avocats et procureurs des pauvres et des prisonniers, un receveur et son secrétaire. Ils étaient élus le jour de la Saint-Yves (19 mai), après les vêpres, dans la salle du palais. Ils devaient s'assembler, une fois par mois, pour traiter des affaires de la confrérie et les statuts de 1761 portent qu'il y aura au moins une réunion hebdomadaire pour consulter les affaires contentieuses des pauvres, après rapport de l'avocat chargé de les défendre.

Outre la défense gratuite des indigents, la confrérie avait organisé des secours religieux et matériels pour les prisonniers.

Quant aux ressources, elles se composaient des offrandes apportées à l'entrée de la confrérie et du produit des quêtes annuelles. Selon les statuts de 1613, chaque nouveau confrère devait donner la somme qu'il lui plaisait, mais il était obligé de verser annuellement deux francs à l'œuvre.

Il existait un tableau patronal de la confrérie de la Miséricorde représentant les deux grands saints, il se trouvait dans la chapelle de la Cour et, au XIX^e siècle, avait été donné par le département au musée lorrain. Restauré en 1862 (49), il périt malheureusement dans l'incendie du musée, en juillet 1871, mais il en reste une excellente gravure de Thierry.

Les procès des pauvres s'étaient tellement multipliés que les avocats de la Miséricorde n'y pouvaient plus suffire. Aussi Stanislas créa-t-il une Chambre Royale des Consultations, par une

(48) Les statuts furent réimprimés avec des modifications, par Antoine, en 1761.

(49) Louis Lallement adressa, en 1862, à tous les avocats et avoués en exercice près de la Cour, une circulaire dont le titre était : « *Souscription pour la restauration du tableau patronal de l'Ancienne Confrérie de Saint Yves et de Saint Nicolas ou de la Miséricorde, établie à Nancy* ».

Il fallait trouver 200 francs pour la réparation du tableau. La souscription rapporta 286 francs, mais la dépense ayant été de 286, 38 francs, il y eut un déficit de 38 centimes. Dans la dépense, on remarque qu'une somme de 50 francs fut payée à Emile Thierry, graveur pour la planche représentant le tableau de Remond Constant et une autre de 7,98 à Auguste pour le tirage des cinquante-sept gravures distribuées aux souscripteurs, dont nous possédons un exemplaire.

déclaration, en date du 20 juillet 1750 (50). Elle était composée de cinq avocats ayant deux milles livres de pension chacun.

Ceux-ci donnaient gratuitement leur avis aux pauvres qui voulaient se pourvoir en appel au Parlement, des jugements de première instance.

En effet, la Cour n'admettait les appels des indigents que s'ils pouvaient justifier préalablement de la consultation suivie d'un avis favorable, de cette Chambre. Cette formalité voulait empêcher les indigents d'entreprendre de mauvaises causes « et en succombant sous le poids d'un jugement d'augmenter leur misère ».

Cette Chambre des Consultations s'assemblait tous les jours, sauf pendant les vacances, de huit heures à onze heures et de deux à cinq heures (51).

Avant l'établissement de la confrérie de la Miséricorde et de la Chambre des Consultations, il existait, en Lorraine, un avocat des pauvres chargé des fonctions charitables qui furent confiées plus tard à plusieurs personnes, comme nous venons de le voir.

On lit à ce sujet dans les comptes du Receveur Général pour les années 1506-1507 : « Le seigneur roi (René II) a de nouvel retenu son conseiller maistre Gérard de Saint Thiébault, dit Loupve, docteur es drois, en office d'avocat et de conseiller des pauvres du duchié de Lorraine pour relever de dispens les opprimés et soustenir les personnes misérables en justice en leur bon droit que pour leur pauvreté et indigence n'ont pas puissance de ce faire et il y a pension de cinquante francs par chacun an » (52).

Avec cette institution charitable s'achève l'exposé consacré à l'organisation de la Cour. Dans ce chapitre, nous nous sommes surtout attaché à montrer les originalités de la Cour Souveraine, sans faire une description détaillée de son organisation, semblable à celle de tous les Parlements de France, puisque copiée sur eux.

(50) *Rec. des Ord.*, Tome VIII, p. 176.

(51) LIONNOIS, *op. cit.*, Tome I, p. 350.

Almanach de Lorraine et Barrois, 1789, p. 50.

(52) LEPAGE, *op. cit.*, Tome II, p. 184.

CHAPITRE II

LA DISCIPLINE GENERALE DE LA COUR

Peu de temps avant sa disparition, la Cour Souveraine était donc composée de quatre Chambres successivement formées et qui furent modifiées de nombreuses fois comme nous venons de le voir.

Mais, malgré sa division en Chambres, la Cour constituait un corps unique, et possédait de ce fait un seul règlement intérieur. Nous possédons quelques édits et de nombreux arrêts de la Cour, surtout en matière de préséance, qui serviront de base à cette étude très brève.

La Cour Souveraine devait veiller, en principe, à la discipline générale de ses membres et sanctionner, si besoin était, tous leurs manquements.

A cet effet, les greffiers tenaient un registre de présence des magistrats (1), vérifié et visé à la fin de chaque séance par le président. Cette mesure avait originairement pour but de supprimer les gages aux absents sans « légitime empêchement », au profit des présents.

Si un magistrat manquait pour une cause légitime, la maladie par exemple, il devait faire prévenir le président (2).

Une délibération de la Compagnie sur la discipline et la conduite des officiers était envoyée deux fois par an au chancelier. Le procureur général requérait toute mesure afin de conserver le « bon ordre et le maintien des règles » (3).

(1) *Rec. des Ord.*, Tome XII, p. 491 ; Edit de 1771.

(2) *Rec. des Ord.*, Tome XII, p. 491.

(3) *Rec. des Ord.*, Tome XII, p. 491.

Les incidents entre magistrats de la Cour étaient fort rares ou plus exactement s'il existait des dissensions à l'intérieur de la Compagnie, elles étaient réglées dans son sein, sans aucune publicité, de telle sorte qu'elle se présentait toujours comme très unie vis-à-vis du public.

Mais, il y avait certainement des inimitiés et des jalousies, sources de toutes sortes d'incidents légers, que le premier président s'efforçait de régler à l'amiable comme nous le prouvent les quelques lettres des conseillers que nous avons pu trouver. Quelquefois, cependant, les présidents entraient en conflit avec les conseillers : le 17 septembre 1699, le président Serre s'opposa à une délibération de la Cour (4). Le 31 mai 1698, la Cour indignée rendit un arrêt contre le premier président de Mahuet et le sieur Canon, conseiller clerc, car ils avaient été obligés de faire intervenir le duc lui-même pour imposer une décision banale en matière de préséance.

Il est amusant de contrôler que cette résolution n'a pas été inscrite sur les registres de la Cour, contrairement aux usages établis, mais sur une feuille séparée, en forme de procès-verbal. Il est probable qu'elle eût peur des réactions de l'homme qu'elle traitait par ailleurs de magistrat « manquant de caractère ! » (5).

Une autre délibération de 1704 nous montre qu'il existait bien quelques différends entre conseillers et présidents au sujet de la distribution des procès, de la signature des arrêts et du taux des épices ; les conseillers avaient même nommé quatre d'entre eux « pour traiter avec lesdits présidents par les voyes les plus honnêtes qu'il se pourrait ; et, cependant, comme il s'était trouvé plusieurs procès qui n'étaient distribués, ce qui arrêta le cours de la Justice, elle décidait que la répartition serait faite par le doyen » des conseillers.

C'est surtout à propos des conflits de préséance, qui empoisonnèrent les derniers siècles de l'ancien régime, que se révèle toute la morgue des parlementaires.

(4) Délibération du 17 septembre 1699.

(5) Résolution du 31 mai 1698.

La Cour Souveraine tenait une des premières places dans le duché, aussi faisait-elle partie de toutes les manifestations officielles.

Le président Bourcier, pour ne citer qu'un exemple tiré de son journal, écrit en 1720 : « La Cour est allée en corps et en « robes rouges à la procession de la Victoire, la veille des rois. « S. A. R. y était. De même, le 27 août 1719, elle avait assisté à « la procession du Saint-Sacrement à la vieille ville, faite pour « réparation d'un vol sacrilège, fait la veille de l'Assomption « dans l'Eglise des Cordeliers, par un scélérat inconnu qui déroba « le ciboire rempli d'hosties consacrées qui furent répandues sur « pavé » (6).

Imbue de ses prérogatives, la Cour Souveraine estimait que les premières places lui revenaient de droit, dans les manifestations officielles, d'où de nombreux conflits de préséance. C'est ainsi, qu'en 1715, la Cour, se rendant à la Primatiale pour la procession de la Victoire, trouva les stalles de droite du chœur occupées par les chanoines (7), le président de Mahuet les fit déguerpir, et la Cour s'installa à leur place (8).

De même une résolution du 18 août 1698, nous apprend que la Cour était allée en corps complimenter S. A. S., arrivée depuis peu « dans sa Bonne Ville de Nancy ». Elle fut reçue « avec « toutes les marques de bonté et bienveillance possible de la « part de S. A. S., laquelle fut ensuite pareillement complimentée « par ces messieurs de la Chambre des Comptes du bailliage et « de l'Hôtel de Ville, chacun dans leur ordre ».

« Et sur ce que la Cour fut informée que les siens de la « Primatiale et Saint-Georges contre l'ordre et le respect dû à « la Cour s'étaient présentés et avaient trouvé moyen d'avoir « audience de S. A. auparavant la Cour, il fut résolu qu'il en « serait mandé deux des plus anciens de chaque corps pour être « avertis de leur devoir et de ne plus tomber à l'avenir en pareille « faute. Ce qui ayant été exécuté, et deux de chacun de ces corps « ayant été mandés s'en excusèrent, promirent que pareille chose

(6) *Journal du président Bourcier*, p. 65.

(7) Il était d'usage que la cour occupe à l'église les stalles de droite du chœur.

(8) LEPAGE, *op. cit.*, Tome II, p. 130.

« ne leur arriverait plus et prièrent M. le premier président « d'interposer ses bons offices auprès de la Cour, de quoy la « Cour voulut bien se contenter » (9).

Pierre BOYÉ nous conte un autre incident qui se produisit à l'occasion d'un service à la Primatiale, pour la mort du Dauphin : « ...chacune de son côté, les deux Compagnies s'étaient assemblées, puis, averties que l'office allait commencer, s'étaient mises en marche, escortées, l'une du prévôt général de la maréchaussée et de ses cavaliers, l'autre d'une brigade de ce même corps. Le Parlement s'était présenté le premier à la porte de la Primatiale, où un député du chapitre, en rochet et en canail, attendait pour présenter le goupillon au premier président : mais les gardes du corps de S. M. étaient rangés sur deux haies tout le long de la nef. L'officier qui commandait le détachement s'opposa à ce que l'escorte de la maréchaussée pénétre dans l'église, en tête de la Cour. Le premier président fit valoir les prérogatives de la Compagnie : l'officier persiste dans son refus. Une discussion suivit, finalement la Cour se retira. On s'efforça par la suite de pallier l'incident dans une circonstance aussi solennelle » (10).

Jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, la Cour avait le pas sur la Chambre des Comptes, lorsqu'elle assistait à une cérémonie, mais ce n'avait pas été sans lutte contre les entreprises de la Chambre qui avait obtenu de se tenir à la gauche de la Cour lors de la procession de l'Assomption. La Cour en avait été très mortifiée !

Nous ne citerons pas tous les incidents de préséance qui se sont produits : ils rempliraient par leur liste fastidieuse de nombreuses pages ; nous n'avons voulu donner que quelques exemples de ce sentiment très éveillé de la hiérarchie qui animait les magistrats d'autrefois et les rendait souvent hautains et tracassiers.

Une morgue dédaigneuse semblait être, alors, le seul et le meilleur moyen d'assurer la dignité des fonctions.

Le premier président avait seul le droit d'assembler les Chambres : elles se réunissaient, d'ailleurs, tous les jours : le matin,

(9) Résolution du 18 août 1698.

(10) *M.S.A.L.*, 1898, Pierre BOYÉ, « *Les derniers moments du Roi Stanislas* », p. 237.

à huit heures et demie, depuis Saint-Nicolas jusqu'à Quasimodo, et à sept heures et demie, depuis Quasimodo jusqu'à la Saint-Louis ; en d'autres termes, elles s'assemblaient une heure plus tard l'hiver (11).

La Cour « n'entrait de relevée » que quatre fois par semaine avant Pâques et trois fois après, de deux heures et demie à cinq heures.

La première demi heure, ajoute la déclaration de 1773, était employée au rapport des requêtes.

Mais la Cour ne siégeait pas toute l'année. Pendant les vacances c'était à la Chambre des Vacations qu'était confié l'examen de toutes les affaires urgentes. Pratiquement, elle remplaçait la Cour du 25 août à la Saint-Martin.

Ses vacances étaient nombreuses et correspondaient en général à des fêtes religieuses : elle vaquait le lundi qui précède la Quinquagésime, le lundi et le mardi qui la suivent, ainsi que le jour des Cendres.

Les magistrats ne se rendaient pas au palais du dimanche des Rameaux à celui de Quasimodo, le matin de tous les jours des Rogations, le jour de l'Ascension, le lundi de Pentecôte, le jour de la Fête-Dieu, celui de l'Octave « de relevée seulement, à moins que le jour ne soit fêté » (12).

Il en était de même pour les jours suivants.

Au mois de janvier ...	le 1 ^{er} et le 2.
Au mois de février ...	le 2.
Au mois de mars	le 25 (Annonciation).
Au mois d'avril	le 25 le matin seulement.
Au mois de juin	le 24 (Saint-Jean).
	le 29 (Saint-Pierre et Saint-Paul).
Au mois d'août	le 15 et le 16.
Au mois de décembre .	le 6 et le 8.
	le 24, le 25 et le 26 (13).

(11) *Almanach de Lorraine et Barrois*, 1789.

(12) *Almanach de Lorraine et Barrois*, 1789.

(13) *Almanach de Lorraine et Barrois*, 1789.

La nouvelle année judiciaire commençait toujours par l'audience solennelle de rentrée. Le procès-verbal de la séance de rentrée du 13 novembre 1788 nous décrit cette cérémonie (14). « Messieurs les présidents revêtus de leurs robes rouges et manteaux fourrés, tenant leurs mortiers à la main et messieurs les conseillers, gens du roi et greffiers en chef revêtus de leurs robes rouges et chaperons fourrés, étant assemblés, environ dès neuf heures du matin, en la Chambre du Conseil dite la Salle des Princes, les secrétaires de la Cour sont venus annoncer que tout était prêt pour la célébration de la messe du Saint-Esprit. La Cour, précédée de ses huissiers, s'est rendue dans la grande salle d'audience où se trouvait un grand concours de monde et dans le fond de laquelle, à l'opposite des hauts sièges, on avait élevé un autel et en face on avait établi, selon l'usage, une enceinte formée de bancs couverts de tapisseries semées de lys dont le parquet était aussi couvert d'un tapis pareil, ladite enceinte gardée en dehors par la maréchaussée sous les armes, et tous ces Messieurs ayant pris leurs places, la messe du Saint-Esprit a été dite et chantée par M. l'évêque de Nancy, assisté de plusieurs chanoines de la cathédrale et suivant le cérémonial ordinaire, le bas chœur et la musique placée derrière l'autel dans l'antichambre, dont toutes les portes étaient ouvertes ».

« La messe finie, la Cour, après être entrée pour quelques instants dans la Chambre du Conseil, l'audience ayant été annoncée, s'est de nouveau rendue en la grand'salle où les officiers du bailliage étaient placés au parquet, et ayant pris place aux hauts sièges, M. Alexandre - Charles - Hubert Charvet, premier avocat général, a pris la parole ».

Ces discours de rentrée solennelle du palais sont des chefs-d'œuvre de cette éloquence emphatique si chère à nos aïeux du XVIII^e siècle. On s'en rendra compte en lisant le recueil des discours qui furent prononcés à ces occasions (15). Les sujets étaient en général abstraits et philosophiques : en 1705, Bourcier de Villers développe dans son discours « le devoir des juges et des avocats », en 1706, il prouva que « l'exercice de la Justice

(14) KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 380.

(15) Actions Publiques faites aux ouvertures de la Saint-Martin, 1715.

est l'image de la guerre » et l'année suivante que « la Justice ne doit avoir pour objet que la paix des particuliers, comme la guerre, la paix de l'Etat... ».

De nos jours, les magistrats du parquet choisissent le plus souvent pour sujet la vie d'un grand magistrat, l'étude d'une de nos anciennes institutions judiciaires ou d'un point de législation.

Jusqu'en 1715, la Cour siégea dans l'auditoire de l'hôtel de ville, situé alors sur notre place actuelle du Marché. Ce bâtiment qui servait à la fois d'Hôtel de Ville et de Palais de Justice, et qui abritait également la Chambre des Comptes, le bailliage et la prévôté, avait été construit par Jean Vincent, trésorier général de Lorraine et vendu par lui en 1519. En 1750, Stanislas acheta, pour en faire le Palais de Justice, l'hôtel de Craon, place de la Carrière, construit par Boffrand, en 1716 ; la Cour Souveraine y tint sa première séance le 15 novembre 1751 et y siégea jusqu'à sa suppression.

CHAPITRE III

LES CHARGES PARLEMENTAIRES EN LORRAINE

Après une étude sur l'organisation interne de la Cour Souveraine, nous devrions parler des charges parlementaires, c'est-à-dire du personnel de la Cour, si le sujet ne dépassait par son ampleur le cadre limité de cette étude : aussi nous bornerons-nous à en présenter quelques aspects.

SECTION I

LES PRESIDENTS

L'autorité incontestable que la Cour exerça en Lorraine est due particulièrement au choix de ses chefs qui, bien qu'ils aient en principe représenté le duc, surent toutefois sauvegarder l'intérêt public.

Le premier président était le chef de la Cour Souveraine et il avait « voix et rang » de conseiller d'Etat. Représentant le duc auprès du Parlement, il représentait également ce dernier auprès du duc : alliance difficile de devoirs différents et le plus souvent contraires. Mouvoir et arrêter une Compagnie jalouse de ses privilèges, tout en faisant respecter la suprématie du prince, sans compromettre la dignité de la justice et les traditions politiques, tel était l'équilibre que ce haut magistrat devait conserver. Il semble superflu de dire que tous les hommes qui se succédèrent à ce poste furent remarquables. Ils se distinguèrent, non seulement par la manière dont ils exercèrent leur profession, mais aussi par l'habileté avec laquelle ils remplirent les missions diplo-

matiques ou administratives que les ducs leur confièrent. Neuf magistrats occupèrent successivement cette haute charge. Le premier fut Humbert de Gondrecourt ; le second Nicolas Gervaise ; puis vinrent Claude-François Canon, baron de Briey ; Jean-Baptiste de Mahuet, Baron du Saint-Empire ; Jean-Léonard Bourcier, baron de Moineville ; le comte François de Gondrecourt ; le comte Claude d'Hoffelize ; Jean-Charles Labbé du Rouvrois et de Coussey, et, enfin, Joseph-Michel de Cœurderoy, marquis d'Aulnoy (1).

Le premier président avait douze milles livres de gages par an, alors que les présidents-à-mortier n'en touchaient que la moitié (2). Il avait droit à toutes sortes d'honneurs particuliers et cumulait les privilèges de son rang et ceux des conseillers.

A son avènement, la ville faisait frapper une médaille commémorative en argent.

Pour son décès, toute la province portait le deuil et les cloches des églises de Nancy sonnaient le glas. « Quand mourait un premier président du Parlement, toutes les cloches de la ville sonnaient ensemble le glas funèbre. A Nancy, les cloches sonnèrent, pour la dernière fois, le 26 mars 1789, quand mourut, à l'âge de quatre-vingt-quatorze ans, le premier président, messire Jean-Charles Labbé, comte du Rouvrois et de Coussey. C'était la fin d'un vieil usage, les cloches n'annonçaient-elles pas, aussi, le jour de la mort prochaine des Parlements » (3).

Rappelons brièvement ce que fût le dernier président du Parlement de Nancy (4) : jurisconsulte instruit, homme du monde accompli et causeur charmant, le président Cœurderoy fut un des derniers représentants de cette société brillante du XVIII^e siècle.

Nous considérons le président de Cœurderoy comme Lorrain, quoique appartenant à une ancienne famille du Parlement de Bourgogne. N'épousa-t-il pas, à Sorneville, le 22 septembre 1760,

(1) *Biographie de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois et du Parlement de Nancy*, par le comte A. DE MAHUET, Nancy 1911.

(2) *Rec. des Ord.*, tome XII, p. 487.

(3) Sadoul, *Le magistrat d'autrefois et celui d'aujourd'hui*.

(4) Ces renseignements proviennent de la très intéressante publication de la Baronne de La Chaise, née de Riocour, intitulée : « *Histoire d'un château de Lorraine, la seigneurie d'Aulnoy-sur-Seille* », parue en 1910 dans l'*Autrasie*, 4^e volume, I.



Michel-Joseph de Cœurderoy.

Françoise-Renée Baudoin de Pléneuf, fille d'Henri-Denis (5) et de Marie Baudoin de Pléneuf, n'était-il pas seigneur de Craincourt, Ajoncourt, Einville et marquis d'Aulnoy-sur-Seille ? (6) conseiller au Parlement de Bourgogne, il fut nommé premier président de la Cour Souveraine après la démission de Labbé de Rouvrois, le 2 mai 1767, et reçu par la Cour, le 23 juin suivant.

Ce jeune magistrat n'avait que vingt-neuf ans, de sorte que l'on violait, en sa faveur, l'usage toujours observé de ne nommer à cette charge qu'un magistrat de trente-cinq ans.

D'un esprit fin et délié, d'un caractère aimable et insinuant, le nouveau président sut bientôt gagner la confiance des magistrats de la Cour.

Il fut nommé, le 2 mars 1771, conseiller garde des sceaux en la chancellerie établie près de la Cour et créée par l'édit d'avril 1770.

Il s'en fallut de peu qu'il ne quittât la Cour Souveraine de Lorraine pour être appelé à Paris, comme garde des sceaux, tellement il était connu et apprécié en haut lieu.

En 1787 et en 1788, il dut séjourner assez longtemps à Versailles, siégeant à l'assemblée des notables. Même en dehors de cette période, sa correspondance officielle et privée a de l'intérêt, par le nombre et la personnalité de ses correspondants ; ce sont, non seulement les ministres et les secrétaires d'Etat, mais encore M^{me} Adelaïde de France (7) qui s'adressait couramment à lui afin de le rendre dépositaire de ses libéralités et de ses aumônes en Lorraine : pauvres honteux, nobles ruinés se font recommander.

Ce commerce de lettres avait lieu par l'intermédiaire de M. de Pommery, secrétaire de ses commandements.

En parcourant sa correspondance, on rencontre le nom de Buffon qui lui adresse une épreuve de son fameux discours de

(5) Henri-Denis Baudoin épousa Marie-Françoise de Rutant, il était seigneur de Sorneville, il rendit foi et hommage pour cette seigneurie, le 22 janvier 1772.

(6) Le marquisat d'Aulnoy, érigé par lettres patentes du 16 décembre 1726 appartenant à la famille des Armoises ; il fut vendu, le 7 mars 1772, au président de Cœurderoy pour la somme de 340.000 livres, faisant au cours de France 263.225 livres 165, 1 denier, plus diverses charges. Ce contrat fut passé à Nancy à l'hôtel de Vitrimont.

Ce magnifique château avait été construit par Boffrand, et de Cœurderoy mit par écrit les grands projets qu'il formait pour l'agrandir et l'embellir.

(7) Madame de France l'en remercia en lui envoyant son portrait.

réception à l'Académie Française « *Discours sur le Style* ». On y remarque également les signatures de Beauvau, Briey, du Châtelet, Choiseul, Miroménil, Necker, Ormesson, Salm-Salm...

Cœurderoy avait été en relation avec trop de personnages marquants pour ne pas laisser par écrit des souvenirs intéressants et même curieux.

Le journal de sa vie laisse deviner chez lui l'intelligence très vive, l'amour du travail et du bien public, qui semblent être le double trait de son caractère.

Agé, et surtout très malade, il put passer à Nancy le temps de la tourmente révolutionnaire, simplement gardé à vue dans son hôtel (8). On l'appelait alors Cœurdeloi. Il mourut au château d'Einvile (9), le 26 octobre 1800 (10).

Mais, quel était le statut juridique du premier président ? On sait qu'il est traditionnel d'opposer la situation du commissaire à celle de l'officier, le premier étant seul révocable. Il faut avouer qu'en face de cette distinction, on est embarrassé pour qualifier la position exacte qu'occupe, en Lorraine, le premier président.

En France, il n'y avait pas d'office de premier président, mais ce dernier était à la fois *officier*, puisqu'il devait posséder un office de judicature, et *commissaire*, car le roi choisissait avec soin celui qui se trouvait être son intermédiaire naturel entre la Cour et lui. De plus, il lui expédiait une commission pour tenir sa charge, et de la sorte était révocable.

En Lorraine, cette distinction avait une portée moins grande puisque les offices de la Cour n'étaient ni vénaux, ni héréditaires.

Mais, cependant, il y a lieu de considérer la situation juridique du premier président avant et après l'édit du 16 septembre 1721.

Avant cet édit, la qualité de premier président était attachée à l'ancienneté. En effet, la Cour Souveraine, déclare l'édit de 1721, « n'ayant compris que deux offices de président (à mortier), qui devaient présider chacun à l'une des séances de ladite Cour, sans

(8) A son arrivée à Nancy, il avait acheté, de M. de Spada, le pavillon oriental de la Carrière, numéro 38 de nos jours.

(9) La terre d'Einvile avait été achetée par lui après la mort du duc Léopold ; elle fut confisquée par la nation et restituée par la suite.

(10) De son mariage, il ne laissa que deux filles dont l'une Henriette épousa Nicolas-François, comte de Riocour.

que l'un des deux ait eu, par les mêmes édits, la qualité de premier président et sans qu'ils aient eu aucune prééminence ou prérogative entre eux que celle de l'ancienneté de leur nomination au réception auxdits offices ; et comme depuis notre heureux avènement dans nos Etats nous avons réuni les deux séances en une, pour être tenu en notre bonne ville de Nancy, les choses à l'égard desdits offices de présidents sont restées dans le même état, en sorte que celui des deux qui était le plus ancien en réception a fait les fonctions de premier président, et quand son office est venu à vaquer, nous l'avons fait remplacer par celui qui le suivait... » (11).

Le premier président était donc un officier : il possédait un office de président-à-mortier. Etait-il également un commissaire ? Il ne semble pas possible de le dire, car, d'une part, il était inamovible et, d'autre part, la fonction de premier président n'étant pas véritablement créée à cette époque, c'était le plus ancien président-à-mortier qui devenait automatiquement chef de cette Compagnie Souveraine.

L'édit du duc Léopold, en date du 26 septembre 1721, confirme notre opinion ; en effet, il déclare : « ...mais comme il est important pour le bien de notre service, le bon ordre de la justice et l'honneur de cette Compagnie qu'il y ait un officier qui porte la qualité de premier président et qui soit le chef perpétuel de ce corps sous notre autorité, indépendamment de tout ordre de réception, nous avons résolu d'y pourvoir. A ces causes,créons et établissons un *état et office* de premier président en notre Cour Souveraine de Lorraine et Barrois qui sera le chef perpétuel de la Compagnie dont nous réservons à nos successeurs ducs, la libre et entière *disposition à chacune vacance*, pour par celui qui sera par nous et les ducs nos successeurs, pourvu dudit office et Etat, en jouir aux honneurs, prérogatives, autorités, prééminences, privilèges, droits, fonctions, fruits, profits, revenus, émoluments et aux gages dont jouissait ci-devant le plus ancien des dits présidents (à mortier) en ordre de réception... »

Léopold érige donc cette fonction de premier président en un office, qui n'était ni vénal, ni héréditaire, comme tous les

(11) *Rec. des Ord.*, Tome II, p. 505.

offices de la Cour Souveraine. De même, le premier président n'était pas un commissaire, car il était inamovible ; c'est ainsi que, lors de la suppression des jésuites, nous avons pu remarquer tous les détours employés par le gouvernement, pour écarter le premier président du Rouvrois, qui se montrait hostile aux projets gouvernementaux : on lui fit un pont d'or et on lui donna les titres de conseiller d'Etat et de premier président honoraire en échange de quoi il donnait sa démission.

Les présidents-à-mortier venaient après le premier président dans l'ordre des préséances et de la prérogative. En 1789, ils étaient au nombre de six (12) : à l'origine, Charles IV n'avait créé qu'un office de président-à-mortier, mais les édits de 1720 et 1771 augmentèrent successivement leur nombre.

Ils avaient, tout comme le premier président, un droit égal à la qualification de messire, titre important, réservé aux plus hautes dignités.

Ces fonctions élevées, qui donnaient à leurs titulaires le droit de présider le Parlement dans ses différents services, comptèrent parmi ceux qui en furent revêtus, les personnages les plus capables.

Ils portaient, tout comme les membres de la Cour, la robe de cérémonie rouge écarlate et, en outre, à cause de leur dignité particulière, fourrée d'hermine, avec un manteau identique et un cercle d'or au mortier ; le premier président avait, en plus, deux cercles à son mortier et trois agrafes d'or sur l'épaule gauche du manteau.

SECTION II

LES CONSEILLERS

KRUG-BASSE parle peu, dans son « *Histoire du Parlement* », des conseillers, de leurs travaux, de leurs occupations et de leurs relations. Nous savons que pour décrire l'état d'esprit, la manière de vivre à cette époque, il faut trouver des documents ; or, n'ou-

(12) de Vignerot, de Sivry, Doré de Crépy, Rouot de Flin, Collenel, de Fisson du Montet.

Almanach de Lorraine et Barrois.

blions pas que la Lorraine, pendant de nombreuses années, a subi l'occupation et les désastreuses dévastations causées par les guerres ; en conséquence, les familles ruinées ont perdu presque tout ce qu'elles possédaient : archives, lettres et documents de famille ; or, c'est là que l'on peut étudier leur vie familiale, ainsi que dans leurs journaliers et leurs « livres de raison ».

Que nous reste-t-il ?

- Les journaliers de la famille de Marcol (13) ;
- Le journal d'un bourgeois de Nancy (14) ;
- Le journal du président Bourcier (1649-1726) ;
- Mémoires de François de Châteaufort et journal d'Aune de Senturier, sa femme (15) ;
- Journal du libraire Nicolas (16) ;
- Journal manuscrit de Durival (14 volumes).

La Cour Souveraine comportait deux sortes de conseillers : les conseillers d'honneur et les conseillers proprement dits.

§ I. — Conseillers-Prélats, Conseillers Chevaliers-d'Honneur

Le duc Charles IV, voulant donner plus de prestige à sa Cour Souveraine, imita les rois de France en créant, par une ordonnance du 28 janvier 1667, un office de conseiller prélat (17).

Ce n'était qu'un premier pas dans ses projets qui consistaient à créer également un office de conseiller-chevalier d'honneur. Le duc Léopold continua l'œuvre de Charles IV en donnant entrée à la Cour, en qualité de conseillers-prélats et de conseillers-chevaliers, à plusieurs prélats, seigneurs et princes de sa maison.

Mais, par un édit de 1720 (18), il supprima les places de conseillers-chevaliers pour les attribuer d'office aux trois premiers grands-officiers de sa couronne : le Grand Maître de son Hôtel, le Grand-Chambellan et le Grand-Ecuyer. Le préambule de cet édit justifie cette réforme : « Désirant illustrer une Compagnie

(13) Edités par le comte A. DE MAHUET, *M. S. A. L.*, 1909.

(14) *B. S. A. L.*, 1856.

(15) *M. S. A. L.*, 1898 et 1900.

(16) *M. S. A. L.*, 1899.

(17) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, Tome I, p. 446.

(18) *Rec. des Ord.*, II, p. 360.

qui est le principal tribunal de nos Etats, nous avons cru qu'il serait plus honorable d'y admettre ceux des grands et principaux officiers dont les emplois attachés à notre couronne subsistent toujours indépendamment de la vie et de la mort de celui qui le porte ».

Le roi Stanislas, par un édit du 29 novembre 1742 (19) suivit l'exemple du duc Léopold et y affecta pareillement les places de conseillers-prélats qui avaient été portées à trois par un édit du duc Léopold du 10 mai 1728 (20).

Stanislas augmenta et fixa le nombre des conseillers-prélats à quatre par un édit du 29 avril 1765 (21). Ce même édit en fixait la hiérarchie : le premier rang était attribué à l'évêque de Toul ; le second au primat ; le troisième au grand prévôt de Saint-Dié ; enfin, le grand doyen de la Primatiale occupait la dernière place dans la hiérarchie des conseillers-prélats.

En 1789, les places de conseillers d'honneur étaient ainsi pourvues (22) :

Conseillers-prélats :

- Etienne-François-Xavier Desmichels de Champorcin, évêque, comte de Toul ;
- Louis-Henri de la Fare, évêque de Nancy, primat de Lorraine ;
- Louis-Martin de Chaumont de la Galaizière, premier évêque, comte de Saint-Dié ;
- Marc-Antoine de Mahuet de Lupcourt, grand doyen de la Primatiale.

Conseillers-Chevaliers d'honneur :

- Le Prince de Beauvau ;
- Le Comte de Custine d'Aufflance (23).

(19) « *Exposition des lois, actes et monuments authentiques...* », *op. cit.*, p. 80.

(20) *Rec. des Ord.*, III, p. 279.

(21) *Rec. des Ord.*, Tome X, p. 388.

(22) *Almanach de Lorraine et Barrois*, 1789.

(23) Il y avait un troisième conseiller-chevalier, dont nous n'avons pas pu retrouver le nom.

§ II. — Les Conseillers Clercs et Laïcs

Ces conseillers-clerics et laïcs formaient la partie la plus nombreuse du Parlement et servaient alternativement dans les différentes chambres (24).

Ils étaient nommés par le souverain qui accordait aux promus des lettres de provision. La compétition était grande lorsqu'un officier venait à mourir, et les requêtes affluaient avant même que le magistrat à remplacer ne soit mort.

C'est ainsi que Grandemange écrit au duc de Lorraine la lettre suivante :

« J'ai appris que différentes personnes voyans que le Sieur Cueillet de Villey, conseiller en votre Cour Souveraine, est attaqué d'une maladie mortelle, prennent des précautions pour obtenir son emploi, au cas que Dieu dispose de lui, c'est ce qui m'oblige, Monseigneur, de supplier très humblement votre Altesse de vouloir faire attention que j'exerce depuis dix-sept ans une charge de conseiller en ladite Cour sans en percevoir les émoluments...

J'ai eu la mortification de voir passer à d'autres les revenus de dix à douze charges qui ont vauqué dans la Cour depuis ma réception... » (25).

Le magistrat pourvu des lettres de provision adressait à la Cour une requête, car il fallait obtenir l'assentiment de ces parlementaires jaloux de leur dignité et subir un examen toujours redouté des jurisconsultes les plus expérimentés.

Ainsi, le sieur Bousmard subit cet examen, en 1664, comme le rapporte le registre des résolutions de la Cour Souveraine :

« *12 Septembre 1664.* — Il a été résolu de faire droit sur sa demande, il subirait l'examen ; et à l'instant qu'il lui a été mis en main un procès pour en faire le rapport et celui rapporté il lui a été donné une loy ».

« *16 Septembre 1664.* — Le sieur Bousmard ayant été interrogé sur la loy et trouvé capable, il a été résolu qu'il serait reçu, en ladite charge de conseiller, vacante par la mort de....., à condi-

(24) A savoir, de la Grand'Chambre à la Tournelle, puis aux Enquêtes et de nouveau à la Grand'Chambre.

(25) Lettre manuscrite, Archives départementales de Meurthe-et-Moselle, numéro 3 F 239.

tion, néanmoins, qu'il n'aurait voix délibérative ny participation aux émolumens que lorsque la Cour le jugerait à propos ».

Dans certains cas exceptionnels, en raison des capacités de l'impétrant, l'examen traditionnel que, le 21 janvier 1668, le registre des délibérations nous indique que, le 21 janvier 1668, le sieur Huyn, « ayant apporté les provisions d'office de procureur général, par luy obtenues, il a été reçu après serment par luy prêté, et, ayant donné des preuves de sa capacité il a été dispensé de l'examen ».

L'usage d'interroger les magistrats avant leur admission et d'examiner leur capacité en présence de la Cour, s'étendait à tous les parlementaires et même aux membres du ministère public.

La Cour procédait également à une « *information de vie, mœurs et religion* ».

Dès qu'il était reçu, le nouvel officier prêtait serment. Ces trois documents sont presque toujours à la suite les uns des autres dans les registres d'insinuation. Pour être reçu, il fallait être licencié en droit, à l'exception des conseillers-prélats et conseillers d'honneur. En outre, la noblesse était exigée : « Cet usage immémorial passé en force de loi, et confirmé depuis par l'aveu formel des souverains et par des lois positives, n'a jamais souffert d'exception, et a été constamment maintenu jusqu'à ce jour » (26).

Aussi, à l'inverse de ce qui se passait en France, où les magistrats pouvaient acquérir la noblesse graduelle, les magistrats lorrains ne furent jamais anoblis par suite de leur charge.

La Cour a toujours apporté la plus scrupuleuse attention au maintien de cette règle en exigeant des preuves de noblesse de tous les récipiendaires (27). Une seule exception souleva de nombreuses protestations (28).

En effet, Charles IV avait accordé, en 1661, des provisions d'office à l'abbé Claude Maillart, pour se faire recevoir à la Cour ; mais il n'était pas noble, et la Cour ajourna sa réception. Maillart adressa une supplique au duc en lui demandant : « d'enjoindre à la Cour de le recevoir incessamment en sa charge de conseiller

(26) *Exposition des Loix...*, p. 43.

(27) La liste complète des conseillers se trouve dans l'ouvrage du Comte DE MAHUET intitulé : *Biographie de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois*.

(28) *Dic. des Ord.*, Tome I, p. 435.

sans qu'il fut besoin d'autre communication à la Chambre de Saint-Mihiel et sans avoir égard au défaut de la qualité de noble, couverte par celle de prêtre et par l'anoblissement de sa personne par le choix de son Altesse qui l'a élevé à une charge si considérable sans qu'aucune autre prélature lui soit nécessaire pour cet office... »

Le 11 août, Charles IV fit droit à la requête de Maillart et le dispensa de l'exigence de la Cour.

La Cour obéit au duc ; mais Rogéville constate que la date de l'arrêt d'installation ne figurait pas sur le registre, et cela pour éviter de créer un précédent.

Autrefois, les règlements ne fixaient pas d'âge pour rentrer dans la magistrature ; si les conseillers étaient mineurs, ils n'obtenaient voix délibératrice qu'à leur majorité, c'est-à-dire vingt-cinq ans révolus, à moins de dispenses très rarement accordées : en effet, de 1641 à 1790, il ne fut accordé que dix dispenses.

En 1171, l'âge requis fut fixé à vingt-cinq ans.

En Lorraine, comme nous le verrons plus loin, les charges parlementaires n'étaient ni vénales, ni héréditaires : elles étaient conférées gratuitement à leur titulaire. Ce dernier, cependant, devait verser un droit d'entrée afin de subvenir aux dépenses extraordinaires de la Cour. Cette redevance fixée à mille livres en 1668 (29), subit diverses augmentations (30), notamment pour les premiers présidents qui devaient verser cinq cents ou quinze cents livres de plus selon qu'ils étaient choisis ou non parmi les membres de la Cour (31).

Cette somme était assez considérable si l'on considère, qu'en 1771, les gages de conseiller étaient de :

— 2.000 livres pour un conseiller ordinaire ;

— 2.400 livres pour un conseiller de la Grand'Chambre.

Le doyen des conseillers touchait, eu outre, quinze cents livres et les conseillers-clerks mille livres de plus par an. Ces gages, qui avaient pour but la suppression des épices, n'étaient pas payés par les plaideurs, mais par la province.

(29) Délibération du 28 janvier 1668.

(30) Une autre délibération du 17 juin 1700 autorise « les fils de maître à être exemptés de payer 1 000 livres à leur réception... ».

(31) Délibération du 8 juillet qui répartit également les droits d'entrée versés par les récipiendaires.

Il n'en a pas toujours été ainsi. car, en 1698, l'état des finances ne permettait plus de payer les gages fixés, aussi furent-ils autorisés à exiger des épices des plaideurs.

La Cour prenait au minimum cinq écus par affaire contentieuse ordinaire ; si celle-ci était importante, la somme réclamée au plaideur pouvait s'élever à vingt ou même cinquante écus et quelquefois à cent.

L'avocat général prenait des épices équivalentes au tiers de ceux de la Cour.

Celle-ci profitait également des droits d'insinuation qui s'élevaient d'ordinaire à trente-trois livres.

Les magistrats touchaient aussi les droits de « relief d'appel » et le premier président bénéficiait des « droits de sceau ». Tous ces émoluments étaient versés au greffe.

Les gages de chaque officier se divisaient en autant de portion que de jours de palais dans l'année afin de les supprimer aux absents sans légitime empêchement, au profit des présents.

Les gages se répartissaient aux vacances de Pâques et à la clôture du palais, en assemblée de Chambres et étaient payés, tout comme les pensions, par les receveurs des finances de Lorraine sur les états arrêtés par le président de chaque Chambre (32).

Enfin, les magistrats jouissaient de quelques privilèges (33) comme l'exemption de la taille, des logements militaires, des charges de ville et de police.

Ils recevaient le franc-salé ; les présidents, le procureur et les avocats généraux avaient droit à six vaxels de sel par an et les conseillers à quatre vaxels ; plus tard, au lieu du sel en nature, ils reçurent l'argent correspondant.

Tous ces privilèges ne donnaient aux magistrats qu'une rémunération assez faible pour leurs travaux, aussi un arrêté du Conseil des Finances de 1723 leur alloua-t-il un supplément de gages, soit dix francs aux présidents et deux aux conseillers.

En 1771, comme nous venons de le voir plus haut, un édit fixa définitivement les gages des magistrats à deux mille quatre cents et deux mille livres pour les conseillers, en tenant compte de leur présence à la Grand'Chambre ou non.

(32) Edit de 1771. ; *Rec. des Ord.*, Tome XII, p. 491.

(33) KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 368.

Les magistrats de la Cour avaient un costume identique à ceux du Parlement Français : épitoge ouverte devant sur la simarre de soie noire. Dans les cérémonies publiques, ils portaient la longue robe rouge, garnie de fourrure.

La vie privée des magistrats était autrefois très austère. Il leur était interdit toutes sortes de choses, comme par exemple aller au cabaret (34).

On imagine aisément l'émoi que dût causer dans la province le procès scandaleux qui éclata entre Henry de Pont et sa femme bien que tous les torts fussent du côté de celle-ci (35).

Les conseillers possédaient en général une très vaste culture et se plaisaient à émailler leurs discours de citations latines. Après de fortes études classiques et juridiques à la Faculté de Droit, beaucoup d'entre eux continuaient à cultiver les belles-lettres.

Quelques magistrats formèrent d'intéressantes et précieuses bibliothèques, marquant leurs livres de jolis ex-libris gravés par des artistes lorrains (36).

D'autres nous laissèrent des ouvrages de droit, d'histoire ou de littérature (37).

SECTION III

LES GENS DU ROI

Les fonctions du parquet exercées par les officiers que l'on nommait « Gens du Roi » ne ressemblaient nullement à ce qu'elles sont devenues de nos jours, par la dépendance qu'elles subirent du Parlement qui parvint à les assujettir.

(34) Délibération du 19 novembre 1661.

(35) Quelques jours après son mariage, M^{me} de Pont avait déserté le domicile conjugal pour aller vivre à Lunéville, puis à Paris où elle accoucha d'un enfant dont la paternité était attribuée au Chevalier de Beauvau, son amant présumé. Le mari outragé intenta contre elle une demande en nullité de mariage, mais elle fut rejetée par l'officialité de Toul. Il forma alors une demande en désaveu de paternité devant la Cour, sans plus de succès d'ailleurs, et resta légalement le père d'un enfant adultérin.

(36) Citons seulement celui d'Aristay de Châteaufort gravé par Sénémont.

(37) La liste des principaux ouvrages est donnée en appendice.

Parmi les abus qui s'attachèrent à ces fonctions, un des plus graves fut celui par lequel le ministère public représenta le prince contre son gré et lui désobéit impunément, tandis que la Cour avait sur lui un droit de réprimande.

L'esprit d'indiscipline gagna peu à peu tous les membres du parquet et, après avoir été entreprise par les avocats généraux contre le procureur général, la lutte s'établit entre les substituts et les avocats généraux.

§ I. — Le Procureur Général et les Substituts

D'après Bonvalot, les premières mentions d'un procureur général en Lorraine remonteraient à l'année 1232. C'est aux Etats Généraux tenus à Nancy, le 4 décembre 1532, que nous voyons pour la première fois définir les fonctions du procureur général de Lorraine. Il devait « entendre soigneusement et diligeamment toutes les causes et affaires de son Altesse, y garder et défendre son droit partout ; conseiller et assister les officiers du prince en chose qui consisterait en affaire du domaine... : semblablement des pauvres, veuves et orphelins le droit desquels il tiendrait de tout son pouvoir ; se trouver aux sessions des assises à moins qu'il ne fut en voyage pour l'intérêt de son maître : paraître aux audiences du bailliage et du tribunal des échevins ou s'y faire représenter ; remettre à la Chambre des Comptes le tableau des amendes prononcées par les magistrats, être présent aux interrogatoires des accusés détenus dans les prisons de Nancy ; n'en relâcher aucun sans son autorisation : en un mot surveiller dans ses différentes branches l'administration de la justice et même s'occuper de ce qui concerne les affaires limitrophes et des frontières » (38).

Le procureur général était donc tout à la fois un fonctionnaire de l'administration et de l'ordre judiciaire. Ce ne fut pas uniquement, ajoute LEPAGE, à leur position de magistrats que les procureurs généraux de Lorraine durent la prépondérance qu'ils

(38) LEPAGE, dans les offices des duchés de Lorraine et de Bar (*M. S. A. L.*, 1869), publie le texte de l'ordonnance du 4 décembre 1532, pp. 130 à 133.

G. BEAUPRÉ, *Essai historique sur la rédaction officielle des principales coutumes et sur les Assemblées de la Lorraine ducal et du Barrois*, Nancy, 1845.

exerçaient sur les autres dépositaires de l'autorité ; ce fut surtout au rôle politique que leur assignait leur mission de défenseur des droits du souverain ; cette mission fut plus d'une fois délicate et difficile à remplir, principalement lorsqu'il s'agit de résister aux prétentions de la Chevalerie jalouse de ses prérogatives et toujours portée à vouloir les accroître.

L'édit de règlement pour la juridiction tutélaire au siège baillier de Nancy, du 22 décembre 1633, restreignit les pouvoirs du procureur général et de ses substituts pour en confier une partie aux maîtres échevins et échevins de Nancy. De même, par l'ordonnance du 24 novembre 1663, une restriction plus notable fut apportée, laquelle démembra de l'office de procureur général de Lorraine, ce qui avait rapport aux Chambres des Comptes et créa un procureur général près de ces dernières.

A la fin du XVII^e siècle, il existait donc trois procureurs généraux en Lorraine : l'un pour la Cour Souveraine, l'autre pour la Chambre des Comptes de Nancy, le troisième pour celle de Bar.

Lorsque Charles IV, par son édit du 7 mai 1641, érigea le Parlement de Saint-Mihiel en Cour Souveraine, il y attacha les deux procureurs généraux de Lorraine et Barrois qui l'avaient suivi en exil.

Mais, un édit du 26 mars 1661, donnant une nouvelle forme à la Cour, réunit l'office de procureur général du Barrois à celui de Lorraine et le premier n'eut plus que le titre de substitut (39).

Le 7 juillet 1664, Claude-Jacques Canon, un des plus illustres magistrats de la Cour, fut nommé procureur général (40) ; dix procureurs généraux se succédèrent ainsi jusqu'en 1789.

Leur fonction a varié, mais il y a une chose certaine c'est qu'elle n'avait pas, sous Léopold, l'importance qu'elle a acquise par la suite.

Jusqu'en 1668, comme il n'y avait pas d'avocat général à la Cour, le procureur général tenait la plume et portait la parole.

Mais, une ordonnance du 17 janvier 1668 créa un office d'avocat général devant « porter la parole ».

(39) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, II, p. 231.

(40) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, II, p. 234.

Dès cette époque, l'action publique ne fut plus dans une seule main comme aujourd'hui ; en effet, cet édit déclarait « la plume demeure au procureur général pour agir aussi de sa part en toutes et semblables affaires qui se doivent traiter par écrit... » (41).

L'édit continuait en déclarant que l'avocat général avait été créé pour « porter la parole ès-audiences de la Cour... ».

« Au procureur général (42) incombait exclusivement le devoir de l'administration, il ordonnait et préparait les poursuites, mais ne les soulevait pas, ce droit étant réservé à l'avocat général. à l'un la plume, à l'autre la parole, comme on disait alors ».

Le duc Léopold réunit cependant ces deux offices dans les mains d'un seul titulaire en 1698 ; en effet, il nomma Jean-Léonard Bourcier aux doubles fonctions d'avocat général et de procureur général. Mais cette réunion des deux offices dura autant que son titulaire et la dualité du ministère public exista jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.

Le procureur général avait le droit de nommer son substitut. Un édit du 30 août 1666 (43) créa un second office de substitut à la Cour Souveraine ; d'autres édits par la suite établirent de nouveaux substituts, de telle sorte, qu'en 1789, il y en avait six.

Leurs attributions étaient mal définies, ce qui donna lieu à de très nombreux procès. En tous cas, il est certain que les substituts ne dépendaient que du procureur général, et, qu'en l'absence de ce dernier, ils pouvaient le suppléer.

Le procureur général portait le même costume que les conseillers et les avocats généraux ; c'est-à-dire, dans les audiences solennelles, l'épitoge rouge, la ceinture noire sur la simarre, le rabat blanc, et la toque en velours noir.

Ses gages étaient de 6.000 livres, soit autant que ceux des présidents-à-mortier (44).

Les substituts, qui n'étaient pas considérés comme des magistrats, puisqu'ils étaient choisis parmi les avocats et pouvaient continuer à plaider devant les juridictions du duché, avaient des gages très faibles : 1.000 livres par an (45).

(41) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, II, p. 235.

(42) A. LUXER « *Les Principales Institutions Judiciaires du Duché de Lorraine* », Nancy, 1879.

(43) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, Tome II, p. 234.

(44) Edit 1771, *Rec. des Ord.*, Tome XII, p. 487.

(45) Edit 1771, *Rec. des Ord.*, Tome XII, p. 487.

§ II. — Les Avocats Généraux

Jusqu'en 1668, il n'y eut pas d'avocat général en Lorraine : le ministère public était entre les mains du procureur général et de ses substitués.

C'est un édit du 17 janvier 1668 qui créa un office d'avocat général en la Cour Souveraine. Cet édit (46) déclarait : « l'état de nos affaires et celles du publique... nous ayant fait connaître qu'il est à propos pour le bien de la Justice d'avoir dans ladite Cour un avocat général, lequel porte la parole en notre nom, en toutes les affaires où nous devons prendre intérêt, soit pour ce qui concerne les nôtres propres, celles du publique, des mineurs, communautés et de tous autres, auxquels nous devons Justice... ».

Ainsi, l'avocat général avait dépossédé le procureur général d'une partie de ses fonctions ; il était tout à fait indépendant de celui-ci et se trouvait sur un pied d'égalité, du moins au début.

Ses gages, en 1771, étaient fixés à 2.400 livres par an. Les affaires se multipliant, le duc Léopold créa, par un édit du 24 juillet 1704 (47), un office de second avocat général.

L'avocat général devait prononcer les discours de rentrée de la Cour Souveraine à la Saint-Martin. Nous possédons actuellement quelques (48) recueils de ces discours.

SECTION IV

LES GREFFIERS ET LES HUISSIERS

§ I. — Les Greffiers

Autrefois, on les appelait clercs-jurés parce qu'ils étaient ecclésiastiques et devaient prêter serment. Un édit du 1^{er} décembre 1583 institua des greffiers dans les justices inférieures afin « qu'on put y plaider par écrit » (49).

(46) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, Tome II, p. 235.

(47) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, Tome II, p. 237.

(48) « *Actions Publiques faites aux ouvertures de la Saint-Martin de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois, par les Avocats Généraux en icelle, depuis l'année 1703 jusqu'en l'année 1715* ».

« *Remontrances faites aux ouvertures de la Saint-Martin de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois par les Avocats Généraux en icelle, depuis l'année 1705 jusqu'en 1717* ».

(49) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, Tome I, p. 552.

A la Cour Souveraine, deux charges de greffiers furent créées en 1641. Mais un édit de 1669 érigea, en titre d'office, la charge de « conseiller-secrétaire et greffier en chef, tant civil que criminel ». L'édit déclarait : « que les greffes de nos Cours Souveraines sont le trésor et le dépôt sacré non seulement de l'honneur et des biens de nos sujets, mais aussi que les registres d'iceux contiennent la plupart des délibérations et des résolutions principales concernant la manutention de notre autorité souveraine... » (50), c'est pourquoi il était dangereux d'en laisser la garde à des personnes qui pouvaient être admises, par le seul moyen des enchères.

Le greffier jouissait des mêmes gages et prérogatives et privilèges qu'un conseiller ordinaire. De plus, il pouvait « commettre tel nombre de clerks ou commis, lesquels seront reçus en présentant le serment d'usage ».

Quelques règlements pour l'exercice de leur fonction furent édictés le 14 août 1721 (51).

« Art. XX : Les sentences sur procès ou instances par écrit seront rédigées sur des feuilles d'une grandeur égale et mises en liasse suivant l'ordre de date pour ensuite être mises en registre d'année à autre... ; à l'égard des sentences d'audience... elles seront fidèlement enregistrées dans un registre particulier et pareillement signées du juge qui y aura présidé. »

« Art. XXI : Lesdits greffiers enregistreront exactement dans un registre séparé tous les détails, déclarations, ordonnances et arrêts qui ont été publiés depuis que lesdits greffiers sont en fonction et enregistrent pareillement les réceptions d'officiers, avec leur lettres de provision et de commission... »

« Art. XXIII : Ils tiendront un registre des distributions des procès et instances... »

« Art. XXIV : Ils auront, en outre, un registre des insinuations pour y enregistrer les substitutions, requêtes afin d'être reçu héritier bénéficiaire et autres actes dont l'insinuation sera ordonnée... »

(50) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, Tome I, p. 553.

(51) *Rec. des Ord.*, Tome II, p. 490.

Un autre office de greffier en chef fut créé en 1771 (52), et leur finance fut fixée à 60.000 livres, leurs gages à un demi pour cent.

Ces offices, contrairement à l'usage établi pour les offices de la Cour Souveraine, furent rendus héréditaires par un édit du 10 mai 1723.

§ II. — Les Huissiers

Guillaume de Rogéville nous dit que, dès 1585, il y avait quatre huissiers au Parlement (53). Ces huissiers n'avaient pas de finance, mais ils recevaient des gages et jouissaient de franchises. On trouve dans le registre d'audiences du Parlement du 10 juin 1630 que Nicolas Platel est qualifié de « noble et huissier en la Cour », ce qui prouve que leur état n'était pas incompatible avec la noblesse (54).

Lorsque la Cour Souveraine fut créée, en 1641, deux huissiers faisaient partie de son personnel.

Les huissiers de la Cour étaient très fiers de leurs prérogatives et une querelle surgit entre eux et leurs confrères huissiers des justices inférieures (55).

En effet, les huissiers de la Cour, se plaignant d'empiétements de leurs confrères, adressèrent à la Cour une requête tendant à obtenir « que défenses soient faites à tous sergents d'exécuter aucun arrêt ou commission émanés de la Cour, à peine de 1.000 francs d'amende et de nullité d'exploit et de tous dépens, dommages et intérêts des parties ». La Cour, par un règlement du 24 juin 1661, mit fin à cette querelle et donna satisfaction aux huissiers, mais elle fit deux restrictions : d'une part, l'amende fut réduite à vingt-cinq francs, et, d'autre part, elle exclut de leur monopole les arrêts « rendus sur sentence des juges ressortissants à la Cour » pour l'exécution desquels les parties avaient le choix.

(52) *Rec. des Ord.*, Tome XII, p. 553.

(53) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, Tome I, p. 589.

(54) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, supplément du Tome I, p. 82.

(55) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, supplément du Tome I, p. 82-83.

C'est un autre règlement du 1^{er} avril 1667 (56) qui fixa le service dû par les huissiers à la Cour Souveraine. La Cour ordonnait que trois, parmi les huissiers, demeurent près d'elle « sans pouvoir s'absenter pour quelque cause et prétexte que ce puisse être ». Deux devaient être présents au barreau les jours de barre, le troisième devait se tenir en l'antichambre de la Chambre du Conseil ; tous les trois devaient assister aux grandes audiences « en robes et bonnets ».

Ainsi, chaque huissier était « semainier » à son tour et c'est le syndic qui était chargé de les nommer.

Si un huissier était absent, il le faisait remplacer par un autre. C'est le syndic également qui répartissait les émoluments provenant des vacations.

Ce règlement fut d'ailleurs complété par d'autres arrêts de la Cour, de 1701 et 1711, leur ordonnant d'obéir aux ordres donnés par le procureur général pour l'exécution des arrêts et « autres commandements » (57).

Pour être huissier, il fallait subir un examen professionnel et « donner telle caution pour la sûreté publique, qu'il sera trouvé à propos par les juges qui recevront leur serment » (58).

Les huissiers étaient tenus de faire observer les mandements de la Cour Souveraine. Ils étaient également tenus de faire respecter son autorité dans le prétoire et dans les cérémonies auxquelles elle était tenue d'assister en corps. La Cour exigeait d'eux une grande obéissance. Pour mieux les surveiller, la Cour avait ordonné (59) qu'ils écrivent sur un registre « les commissions et le jour qu'ils les ont exercées, la distance des lieux, et le montant des frais répartis sur chacune, la quotité et la date des paiements faits par les parties ».

Des lettres patentes, du 1^{er} juin 1644 (60), créèrent, à côté des offices d'huissiers, un office d'huissier-audiencier : « nous ayant été représenté, comme non seulement il est difficile que le greffier de notre Cour puisse écrire sur des feuilles des arrêts mot à mot...

(56) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, supplément du Tome I, p. 83.

(57) *Rec. des Ord.*, Tome I, p. 712.

(58) Edit du 31 août 1698, Tome I, p. 40.

(59) Arrêt de la Cour du 10 août 1764, Tome X, p. 344.

(60) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, Tome I, p. 591.

et, en même temps, vacquer à appeler les causes qui sont à plaider ès-audiences, mais mesme qu'il en peut arriver de grands inconvénients, parce que les qualités estant quelquefois longues, ledit greffier a souvent beaucoup de peine à se souvenir des prononciations faites auparavant, lesquelles néanmoins il est obligé d'enregistrer fidèlement et désirant y remédier... créons et établissons un officier en notre dite Cour... lequel portera le nom de notre huissier-audiencier, avec la robe, soutanne et bonnet quarré... ».

SECTION V

PROCUREURS ET AVOCATS

§ I. — Les Procureurs

A l'origine, les procureurs n'étaient que les agents des parties et leur ministère n'était pas nécessaire dans l'instruction de la procédure (61).

Une nomination de procureur, relevée dans le registre d'insinuation du bailliage de Nancy, de 1612, nous donne quelques indications sur ses fonctions : « gérer, négocier pour les parties qui l'employeront, occuper et se présenter en leurs causes, prendre appointment au greffe et au siège, suivant les réglemens, dresser demandes, registres et placets... ; enfin toutes fonctions de procureur, laissant aux avocats l'action de plaider et instruire en tous procès, comme aussi la liberté d'exercer l'état d'avocat et de procureur, comme ils ont voulu faire et aux choix des parties, d'employer l'un ou l'autre, ainsi qu'ils jugeront à propos pour le soulagement et avancement de leurs affaires » (62).

Par un édit du 1^{er} novembre 1704 (63), le duc Léopold établit des offices vénaux et héréditaires de procureurs à la Cour, dans les bailliages et prévôtés, et rendit leur ministère obligatoire dans tous les tribunaux (63).

(61) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, Tome II, p. 366.

(62) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, Tome II, p. 367.

(63) Edit du 1^{er} novembre 1704, *Rec. des Ord.*, Tome I, p. 459.

Pour être procureur, il fallait avoir au moins vingt ans, subir un examen d'information, de vie et mœurs. Les procureurs devaient soulager les avocats en faisant les actes de procédure, actes « qu'ils (64) doivent en quelque sorte estimer au-dessous de leur état ».

Les avocats virent avec déplaisir l'installation des procureurs. Leur dépôt dura peu, puisqu'en 1718 ils furent supprimés (65).

Cet état de chose subsista jusqu'au règne de Stanislas, qui les rétablit par un édit du 2 décembre 1737. Ils proliférèrent tellement rapidement qu'un édit réduisit leur nombre à quarante pour la Cour Souveraine (66).

§ II. — Les Avocats

Nous n'avons pas voulu passer sous silence ces auxiliaires de la justice ; bien qu'ils n'aient jamais été des officiers, nous avons cependant estimé qu'il y avait lieu d'en dire quelques mots dans cette étude.

« Dans l'ancien style de procédure aux bailliages, qui est placé à la suite de la coutume de Lorraine, dit ROGÉVILLE, il n'est parlé que des procureurs et on n'a trouvé aucun règlement antérieur où il fut fait mention des avocats, peut-être n'y avait-il aucune distinction entre les défenseurs des parties avant l'établissement de l'Université, attendu qu'on plaidait alors sans grade... (67) ».

Au XVII^e siècle, en tous cas, le barreau était une phalange bien organisée et redoutable.

Pour être reçu avocat, il fallait être licencié en droit de l'Université de Pont-à-Mousson ou d'une autre, mais, dans ce cas, il fallait se faire « agréger » à la première.

A leur entrée en fonction, les avocats prêtaient le serment traditionnel ; ils juraient (68) :

- 1^o de révéler les magistrats ;
- 2^o de ne plaider que les causes justes ;

(64) Les avocats.

(65) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, II, p. 368. On pourra lire à ce sujet la requête des avocats, adressée au duc, pour prévenir le rétablissement des procureurs.

(66) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, Tome XII, p. 647.

(67) ROGÉVILLE, *Dict. des Ord.*, Tome II, p. 54.

(68) *Dict. des Ord.*, Tome I, p. 54

- 3° de ne pas proposer des faits et des articles calomnieux ;
- 4° de pas retarder le cours de la justice ;
- 5° de ne faire avec les parties aucun pacte « de quota litis » ;
- 6° de ne pas interrompre les plaidoiries adverses et de ne pas user avec elles de propos aigres et immodestes.

Thibault, avocat à la Cour, publia un petit ouvrage contenant maints passages charmants et piquants sur le « ministère de l'avocat » (69).

Il existait des registres sur lesquels étaient inscrites les réceptions des avocats ; l'un de ceux-ci nous apprend que, de 1661 à 1776, il y eut 106 (70) avocats « reçus en la Cour », ce qui est fort peu.

Les avocats jouissaient de quelques privilèges : ainsi les six plus anciens étaient exempts de toute charge, logement et four-niture des gens de guerre (71).

Le conseil de l'ordre était composé du bâtonnier, de tous ceux qui l'avaient été, ainsi que de douze membres élus par leurs confrères.

Il organisait, une fois par semaine, des conférences académiques, dont on possède encore quelques registres où elles sont reproduites avec le plus grand soin (72).

En général, les avocats vivaient en bons termes avec les magistrats et ces derniers ne manquaient pas de faire leur éloge (73).

Ainsi, en 1708, l'éloquence du barreau fut le thème du discours de rentrée du palais « l'éloquence du barreau est un fleuve qui tient de la nature de ces riches rivières qui produisent de l'or sur leur gravier, c'est une navigation dont le vaisseau ne

(69) Timothée THIBAUT, *Tableau de l'Avocat*, réimprimé par la Compagnie de Pont-à-Mousson, le 25 mai 1950, à Nancy.

(70) L. MENGIN dans sa *Notice historique du barreau lorrain* donne la liste des avocats.

(71) Décret du 28 novembre 1698, *Rec. des Ord.*, Tome I, p. 94.

(72) Les conférences avaient été instituées par M^e Breyé.

(73) « Jamais les liens traditionnels qui unissent la magistrature et le barreau pour le plus grand honneur de ce dernier ne se révélèrent plus étroits et plus indissolubles que sous le règne nominal du roi Stanislas en Lorraine et sous l'administration de M. le Chancelier Chaumont de la Galaizière... » MENGIN, *Pays lorrain*, I, page 4.

L'affaire de M^e de Niceville avec les Jésuites de Maron, dont nous avons parlé plus haut, atteste la solidarité qui unissait la Cour et son barreau.

retourne guère sans avoir quelque charge précieuse, c'est un travail pénible, mais qui rencontre toujours quelques veines de métal qui soulage la peine de l'ouvrier » (74).

Notons d'ailleurs que la Cour se plaignait de ce que « ces fleuves d'éloquence » retardaient la marche de la justice. Un arrêt de la Cour, en la matière, est significatif (75) : « Sur ce qui a été représenté à la Cour, qu'un nombre de causes n'ont pu recevoir leur décision, ce qui aurait été empêché par la longueur des plaidoyers des avocats..

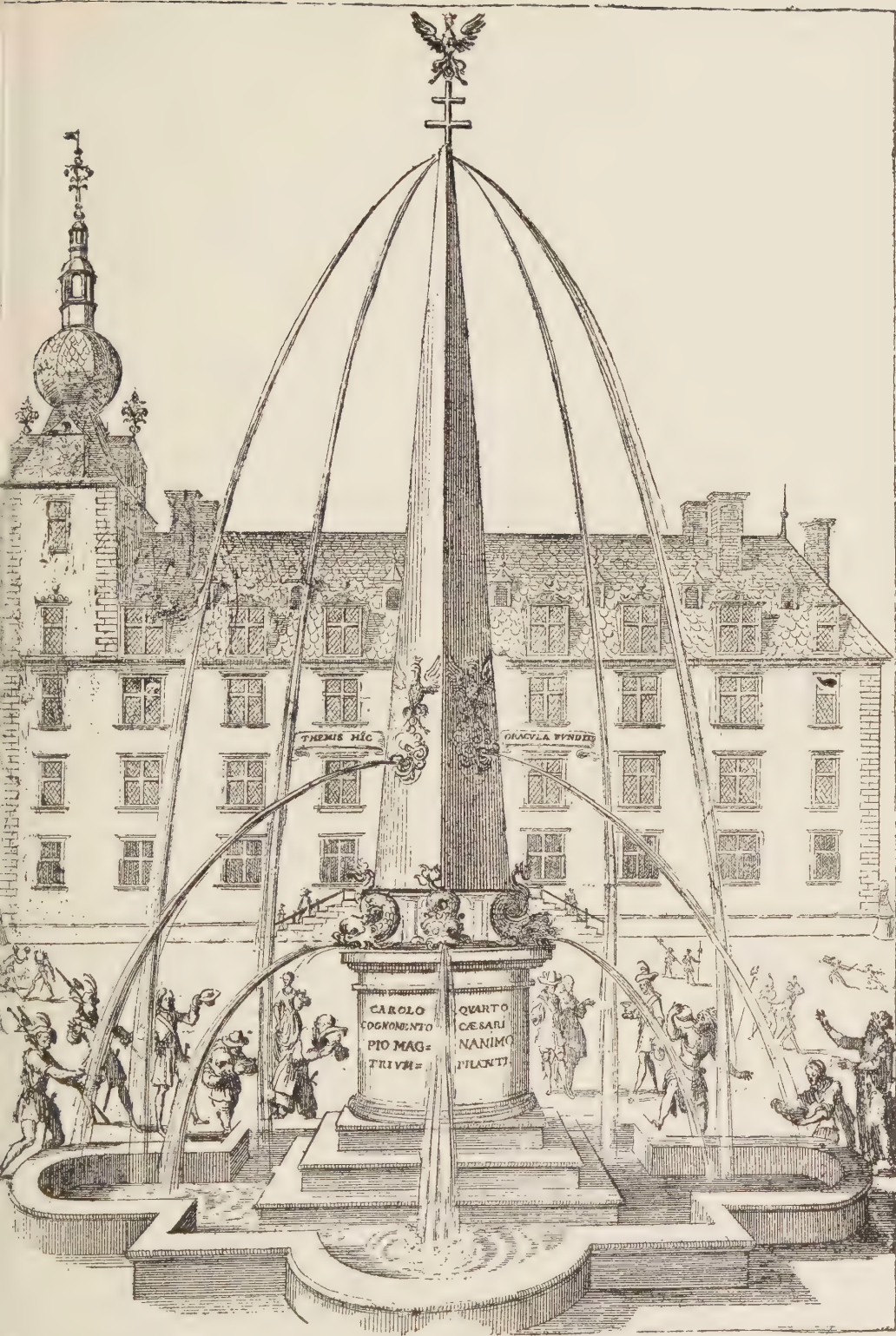
« La Cour ordonne... d'accourcir leurs plaidoyers, le plus qu'il sera possible ; de n'y mêler aucune choses étrangères au fait dont il s'agira et de l'exposer avec la plus grande netteté, sans user de redites... »

Ces recommandations restèrent vaines.

En Lorraine, la révolution trouva des adhérents enthousiastes chez le plus grand nombre des avocats ; plusieurs d'entre eux, peu connus auparavant, se firent alors une célébrité politique.

(74) *Actions publiques faites aux ouvertures de la Saint-Martin.*

(75) Arrêt du 3 février 1700 ; *Rec. des Ord.*, Tome I, p. 222.



L'ancien Hôtel de Ville de Nancy,
où siégeait la Cour Souveraine, d'après le Triomphe de son Altesse Charles II,
à son retour dans ses Etats, de Philippe Bardin.

CHAPITRE IV

REGIME JURIDIQUE DES CHARGES PARLEMENTAIRES EN LORRAINE

La grande originalité du système parlementaire lorrain réside dans le régime juridique tout à fait particulier de ses offices.

Rappelons d'abord qu'en France les charges parlementaires étaient vénales et héréditaires ; de plus, les titulaires de ces offices étaient inamovibles depuis une ordonnance de Louis XI (1467) (1). Il en résultait des conséquences importantes : les offices devenus un élément de fortune privée entrèrent dans le patrimoine des particuliers. L'office devint-il la propriété de l'officier ? Les juristes se sont divisés sur cette question et deux théories se sont affrontées et s'affrontent encore.

La complexité de ce problème vient d'une confusion de termes employés les uns pour les autres par les juristes du XVI^e siècle.

Les partisans de la théorie de l'office, propriété de l'officier, s'appuyent, en outre, sur quelques textes, dont la coutume de Paris (2), qui déclare, dans son article 95, « l'office vénal est réputé immeuble et a suite par hypothèque et peut être crié et adjugé par décret... »

Les adversaires de cette théorie rétorquent qu'il ne suffit pas d'acheter un office ou d'en hériter pour pouvoir entrer en sa possession ; il faut en être investi par le roi, obtenir de lui des

(1) *Origine de la perpétuité des offices royaux*, thèse soutenue à Nancy, par Jacques KUBLER, le 5 janvier 1957.

(2) *Coutume de Paris* de 1580, article 95.

lettres de provision et, de plus, subir un examen préalable devant la Compagnie intéressée. Or, le pouvoir discrétionnaire du roi permettait de refuser ces lettres de provision, et, de plus, le candidat officier devait passer un examen professionnel auquel il pouvait échouer. Donc, l'office n'était pas dans le commerce.

Nous n'avons pas la prétention de trancher cette question, alors que des juristes plus compétents n'y sont pas complètement parvenus. Mais, cependant, nous pouvons remarquer qu'à la fin du XVII^e siècle et au début du XVIII^e siècle, une distinction très nette s'établit entre le corps de l'office et son produit, c'est-à-dire entre l'office proprement dit et sa finance. C'est ainsi que nous relevons, dans un édit de février 1683, la phrase suivante : « le prix des charges fait à présent la principale partie du bien de plusieurs familles... » (3). De même, le préambule de l'édit de février 1771 déclare que (4) : « ni la faculté de résigner, ni la sorte d'hérédité résultant du paiement de l'annuel, n'ont pu donner atteinte au droit inséparable de Notre Souveraineté de disposer des offices les vacations arrivant ». Cette faculté et cette hérédité ne sont qu'un privilège qui, sans anéantir la règle générale, peut simplement déterminer le choix que Nous faisons du successeur à l'office et non le contraindre et ne donne d'autre droit que d'en revendiquer la finance qui ne doit, en aucun cas, être confondue avec le corps même de l'office... ».

Il semble que l'on puisse affirmer qu'à la fin de l'ancien régime l'office n'était pas susceptible de propriété au sens strict du mot ; ce qui se vendait et s'achetait c'était la finance, car elle était une créance contre le roi, cessible comme les autres créances.

Certes, l'officier avait des droits sur l'office et ceux-ci ressemblaient à ceux d'un propriétaire, mais il n'avait pas tous les droits de la propriété.

La vénalité des offices était universellement critiquée en France et depuis le XVI^e siècle, politiques (5) et philosophes (6)

(3) ISAMBERT, *op. cit.*, XIX, p. 417.

(4) ISAMBERT, *op. cit.*, XXII, p. 515 et 516.

(5) Robert VILLERS, *op. cit.*, 69. Le Tiers-Etat aux Etats de Blois, proteste « parce que les jeunes achètent des offices pour en jouir.. » « Il faut regagner ce qu'on a alloué. La jeunesse juge, dès lors, inutile d'étudier. Les juges voyant

l'attaquaient évidemment ; Maupeou, comme nous l'avons vu, avait essayé en vain de le supprimer. « Il est inutile de rappeler ici les critiques que les jurisconsultes de l'ancien droit de Loyseau à Bodin adressèrent à cette institution » (7).

Néanmoins, nous ne pouvons ne pas citer à propos de la vénalité, le mot fameux de la Bruyère : « Il y a un usage, des lois, des coutumes ; où est le temps et le temps assez long, que l'on emploie à les digérer et à s'en instruire ? L'essai et l'apprentissage d'un jeune adolescent qui passe de la fêrule à la pourpre et dont la consignation a fait un juge est de décider souverainement des vies et des fortunes des hommes ».

En Lorraine, les charges parlementaires n'étaient ni vénales, ni héréditaires ; cependant, leurs titulaires, tout comme en France, étaient inamovibles, sauf en cas de forfaiture.

Il faut excepter cependant les charges d'avocat du roi aux requêtes et celles de greffier en chef qui suivaient le régime français.

L'office parlementaire, mis à part ces deux exceptions, était conféré absolument gratuitement à des nobles, la vénalité a été inconnue à la Cour Souveraine et ses offices furent toujours conférés gratuitement.

Jamais aucun duc de Lorraine ne se servit de la vente des charges parlementaires pour pallier au déficit des finances, même dans les temps de crise et au milieu des besoins les plus pressants. « Jamais, ils n'ont pensé d'avoir recours à cet expédient, dans une province surtout qui a toujours été aussi peu riche que la Lorraine. Des motifs supérieurs à toutes considérations bursales ont toujours prévalu et décidé à faire maintenir cette Compagnie de règne en règne dans cette immunité primitive, dans cette franchise originelle avec laquelle elle est née, avec laquelle elle est passée il y a près de quarante ans sous la domination de la France et qui est regardée comme faisant partie des droits et

que tous les honneurs sont vénaux, se laissent entraîner par leur ambition... ils se rendent vénaux et au plus offrant et au dernier enchérisseur dont advient l'oppression de la veuve, la ruine du peuple et le désespoir du pauvre sujet... »

(6) Seul Montesquieu avait osé défendre la vénalité ; mais il était neveu d'un président à mortier et avait succédé à son oncle grâce à cette bienfaisante institution.

(7) VILLERS, *op. cit.*, p. 70.

privilèges de la Nation si solennellement confirmés lors de la réunion de cette province à la Couronne » (8).

Léopold (9), dans le « cahier pour laisser à mon successeur », déclare « on pourrait rendre les charges de robe en finance, héréditaires. Pour Moy, je ne suis pas de sentiment d'établir des charges héréditaires ». Car les offices ne furent jamais héréditaires en Lorraine. Mais par la pratique des lettres de survivance et d'expectative, l'hérédité aurait pu s'introduire, si les souverains n'en avaient accordé qu'un nombre infime.

Par les lettres d'expectative, l'expectant recevait la certitude d'obtenir un office dès qu'il y aurait une place vacante par suite de démission ou de décès. Cependant, les ducs en délivrèrent très peu : nous avons pu en relever trente-quatre pour les offices de conseillers.

Les lettres de survivance donnaient à l'officier la faculté de conserver son état, tout en résignant sa charge en faveur de telle ou telle personne déterminée, généralement un fils, qui ne devait être pourvu qu'après la mort du titulaire de l'office.

Les lettres de survivance furent relativement rares puisque quinze seulement furent délivrées par les différents souverains à des conseillers.

A la mort de Léopold, la régente fit révoquer par François III toutes les lettres qui avaient été accordées par son mari (10) ; cependant, elles reparurent sous le règne de Stanislas.

Les ducs de Lorraine accordèrent très souvent des lettres de dispense de parenté pour le cas où deux parents siègeraient en même temps à la Cour : il y en eut huit. Quant aux lettres de compatibilité, deux seulement furent délivrées à des conseillers.

Les officiers de la Cour Souveraine étaient inamovibles, tout comme en France ; cette inamovibilité a été reconnue, en 1757, par un arrêt du roi Louis XV en son Conseil (11). En conséquence,

(8) *Exposition des Loix...*, p. 45.

(9) Sous Léopold, il y eut de nombreuses pétitions pour demander au duc de rendre les offices parlementaires vénaux et héréditaires. Malgré sa détresse financière, il refusa toujours de remplir les caisses du Trésor par de tels procédés (Archives de M. M., manuscrits dans la série 3 F 239).

(10) Edit du 12 juillet 1729 ; *Rec. des Ord.*, Tome V, p. 10.

(11) Il est intéressant de constater que ce n'est pas Stanislas qui trancha le conflit

les trois magistrats, qui avaient été exilés et destitués à l'occasion de remontrances de la Cour dans la lutte contre les vingtièmes, furent maintenus dans leurs offices.

On voit par ces quelques notes que le régime des charges parlementaires était différent de celui qui existait en France : les offices étaient conférés gratuitement sans hérédité possible, sauf les quelques exceptions que nous avons vues plus haut ; leur nature juridique était également différente. En France, l'officier se comportait vis-à-vis de son office presque comme un propriétaire.

En Lorraine, il n'y avait pas lieu de distinguer la finance du corps de l'office puisqu'à la mort de son titulaire, le duc de Lorraine le conférait gratuitement à un nouvel officier de son choix.

Le magistrat de la Cour Souveraine avait donc la jouissance de l'office sa vie durant, mais il n'en avait pas la propriété et ne pouvait pas en disposer entre vifs et à cause de mort.

Les nominations des officiers mentionnés dans les registres d'insinuation confirment cette théorie puisqu'on ne peut relever aucune dérogation à ces règles.

Cependant, KRUG-BASSE a relevé un cas qui contredit apparemment cette théorie, et il en a déduit, à tort, que l'officier était propriétaire de son office (12). Il fait état d'une convention très curieuse signée entre Léonard Bourcier et Pillement (13).

(12) KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 99.

(13) Le texte de cette convention se trouve dans le *Recueil des Ordonnances*, Tome I, p. 240.

« Les soussignez Jean-Léonard Bourcier, Conseiller d'Etat de son Altesse Royale, son avocat et procureur général en sa Cour Souveraine de Lorraine et Barrois, et Antoine Charles Pillement de Russange, doyen et professeur de la Faculté de Droit de l'Université de Pont-à-Mousson, sont convenus de ce qui en sa démission par acte de cejourd'hui entre les mains de Sadite Altesse, de la charge d'avocat général dont il avait plu à sadite Altesse l'honorer par ses lettres patentes du 13 août 1698 données à Lunéville conjointement avec celles de Procureur Général et de laquelle charge il a été depuis ces temps-là et est encore en possession possible ; et ce pour et au profit et en faveur dudit sieur Pillement, gratifié par Sadite Altesse, il a été expressément convenu et arrêté entre les dites parties, comme une condition de ladite résignation, que ledit Sieur Bourcier jouira seul en qualité de Procureur Général, et à l'exclusion dudit Sieur Pillement, de tous les droits, fruits, profits, revenus et émoluments de ladite charge : scavoir du droit de donner seul des conclusions dans les instances appointées et procès par écrit ; ensemble sur toutes les enquêtes, réception d'officiers et prises de possession de bénéfices et généralement autres actes et procédures dont les conclusions ne sont point données de vive voix, mais par écrit et d'en percevoir seul tous les émoluments sans aucun partage : comme réciproquement ledit

Le duc Léopold avait nommé Jean-Léonard Bourcier, l'un des plus illustres magistrats lorrains, aux doubles fonctions d'avocat général et de procureur général de la Cour Souveraine.

Peu de temps après avoir été nommé titulaire unique de ces deux charges, Léonard Bourcier obtint du prince la faveur de céder son office d'avocat général à son frère, Claude-François. Cependant, son frère mourut, en 1699, sans avoir pris possession de ses fonctions. Bourcier alors céda l'office d'avocat général à son ami Pillement de Russange, doyen de la faculté de droit de Pont-à-Mousson.

Bourcier signa avec lui une convention, le 9 juin 1700, réglant leurs attributions respectives.

KRUG-BASSE explique cette singulière convention en déclarant que les offices étaient la propriété de leurs titulaires.

Cette explication nous semble erronée. En effet, Bourcier n'était pas propriétaire de l'office d'avocat général. S'il avait été propriétaire, pourquoi aurait-il demandé au duc Léopold l'autorisation de céder cet office à son frère Claude François ?

De plus, le texte de la convention confirme le fait qu'il n'était pas propriétaire ; on relève notamment dans cette dernière, la phrase suivante : « ...que ledit Bourcier ayant fait sa démission par acte de cejourd'hui, entre les mains de Sadite Altesse de la charge d'avocat général... ce pour au profit et en faveur du sieur Pillement, *gratifié par Sadite Altesse...* ».

Sieur Pillement de Russange jouira seul du droit et faculté de donner des conclusions es cause d'audience, et d'en percevoir seul les émoluments, même de viser les lettres de licence et recevoir les feuilles des inscriptions de l'Université : Que le pas, la préséance et tous autres droits honorifiques appartiendront audit Sieur Bourcier, soit au Parquet, soit en la Chambre du Conseil, soit à l'audience, où il lui sera libre de se trouver et prendre sa place quand bon lui semblera et généralement dans toutes les assemblées publiques et particulières, sans tirer à conséquence pour les successeurs en ladit charge de Procureur Général : qu'en cas d'absence, maladie, récusation ou autres légitimes empêchements de l'une des parties, l'autre suppléera ses fonctions ; et *en ce cas, les émoluments en provenans seront partages* moitié entre l'un et l'autre : que dans les arrêts d'audience de même que ceux rendus sur procès par écrit, les conclusions seront toujours énoncées, sous le bon plaisir de la Cour, sous le nom du Procureur Général, en cette forme pour l'Audience : où Pillement pour le Procureur Général ; sous préjudice du droit de faire des remontrances en la Chambre des Conseils, qui leur appartiendra à l'un et à l'autre réciproquement, chacun sous leurs noms : Que la présente convention sera homologuée et l'homologation poursuivie en la Cour s'il est jugé nécessaire, à la première réquisition de l'une ou de l'autre des parties, sans néanmoins que le défaut d'homologation en puisse arrêter l'exécution. En foy de quoi les parties ont signé, à Nancy, le 9^e jour de juin 1700 ».

Bourcier a donc démissionné de son office d'avocat et a demandé au duc Léopold d'agréer comme successeur son ami Pillement : le duc aurait pu refuser, mais il n'avait aucune raison d'agir ainsi eu égard à la grande renommée de Bourcier et à celle du doyen de la faculté de droit.

La théorie de KRUG-BASSE doit donc être abandonnée. Mais comment expliquer cette étrange convention ? Il semble que Bourcier ait voulu éviter toutes les contestations qui découlaient naturellement de la dualité du ministère public (14) en réglant minutieusement les attributions de Pillement, Bourcier écartait ainsi toutes les causes de discorde.

Cependant, la validité d'une telle convention, malgré son homologation par la Cour Souveraine, est douteuse. Bien, qu'en principe, elle ait été acceptée par les parties, que serait-il arrivé si Pillement n'avait pas exécuté ce contrat ? titulaire de l'office d'avocat général, n'avait-il pas droit aux honneurs, privilèges et attributions accordées aux avocats généraux par l'édit de 1668 ? Il est douteux qu'un simple acte sous seing privé puisse modifier le statut de l'avocat général.

Quoiqu'il en soit, nous pensons avoir démontré que l'officier de la Cour n'était pas propriétaire de son office. Quant à cette convention citée par KRUG-BASSE, loin d'infirmar cette théorie, elle nous prouve que Bourcier n'était pas propriétaire de cet office d'avocat général, car, s'il en avait été ainsi, il aurait imposé ces clauses sous peine de déchéance, alors qu'en réalité Pillement a librement consenti l'abandon de quelques prérogatives auxquelles il avait droit, moyennant que Bourcier s'engageait à user de sa très grande influence auprès du duc pour le faire nommer titulaire de l'office vacant.

Nous pensons avoir suffisamment montré par ces quelques exemples l'originalité du système parlementaire lorrain qui, tout en gardant les avantages d'indépendance des magistrats français, en corrigeait les abus.

La vénalité des offices était universellement critiquée en France ; en Lorraine, la gratuité des charges était louée par tous les jurisconsultes et tous les historiens.

(14) Le Procureur Général tenait la plume et l'Avocat Général la parole.

Voici le témoignage du savant ROGÉVILLE : « une des principales obligations qu'on lui a (15), c'est d'employer son crédit à ne faire admettre que des sujets connus par leurs lumières et leur amour pour le travail. J'écris sous les yeux du barreau qui me jugea et je ne crains pas qu'il me désapprouve d'avancer que la plus jeune Chambre est aussi instruite qu'on l'est communément dans les plus anciennes des autres Cours supérieures du royaume. Heureux effet de la non vénalité et du droit de présenter qui porte les jeunes gens à s'appliquer de bonne heure. Que les partisans de la finance des offices viennent et regardent, ils verront quatre fils de présidents et de conseillers faire à l'envie l'un de l'autre les fonctions de surnuméraires des gens du roi, dans la seule espérance de mériter par leur travail et leur conduite l'honneur d'être jugés dignes d'entrer au Parlement au milieu de leur carrière. Quelle autre Compagnie peut offrir exemple semblable » (16).

(15) Il s'agit du Président de Cœurderoy.

(16) ROGÉVILLE, *Jurisprudence de Lorraine*, Lij.



Ernest-Flavien Rouot

CONCLUSION

De 1641 à 1789, la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois fut la plus haute instance judiciaire du duché, elle présida aux destinées de nombreuses générations de Lorrains. Il ne nous appartient pas de formuler un jugement sur la Cour et sur ses œuvres après que des plumes plus autorisées aient exprimé leur opinion à ce sujet ; cependant, il nous a paru intéressant de comparer cette Cour avec les autres Compagnies françaises.

Ainsi, l'histoire nous apprend que rien n'a été plus intègre et plus digne de respect que la Justice des Parlements, rien de plus sage et de plus utile en leur temps que les arrêts de règlement, mais elle nous oblige également à dire que leur immixtion dans la politique a été funeste, leurs interventions dans le gouvernement du pays, déplorables et causes de fautes et d'erreurs.

Tant que les Parlements français avaient suivi les traditions de leur origine monarchique et religieuse, leur influence salutaire sur les destinées du pays s'était maintenue et le temps l'avait même fortifiée ; fidèle à la monarchie, la magistrature avait lutté avec succès contre l'étranger qui menaçait de faire de la France une province vassale.

Mais, s'il est un exemple frappant des égarements dans lesquels purent se laisser entraîner les corps les plus recommandables lorsqu'ils sortent des règles de leur institution, ce fut celui malheureusement donné par la magistrature de Paris, entraînant le peuple dans la révolte, propageant l'esprit de sédition dans les provinces.

Avec le règne de Louis XIV, finirent les beaux jours de la magistrature.

L'ambition du Régent réveilla celle des magistrats et les entraîna hors de leur orbite ; le premier pas dans la toute-puissance fut le premier vers la décadence.

L'ambition fut la perte de la magistrature. Les Parlements français recommandables par leur vertu privée et leur probité judiciaire faillirent dans leurs devoirs de magistrats politiques et de citoyens.

Les jugements, que l'on a portés sur les Parlements français, ne peuvent pas s'appliquer à la Cour Souveraine.

Créée au XVII^e siècle, sur le modèle des Compagnies françaises, le duc Charles IV, lui en avait évité les erreurs, comme par exemple, la vénalité et l'hérédité des offices.

De plus, particulariste par tradition, la Cour Souveraine ne se mêla jamais aux ligueurs parlementaires contre le Gouvernement Royal, même après la mort de Stanislas.

Certes, son attitude, vis-à-vis du gouvernement français, ne fut pas irréprochable sous Stanislas et jusqu'en 1789, mais son opposition turbulente ne se manifeste que pour protéger les droits de la Lorraine. Les cahiers de doléances du Tiers-Etat l'attestent et l'on ne peut guère les taxer de partialité. Nous citerons, en conclusion, quelques passages de celui de Briey rédigé par le célèbre Coster.

« Après s'être livré à l'examen de ces grands objets, les représentants pensent qu'un petit retour sur eux-mêmes ne leur est pas interdit. La Lorraine a des droits précieux dont la conservation lui est bien chère. Depuis 1737, époque de sa réunion à la France, ces droits n'ont cessé d'être attaqués. Hélas ! que sa situation est différente de ce qu'elle était sous le règne du duc Léopold, l'amour et le regret éternel des Lorrains ! C'est à vous, Sire, qu'il est donné de rappeler ces jours heureux et de faire cesser les atteintes portées à notre constitution...

« Avant 1737, nous avions une Cour Souveraine qui nous jugeait en dernier ressort ; les demandes en cassation étaient rares et se portaient à un Conseil auquel chacun de nous pouvait aisément recourir ; ce tribunal auguste maintenait les droits et les privilèges de la province, il éclairait le prince sur ses devoirs, le peuple sur ses intérêts ; le vain titre du Parlement a remplacé celui de Cour Souveraine et nos magistrats sont sans pouvoir

pour faire respecter leurs arrêts ; souvent, ils sont cassés et leurs remontrances ont été presque toujours inutiles et sans effet ».

La grandeur de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois a été en raison de son dévouement à la Justice et à la cause lorraine.

APPENDICE

COMPOSITION DU PARLEMENT DE NANCY EN 1789

Premier Président :

Michel-Joseph DE COEURDEROY.

Présidents à mortier :

Charles-François DE VIGNERON,
Esprit-Claude PIERRE DE SIVRY,
Nicolas-Joseph DORÉ DE CREPY,
Ernest-Flavien ROUOT DE FLIN,
Jean-Baptiste-Charles COLLENEL,
Charles-Ferdinand DE FISSON DU MONTET.

Conseillers prélats :

Louis-Henri DE LA FARE, évêque, primat de Lorraine,
Etienne-François-Xavier DESMICHÈLS DE CHAMPORCIN, évêque, comte
de Toul,
Louis-Martin DE CHAUMONT DE LA GALAIZIÈRE, premier évêque,
comte de Saint-Dié,
Marc-Antoine DE MAHUET DE LUPCOURT, grand doyen de l'Eglise
Cathédrale Primatiale.

Conseillers Chevaliers d'Honneur :

Charles-Just, Maréchal Prince DE BEAUVAU.

Conseillers :

Claude-Charles-François SALLET,
Joseph-Claude PAGNY,
Claude-François DE MILLET DE CHEVERS,
François-Michel LE GOUX DE NEUVRY,
Antoine-Benoît CACHEDENIER DE VASSIMON,
Nicolas DE MAURICE,
Jacob-Philippe BESSER,
Joseph-Nic. HARMAND DE BÉNAMANIL,
Alexis GARAUDÉ,
Léopold-Henri PROTIN DE VULMONT,
Nicolas-Léopold-Sigisbert LEFEBVRE,
François-Joseph RENAULT D'UBEXI,
Marc-Sigisbert-Antoine DE BAZELAIRE DE SAULCY,
Louis-Henri PELET DE BONNEVILLE,
Charles-Joseph-Hyacinthe DE BOUVIER,

Joseph BRUNET DE CRAMILLY,
Maurice-Joseph REGNAULT D'IRVAL,
Pierre-Dominique-Guillaume DE ROGÉVILLE,
Nicolas-Michel ROXARD DE LA SALLE,
Jean-Pierre-Louis BEYERLÉ,
François-Pascal-Marc ANTHOINE,
Jean-Hyacinthe DE BOUTEILLER,
Antoine-Hyacinthe DE MARCOL,
Antoine-Nicolas-François DU BOIS DE RIOCOUR,
Charles-Alexis-Romarie DE ROGUIER,
Jean-François-Gilbert-Gérard D'HANONCELLES,
Jean-Louis FOURIER D'HINCOURT,
Claude-Antoine DE VIGNERON DE LOZANNE,
Esprit-Marie-Joseph PIERRE DE SIVRY,
Christophe-François MANGIN DE LA NEUVEVILLE.

Gens du Roi :

Pascal-Joseph DE MARCOL. Chevalier Conseiller d'Etat, Procureur
Général de Lorraine et Barrois,
Philippe-Pascal DE MARCOL DE MONCOURT, Procureur Général en
en survivance et en exercice.
Charles-Alexis-Hub. CHARVET DE BLÉNOD, premier avocat général,
Sigisbert-Antoine-Louis-Jos. ROLLAND DE MALLELOY, second avocat
général,
Antoine DE CHAUMONT DE LA MILLIÈRE, maître des requêtes, avocat
général honoraire.

Substituts :

Michel FRANCHET VILLENEUVE,
Antoine GUILLAUME,
François MARIZIEN,
Joseph PRUGNON,
Claude-Joseph MALLARMÉ,
Léopold MATHIEU,

— *surnuméraires :*

François CACHEDENIER DE VASSIMON,
François DE SALLES DE VIGNERON,
Henry DE ROVILLE,
Nicolas LE GOUX DE NEUVRY,
Antoine-Hyacinthe DE MARCOL.

Greffiers en chef :

Henry BEURARD,
François HENRY.

Secrétaires de la Cour :

Jacques MATHIEU, avocat au Parlement,
Louis MATHIEU, fils, avocat au Parlement, en survivance et en
exercice,

ORDONNANCE DU 16 MAI 1641
PORTANT CREATION DE LA COUR SOUVERAINE

« Charles, par la grâce de Dieu, Duc de Lorraine, Marchis, Duc de Calabre, Bar, Gueldres, Marquis de Pont-à-Mousson et de Nomeny, Comte de Provence, Vaudémont, Blâmont, Zutpeen, Sarwerden, Salm, etc. Scavoir faisons, qu'ayant dès l'année 1635, estant en notre ville de Sierk, établi un président de notre Parlement de Saint-Mihiel, qui était auprès de nous pour exercer la justice souveraine en tous nos Etats, et désirant en faciliter la distribution à Nos sujets pour leur repos et soulagement : dans la connaissance que nous avons que lesdits juges ne peuvent présentement suffire pour la vidange de la quantité d'affaires qui se présentent ; Nous pour cette cause et autres à ce nous mouvant, avons de l'avis des gens de Notre Conseil et par bonne et mûre délibération, résolu d'augmenter ledit corps et ériger, comme en effet, nous de Notre pleine puissance et autorité, l'érigions en Cour Souveraine, qui demeurera proche de Notre Personne, ou ailleurs ou bon nous semblera, pour connaître, juger, et décider souverainement, sans longueurs, involutions de procès, de toutes appellations et plaintes qui ressortissaient ci-devant en dernier ressort en Notre Cour audit Parlement et pardevant tous autres juges tant en matière civile que criminelle, en Nos Duchés de Lorraine et de Bar et autres terres de notre obéissance ; même donnons pouvoir à Notre Cour Souveraine d'anticiper les appellations, évoquer les procès mus, et à mouvoir, quand elle le jugera le cas requérir ; comme aussi de donner tous reliefs et de restituer en entier, sans que pour ce sujet il soit besoin de recourir à nous, ainsi que du passé ; ce qui aura lieu en tous Nos Pays, nonobstant tous us et pratiques au contraire, à quoi de notre certaine science et pleine puissance, avons dérogé et dérogeons à cet égard.

Sera, Notre dite Cour Souveraine composée de deux présidents et douze conseillers, deux Procureurs Généraux, deux greffiers et douze huissiers qui seront tenus de servir Notre Cour et jouiront de tous les droits, honneurs et privilèges dont Notre dit Parlement de Saint-Mihiel, jouissait.

Pour Premier Président nous avons nommé et institué notre très cher et féal Conseiller d'Etat, Humbert de Gondrecourt ; pour second, notre aussi très cher et féal Conseiller d'Etat, Antoine Richard ; pour Conseillers, nos très chers et féaux Conseillers d'Etat, Jean Thiery, Charles Barrois, Emont Vincent, Nicolas Royer, Georges de Chatenoy d'Armaucourt, lesquels en attendant que le nombre susdit soit complet, pourront juger et faire tout ce que ladite Cour Souveraine pouvait faire ; même trois ou quatre d'iceux suffiront en l'absence des autres. Pour Procureurs

Généraux nos très et chers et féaux Conseillers d'Etat, Jean Henri Humbert pour la Lorraine et Henri Hennezon pour le Barrois, et l'un en l'absence de l'autre ; pour Huissiers, Pierre Platel et Humbert de la Grange : de tous les quels avons fait prendre le serment par nos dits Présidents, iceux l'ayant prêté ci-devant en nos mains audit lieu de Sierk. Et pour les gages avons accordé à chacun Président, douze cent francs, monnaie de nos Pays par chacun an ; à chacun Conseiller, six cent francs ; à chacun des greffiers deux cent francs et à chacun huissier, cent franc, qu'ils retireront chaque an, par les mains de Notre Receveur de Saint-Mihiel, et en cas d'insuffisance, sur les plus clairs et apparens deniers de Notre Domaine ; et ainsi que les gens de Notre Parlement de Saint-Mihiel, les recevaient ci-devant. Pourront lesdits présidents et conseillers faire deux chambres, à chacune desquelles il y aura un Président et six Conseillers ; lesquels aussi pourront s'assembler en corps ès affaires importantes et quand ils trouveront le cas de requérir. Es autres affaires et procès suffira pour en connaître et juger, qu'il y ait cinq conseillers en chacune desdites chambres. Et pour éviter les difficultés qui pourraient arriver entre lesdits conseillers et lesdits présidents ou l'un d'iceux en l'absence de l'autre ; ordonneront en chacune assemblée desdites chambres ceux qui devront travailler à chacune desdites chambres. Les Sceaux de ladite Cour Souveraine demeureront à la garde des dits présidents ; et en l'absence d'iceux, du plus ancien conseiller, et pour sceller les Arrêts, actes reliefs et commissions et les profits et émoluments desdits sceaux appartiendront à chacun desdits présidents, pour un quart et à nous pour l'autre moitié.

Sera suivi le style et la pratique qui s'observaient audit Parlement de Saint-Mihiel ; et pour la décision des procès, les coutumes des lieux, en ce qu'il n'y est dérogé par le présent établissement ; et pour le surplus, les Règlements, Statuts et Ordonnances qui ont été ci-devant donnés par ledit Parlement de Saint-Mihiel, le tout néanmoins par provision et sous notre bon plaisir : nous réservant le pouvoir d'y ajouter ou diminuer ou autrement changer, suivant que nous trouverons la nécessité des affaires et le bien de l'utilité publique le requérit. Ordonnons auxdits présidents et conseillers de suivre, faire effectuer et entretenir de point en point ledit établissement ; de ce faire leur avons donné de notre puissance et autorité souveraine, tout pouvoir, commission et mandement. Si donnons aussi en mandement à tous Nos Maréchaux, Sénéchaux, Bailifs, Prévôts et leurs lieutenants et à tous autres officiers, justiciers, vassaux et sujets, d'obéir auxdits Présidents, Conseillers et autres Officiers de Notre dite Cour Souveraine, ainsi par nous établie, en tout ce qui dépendra de leur charge et tout de même qu'ils seraient à nous et de leur donner main-forte et assistance pour les exécutions de leurs commissions et arrêts, toutes et quantesfois qu'il leur sera ordonné par Notre dite Cour, à peine de désobéissance et de rebellion ; car tel est Notre plaisir ; en témoignage de quoi nous avons aux présentes signées

de notre main et contresignées par l'un de nos secrétaires, fait mettre et apprendre notre grand sceau.

Donné en notre ville d'Epinal, cejourd'hui 7 mai 1641 »

« Signé : Charles ».

« Sur le replis est écrit : Par Ordonnance de Son Altesse ».

« Contresigné : J. le Molleur ; et scellé du grand sceau, de Sadite Altesse, sur cire vermeille à double queue de parchemin pendante ».

LISTE DES PROCUREURS GENERAUX

A. — Procureurs Généraux de Lorraine

MÉLIAN (Thirion), 1382,
LOYON (Simonin), 1473,
MÉLIAN (Jacques), 1480.
MORCEL (Thiery), 1492,
L'ÉGLISE (Jean de), 1497.
CHAMPENOIS (Jean), 1505,
CHAMPENOIS (Dominique), 1532,
NANCY (Jean de),
VIART (Claude), 1553,
LE HONGRE, 1558,
MAINBOURG (Georges), 1572,
REMY (Nicolas), 1591,
REMY (Claude-Marcel), 1599,
HARCOURT (Claude d'), 1631,
MODO (Pierre), 1633,
HUMBERT (Jean), 1633,
THOMAS (Nicolas), 1664,
CANON (Claude-François), 1664,
HUYN (François-Henri), 1668.

B. — Procureurs Généraux du Barrois

PERCIVAL DE BAZOILLES, 1391.
MILLET (Jean), 1392,
ANDERNAY (Gillet d'), 1420,
LA MOTHE (Edouard de), 1444,
LAMYER (Jean), 1462,
SAINT-HILLIER (Audry de), 1483,
VILLIERS (Jean de), 1485,
VINCENT (Jacques), 1497,
COUSIN, 1504,
GERVAISE (Nicolas), 1533,
LE POUGNANT (Jean), 1552,

BOURNON (Jacques), 1571,
BOURNON (Baptiste), 1587,
BOURGEOIS (Jean), 1598,
BOURGEOIS (Jean), 1601,
HENNEZON (Henri), 1641,
GERVAISE (Pierre), 1662,
TAILLEFUMIER (Charles de), 1665,
DUPLESSIS (Jean-Baptiste), 1667.

C. — Procureurs Généraux de Lorraine et Barrois

BOURCIER (Jean-Léonard, baron de), fils de Jean, lieutenant général du bailliage de Vézelize, anobli le 17 mai 1646, et de Marthe Pierreson, née à Vézelize, le 17 août 1649, épousa Anne Boulet, décédée à Nancy, le 18 octobre 1728 ; il mourut en cette ville, le 30 septembre 1726 et fut enterré aux Minimes où un superbe monument, dû à Chassel, lui fut élevé. Reçu licencié en droit à Pont-à-Mousson, en 1669, avocat au Parlement de Metz, le 30 avril 1674, dont il devint une des gloires, avocat du roi à la table de marbre du Parlement de Metz, en 1681, nommé par Louis XIV procureur général près du conseil provincial du duché de Luxembourg, puis, le 14 août 1698, par Léopold, conseiller d'Etat et « Procureur Général en nos duchés de Lorraine et Barrois, charges ci-devant remplies par deux personnes différentes et depuis longtemps vacantes ». Choix excellent, dit Krug-Basse, Bourcier fut, en effet, la figure la plus illustre parmi tous les magistrats qui se sont succédés dans cette Compagnie (1). Nommé, à la mort du premier président de Mahuet, premier président de la Cour Souveraine, le 16 septembre 1721. Dom Calmet donne la liste des ouvrages qu'il a composés.

BOURCIER D'AUTREY (Jean-Louis, comte de), fils du précédent, né à Luxembourg, le 12 mai 1687, seigneur de Montureux, reçut des lettres de comte, le 16 août 1736, épousa, en 1715, Marguerite-Françoise Barrois, morte à Nancy, le 15 mai 1779, fille de François, comte de Kœurs et de Marguerite de Rosières, il mourut d'apoplexie à Nancy, le dimanche 14 mars 1751, et fut enterré aux Minimes. Avocat substitut du procureur général en 1710, il reçoit ses lettres de provision en survivance de l'office et état de procureur général en 1712. Conseiller d'Etat en 1716, maître des requêtes en 1721, reçoit, cette même année, la survivance de l'office de premier président : « au cas où le sieur de Moulon obtiendrait lors dudit décès de conserver ledit office de procureur général et au cas où

(1) KRUG-BASSE, *op. cit.*, p. 96 ; DOM CALMET, *op. cit.*, p. 145 ; DIGOT, *Eloges historiques de J. L. baron de Bourcier*, 1842 ; Journal du Président Bourcier, M.S.A.L., 1891 ; Comte de Ludre, *J. L. de Bourcier*, 1896, etc.

ledit de Moulon opte de jouir de l'effet de nos dites lettres à luy accordées de la survivance dudit état, office et dignité de premier président avons audit sieur Jean Louis Bourcier de Montureux donné, conféré et octroyé... par ces présentes la survivance dudit office et état de notre procureur général de Lorraine et Barrois... Il devint (2), le 24 mai 1724, procureur général de Lorraine et Barrois.

MATHIEU DE MOULON (Dominique), fils de Nicolas, anobli en 1709 et de Gabrielle Rouot, épousa Catherine Dujard, décédée à Nancy, le 5 octobre 1725. Il mourut en 1724 et fut enterré aux Minimes à Nancy où on lui éleva un beau monument. Avocat au Parlement de Metz, quitta cette ville au traité de Ryswick, substitut du Procureur Général, le 4 août 1704, banquier expéditionnaire en la Cour de Rome, le 12 mai 1708, maître des requêtes, conseiller d'Etat en 1713, nommé procureur général en 1721, à la place de J. L. Bourcier, prête serment, le 8 octobre, et est installé le 13 novembre. Reçoit, en 1721, la survivance d'office de premier président pour en jouir après le décès de Bourcier ou conserver son office de procureur général, ce qu'il fit. Il mourut emportant l'estime générale et l'affectation particulière du souverain qui s'écria, en apprenant son décès : « je perds un conseil et un bon ami » (3).

TOUSTAIN DE VIRAY (Claude-François, marquis de), né à Vézelize, le 5 janvier 1694, épousa :

1° le 10 février 1722, Elisabeth Collin, décédée en 1730,

2° en 1752, Marie Charlotte, née comtesse de Gourcy, veuve d'Ignace, marquis de Gournay. Il mourut en 1757, et fut inhumé en l'Eglise des Augustins de Nancy. Substitut du Procureur Général en 1715 ; Avocat Général, en 1719 ; Conseiller d'Etat, le 29 janvier 1722 ; Procureur Général, le 14 juin 1751 (4).

MARCOL (Pascal-Joseph de), fils d'un Conseiller à la Cour, épousa, le 8 janvier 1732, Barbe Hyacinthe Puiseur, décédée à Nancy, en 1780, à l'âge de 67 ans, fille de Philippe, Procureur du Roi à Vic et de Barbe Vautrin. Il mourut le 1^{er} janvier 1795. Avocat substitut du Procureur Général en 1731 ; banquier expéditionnaire en Cour de Rome en 1735 ; Conseiller à la Cour en 1740 ; Conseiller d'Etat en 1754 et Procureur Général le 17 novembre 1757. Ce magistrat estimé fut le dernier des Procureurs Généraux titulaire du Parlement de Nancy.

(2) Cf. Cour Souveraine, p 31 ; Comte d'Haussonville, *op. cit.*, IV, p. 293 ; CHEVRIER, *op. cit.*, IX, 114, etc.

(3) BEXON, *op. cit.*, 300 ; Dom CALMET, *op. cit.*, IV, 648 ; CHEVRIER, *Mémoires pour servir à l'histoire des hommes illustres*, II, 111 ; MICHEL, *op. cit.*, 357.

(4) CHEVRIER, *op. cit.*, Tome IX, p. 175.

MARCOL (Philippe-Pascal), fils du précédent, né à Nancy, le 16 juillet 1734, seigneur de Manoncourt, épousa, en 1755, Marie Anne Fériot, morte en 1806. Il mourut le 24 décembre 1799. Avocat en 1754, Conseiller à la Cour en 1757, démissionne en 1784, il obtint, le 1^{er} mai 1787, « l'exercice actuel des fonctions de la charge de Procureur Général dont il avait eu la survivance et concurremment avec son père titulaire audit office ».

LISTE DES PRESIDENTS DE LA COUR DES GRANDS-JOURS DE SAINT-MIHIEL (5)

ROSE (Guillaume).
CHAMPENOIS (Dominique).
LE POUGNANT (Jean).
HENNEZON (Jean).
BOURNON (Jacques).
ROSIÈRES (Antoine de).
LE POUGNANT (Jean) (troisième du nom).
RUTANT (Jacob).
GONDRECOURT (Humbert de).
RICHARD (Antoine).
GERVAISE (Nicolas).
ROSIÈRES (Jean de) (ne figure pas dans la généalogie donnée par M. de Dumast).

LISTE CHRONOLOGIQUE DES PREMIERS PRESIDENTS (6)

GONDRECOURT (Humbert de), 1641-1664.
GERVAISE (Nicolas), 1664-1668.
CANON (Claude-François), 1668-1698.
MAHUET (Jean-Baptiste-Christophe de), 1698-1721.
BOURCIER (Jean-Léonard de), 1721-1726.
GONDRECOURT (Nicolas-François de), 1726-1735.
HOFFELIZE (Claude d'), 1735-1745.
LABBÉ DU ROUVROIS (Jean-Charles), 1745-1767.
COEURDEROY (Michel-Joseph de), 1767-1790.

(5) Donnée par LEPAGE.

(6) Comte A. DE MAHUET, *op. cit.*, p. 255 et suiv.

LISTE DES PRESIDENTS A MORTIER

RICHARD (Antoine), 7 mai 1641.
GERVAISE (Nicolas), 12 août 1660.
SERRE (Jacques), 21 septembre 1698.
RENNEL (Jean-Sigisbert de), 5 janvier 1702.
GEORGES (Claude), 30 août 1707.
CUEILLET (Jean-Marie), 2 juin 1720.
GONDRECOURT (Nicolas-François de), 2 juin 1720.
HOFFELIZE (Claude d'), 18 février 1724.
NAY (Charles-Ignace de), 15 septembre 1726.
REBOUCHER (François-Gaspard), 4 juin 1732.
PARISOT (Nicolas-François), 21 juillet 1735.
MALVOISIN (Charles-François de), 2 décembre 1743.
LOMBILLON (Charles-Joseph de), 21 septembre 1746.
MAUD'HUI (Jean-Baptiste de), 4 décembre 1748.
FISSON (Antoine de), 25 juin 1755.
LOMBILLON (Charles-Rémy de), 19 février 1757.
THOMASSIN (Gaspard-Nicolas de), 10 octobre 1762.
VIGNERON (Charles-François de), 9 octobre 1763.
LANÇON (Pierre-Philippe-Clément), 8 novembre 1771.
PIERRE DE SIVRY (Esprit-Claude), 8 novembre 1771.
DORÉ DE CRYPY (Nicolas-Joseph), 1775.
PERRIN (Claude-Joseph), 1775.
VIGNERON (Nicolas-Louis de), 3 juillet 1780.
ROUOT (Ernest-Flavien de), 7 mai 1786.
COLLENEL (Jean-Baptiste-Charles), 3 septembre 1786.
FISSON (Jean-Charles-Ferdinand de), 1788.

LISTE DES CONSEILLERS PRELATS

RIGUET (François de), 19 janvier 1667.
DUFORT (Bernard).
FOURNIER (Antoine-Africain), 18 août 1698.
NAY (François-Joseph de), 7 novembre 1701.
COLLIN (Pierre), 1^{er} décembre 1710.
MAHUET (Jean-François de), 14 août 1714.
DU CAMBOUT (Henri-Charles), vers 1720.
SOMMIER (Jean-Claude), 20 mai 1722.
BOUZEY (Jean-Claude de), 10 mai 1728.
ZALUSKI (Joseph-André), 16 décembre 1737.
BÉGON (Scipion-Jérôme), 4 novembre 1742.
CHOISEUL-BEAUPRÉ (Antoine-Cléradius de), 31 janvier 1743.
DROUAS DE BOUSSEY (Claude), 18 novembre 1756.
PERSON DE GRANDCHAMP (Jean-Joseph), 1762.
MAHUET DE LUPCOURT (Jacques-Marc-Antoine de), 20 novembre 1769.
DES MICHELS DE CHAMPORCIN (Etienne-François-Xavier), 1773.

CHAUMONT DE LA GALAIZIÈRE (Barthélémy-Louis-Martin), vers 1777.
SABRAN (Louis-Hector-Honoré-Maxime de), 1777.
LA TOUR DU PIN-MONTAUBAN (Louis-Apollinaire de), 25 juin 1778.
FONTAGES (François de), 22 décembre 1783.
LA FARE (Louis-Henry de), 1787.

LISTE DES CONSEILLERS CLERCS

MAILLART (Claude), 18 mai 1661.
MAGERON (Charles de), vers 1670.
CANON (Jean-Nicolas), 28 mai 1698.
SOMMIER (Jean-Claude), 8 octobre 1711.
ANTHOINE (Marc-Sigisbert), 18 décembre 1724.
ANTHOINE (François-Pascal-Marc), vers 1760.
PELET DE BONNEVILLE (Louis-Henry), 1774.

LISTE DES CONSEILLERS CHEVALIERS D'HONNEUR

DES ARMOISES (Charles), 25 août 1698.
CLÉRON (Jean-Ignace de), 9 septembre 1698.
BRESSEY (Charles-Anne-Nicolas de), 4 août 1704.
BEAUVAU (Marc de), 19 avril 1708.
DU HAUTOY (Pierre-Paul-Maximilien-Abraham), 15 juillet 1712.
TORNIELLE (Anne-Joseph de), 27 janvier 1721.
LORRAINE (Jacques-Henri de), 16 août 1721.
BÉTHUNE (Louis-Marie-Victor de), 2 octobre 1737.
GUSTINE DE WILTZ (Charles-François-Marie de), 2 octobre 1737.
TENCZIN (François-Maximilien de), 2 octobre 1737.
BERCHENY (Ladislas-Ignace de), 24 avril 1738.
MONTMORENCY-LAVAL (Guy-Claude-Roland de), 17 mai 1745.
DU CHATELET (Florent-Claude), novembre 1751.
BEAUVAU (Charles-Just de), 19 décembre 1757.
GUSTINE D'AUFANCE (Joseph-Nicolas-Edmond de), 1789.

LISTE DES CONSEILLERS (7)

GERVAISE (Nicolas), 1^{er} février 1624.
GONDRECOURT (Humbert de), 2 février 1625.
THIERY (Jean), 2 février 1625.

(7) La date qui suit les noms des Conseillers est celle de leur nomination, soit à un siège vacant, soit à une expectative ou à une survivance. Les Conseillers dont les noms sont précédés d'un astérisque sont ceux qui n'ont pas siégé.

MENU DE RONCOURT (Henri), 1635.
THOMAS (Nicolas), 1635.
BARROIS (Charles), 7 mai 1641.
CHATENOT (Georges de), 7 mai 1641.
ROUYER (Nicolas), 7 mai 1641.
VINCENT (Edmond), 7 mai 1641.
CUEILLET (Antoine), vers 1650.
LE PREUD'HOMME (François), vers 1650.
DU BOYS (Nicolas), 16 juin 1651.
MARIONNEL (Georges), 26 janvier 1655.
BOUSMARD (François-Josias), 30 juin 1660.
REMY (Charles), 1660.
CANDOT (Pierre), 1661.
LUYTON (Raymond), 1661.
SARRAZIN (Charles), 1661.
SERRE (Jacques), 1661.
BLAYVES (Jean de), 1664.
JEANMAIRE (François), 1664.
HANUS (Nicolas-François), 26 avril 1665.
ROUSSELOT (Nicolas), 2 août 1666.
VINCENT (François), 15 novembre 1667.
TAILLEFUMYER (Charles de), 28 novembre 1667.
MAGERON (Paul de), 1669.
NAY (François de), 1670.
RENNEL (Charles-Jean-César de), 5 janvier 1698.
BARDIN (Philippe), 11 mars 1698.
BARROIS DE SAINT-RÉMY, 11 mars 1698.
BONNET (Charles-Ignace), 31 janvier 1720.
BAUDINET (Jean-Joseph), 9 juin 1720.
LABBÉ (Jean-Charles), vers 1720.
CUEILLET (Jean-Hyacinthe), 17 décembre 1720.
CUEILLET (Henri-François-Joseph), 23 avril 1721.
+ THIBAUT (Thimothée-François), 4 juin 1721.
KOELER (Jean-Ferdinand de), 24 août 1721.
+ BARRET (Anne-Charles-François), 24 août 1722.
GRUTHUS DE GRANDHAM (Jean-Baptiste), 15 juillet 1722.
JACQUIER (Nicolas-François), 22 décembre 1722.
DUPUY (Charles-Antoine), 22 décembre 1722.
LOMBILLON (Charles-Rémy de), 8 mars 1723.
+ FÉRON (Charles), 15 mars 1723.
+ ALBA (Louis-Pierre), 6 mai 1723.
+ MENGEOT (Jean-Gabriel), 27 mai 1723.
+ DU PLESSIS (Charles-Christophe), 23 décembre 1723.
MAINBOURG (Léopold-Christophe), 30 décembre 1724.
+ GESNER (Léopold de), 5 mars 1725.
SERRE (Louis-François), 22 juin 1725.
+ CHARVET (Hubert), 11 juillet 1725.
+ MASSON (Léopold), 13 juillet 1725.

- FÉRIET (Joseph de), 25 janvier 1726.
+ BRETON (Marc-Antoine), 10 octobre 1726.
PERRIN (Etienne-Anastase), 12 novembre 1726.
+ VERNEY (Marc-Antoine de), 21 novembre 1726.
+ RENAULT (Joseph), 1727.
+ GAUTHIER (François-Joseph), 22 avril 1728.
LE FEBVRE (Louis-François), 22 mai 1730.
FLORIOT (Nicolas-François), 12 juillet 1730.
JOLY (Jean-Charles), 10 juin 1732.
MARCOL (François-Pascal), 23 juillet 1737.
MARCOL (Pascal-Joseph), 14 novembre 1740.
+ LE LABOUREUR (Claude-Jean-Augustin), 4 mai 1710.
+ MENU DE RONCOURT (Charles-François), 15 juin 1710.
DU BOYS (Nicolas-Joseph), 10 novembre 1710.
DUPUY (François-Anne), 10 novembre 1710.
LOMBILLON (Charles-Joseph de), 7 décembre 1710.
JACQUIER (Gérard-François), 4 janvier 1711.
REBOUCHER (Claude-François), 6 janvier 1711.
SARRAZIN (Claude-Ignace), 10 mars 1711.
ANTHOINE (Marc), 8 juin 1711.
BAUDOIN (Claude-Joseph), 9 juin 1711.
AUBURTIN DE CHARLY (Jean-Christophe d'), 11 mai 1712.
RENNEL (Nicolas-François de), 10 juin 1712.
+ GUYOT (Jean-François), 26 décembre 1712.
ABRAM (Jacob), 29 novembre 1713.
HENRY (Charles-François), 29 novembre 1713.
ROGUIER (Etienne-Alexis de), 29 novembre 1713.
VIRIET (Jacques-Pascal), 29 novembre 1713.
+ KIECLER (François-Hyacinthe de), 26 août 1714.
CHARVET (François-Dieudonné), 2 septembre 1714.
ROUOT (Christophe-Martin), 1714.
NAY (Emmanuel-François-Joseph-Ignace-Dieudonné de), 20 juillet 1715.
RENNEL (Thomas-Balthazar de), 2 janvier 1716.
FISSON (Antoine de), 16 février 1716.
GRANDEMANGE (Nicolas-François), 3 avril 1716.
+ LE FEBVRE (Charles-François-Xavier), 16 mai 1716.
ROGUIER (Charles-Alexis de), 14 juin 1716.
+ PETITDIDIER (Charles-François), 10 août 1716.
THOMASSIN (Charles-Didier), 10 août 1716.
+ MENU DE RONCOURT (François-Antoine), 15 juin 1717.
+ BRETON (Jean-François), 21 février 1719.
+ LABBÉ (Claude-François), 21 juin 1719.
PROTIN (Léopold-Henri), 26 septembre 1719.
CHARLES DE GERMINY (Louis), 11 mars 1698.
GEORGES (Claude), 14 avril 1698.
SARRAZIN (Charles), 6 juin 1698.
LANÇON (François), 8 juin 1698.

BOURNON (Jean-Baptiste), 10 juin 1698.
HOFFELIZE (Claude d'), 11 juin 1698.
OLIVIER (Charles-Joseph), 11 juin 1698.
CUEILLET (Jean-Marie), 19 septembre 1698.
GONDRECOURT (Nicolas-François de), 19 septembre 1698.
NOIREL (Jean), 19 septembre 1698.
NAY (Charles-Ignace de), 20 septembre 1698.
RUTANT (Pierre de), 6 octobre 1698.
DU BOYS (Antoine), 10 décembre 1698.
ARMUR (Gabriel-François d'), 1698.
MARCHAL (Nicolas), 25 mai 1700.
DORDELU (Claude), 20 septembre 1700.
SERRE (Charles-François), 26 janvier 1702.
PINGUET (François), 15 octobre 1702.
HURAUULT (Louis), 7 août 1702.
PILLEMENT (Antoine-Charles), 24 août 1705.
REBOUCHER (François-Gaspard), 22 décembre 1705.
+ THOMASSIN (Nicolas), 10 juin 1706.
ESMYET (René-Raphaël), 22 juin 1706.
PARISOT (Nicolas-François), 30 août 1707.
DORDELU (Jean), 2 février 1709.
FÉRIET (François), 12 mars 1709.
PROTIN (Georges-François), 22 mars 1709.
CUEILLET (Charles-Christophe), 21 avril 1709.
HURAUULT (François-Joseph), 21 avril 1709.
BARRET (Charles-Joseph), 26 avril 1709.
MALVOISIN (Charles-François de), 13 avril 1710.
BAUDINET (Joseph-Michel), 20 avril 1710.
CHARDIN (Jean-François), 18 juillet 1742.
ESMYET (François), 16 septembre 1742.
ARISTAY DE CHATEAUFORT (François d'), 28 février 1743.
PROTIN (Paul-Louis), 20 décembre 1743.
DORÉ DE CRÉPY (Nicolas-Joseph), 21 novembre 1744.
MUSSEY (Jean-Léonard de), 11 décembre 1744.
LE FEBVRE (Etienne-Charles), 21 septembre 1746.
MARIOT (François-Xavier-Christophe), 31 octobre 1746.
SALLET (Claude-Charles-François), 29 novembre 1746.
THOMEROT (Jean-Philippe de), 29 mai 1747.
COLLENEL (Jean-Baptiste), 1749.
THOMASSIN (Gaspard-Nicolas de), vers 1750.
PERRIN (Claude-Joseph), 27 novembre 1751.
HENRY DE PONT (Charles-François-Xavier), 1751.
MILLET DE CHEVERS (Claude-François-de-Paule), 29 mai 1752.
CACHEDENIER DE VASSIMON (Antoine-Benoît), 3 juillet 1753.
MAURICE (Nicolas de), 6 février 1754.
CHARVET (Hubert-Dieudonné), 11 février 1754.
MAUD'HUI (Nicolas-François de), 1^{er} septembre 1754.
ROUOT (Ernest-Flavien de), 25 juin 1755.

- MARCOL (Philippe-Pascal de), 19 février 1757.
HARMAND (Joseph-Nicolas), 1^{er} septembre 1758.
PIERRE DE SIVRY (Esprit-Claude), 19 novembre 1758.
COLIN DE BÉNAVILLE (Louis-Michel), 27 juin 1759.
GARAUDÉ (Alexis), 26 août 1759.
BAZELAIRE (Marc-Sigisbert-Antoine de), 28 août 1762.
LE FEBVRE (Nicolas-Léopold-Sigisbert), 28 août 1762.
PROTIN (Léopold-Henry), 28 août 1762.
RENAULT (François-Joseph), 2 août 1762.
LA MORRE DE SAVONNIÈRES (Gabriel de), 13 juin 1767.
BOUVIER (Charles-Joseph-Hyacinthe de), 12 juillet 1767.
GUILLAUME DE ROGÉVILLE (Pierre-Dominique), 26 avril 1769.
ROXARD DE LA SALLE (Nicolas-Michel), 20 juin 1769.
FISSON (Jean-Charles-Ferdinand de), 29 novembre 1771.
BESSER (Jacob-Philippe de), 2 décembre 1771.
BEYERLÉ (Jean-Pierre-Louis), 1771.
BOUTEILLER (Louis de), 1771.
BRUNET DE CRAMILLY (Joseph), 1771.
DEVAUX (Georges-François), 1771.
GÉRARD D'HANNONCELLES (Jean-Baptiste-Gilbert), 1771.
GOULLET DE RUGY (Philippe-Auguste), 1771.
LE DUCHAT (Jean-François), 1771.
LE DUCHAT (Gédéon), 1771.
LEGOUX DE NEUVRY (Louis-François), 1771.
PAGNY (Joseph-Claude), 1771.
PICARD (Etienne-François), 1771.
REGNAULT D'IRVAL (Maurice-Joseph), 1771.
LESCURE (Louis-Claude de), 23 août 1772.
MICHELET (Jacques), 23 août 1772.
MARCOL (Antoine-Hyacinthe de), 4 août 1773.
CHAUMONT DE LA GALAIZIÈRE (Antoine-Pierre), 28 juillet 1776.
BOUTEILLER (Jean-Hyacinthe de), 27 septembre 1780.
DU BOYS DE RIOCOUR (Antoine-Nicolas-François), 25 avril 1780.
ROGUIER (Charles-Alexis-Romarie de), 21 mai 1783.
GÉRARD D'HANNONCELLES (Jean-François-Gilbert), 13 juillet 1784.
FOURIER D'HINCOURT (Jean-Louis), 27 septembre 1784.
VIGNERON (Claude-Antoine de), 3 juin 1785.
PIERRE DE SIVRY (Esprit-Marie-Joseph), 20 août 1786.
CACHEDENIER DE VASSIMON (François-Sébastien-Antoine-Benoît),
1788.
MENGIN (Chrétien-François), 1788.
GUILLAUME DE ROGÉVILLE (Charles-Antoine), 1789.

LISTE DES AVOCATS GENERAUX

SERRE (Jean-Georges), 19 janvier 1668.
BOURCIER (Jean-Léonard de), 19 août 1698.
PILLEMET (Antoine-Charles), 9 juin 1699.
BOURCIER (Jean-Baptiste-Joseph de), 25 juillet 1704.
BOURCIER (Jean-Louis de), 7 septembre 1710.
TOUSTAIN DE VIRAY (Claude-François de), 27 mai 1719.
MATHIEU DE MOULON (Claude-Georges), 10 juillet 1726.
VIGNERON (Nicolas-Louis de), 4 décembre 1748.
VIGNERON (Charles-François de), vers 1750.
CHAUMONT DE LA MILIÈRE (Antoine-Louis), 16 janvier 1764.
COLLENEL (Jean-Baptiste-Charles), 26 avril 1769.
CHARVET (Alexandre-Charles-Hubert), 3 juillet 1780.
ROLLAND DE MALLELOY (Sigisbert-Antoine-Louis-Joseph), 23 septembre 1786.

OUVRAGES PUBLIES PAR LES MAGISTRATS DE LA COUR

1. — Philippe BARDIN rédigea le texte qui accompagne les gravures de Sébastien Le Clerc du « Triomphe de son Altesse Charles III » ; il est aussi l'auteur d'anecdotes sur ce duc.
2. — Jean-Pierre-Louis BEYERLÉ, propriétaire de la célèbre fabrique de faïence de Niderviller, directeur de la Monnaie de Strasbourg, numismate distingué, a publié plusieurs ouvrages sur les monnaies.
3. — Le Président GERVAISE auteur d'un commentaire sur la coutume de Lorraine.
4. — François-Henri HUYN, procureur général en 1608, « faisant avec une égale facilité des vers latins et des vers français ; Chevrier, toujours acerbe, dit qu'il fut moins connu au Barreau qu'au Parnasse, parce que les seuls ouvrages qu'il imprima furent en vers » (8).
5. — Le Président J. B. DE MAHUET a laissé un commentaire de la coutume de Lorraine, ouvrage manuscrit.
6. — Le Procureur Général Dominique MATHIEU DE MOULON a écrit un commentaire de la coutume de Lorraine.
7. — Son fils, *Claude-Georges*, avocat général à vingt ans, membre de l'Académie de Stanislas, fut un « poète agréable ».
8. — Louis-Henri PELET DE BONNEVILLE, conseiller clerc, traduisit les œuvres de Sénèque.

9. — Esprit-Claude PIERRE DE SIVRY, président à mortier en 1771, possédait une mémoire prodigieuse ; il fit, à dix-neuf ans, un discours intitulé « Sinistal », éloge de Stanislas, qui lui valut les éloges de Frédéric II et de Montesquieu. Son fils Esprit-Marie-Joseph, nommé conseiller avec dispense d'âge et de parenté, le 20 août 1786, fut le dernier survivant des pensionnaires de la Maison de Lorraine (il est mort en 1853).
10. — A. C. PILLEMET DE RUSSANGE a publié : « Harangues prononcées à la Cour de Lorraine à l'occasion du rétablissement de son Altesse Royale dans ses Etats », Paris, 1700.
11. — Claude-François REBOUCHER, « c'était, dit dom Calmet (9), un très bel esprit et d'une grande capacité ; il a composé plusieurs petites pièces en vers... » (10).
12. — Le Président BOURCIER publia un nombre considérable de Mémoires sur les questions de droit, les Arrêts de la Cour Souveraine, de 1701 à 1716, « Dissertation sur l'origine et la nature du duché de Lorraine », et le « Catholicon », etc.. (11).
13. — Son fils, *Jean-Louis*, publia quelques poésies, plusieurs recueils d'ordonnances et la vie de Jean-Léonard, Baron de Bourcier, ouvrage fort rare, dont un seul exemplaire connu se trouve à la Bibliothèque de la Société d'Archéologie Lorraine.
14. — Jean-Baptiste Joseph DE BOURCIER, neveu de Jean-Léonard, avocat général, « a laissé, dit Chevrier, un recueil de mercuriales qu'il prononça étant avocat général du Parlement, les pièces que ce volume contient sont à la fois solides et fleuries, l'orateur donne des préceptes utiles avec une éloquence polie, la seule qu'on devrait connaître au Barreau ».
15. — Jean-Hyacinthe DE BOUTEILLER publia : Examen du Système de législation établi par les édits du roi, de mai 1788 ».
16. — Le Président CANON a laissé un ouvrage manuscrit « Médaille ou expression de la vie de Charles IV » (12).
17. — A. C. H. CHARVET, avocat général, prononça, en 1788, un discours : l'estime publique qui récompense les magistrats qui remplissent fidèlement leur devoir. C'est lui qui se retirant à Pont-à-Mousson, en 1788, fit inscrire sur sa porte ces mots : « Virtus agitata crescit ».
18. — COLIN DE BÉNAVILLE écrivit un ouvrage intitulé : « Exposition des lois, actes et monuments authentiques concernant l'origine et la constitution de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois ».
19. — Abbé Pierre COLLIN, conseiller prêtre, publia « un traité de la vérité de la Religion ».

(9) *Bibliothèque Lorraine*, p. 786.

(10) Cf. Comte A. DE MAHUET, *Le Conseiller F. Reboucher, poète lorrain*, édition du Pays Lorrain, 1929.

(11) *M.S.A.L.*, 1891

(12) *Bibliothèque publique de Nancy*, n° 789.

20. — F. DE RIGUET, parmi ses nombreux ouvrages, on remarque « Système chronologique, historique des évêques de Toul ».
21. — A. RISTON publia les « Tables alphabétiques ou abrégé du Recueil des Ordonnances ».
22. — G. DE ROGÉVILLE publia le très célèbre « Dictionnaire des Ordonnances et des Tribunaux de Lorraine ». De plus, il publia un autre ouvrage capital : « La Jurisprudence des Tribunaux de Lorraine ».
23. — Jean-Claude SOMMIER, conseiller clerc, a publié « l'Histoire de l'Eglise de Saint-Dié » ; « Histoire dogmatique du Saint-Siège ».

TABLE DES GRAVURES

	Pages
1. — Grand sceau de la Cour Souveraine en 1635.	
2. — Armorial de la Cour Souveraine de Lorraine et Barrois en 1770 (réduction de la gravure d'Y.D. Collin, laquelle mesure 543 sur 420)	5
3. — Humbert de Gondrecourt	39
4. — Jean-Baptiste-Christophe de Mahuet	49
5. — Le chancelier Chaumont de la Galaizière reçoit, au nom de Louis XV, le serment de fidélité de la Cour Souveraine. P. Boyé, <i>Le Chancelier Chaumont de la Galaizière et sa famille</i> . - Edition du « Pays Lorrain », 1939, page 49 ..	61
6. — Signature du procès-verbal de la prise de possession actuelle du duché de Lorraine, d'après le registre de la Cour Souveraine. P. Boyé, <i>A propos d'un bicentenaire</i> . - Edition du « Pays Lorrain », 1937	71
7. — Expédition pour la Galaizière du procès-verbal de dépôt à la Cour Souveraine, le 9 avril 1737, de ses patentes de chancelier et garde des sceaux. Boyé, <i>A propos d'un bicentenaire</i> , page 37.	79
8. — Antoine Martin Chaumont de la Galaizière est créé Chancelier de Lorraine et Barrois par le roi Stanislas, au château de Meudon, le 18 janvier 1737. Boyé, <i>Le Chancelier Chaumont de la Galaizière et sa famille</i> , page 45	91
9. — Nicolas du Boys de Riécourt	126
10. — Claude-François Canon	138
11. — Pascal-Joseph de Marcol	155
12. — Esprit-Claude Pierre de Sivry	171
13. — Michel-Joseph Cœurderoy	186
14. — L'ancien Hôtel de Ville de Nancy où siégeait la Cour Souveraine d'après le <i>Triomphe de son Altesse Charles III à son retour dans Etats</i> . P. Boyé, <i>A propos d'un bicentenaire</i> . - Edition du « Pays Lorrain », 1937, page 27	211
15. — Ernest-Flavien Rouot	212

TABLE DES MATIERES

	Pages
<i>Préface</i>	7
<i>Bibliographie</i>	9
<i>Introduction :</i>	
I. — Les Assises de l'Ancienne Chevalerie	14
II. — Les Grands-Jours de Saint-Mihiel	48
III. — Les Grands-Jours de Commercy	21
<i>Première partie :</i>	
LA COUR SOUVERAINE DE LORRAINE ET BARROIS ET LA VIE POLITIQUE	
CHAPITRE I. — <i>Naissance de la Cour Souveraine</i>	27
I. — Le Conseil Souverain. Le traité de Saint-Germain.	
II. — La Création de la Cour le 7 mai 1641. Sa composition. Protestations de l'Ancienne Chevalerie.	
CHAPITRE II. — <i>La Cour Ambulatrice</i>	33
I. — Réoccupation de la Lorraine par les Français le 6 décembre 1641. La Cour suit Charles IV en exil.	
II. — Administration de la Justice et des affaires de l'Etat par la Cour errante.	
III. — Traité de Vincennes (1661).	
IV. — Réorganisation de la Justice par une ordonnance de 1661. Division de la Cour en deux séances. Œuvre de la Cour Souveraine.	
V. — Invasion de la Lorraine par les Français en 1670. Mort de Charles IV en 1675. Le duc Charles V et la Cour.	

	Pages
CHAPITRE III. — <i>La Cour Souveraine sous Léopold</i>	47
I. — Le traité de Ryswick (30 octobre 1697). Réinstallation et réorganisation de la Cour Souve- raine.	
II. — Lutte du duc Léopold contre l'autorité spirituelle.	
III. — Mort de Léopold. Court règne de François III.	
CHAPITRE IV. — <i>La Cour Souveraine sous Stanislas</i>	54
I. — La Cour Souveraine et les entreprises du chancelier de la Galaizière contre l'autonomie de la Lorraine.	
II. — La Cour Souveraine et les affaires religieuses.	
III. — Conflit entre la Cour et le chancelier au sujet de l'impôt des vingtièmes.	
CHAPITRE V. — <i>La Cour Souveraine et la vie politique française dans les dernières années de l'Ancien Régime</i> ..	91
I. — La Cour Souveraine de 1766 à 1771.	
II. — La Cour Souveraine de 1771 à 1788. La Réforme de Maupeou.	
III. — La Cour Souveraine de 1788 à sa suppression. La réforme de Loménie de Brienne. Fin des Parlements.	

Deuxième partie :

LES ATTRIBUTIONS DE LA COUR SOUVERAINE

CHAPITRE I. — <i>Le ressort de la Cour Souveraine</i>	118
I. — Les bailliages : nombre, étendue.	
II. — Population des bailliages.	
III. — Différentes coutumes.	
CHAPITRE II. — <i>Les attributions judiciaires</i>	125
I. — <i>Compétence :</i>	
(1) compétence en première instance ;	
(2) compétence en matière d'appel civil ;	
(3) délimitation de la compétence de la Cour et de la chambre des comptes ;	
(4) compétence en matière d'appel criminel ;	
(5) la Cassation devant le conseil ducal.	

II. — <i>Procédure :</i>	Pages
Les assignations.	
La distribution des procès.	
La signification.	
Le règlement des affaires d'audience.	
La formation des rôles.	
L'appel des causes.	
Les jugements.	

CHAPITRE III. — <i>Attribution politique : le droit d'enregistrement</i>	143
Les prétentions parlementaires.	
Les prétentions royales.	
L'enregistrement.	

CHAPITRE IV. — <i>Attributions administratives</i>	149
Les arrêts de règlement.	

Troisième partie :

L'ORGANISATION ADMINISTRATIVE DE LA COUR SOUVERAINE

CHAPITRE I. — <i>Composition de la Cour Souveraine</i>	161
I. — La Grand'Chambre.	
II. — La Chambre des Enquêtes.	
III. — La Chambre de la Tournelle.	
IV. — La Chambre des Requêtes.	
V. — La Chancellerie.	
VI. — La Chambre des Vacations.	
VII. — Les Institutions Judiciaires Lorraines à but charitable.	
La Confrérie de la Miséricorde.	
La Chambre royale des consultations.	
L'avocat des Pauvres.	

CHAPITRE II. — <i>La Discipline générale de la Cour</i>	178
Règlement général.	
Préséance.	
Vacances.	

CHAPITRE III. — <i>Les Charges parlementaires en Lorraine</i>	185
I. — Les Présidents.	
II. — Les Conseillers.	
— Conseillers - Prélats et Conseillers - Chevaliers d'honneur.	
— Conseillers clercs et laïcs.	

- III. — Les Gens du Roi.
 - Le Procureur général et les Substituts.
 - Les Avocats généraux.
- IV. — Les Greffiers et les Huissiers.
 - Les Greffiers.
 - Les Huissiers.
- V. — Les Procureurs et les Avocats.
 - Les Procureurs.
 - Les Avocats.

CHAPITRE IV. — *Régime Juridique des charges parlementaires de Lorraine* 213

Théorie = charges ni vénales, ni héréditaires

Conclusion 224

Appendice.

- I. — Composition du Parlement de Nancy en 1789 .. 227
- II. — Ordonnance du 16 mai 1641 portant création de la Cour Souveraine 229
- III. — Liste des Procureurs généraux 231
- IV. — Liste des Présidents de la Cour des Grands-Jours de Saint-Mihiel 234
- V. — Liste chronologique des Premiers Présidents de la Cour Souveraine 234
- VI. — Liste des Présidents à mortier 235
- VII. — Liste des Conseillers prélats 235
- VIII. — Liste des Conseillers clercs 236
- IX. — Liste des Conseillers chevaliers d'honneur 236
- X. — Liste des Conseillers 236
- XI. — Liste des Avocats généraux 241
- XII. — Ouvrages publiés par les Magistrats de la Cour .. 241
- XIII. — Table des Gravures 245

VU :
Nancy, le 24 mars 1958.
Le Président de Thèse,
J. IMBERT.

VU ET APPROUVÉ :
Nancy, le 27 mars 1958.
Le Doyen,
R. ROBLLOT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Nancy, le 27 mars 1958.
Le Recteur de l'Académie,
Président du Conseil de l'Université,
G. MAYER.

SOCIÉTÉ
D'IMPRESSIONS
TYPOGRAPHIQUES

2, rue René-d'Anjou
Tél. 53-48-52 - NANCY
